



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXI^e Année

Tome I N^o 2 - Février 1986

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires.**
- 35 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de janvier 1986.**
- 1 **Statistiques.**
- 169 **Législation économique.**
- 183 **Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

PREAMBULE DU RAPPORT PRESENTE
PAR LE GOUVERNEUR
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
A L'ASSEMBLEE GENERALE
DES ACTIONNAIRES

Environnement international

Les données qui synthétisent, par année, l'évolution de l'activité dans les pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, indiquent à l'évidence que le rythme de croissance s'est ralenti en 1985. Mais un aussi bref procès passerait sous silence le changement qui s'est produit en cours d'année; en effet, dans presque tous les grands pays, la conjoncture s'est le plus affaiblie dans la première partie de l'année et la croissance a généralement retrouvé plus de vigueur ensuite.

La reprise n'a pas été aussi puissante aux Etats-Unis, et, pour l'année dans son ensemble, le taux de croissance de ce pays s'est retrouvé inférieur à celui du Japon et n'a plus dépassé celui de la Communauté Economique Européenne. Comme l'année précédente, ce sont les dépenses intérieures qui ont entraîné l'économie américaine, mais l'impulsion a été beaucoup moins forte qu'en 1984. En volume, les investissements fixes des entreprises ont augmenté moins et les dépenses de construction de logements ont plafonné : compte tenu du mouvement des stocks, la formation brute de capital des sociétés et des ménages n'a plus progressé. Au contraire, l'altération du climat conjoncturel n'a pas empêché les ménages d'accroître encore le volume de leur consommation, en abaissant leur propension à épargner. La fermeté de la demande des ménages a été le principal soutien de l'emploi, surtout dans les services. Le taux de chômage, qui avait fortement diminué l'année précédente, ne s'est pas redressé. Le ralentissement de l'expansion s'est accompagné d'une nouvelle réduction de la hausse du niveau général des prix intérieurs; plus précisément, l'inflation s'est atténuée parce que les salaires horaires ont encore moins augmenté qu'en 1984, que les prix, en dollar, des matières premières importées ont reculé, et que, pour divers services, la concurrence entre producteurs, avivée par l'assouplissement de certaines réglementations, a contribué à la détente des prix; en outre, pour de nombreux produits, l'offre nationale a continué à affronter la concurrence des fournisseurs étrangers. Sur le marché intérieur, comme à l'exportation d'ailleurs, les producteurs américains auraient encore perdu des parts de marché.

Etats-Unis

En 1984, la disparité des taux de croissance et la hausse du cours du dollar s'étaient conjuguées pour détériorer la balance des paiements courants des Etats-Unis. Ce déficit s'est encore élargi en 1985; il a représenté 3,3 p.c. du produit national. Sans doute, bien que ralentie, l'expansion de certaines catégories de dépenses intérieures a-t-elle soutenu les courants d'importations; mais, en 1985, c'est surtout le niveau atteint par le cours du dollar qui a facilité les ventes des concurrents étrangers.

Le cours moyen pondéré du dollar pour l'année 1985 a dépassé celui de 1984. Toutefois, cette comparaison de moyennes annuelles ne rend pas compte du mouvement en cloche que ce cours a accusé pendant les deux dernières années. Au début de 1985, la hausse a continué et un maximum a été atteint vers la fin du mois de février. Pourtant, en réglant le déficit considérable de ses opérations extérieures sur biens et services, l'économie américaine mettait à la disposition du Reste du Monde une masse imposante de dollars; cette offre nette, malgré sa puissance d'environ un demi-milliard de dollars par jour, ne couvrait

pas la demande potentielle de dollars que les étrangers manifestaient pour effectuer des opérations financières. Dans un régime de flottement libre, cette insuffisance relative devait donner lieu à un relèvement du cours tel que, jour après jour, il ramène la demande effective au niveau d'équilibre avec l'offre. Certes, un effet de prix devait induire un élargissement ultérieur du flux d'offre suivant un processus séquentiel étalé dans le temps : le renchérissement du dollar désavantageait les producteurs américains, les conditions de négociation des contrats de commandes se modifiaient immédiatement au détriment de ces derniers, et, plus tard, lorsque l'exécution de ces contrats aboutirait aux paiements, les Etats-Unis auraient à régler un solde déficitaire plus important. Ainsi, l'offre de dollars répondrait bien à l'incitant du relèvement du cours : elle augmenterait, mais cette adaptation aurait lieu avec retard et dès lors, elle pouvait aussi se réaliser à un moment où la demande des placeurs étrangers se serait affaiblie. Les opérations financières s'adaptant rapidement aux changements des facteurs spécifiques qui les motivent, elles étaient susceptibles de modifier les cours de change dans des délais plus brefs que celui dans lequel pouvaient se produire, du côté des flux commerciaux, les changements compensateurs induits. Entretenant, en courte période, les désajustements de l'offre et de la demande étrangère de dollars, ou en en renversant le sens, ce décalage pouvait devenir un facteur d'instabilité des cours.

L'offre d'une monnaie sur le marché des changes peut, il est vrai, être beaucoup plus rapidement étoffée si les banques centrales remédient à son insuffisance en y joignant leurs propres apports ; pour la banque centrale du pays qui émet cette monnaie, il suffit qu'elle achète des devises étrangères ; pour les autres banques, il faut qu'elles vendent la monnaie demandée, en prélevant sur leurs avoirs antérieurement constitués. De fait, dans les premiers mois de l'année, des banques centrales non américaines se sont efforcées de freiner la hausse du dollar ; les interventions des autorités monétaires américaines sont restées fort modestes. Cette action des banques centrales a sans doute contribué, à côté de facteurs plus spontanés, à renverser la tendance du marché. Le cours du dollar a commencé à baisser.

Le mouvement était attendu, voire souhaité, car la dernière hausse n'avait pas été sans susciter des inquiétudes ; pour certains pays, largement importateurs de matières premières cotées en dollars, elle apparaissait comme un élément d'inflation par les coûts importée ; aux pays endettés dans cette monnaie, elle avait fait craindre une aggravation de leur déficit ; enfin, l'inquiétude se répandait de façon générale que les producteurs américains des secteurs exposés à la concurrence étrangère obtinssent des autorités politiques l'imposition de restrictions sévères aux importations.

Les autorités monétaires américaines ont concouru à la détente du marché des changes, non pas tellement par des interventions du côté de l'offre de dollars, mais, de façon moins directe, par leur politique de taux ; celle-ci allait, en effet, modifier une des données qui sous-tendaient la demande étrangère de dollars pour des opérations financières. Le retournement du marché des changes a coïncidé avec un changement dans l'orientation de l'action des autorités monétaires américaines : celles-ci n'ont pas empêché, ou ont facilité, un renversement

de la tendance, qui était redevenue momentanément haussière, des taux d'intérêt à court terme. Au cours des mois ultérieurs, bien que les divers agrégats surveillés par les autorités monétaires américaines eussent manifestement progressé au-delà des limites prévues, ces autorités se sont abstenues de réagir par des mesures qui auraient eu pour effet de provoquer un relèvement des taux à court terme; ceux-ci ne se sont redressés que brièvement et de façon limitée, au troisième trimestre; à la fin de l'année, ils avaient baissé de 1 p.c. environ depuis décembre 1984; ce mouvement les a rapprochés des taux offerts pour des placements à court terme dans les principales monnaies fortes. Les taux à long terme américains ont également accusé un repli.

De la sorte, la préoccupation de réduire le handicap que le dollar cher avait infligé à la compétitivité des producteurs américains sur les marchés commerciaux, jointe à celle de ne pas gêner la reprise de la demande intérieure, ont amené les autorités monétaires américaines à déplacer les accents d'intensité dans les considérants de leur politique. Sans cesser pour autant de surveiller les mouvements des agrégats monétaires, dont ils avaient fait auparavant un objectif intermédiaire à l'appui d'une politique destinée à arrêter l'inflation, les dirigeants du Système de la Réserve Fédérale ont restitué plus de poids aux objectifs « niveau de l'activité » et « cours de change », dans ce cas fort opportunément compatibles.

Abandonné auparavant aux sollicitations des marchés, le cours de change a été repris sous contrôle, indirectement d'abord, puis, de façon plus directe. Les observateurs et les acteurs du marché des changes pouvaient craindre que les rigidités de l'offre de dollars, face à la volatilité plus grande de la demande, en vinsent à précipiter exagérément la baisse. Leur appréhension n'était pas injustifiée puisque les faits des derniers mois de 1985 ont effectivement montré que les relations commerciales extérieures, surtout celles d'une économie de vastes dimensions assez peu ouverte, ne réagissent que dans des délais assez longs aux variations du cours du change. Et cependant, le repli s'est fait de manière ordonnée; le vœu de voir le dollar « atterrir en douceur » a été exaucé; la demande de cette monnaie pour le motif de placement est donc restée suffisamment ferme pour absorber régulièrement, à chaque niveau du cours pendant son recul, une part largement suffisante de l'offre produite par le déficit courant qui se prolongeait. Dans les tout derniers mois de l'année, après la concertation de septembre entre les Cinq Grands, le mouvement de baisse a même été relancé par des interventions officielles: la Federal Reserve Bank of New York et des grandes banques centrales étrangères sont intervenues de concert, pour casser un rebond du cours dès qu'un nouveau glissement de celui-ci déclenchait une reprise trop rapide de la demande de dollars.

Si le taux de croissance économique du Japon est redevenu le plus élevé de ceux des grands pays industrialisés, il n'en a pas moins marqué un recul, en symbiose avec l'évolution mondiale et, plus particulièrement, avec la demande intérieure aux Etats-Unis. Cependant, le surplus des paiements courants du Japon s'est encore élargi, atteignant 48 milliards de dollars, ou 3,7 p.c. du produit national; si elle a été moins importante qu'en 1984, la progression des exportations s'est néanmoins poursuivie; les termes de l'échange se sont amélio-

rés ; le produit des investissements et des importants placements à l'étranger des récentes années a été engrangé dans les recettes de revenus du capital ; au surplus, le volume des importations ne s'est guère accru, bien que l'expansion des dépenses intérieures se soit poursuivie au même rythme que l'année précédente. Parmi ces dernières, la demande privée s'est plus développée que celle des pouvoirs publics, qui ont encore réduit leur déficit financier, le ramenant à 1,7 p.c. du produit national.

Jusque dans les mois d'été, le cours moyen pondéré du yen a fluctué autour d'un niveau moyen inchangé depuis le début de 1984. Pendant les mois d'octobre et de novembre, ce cours, propulsé par un relèvement rapide et net des taux à court terme intérieurs, a haussé de quelque 12 p.c. Le mouvement était assez important pour faire craindre une perte de compétitivité des exportateurs et, dans les toutes dernières semaines de 1985, les autorités japonaises ont quelque peu relâché la poussée qu'elles exerçaient sur les taux d'intérêt.

Pays en
développement

Les pays en développement ne pouvaient pas échapper aux conséquences de l'inflexion conjoncturelle dans les pays industrialisés. Pour eux, celle-ci a eu deux conséquences gênantes. En premier lieu, elle a affecté plus les cours des matières premières que les prix des produits manufacturés, provoquant ainsi une détérioration des termes de l'échange pour les pays membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole ainsi que pour des pays en développement autres que les « pays nouvellement industrialisés ». En second lieu, elle a affecté le volume des exportations de ces deux groupes de pays ; celles-ci se sont réduites et, comme leurs importations ont peu reculé par rapport à 1984, leur balance commerciale s'est, au total, détériorée. Leur balance des paiements courants s'est altérée davantage ; en effet, la charge des intérêts payée par les pays endettés s'est alourdie avec la progression de leurs passifs, malgré l'abaissement des taux d'intérêt, tandis que les pays membres du groupe pétrolier ont encaissé moins de revenus.

Il a donc suffi d'un ralentissement de l'expansion dans les pays industrialisés pour que soit avérée l'acuité de la crise des pays endettés. La rechute de 1985 a sans doute étayé la thèse que ces pays ne pourront pas surmonter leurs difficultés fondamentales en s'astreignant à une thérapeutique qui avait plutôt été conçue pour résorber des désajustements dans des pays riches de potentialités humaines et matérielles. Privés d'une coopération extérieure, les pays en développement se trouveraient sans doute contraints, par un dilemme dramatique, soit à abaisser rigoureusement un niveau de vie déjà trop pauvre, soit à délabrer davantage leur situation extérieure en l'obérant de nouvelles dettes, s'ils parvenaient à trouver des prêteurs. Les inquiétudes que suscitait cette situation ont amené le Secrétaire au Trésor américain à formuler des propositions appelées « plan Baker », dont l'objectif est à la fois d'encourager l'adoption de réformes internes plus propices à la croissance de ces pays et de faciliter la couverture des besoins de ceux qui entreprennent semblables réformes. Ces propositions recommandent, entre autres, une augmentation des prêts de la Banque Mondiale et d'autres banques multilatérales de développement, en même temps que l'octroi de nouveaux crédits par les banques commerciales. L'amélioration des conditions de financement des pays en développement est certes indispensable en tant que

mesure conservatoire. Le répit que celle-ci apporterait ne dispense pas pour autant les grands acteurs de l'économie mondiale d'un effort de recherche de solutions plus durables; celles-ci passent sans doute, dans l'immédiat, par un abaissement des taux d'intérêt et, plus fondamentalement, par le maintien d'un rythme régulier de croissance dans les pays industrialisés, par l'ouverture des marchés de ceux-ci aux exportations des nouveaux producteurs, et, dès lors, par une accélération des mutations de la structure des activités dans les vieux pays. Ces solutions plus définitives exigeront sans doute aussi des dirigeants des pays pauvres qu'ils se préoccupent de réorganiser les structures sociales et économiques de leurs nations.

Les pays de la Communauté Européenne, dont l'expansion en 1984 avait été nettement plus faible que celle des Etats-Unis et du Japon, n'ont pas subi, à la différence de ceux-ci, de ralentissement. La vigueur de la reprise après le creux des premiers mois a redressé le rythme de croissance moyen de 1985. Celui-ci, 2,5 p.c. environ, n'a pas été assez puissant pour ramener le chômage au-dessous du niveau de 1984, soit 10,5 p.c. de la population active.

Communauté
Economique
Européenne

Les disparités dans les évolutions des prix ont continué à se résorber, la hausse s'étant nettement ralentie dans la plupart des pays où elle était plus intense.

Comme en 1984, la demande intérieure n'a progressé que modérément, en raison des politiques trop uniformément marquées par les anamnèses anxiogènes des désordres inflationnistes passés ou des séquelles des crises pétrolières. Si la Communauté avait pu agir comme un espace économique intégré, elle eût certainement pu développer davantage sa demande intérieure et assurer ainsi le relais comme acteur de l'expansion mondiale. Elle eût pu réduire le trop grand retard que sa croissance — 7,1 p.c. pour l'ensemble des six dernières années — a pris par rapport à celle des Etats-Unis — 12,9 p.c. dans la même période —, alors que les potentialités des deux économies sont comparables. Il est vrai, malheureusement, que l'homogénéité des économies communautaires est plus facilement imaginée dans les schémas enregistrant des données macro-économiques qu'elle ne peut être appréhendée dans les données réelles qui conditionnent les politiques nationales.

Convergeant par leurs objectifs, les politiques budgétaires n'ont pas été aménagées dans le sens de l'expansion, même là où pouvaient exister des marges de manoeuvre. En outre, ni les décisions d'investir des entreprises, ni le comportement des ménages n'ont été les ferments actifs d'un relèvement de l'emploi ou d'une relance vigoureuse de l'activité; dans les industries manufacturières, les entreprises ont, en général, réalisé des programmes de rationalisation plutôt que des investissements d'extension; à la différence des consommateurs américains, les ménages européens ont maintenu un taux d'épargne assez élevé, ne s'autorisant une augmentation de leurs dépenses qu'en proportion de celle de leur revenu disponible.

Comme les importations ont progressé moins qu'en 1984 et que les termes de l'échange ne se sont plus détériorés, la balance commerciale extérieure de la Communauté a dégagé un boni plus important qu'en 1984, malgré un ralentisse-

ment du progrès des ventes à l'étranger ; la balance des paiements courants a, en outre, bénéficié d'une nouvelle réduction des dépenses nettes à l'étranger au titre de services. Cette amélioration du compte extérieur de la Communauté s'est retrouvée dans celui de la plupart des pays membres ; l'exception notable est l'Italie, dont l'aggravation du déficit a été assez sérieuse pour que ce pays négocie, en juillet, une révision du cours-pivot de la lire ; celui-ci a été abaissé de 7,8 p.c. par rapport aux autres monnaies du Système Monétaire Européen.

Les autorités monétaires des divers pays n'ont pas pu mener une politique de taux d'intérêt qui ignorât les indications du marché des changes et plus particulièrement l'évolution du cours du dollar. Dans la période de hausse de celui-ci, la plupart des taux européens ont calqué le redressement de ceux du marché monétaire américain. Le fléchissement ultérieur de ces derniers a entraîné celui des taux européens. Dans les derniers mois de l'année, lorsque le repli du dollar eut commencé à créer certaines tensions entre les monnaies du Système Européen, le mouvement des taux d'intérêt à court terme de chaque pays a été influencé par la situation particulière de son marché des changes.

Système
Monétaire
Européen et Écu
privé

Les handicaps dont l'Europe de la Communauté pâtit, en regard d'autres grands pays, pour remplir dans l'économie mondiale le rôle que devrait lui conférer sa dimension potentielle, sont devenus évidents. C'est donc une démarche opportune que celle des Gouvernements lorsqu'ils ont engagé la procédure prévue pour réviser les Traités communautaires. C'est la première fois, depuis l'entrée en vigueur des Traités de Rome, qu'une révision d'aussi grande ampleur est envisagée. Le texte adopté vise à renforcer la capacité d'action des institutions communautaires, à promouvoir la réalisation complète du marché intérieur et à étendre le champ d'application des politiques communes. La volonté est ainsi exprimée de réaliser à l'horizon de 1992 un grand marché sans frontières intérieures, assurant la libre circulation effective des marchandises, des personnes, des services et des capitaux.

Dans le domaine de la coopération monétaire entre pays membres, le Traité d'origine traduisait les hésitations d'une époque. Les modifications convenues comportent une référence à l'objectif de l'Union économique et monétaire, au Système Monétaire Européen et à l'Écu. Certes, le nouveau texte n'oblige pas les pays membres à progresser vers l'intégration monétaire ; le devenir de celle-ci aurait été moins flou si la Communauté avait été habilitée à mettre en place une autorité monétaire commune, dans des conditions institutionnelles adéquates. Si peu contraignants que soient les amendements apportés, ils ont au moins le mérite d'affirmer dans la solennité d'un Traité que l'oeuvre accomplie a vocation de durer et de se renforcer. Il reste que, dans les années à venir, le franchissement de nouvelles étapes vers l'intégration monétaire dépendra du climat économique et plus encore des volontés politiques.

Pour 1985, la moisson est restée assez maigre. Les décisions acquises concernent le système de change, dont le fonctionnement pourra bénéficier de certaines mesures techniques propres à faciliter quelque peu l'usage et la détention de l'Écu officiel. Mais ces dispositions ne sont pas de nature à élargir de façon significative les limites qui ont été assignées à cet Écu.

Le développement de l'usage de l'unité de compte Écu dans les transactions financières privées s'est poursuivi beaucoup plus rapidement. Il va de soi que cette innovation n'a pas pris partout le même essor, puisqu'elle se heurte à des contraintes et rencontre des comportements qui diffèrent, les uns et les autres, suivant les pays. Là, l'interprétation restrictive d'une loi monétaire nationale empêche les institutions financières de collecter des ressources en Écu, alors qu'elles peuvent le faire en d'autres devises. Ailleurs, des dispositions réglementaires obligent ou incitent les résidents à s'endetter en d'autres monnaies que la monnaie nationale, éventuellement en Écu, tandis qu'elles interdisent ou découragent la formation d'actifs financiers en devises.

Ces diverses dispositions et aussi les réactions spontanées des placeurs et des emprunteurs ont créé un déséquilibre entre le volume des prêts et des dépôts bancaires en Écu ; les données disponibles pour un ensemble de pays indiquent que les prêts bancaires consentis aux emprunteurs finals ont atteint un montant de quelque 14 milliards d'Écus à la fin de septembre 1985, tandis qu'à cette même date, les dépôts ne dépassaient guère 7 milliards d'Écus. Cette asymétrie a eu des conséquences financières pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. En effet, agissant sans restrictions de change, les agents économiques y ont eu un comportement qui a créé un déséquilibre inverse ; les avoirs en Écu que les résidents se sont constitués, auprès des banques établies dans l'Union Economique ou à l'étranger, dépassent leurs endettements auprès des mêmes banques ; cet excédent n'a guère été compensé par des entrées de capitaux résultant d'autres opérations en Écu : en effet, peu de dépôts en Écu, et donc peu de francs belges et luxembourgeois incorporés, ont été acquis par des non-résidents. Par leurs achats de titres à long terme, les placeurs belges et luxembourgeois ont aussi contribué largement au développement des émissions d'euro-obligations libellées en Écu. La constitution, par les résidents, de ces actifs financiers de tous termes, lorsqu'elle s'opérait au détriment d'avoirs en franc belge, a occasionné des sorties de capitaux hors de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Evolution économique et financière en Belgique

Les catégories de dépenses sur lesquelles la croissance de l'économie belge devait prendre appui en 1985 n'ont pas donné les impulsions espérées. Pas plus qu'en 1984, les exportations nettes de biens et services n'auraient exercé un rôle significatif de stimulant, tandis que la formation brute de capital dans la nation, qui, l'année précédente, avait apporté une contribution à la croissance, n'aurait plus progressé. L'apport des consommations privée et publique est resté faible. La progression du produit intérieur brut de l'économie belge a été pratiquement la même qu'en 1984. De l'ordre de 1 p.c., elle serait, comme pendant les années antérieures, restée en retrait de celle, cependant relativement médiocre, de l'ensemble des pays de la Communauté Economique Européenne. Pour la période de six ans qui a commencé en 1979, année dont la conjoncture se compare assez bien à celle de 1985, la croissance en volume de l'économie belge n'aurait été que de 5,5 p.c. environ ; à la fin de cette période, les dépenses intérieures se seraient contractées de 2 p.c. par rapport à leur niveau de départ ; c'est le

Dépenses et
produit national

redressement du compte extérieur courant qui, jusqu'en 1983, a soutenu l'expansion.

La consommation des particuliers, principale composante de la demande intérieure, aurait augmenté modestement : 0,9 p.c. à prix constants, comme en 1984. Les dépenses destinées à la construction de logements, en recul depuis 1979, se seraient accrues de 2 p.c. ; les effets des mesures nationales et régionales d'aide à la construction résidentielle ne pouvaient qu'atténuer l'incidence des facteurs de dépression : stagnation démographique, coût de la construction, législation sur les loyers, évolution effective ou prévue des revenus, difficultés institutionnelles, rendements nets élevés des placements concurrents et coût du financement. Quant aux investissements des entreprises individuelles, ils seraient restés égaux, malgré leur recul dans l'agriculture.

A prix constants, les dépenses des pouvoirs publics auraient plafonné : l'accroissement de 1,5 p.c. de la consommation — le coût des services publics — aurait été compensé par une nouvelle diminution des investissements ; ceux-ci n'atteindraient plus que les deux tiers de ceux de 1980.

Les investissements en capital fixe des sociétés auraient augmenté de 2,3 p.c. en volume ; ce pourcentage est inférieur à celui de 1984, aussi bien dans les industries manufacturières que dans les secteurs de services. Les stocks auraient encore été réduits.

Production
Emploi

L'évolution de la production industrielle a reflété l'atonie de la demande. Sur les marchés extérieurs, les fabrications métalliques et la chimie ont bénéficié de la reprise des investissements ou de celle de la consommation privée dans les pays de la Communauté. L'activité s'est développée le plus dans les industries des fabrications métalliques, chimiques et alimentaires. La production d'électricité a réalisé un nouveau progrès important et les centrales sont redevenues exportatrices nettes de courant. Au total des industries autres que la construction, la valeur ajoutée n'aurait augmenté que d'un peu plus de 1 p.c. en 1985 ; dans la construction, elle aurait stagné par suite de la réduction des travaux routiers et de génie civil.

Dans les secteurs non industriels, l'expansion n'aurait pas été plus forte. A prix constants, la valeur ajoutée par l'agriculture se serait maintenue au niveau élevé de 1984. Elle aurait crû de 1 p.c. environ dans les services marchands qui ont subi aussi les effets du ralentissement de la croissance depuis la fin de la décennie précédente.

En 1985, ces entreprises productrices de services et les pouvoirs publics ont néanmoins créé assez de nouveaux emplois pour compenser, et au-delà, la nouvelle diminution de l'offre de travail venant de la construction et des industries. Les emplois perdus dans ces dernières — 13.000 unités de juin 1984 à juin 1985 — ont été moins nombreux qu'au cours de périodes antérieures, pour des augmentations d'activité comparables. En effet, l'amélioration de la productivité dans l'industrie s'est encore infléchie en 1985 ; ce ralentissement est plus prononcé que dans l'ensemble des principaux concurrents étrangers, comme c'était déjà le cas pendant les deux années précédentes ; la décélération ne semble

pas être la conséquence d'une diminution du nombre d'heures prestées par personne ; elle a pu être déterminée en partie par les mesures imposées ou par les incitations données par le Gouvernement aux entreprises en matière d'emploi.

Le taux de chômage a été influencé, en outre, par la diminution du nombre des actifs ; mais celle-ci est purement apparente : elle est la conséquence des dispositions légales qui permettent à certains chômeurs âgés de ne plus être demandeurs d'emploi. En tout état de cause, la population active aurait moins augmenté que l'offre d'emplois ; dès lors, même si l'on fait abstraction du changement de la réglementation, le taux de chômage se serait réduit de 0,3 p.c. entre décembre 1984 et décembre 1985.

Bien qu'elle fût encore assez modeste, cette amélioration de l'emploi aurait cependant eu pour effet que l'augmentation de la masse des salaires — 0,9 p.c. à prix constants — aurait dépassé, en 1985, celle du salaire par personne occupée et aurait été un peu supérieure à celle de l'année précédente.

Revenus des
particuliers et des
sociétés

Au contraire, le revenu des entrepreneurs individuels aurait, malgré l'augmentation de leur nombre, accusé un nouveau recul en volume.

La majoration des revenus de la propriété aurait encore été considérable — 7,7 p.c. à prix constants —, mais moindre cependant que celle de l'année précédente, en raison de différences dans la durée moyenne des actifs financiers acquis en 1984 et 1985. Ces revenus patrimoniaux constitueraient actuellement 20 p.c. environ des revenus primaires des particuliers, contre 14 p.c. dans les années 1970 ; depuis lors, en effet, les ménages, dont la propension à épargner est restée fort élevée, ont régulièrement renforcé leur patrimoine et particulièrement leurs portefeuilles d'actifs financiers ; en outre, les rendements moyens se sont progressivement élevés.

L'ensemble des revenus primaires de toute nature des particuliers se serait accru de 1,8 p.c. à prix constants, pourcentage proche de celui de 1984. Faute d'informations, il n'est pas possible de ventiler, entre les diverses catégories de revenus primaires, ni les prélèvements fiscaux et parafiscaux dont ces revenus sont frappés, ni les transferts versés par les pouvoirs publics dont ils sont majorés. Le revenu disponible pour la consommation et l'épargne ne peut donc être estimé que pour l'ensemble des ménages : il aurait progressé de 0,9 p.c., alors qu'il avait été amputé de 0,4 p.c. l'année antérieure. Les pouvoirs publics auraient donc opéré sur les revenus des ménages des prélèvements nets — charges fiscales et parafiscales, moins transferts alloués — qui auraient encore été alourdis en 1985, mais moins que l'année précédente.

Les revenus disponibles des sociétés — nécessairement évalués à prix courants — auraient connu un accroissement bien plus important que les précédents et nettement supérieur aussi à celui qu'ils avaient enregistré en 1984. Les marges bénéficiaires moyennes se seraient un peu élargies grâce à l'amélioration des termes de l'échange ; mais la progression du volume des ventes se serait ralentie, de sorte que l'augmentation — quelque 14 p.c. — de l'excédent brut d'exploitation n'aurait pas été supérieure à celle de 1984. Par ailleurs, les sociétés auraient moins accru la masse des dividendes et intérêts qu'elles paient aux autres

secteurs. L'alourdissement des prélèvements nets dont elles sont l'objet de la part des pouvoirs publics aurait été beaucoup moindre que l'année précédente; il n'aurait pas été proportionnel à l'amélioration de l'excédent d'exploitation. Dès lors, les bénéfices réservés, c'est-à-dire le revenu disponible des sociétés, auraient progressé de 17 p.c.; soit plus du double de 1984.

Prix

Le changement des termes de l'échange dont il vient d'être fait mention a coïncidé avec un ralentissement très net de la hausse des prix des importations et des exportations. La valeur unitaire moyenne des biens et services importés s'est relevée un peu moins que celle des exportations. La faiblesse des cours des matières premières, l'inflexion de l'inflation dans les pays industrialisés et le redressement du cours moyen pondéré du franc — le premier depuis 1979 —, ont allégé les coûts des biens et services importés. Alors que le relèvement des coûts intérieurs se poursuivait au même rythme qu'en 1984 — environ 5,5 p.c. —, l'inflexion du renchérissement des importations a entraîné une décélération du mouvement des prix intérieurs. Le niveau moyen des prix à la consommation pour l'année 1984 avait accusé une hausse de 6,3 p.c.; celle-ci n'a plus été que de 4,9 p.c. en 1985; elle n'a plus dépassé que de 1 p.c. le chiffre correspondant calculé pour l'ensemble des principaux partenaires commerciaux de la Belgique.

Déficit des
pouvoirs publics

Dans l'ensemble des autres pays de la Communauté Economique Européenne, les dépenses des pouvoirs publics rapportées au produit national brut sont revenues de 49,2 p.c. en 1984 à 48,6 p.c. en 1985. En Belgique, ce pourcentage s'est maintenu à un niveau plus élevé, tout proche de 60 p.c. La pression fiscale et parafiscale s'est réduite de 42,3 à 41,9 p.c. du produit national dans les autres pays; elle est passée de 47,2 à 47,6 p.c. en Belgique. Mesuré selon les normes européennes, le déficit des pouvoirs publics a diminué, de 1984 à 1985, de 4,9 p.c. à 4,6 p.c. du produit national dans les autres pays et s'est stabilisé à 10,3 p.c. en Belgique.

La nouvelle progression des recettes fiscales et parafiscales est la conséquence de l'exécution du plan pluriannuel d'assainissement introduit par le Gouvernement en mars 1984 et particulièrement du prélèvement, pendant trois ans, au bénéfice de la Sécurité Sociale, du produit de la première tranche d'indexation des revenus salariaux qui ne sont pas à charge du Trésor et du produit d'une modération analogue imposée aux revenus des travailleurs indépendants.

Du côté des dépenses, dans les comptes nationaux, la consommation publique — services mis à la disposition des particuliers et des entreprises — aurait encore représenté 18 p.c. environ du produit national, soit 1,5 p.c. de moins que le maximum atteint en 1981. La formation brute de capital n'aurait plus représenté que 2,7 p.c. de ce même produit, soit 1,4 p.c. de moins que le maximum atteint en 1980 et 1981. La plus grosse partie des décaissements des pouvoirs publics — équivalant à 40 p.c. environ du produit national — serait donc constituée par des transferts courants — allocations de diverse nature et intérêts de la dette publique — organisant des déplacements de revenus et par des transferts en capital, notamment des subventions.

Le total des dépenses courantes aurait atteint 55,8 p.c. du produit national, soit une proportion voisine de celle de 1984. En dépit des mesures prises pour

reporter à l'année suivante des échéances d'intérêt, la charge du service de la dette serait passée de 10,1 à 11 p.c. du produit national, le pourcentage d'accroissement de la dette et le niveau des taux d'intérêt étant, l'un et l'autre, supérieurs au rythme d'expansion du produit national à prix courants. L'alourdissement des charges d'intérêt a été presque entièrement compensé par des réductions opérées dans les transferts courants, autres que ceux relatifs au chômage et à la promotion de l'emploi. Les dépenses en capital des pouvoirs publics ont été portées à 6,5 p.c. du produit national; la très légère majoration de ce pourcentage, par rapport à 1984, n'a pas pour origine des investissements, mais des octrois de crédits et des prises de participations qui ne sont pas enregistrés dans les statistiques harmonisées au niveau de la Communauté, dont on a fait état plus haut.

Compte tenu de cette dernière catégorie de dépenses, le déficit des pouvoirs publics belges aurait atteint 13 p.c. du produit national, niveau légèrement supérieur à celui de 1984. La comparaison à la moyenne des déficits enregistrés dans les années 1981-1983 — 15,4 p.c. du produit national — révèle une amélioration appréciable, même si on tient compte de la différence de climat conjoncturel entre cette période-là et 1985. Dans les années 1977-1979, qui ont précédé la seconde crise pétrolière, le déficit était en moyenne de 8 p.c. du produit national; depuis lors, les charges que les pouvoirs publics supportent du fait de leur endettement se sont accrues de 6,5 p.c. du produit national. Ainsi, la répétition tolérée de déficits a ajouté un élément de plus à toutes celles des données de la structure budgétaire qui risquent d'être difficilement réversibles.

Depuis 1981, année de déséquilibre extrême, les pouvoirs publics se sont procuré de moins en moins difficilement les ressources financières nécessaires à la couverture de leur déficit. Les surplus financiers des deux autres secteurs intérieurs se sont, en effet, élargis; sans doute, les particuliers ont-ils abaissé leur propension à épargner de 1981 à 1985, puisqu'ils n'ont réduit leur consommation que de 0,6 p.c. du produit national dans le temps où leurs revenus disponibles diminuaient de 1,7 point de ce produit. Leur épargne globale s'est donc contractée de 15 à 13,9 p.c. dudit produit. Mais ils ont modifié l'affectation qu'ils donnaient à celle-ci: l'investissement en construction d'habitations a reculé au profit des placements. Globalement, le patrimoine des ménages s'est renforcé de nouveaux actifs financiers, bien plus qu'il n'a été grevé de nouvelles dettes; par solde, en 1985, l'accumulation de ces avoirs nets aurait représenté 9,5 p.c. du produit national. Ce pourcentage est étonnamment plus élevé que dans les autres pays de la Communauté Economique Européenne — sauf l'Italie; il se pourrait que l'écart soit très légèrement exagéré par des imperfections particulières aux données belges qui seraient plus viciées que d'autres par des omissions de nature fiscale dont l'effet serait d'abaisser d'un même montant le revenu disponible des ménages, leur consommation et le produit national; toutefois, l'écart s'explique fondamentalement par le fait que, en raison de la hauteur de ses dépenses, l'Etat belge est amené plus que d'autres à emprunter aux ménages les ressources qu'il ne pourrait pas leur ôter par l'impôt sans aggraver les distorsions actuelles de la répartition effective de la charge fiscale.

Surplus des
particuliers et des
sociétés

Le surplus financier des sociétés s'est situé au-dessus de 2 p.c. du produit national à partir de 1982; il se serait élargi de 1984 à 1985 et aurait atteint

3,9 p.c. On a déjà signalé que l'épargne brute des sociétés avait été nettement plus importante ; en outre, les pouvoirs publics ont contribué plus largement au financement des secteurs nationaux. Comme les investissements ont augmenté moins qu'en 1984, dans l'ensemble du secteur, comme on l'a vu, l'accroissement des ressources des sociétés s'est donc reflété dans un plus grand excédent financier. Dans les principaux pays de la Communauté, au cours des dernières années, les sociétés ont aussi disposé d'un surplus financier, parfois plus important qu'en Belgique ; il n'y a de déficit financier du secteur qu'en France.

Au total, la capacité nette de financement des particuliers et des sociétés, ensemble, aurait atteint 13,4 p.c. du produit national en 1985. Pour la première fois depuis 1974, elle a dépassé le besoin net de financement des pouvoirs publics ; l'excédent, de 0,4 p.c. du produit national, représente le prêt net de l'économie belge au Reste du Monde, c'est-à-dire, grosso modo, le surplus de la balance des transactions courantes de la Belgique avec l'étranger.

Balance des
paiements de
l'U.E.B.L.

Grossi du surplus de l'économie grand-ducale, le solde positif des opérations courantes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger pourrait s'être situé aux environs de 35 milliards, si on le calcule sur la base des transactions. Cette balance, dont le redressement s'était amorcé en 1982, avait été en équilibre l'année précédente.

Le progrès de 1985 est venu principalement des opérations sur marchandises. On a déjà mentionné l'amélioration probable des termes de l'échange. En même temps, le taux de couverture en volume des importations par les exportations se serait relevé, non pas grâce à une expansion vigoureuse des ventes, mais plutôt par suite de la progression lente des achats d'une économie dont les dépenses intérieures ont moins augmenté qu'à l'étranger depuis plusieurs années.

Ce retard a eu, sur la balance commerciale, des effets qui ont compensé, dans le volume des échanges, ceux des pertes de parts de marché que les producteurs belges de produits manufacturés ont subies sur les marchés extérieurs. Dans la mesure où elle est fonction de facteurs autres que les prix, la puissance de concurrence de ces industries exportatrices ne semble pas s'être beaucoup améliorée, dans l'ensemble, au cours des dernières années : les analyses qui y ont été consacrées concluent généralement que trop d'éléments tenant à la nature et à la qualité des produits offerts, au dynamisme commercial ou à la répartition géographique des courants sont encore à perfectionner ou à reconverter. Aussi longtemps que ces modifications fondamentales ne seront pas assez opérées, le mouvement des prix et des coûts relatifs conservera une importance majeure, particulièrement dans les cas où l'offre belge est marginale ou porte sur des produits assez peu élaborés. Or, l'évolution récente des prix de vente et de revient a été moins favorable aux produits nationaux. A en juger par les valeurs unitaires à l'exportation, les prix de vente belges ont haussé un peu plus que ceux des concurrents ; ce changement aurait mis fin à une amélioration qui avait commencé en 1981. Même si, au cours des dernières années, les rationalisations et l'introduction des nouvelles technologies dans la plupart des industries manufacturières belges ont allégé le poids des salaires dans les prix de revient, ces charges salariales demeurent un des facteurs importants de la concurrence par

les prix, d'autant plus que le phénomène d'allègement de ces charges s'est produit dans tous les pays industrialisés. Or, depuis 1984, selon les estimations de la Banque, les coûts salariaux par unité produite que supportent les industries manufacturières belges semblent avoir augmenté plus que chez les principaux producteurs étrangers; d'une part, malgré les mesures de modération imposées en Belgique, il semble bien qu'à partir de 1984, les coûts salariaux par personne occupée dans les industries manufacturières se soient élevés plus rapidement en Belgique qu'à l'étranger; d'autre part, les évaluations statistiques qui mesurent, dans les divers pays, la productivité par personne occupée, indiquent que les industries belges n'auraient plus eu, depuis 1983, l'avantage que cette productivité progresse plus rapidement qu'ailleurs.

Deuxième catégorie d'opérations qui interviennent dans la balance des paiements courants, les recettes et dépenses provenant de la prestation de services, se sont soldées par un surplus moindre qu'en 1984. La masse des intérêts payés à l'étranger par les pouvoirs publics belges s'est gonflée, après l'endettement important de ces derniers en 1984. Leur augmentation n'a pas été compensée par celle, cependant significative, des revenus encaissés par les résidents non-banques sur leurs avoirs en monnaies étrangères; au cours des dix dernières années, les achats recensés avaient accru de l'équivalent de 500 milliards de francs les portefeuilles de valeurs mobilières étrangères; ceux-ci ont dû augmenter aussi par anatocisme. Encore ne s'agit-il que des avoirs à long terme, auxquels s'ajoutent la masse des dépôts en devises que détiennent les résidents non-banques. Ceux des revenus mobiliers nés à l'étranger que les bénéficiaires rapatrient constituent un flux de recettes, devenu considérable; ce flux apporte des ressources au marché libre des changes, atténuant la poussée qu'exercent sur les cours les sorties de capitaux; dans le même temps, c'est au marché réglementé des changes que l'Etat et les entreprises demandent les devises nécessaires au paiement des intérêts sur leurs dettes extérieures ou des dividendes et bénéfices qu'ils doivent transférer.

La troisième catégorie d'opérations qui constituent la balance courante des paiements sont les transferts privés et publics; le déficit par lequel ils se soldent est structurel; il a diminué en 1985: des interventions importantes du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole ont donné lieu à une augmentation des transferts reçus.

Les sorties nettes de capitaux privés, solde hétérogène d'un ensemble de flux de fonds, décidés aussi bien par des étrangers que par des résidents, pour effectuer des opérations de nature très diverse, se sont encore réduites. Ce solde négatif était revenu progressivement de 201 milliards en 1981 à 94 milliards en 1984; une nouvelle amélioration a été enregistrée en 1985: les sorties nettes ont été de l'ordre de 75 milliards. Mais cette amélioration d'une année à l'autre dissimule le renversement qui s'est produit en cours d'année; la cassure a eu lieu à la fin du premier semestre; pendant celui-ci, des entrées nettes de capitaux privés d'une vingtaine de milliards avaient été enregistrées; les déplacements de fonds ont donc été considérables au cours de la seconde moitié de l'année.

Les achats, par des résidents autres que les banques, de valeurs mobilières émises par des étrangers se sont échelonnés assez régulièrement sur l'année: au

total, ils se sont élevés à quelque 110 milliards, contre 113 milliards en 1984 ; la partie de ces achats qui porte sur des obligations en franc belge a été un peu plus importante en 1985. Les autres flux de fonds que l'on peut considérer comme investis ou placés à long terme ont donné lieu à des rentrées nettes de l'ordre d'une soixantaine de milliards : d'importants investissements directs ont été effectués par des entreprises étrangères au premier semestre et la demande de non-résidents pour des valeurs mobilières belges et luxembourgeoises a pris plus d'ampleur.

C'est le mouvement des fonds à court terme qui s'est renversé en cours d'année. Les premiers mois avaient été une période de calme pour les marchés des changes à l'intérieur du Système Monétaire Européen ; dans ces conditions, les différences de taux d'intérêt à court terme avaient pu agir sur l'orientation des fonds, surtout après que les chances de gains sur les placements en dollar étaient devenues plus douteuses. Pendant cette période, les écarts dans les taux des placements à court terme étaient demeurés en faveur du franc belge par rapport au dollar, au mark allemand et au florin, bien qu'ils se fussent atténués ; les résidents belges et luxembourgeois avaient réduit leurs avoirs nets en monnaies étrangères et les non-résidents avaient augmenté leurs avoirs nets en franc auprès des banques belges et luxembourgeoises. La révision du cours-pivot de la lire a fait réapparaître une certaine agitation sur les marchés des changes entre monnaies du Système Européen ; les anticipations de changements de cours paraissent ne pas avoir favorisé les placements en franc belge ; il y a eu des sorties nettes de capitaux à court terme pour le troisième trimestre dans son ensemble ; dans les dernières semaines de l'année, des rumeurs, des propos pronostiquant un nouveau réalignement des cours pivots dans le Système Monétaire Européen, ont même suscité, à l'étranger, une certaine méfiance vis-à-vis du franc belge : les non-résidents ont retiré des avoirs en banques et vendu du franc à terme.

Les avoirs nets en monnaies étrangères au comptant et à terme des banques de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avaient augmenté de 65 milliards en 1984. Ces placements représentent des provisions destinées à couvrir le risque de défaillances de débiteurs étrangers et le emploi de dotations reçues de maisons-mères ; en 1985, ils se sont accrus de 45 milliards environ.

Au total de l'année sous revue, les mouvements de capitaux à court terme se soldent globalement par une sortie nette de quelque 25 milliards.

L'ensemble des opérations courantes et des opérations en capital du secteur privé a laissé en 1985 un déficit de l'ordre de 40 milliards, soit environ la moitié de celui de 1984. Le secteur public a limité ses emprunts nets à l'étranger à 31 milliards ; ceux-ci avaient été de 160 milliards en 1984. Les réserves de change de la Banque ont donc diminué de 8,4 milliards ; en 1984, elles s'étaient accrues de 67 milliards.

La prime que les cours des devises négociées au marché libre accusent par rapport à ceux du marché réglementé est restée peu importante pendant presque toute l'année ; les sorties de capitaux des dernières semaines ne l'ont guère majorée ; en moyenne pour l'année, l'écart entre les deux cours a été de 0,5 p.c. La Banque a pu procéder sur le marché libre à des achats très importants, tant

était abondante l'offre, bien alimentée par les rapatriements de revenus mobiliers que l'on a déjà mentionnés et par les recettes nettes de l'industrie diamantaire.

L'indicateur de divergence du franc belge dans le Système Monétaire Européen s'est déjà dégradé régulièrement au premier semestre, sous l'impulsion de la hausse du cours de la livre. Il n'a guère réagi au réaligement des cours pivots en juillet et il s'est maintenu grosso modo au niveau atteint en juin jusqu'à la fin de novembre. Il a monté ensuite ; l'apport au marché des changes du produit d'un nouvel endettement en devises du Trésor — par solde, une vingtaine de milliards — a maintenu l'indicateur à la moyenne de 62 en décembre.

Le cours moyen pondéré du franc a évolué, comme celui de la plupart des monnaies européennes, en sens inverse du cours du dollar. Il a été moins affecté par les fluctuations de la livre. Le relèvement qu'il a enregistré entre les mois de décembre des deux années correspond à une appréciation moyenne du franc belge d'environ 4,5 p.c.

Sur le marché intérieur des fonds, l'offre s'est élargie assez pour accentuer le climat de détente ; les taux se sont orientés à la baisse ; le marché a trouvé son équilibre sans que la dynamique des ajustements amène la Banque à intervenir en créant de nouvelles ressources, si ce n'est temporairement ; d'ailleurs les opérations de la Banque avec l'étranger n'ont resserré qu'exceptionnellement les ressources du marché monétaire, où l'offre a bénéficié aussi d'un léger recul du stock de billets émis.

Actifs financiers
et dettes

Pourtant, les pouvoirs publics ont dû se procurer plus de ressources financières, en même temps que s'accroissait la demande émanant de celles des entreprises dont l'épargne interne ne suffisait pas à couvrir les besoins.

Le déficit financier des pouvoirs publics, tombé de 622 milliards en 1983 à 523 milliards en 1984, est remonté à 607 milliards en 1985. A concurrence de quelque 30 milliards, le creux de 1984 est dû aux modifications apportées, dans le courant de cette année-là, à l'échelonnement dans le temps du paiement des traitements de la fonction publique. Ces changements ont influencé plus particulièrement la situation du Trésor : le déficit de celui-ci, revenu de 525 à 504 milliards de 1983 à 1984, s'est fortement élargi en 1985 et a atteint 571 milliards ; dans ce dernier chiffre sont compris 17,7 milliards d'amortissements d'emprunts émis par des sociétés publiques de logement, contre 4,1 milliards l'année antérieure. Le découvert des pouvoirs publics autres que le Trésor s'est accru aussi de quelque 17 milliards — notamment parce que la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux a octroyé d'importants crédits pour des projets de reconversion.

De leur côté, les particuliers et les sociétés ont demandé plus de fonds aux marchés qu'en 1984. Pour les dix premiers mois — auxquels se limitent encore les informations disponibles —, leurs engagements bruts se sont accrus de 137 milliards en 1985, contre 33 milliards pendant les mêmes mois de 1984. Les particuliers n'ont guère augmenté que leur recours aux crédits à la consommation. Les entreprises, qui avaient accru de 9 milliards leurs engagements pendant les dix premiers mois de 1984, auraient demandé 97 milliards de nouvelles

ressources pendant la même période de 1985 ; près de 40 p.c. de celles-ci ont été apportées par des entreprises étrangères qui ont procédé à des investissements directs.

Sur le marché intérieur des fonds, l'offre a couvert facilement les besoins de financement qui se manifestaient. En effet, les particuliers et les sociétés ont non seulement constitué une plus grande masse d'actifs financiers qu'en 1984, mais, dans l'affectation de ces épargnes financières, ils ont opté davantage pour les avoirs en franc belge. Au cours des dix premiers mois de l'année, la répartition de ces placements en franc a privilégié, nettement plus qu'en 1984, les avoirs à plus d'un an. Une seule catégorie de placements courts a progressé beaucoup plus en 1985 qu'en 1984 : les dépôts en carnets et livrets, dont les rendements sont restés inchangés alors que ceux des autres actifs étaient abaissés. Les achats d'obligations et bons de caisse par les particuliers et les sociétés se sont élevés à 244 milliards, contre 180 pendant les dix premiers mois de 1984. Cette préférence accrue pour le moyen et le long terme s'explique par la tendance continue des taux à la baisse. L'évolution des écarts de taux, les incertitudes concernant le cours du dollar et la confiance dans le franc belge ont atténué l'engouement des placeurs pour les obligations en monnaies étrangères : la part de celles-ci dans le total des placements en obligations à plus d'un an est revenue de 33 p.c. en 1984 à 21 p.c. en 1985.

La préférence du public pour les placements à long terme a facilité les émissions d'obligations par les pouvoirs publics. Celles-ci ont bénéficié aussi d'une demande soutenue de la part des intermédiaires financiers : ceux-ci prévoyaient également la continuation de la baisse des taux d'intérêt, et, de plus, ils étaient assez peu sollicités par d'autres emprunteurs ; ils ont consacré une plus grande proportion de leurs ressources nouvelles à souscrire à l'émission des titres de la dette publique ; en outre, ils ont accepté de convertir des certificats de trésorerie qu'ils détenaient, en effets publics à long terme accessibles à tout placeur.

Dès lors, il a été possible au Trésor de financer par de la dette consolidée, les trois quarts de son impasse de l'année ; le reste a été couvert essentiellement par des certificats de trésorerie placés auprès d'intermédiaires financiers autres que le Fonds des Rentes, en l'occurrence des banques belges et luxembourgeoises. Les nouvelles ressources que le Trésor s'est procurées en obtenant des avances de la Banque, via le Fonds des Rentes, ou en vendant contre francs belges le produit d'emprunts en devises, n'ont atteint qu'un montant très limité en 1985 — 16 milliards, contre 168 milliards en 1984.

A la différence du Trésor, les entreprises ont recouru surtout aux crédits à court terme. La perspective d'une baisse des taux d'intérêt les a sans doute incitées à attendre avant de se financer par des crédits d'investissement : l'encours de ceux-ci n'a plus augmenté que de 16 milliards pendant les dix premiers mois de 1985, contre 38 milliards pendant la même période de 1984 ; inversement, les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation, qui avaient diminué de 34 milliards pendant les dix premiers mois de 1984, ont augmenté de 31 milliards pendant les mêmes mois de 1985.

Pour le financement de ces crédits, les intermédiaires financiers ont fait peu appel à la Banque ; en effet, l'excédent laissé par l'ensemble de leurs autres opérations, leur a permis d'être généralement apporteurs de fonds sur le marché monétaire ; ce n'est que pendant quelques brèves périodes qu'ils ont dû se procurer des trésoreries. Encore le réescompte d'effets de commerce est-il resté très limité, son coût étant demeuré, sauf pendant une très courte période, supérieur au rendement des certificats du Trésor ; cet écart modifie les processus de financement auprès de la Banque, comme on le montrera ci-après. Pour toute l'année, l'encours du portefeuille d'effets de commerce et des avances de cette dernière ne s'est accru que de 12,7 milliards.

Politique monétaire

Lorsque la complexité des faits rend floue la hiérarchie des priorités suivant lesquelles l'action des responsables devrait s'ordonner, les arbitrages que ceux-ci doivent faire entre des urgences nombreuses se traduisent dans des compromis. Dans l'élaboration de la stratégie des taux d'intérêt dans l'économie belge d'aujourd'hui, il faut composer ; d'une part, la croissance intérieure est faible, d'autre part, l'équilibre extérieur est encore fragile ; d'une part, il faut alléger la charge des débiteurs, dont l'Etat, et d'autre part, il faut éviter les altérations des données financières qui mettraient le franc dans un état de faiblesse.

L'action de la Banque sur les taux à court terme

Dans ce compromis, la Banque a pu, pendant une grande partie de l'année, privilégier l'objectif de baisse des taux. Mais elle a agi avec une prudence que, dans le pays, d'aucuns, soucieux des charges financières des emprunteurs, ont pu regretter ; dans le même temps, d'autres, à l'étranger, attentifs à la position du franc dans la hiérarchie des changes européens, s'étonnaient de tant d'audace.

Comme au cours des années précédentes, c'est en manoeuvrant le rendement des certificats de trésorerie à très court terme, que la Banque a influencé l'orientation des autres taux pratiqués sur le marché monétaire et, par là, le faisceau des taux à court terme.

Au cours du premier trimestre, elle n'a pas provoqué de repli. A ce moment, les paiements extérieurs courants, enregistrés sur la base de caisse, étaient à peine en équilibre, les mouvements de capitaux privés ne se soldaient par aucune entrée nette et le léger renforcement des réserves de change de la Banque provenait uniquement d'un nouvel endettement en devises du secteur public. Au surplus, les taux rebondissaient sur les principaux marchés d'euro-devises. La Banque n'a pas provoqué une réaction parallèle des taux du marché monétaire. Au contraire, dès la fin du mois de mars, elle a amorcé le repli de ceux-ci. Dans ce second quart de l'année, les entrées nettes de capitaux compensaient, et au-delà, les effets, sur les changes et sur le marché monétaire, du léger déficit des paiements courants et des quelques remboursements que le Trésor, bien alimenté par des ressources en franc belge, pouvait effectuer sur son endettement extérieur. Le taux des certificats de trésorerie à trois mois, qui était de 10,70 p.c. à la mi-mars, est revenu à 8,90 p.c. à la mi-juin et s'est stabilisé à ce niveau jusqu'à la fin de juillet. A partir de ce mois, le solde des paiements courants est redevenu positif.

Cependant, après que l'opération de réaligement des cours pivots dans le Système Monétaire Européen a été suivie par une tension dans le marché des changes belge, le taux a été relevé à 9,50 p.c., pour atténuer la perturbation. L'accalmie ultérieure a permis de défaire progressivement la hausse en septembre et octobre, puis de reprendre le mouvement d'abaissement du taux desdits certificats. A la mi-novembre, celui-ci a été ramené à 8,60 p.c., le niveau le plus bas des six dernières années. Dans les toutes dernières semaines de 1985, les tensions sont réapparues, comme on l'a rappelé, et le cours de la politique des taux a dû se modifier une fois encore : le taux des certificats a été relevé à 9,75 p.c.

Le taux
d'escompte. Rôle
et nouveau mode
de fixation

Depuis que les banques centrales modernes se sont efforcées d'utiliser l'instrument des taux d'intérêt pour agir, soit sur le flux des dépenses intérieures, soit sur les flux de fonds en provenance ou à destination de l'étranger, elles ont cherché à se doter de la faculté d'influencer ces taux avec efficacité et précision. A cette fin, elles ont progressivement constitué une panoplie de techniques opérationnelles; au mécanisme traditionnel du réescompte, efficace dans les tensions mais moins apte à agir sur l'abondance des fonds lorsque le marché monétaire était « hors Banque », se sont ajoutés, ou progressivement substitués, et les interventions d'open market, également instrument d'une action sur les taux à long terme, et le maniement des coefficients de réserves obligatoires, et les opérations de swap sur devises effectuées avec les organismes du marché monétaire, et, parfois, des mesures de nature plus réglementaire.

En Belgique, de longue date, la banque centrale s'est vu attribuer le pouvoir de déterminer de façon directe les taux à l'émission de certaines catégories, devenues progressivement plus importantes, de titres placés sur le marché monétaire. En effet, depuis la réforme de celui-ci, en 1957, l'émission au robinet des certificats de trésorerie à très court terme — un, deux et trois mois — se fait par le truchement de la Banque, qui en fixe les taux. En droit, la Banque souscrit elle-même les certificats et les cède, au taux qu'elle détermine, aux organismes opérant sur le marché monétaire, à qui ces types d'effets sont pratiquement réservés. En fait, la Banque s'accorde avec la Trésorerie pour décider des changements de ces taux. De plus, les deux institutions déterminent de commun accord les taux des certificats soumis au régime de l'adjudication : effets à quatre mois du Fonds des Rentes et certificats de trésorerie à six, neuf et douze mois. Quant aux taux des certificats spéciaux du Trésor, dont les conditions d'émission sont négociées bilatéralement entre l'émetteur et les organismes souscripteurs, en dehors de la Banque, ils s'alignent sur les précédents.

Depuis que les décisions de 1957 ont attribué ces prérogatives à la Banque, le fonctionnement du marché des fonds à court terme s'est transformé. L'évolution a abouti à réduire l'importance du papier commercial; or, le réescompte de celui-ci avait été l'instrument de la politique de taux de la Banque; mais, en même temps, cette évolution a accru l'importance, sur le marché monétaire, des catégories d'effets dont les taux sont fixés par la Banque; elle a, de la sorte, conservé à cette dernière un pouvoir que d'autres changements risquaient d'éroder.

En effet, ce dernier quart de siècle a été le témoin d'énormes mutations dans les pratiques commerciales, dans la gestion des trésoreries des entreprises, dans les pratiques bancaires ; l'escompte et l'acceptation ont perdu progressivement de leur importance dans le total des crédits accordés par les banques aux entreprises et particuliers résidents et étrangers : au cours des vingt dernières années, cette importance relative est revenue de quelque 60 p.c. à moins de 20 p.c. Se raréfiant, les effets de commerce ou les acceptations en francs belges, sur la Belgique et sur l'étranger, ont cessé d'être, après les trésoreries effectives, l'instrument majeur de la liquidité des banques.

Dans le même temps, la dépendance fonctionnelle permanente des banques vis-à-vis de la Banque était allée en se réduisant, à mesure que le changement des habitudes de paiement substituait l'usage des transferts par voie bancaire, aux règlements en espèces et qu'il favorisait, par conséquent, la détention d'avoirs en comptes, au détriment des billets. Il y avait déjà longtemps que la création de monnaie se faisait au niveau des banques commerciales et que les dépôts nés se transformaient ensuite en partie en billets. Mais, aussi longtemps qu'une partie importante des nouvelles encaisses était détenue en billets, les banques, obligées de se procurer, à l'institut d'émission, les billets demandés, devaient céder à ce dernier les actifs qui lui convenaient. Peu à peu, l'affaiblissement de la propension marginale à détenir des billets a réduit l'importance relative des ressources de la banque centrale et a diminué son activité d'intermédiaire financier ; à l'inverse, les facultés qu'ont les banques de créer de la monnaie se sont considérablement étendues. Le rôle accru des banques dans la gestion des passifs monétaires et des actifs de contrepartie les a, toutes ensemble, rendues moins dépendantes de la banque centrale ; en même temps, ce déplacement a facilité le développement du marché interbancaire : celui-ci a permis à une banque isolée de combler un manque de ressources de trésorerie, en recourant, non plus à la banque centrale, mais, avec davantage de souplesse, à l'emprunt auprès d'autres banques.

L'expression « prêteur en dernier ressort », dont on s'est accoutumé à désigner une des fonctions de la banque centrale, a pris une signification précise : cette fonction est agissante surtout lorsque les organismes actifs sur le marché monétaire doivent combler un manque global de trésoreries. Au cours des dernières années, ce besoin s'est particulièrement manifesté au cours des périodes où un déficit global des paiements extérieurs obligeait la Banque à vendre des devises sur le marché des changes ; le paiement des devises achetées par les banques, pour compte de leurs clients, détruisait des ressources du marché monétaire ; celui-ci se tournait vers le prêteur en dernier ressort pour obtenir qu'il recrée les fonds détruits. En d'autres temps, ce recours se fût opéré par le mécanisme du réescompte d'effets de commerce. Ce n'est plus le cas depuis une dizaine d'années.

En effet, aujourd'hui, dans les portefeuilles des banques, les actifs à court terme comprennent beaucoup plus de certificats de trésorerie à un an au plus que d'effets commerciaux réescomptables auprès de la Banque ; par exemple, à la fin de novembre 1985, l'encours de ceux-ci n'atteignait que 66 milliards, alors qu'à la même date, l'encours de ceux-là était de 517 milliards pour les banques

belges et luxembourgeoises. C'est par des variations du portefeuille de ces certificats de trésorerie que s'est organisé, depuis quelques années, le processus le plus actif de recours des banques à la Banque. Ce recours s'opère par une voie indirecte : dans les cas où les banques cherchent à se procurer des trésoreries additionnelles, elles encaissent des certificats arrivés à échéance, obligeant ainsi le Trésor à se tourner vers la Banque pour se procurer les ressources nécessaires à ces remboursements.

Tous ces développements ont eu trois conséquences. En premier lieu, les banques ont sans doute été dispensées d'un effort qu'elles auraient dû, sinon, consentir, pour décourager la tendance de leurs clients à se détourner du crédit d'escompte. En second lieu, la Banque a été empêchée de laisser le marché monétaire « sur sa faim », en limitant la création de fonds, pour restreindre le volume des disponibilités ; jadis, il suffisait que la Banque durcisse les conditions d'éligibilité des effets commerciaux au réescompte ou réduise les plafonds, pour qu'elle diminue ainsi d'autorité la masse des effets, détenus par les banques, qui pouvaient effectivement lui être cédés ; aujourd'hui que la demande de liquidités du marché monétaire s'exprime à travers le Trésor, sur qui le resserrement a été concentré, c'est à l'Etat que la Banque est confrontée ; elle n'a plus qu'à choisir, soit de lui consentir des avances en franc, via le Fonds des Rentes, soit de lui conseiller de contracter plutôt de nouveaux emprunts extérieurs, dont elle achètera, contre francs, le produit en devises. En troisième lieu, les pouvoirs de la Banque de déterminer le mouvement de l'ensemble des taux du marché monétaire se sont trouvés confortés ; jadis, son influence sur ceux-ci pouvait s'exercer parce que l'importante fuite en billets mettait le marché « dans la Banque » ; aujourd'hui que cette fuite s'est extrêmement réduite, la Banque peut néanmoins agir sur les taux, soit pour leur donner une impulsion, soit pour s'opposer à une évolution spontanée de ceux-ci, dans les deux cas, à la hausse ou à la baisse.

On a rappelé comment la Banque intervient activement dans la fixation du taux des effets publics à court terme. Or, le taux, unique pour chaque échéance, de ce papier bien standardisé, dont le stock se renouvelle sans arrêt et s'amplifie le plus souvent, détermine ou influence fortement les principaux taux du marché à court terme. En effet, l'alternative qu'ont les organismes du marché monétaire, soit de recourir aux emprunts interbancaires, soit d'encaisser des certificats de trésorerie, lorsqu'ils ont besoin de ressources, de même que l'alternative inverse qu'ils ont, soit de consentir des prêts interbancaires, soit de souscrire des certificats de trésorerie, lorsqu'ils offrent des ressources, aboutissent l'une et l'autre à lier aux taux des certificats, ceux des opérations interbancaires. Par des mécanismes analogues, les taux des certificats déterminent ceux qui sont offerts en rémunération de dépôts importants ; ils influencent aussi, mais de manière moins rigoureuse, les taux de base qui sont demandés pour l'escompte d'effets de commerce et d'autres crédits.

Les évolutions de la dernière décennie ont modifié, en outre, le rôle du taux d'escompte de la Banque. Celui-ci n'est plus le seul taux directeur ; ce rôle est désormais joué davantage par les taux des certificats de trésorerie à très court terme. Les faits de l'année 1984 et des premiers mois de 1985 en ont apporté

la démonstration ; la stabilité du taux d'escompte, inchangé pendant toute cette période, n'a pas fait obstacle à un mouvement de repli des taux du marché monétaire ; ceux-ci ont été entraînés par celui des certificats de trésorerie ; le mouvement s'est propagé au faisceau des taux courts débiteurs et créditeurs et même à certains taux à long terme.

Certes, le taux d'escompte constitue toujours le coût de la mobilisation, à la Banque, d'effets de commerce et d'acceptations bancaires ; comme tel, il demeure le repère sur lequel se base l'Institut de Réescompte et de Garantie pour fixer ses propres taux d'achat. Mais le rôle que joue effectivement le réescompte dépend aujourd'hui de l'écart entre le taux de la Banque et celui des certificats de trésorerie à très court terme. Lorsque le taux d'escompte est le plus élevé, le recours du marché monétaire à la Banque s'opère par le processus indirect qui a été décrit : des certificats du Trésor sont encaissés ; le taux d'escompte, pénalisateur, dissuade les banques de mobiliser des effets commerciaux. Lorsque l'écart est inverse, le marché monétaire, s'il doit reconstituer ses ressources insuffisantes, a intérêt à mobiliser des effets de commerce plutôt que d'encaisser des certificats de trésorerie. Mais, en outre, ce même écart peut inciter les intermédiaires financiers qui détiennent des portefeuilles d'effets réescomptables à utiliser largement leurs plafonds de réescompte, en dehors de tout besoin de trésorerie, pour se procurer à la Banque des ressources qu'ils affecteront à des souscriptions de certificats de trésorerie ; ils réalisent ainsi un arbitrage de taux profitable. D'importantes opérations de ce genre ont été effectuées au cours du premier semestre de 1984. Les souscriptions de certificats, financées par le produit de ces opérations de réescompte, permettent au Trésor de réduire provisoirement l'encours des avances reçues de la Banque, via le Fonds des Rentes, et de se constituer ainsi une marge, disponible pour de nouveaux prélèvements, à l'intérieur du plafond conventionnel desdites avances.

Sans doute, le recours du Trésor à la Banque par ces opérations de réescompte coûte-t-il à l'Etat une charge d'intérêt supplémentaire, égale au bénéfice des réescompteurs. Mais, systématiquement appuyées par le maintien à un niveau suffisamment bas du taux d'escompte, des opérations de ce type apporteront au Trésor le bénéfice d'une marge d'avances supplémentaires obtenues de la Banque. L'ouverture permanente de ce « troisième guichet » pourrait être tenue pour contraire à l'esprit, sinon même à la lettre, des dispositions statutaires qui contraignent la Banque à convenir publiquement, avec le pouvoir politique, des limites des facilités qu'elle consent à la Trésorerie.

Si celle-ci utilisait cette facilité du « troisième guichet », l'augmentation, dans les actifs de la Banque, des créances que celle-ci se constituerait de la sorte aurait pour conséquence mécanique, en raison de la stagnation du montant des billets émis, la diminution d'un autre avoir. Si les avances octroyées à l'Etat, directement ou par l'entremise du Fonds des Rentes, ne pouvaient être réduites parallèlement, l'avoir qui serait inévitablement diminué ne pourrait être que les réserves de change. C'est un truisme en comptabilité ; dans la dynamique des faits, la substitution pourrait s'opérer par divers enchaînements ; en effet, cet élargissement du financement permettrait à l'Etat, soit d'accroître encore le déficit de son budget, induisant une détérioration des paiements extérieurs

courants, soit d'abaisser le taux de ses emprunts intérieurs à long terme, rendant plus attractifs les placements à l'étranger, soit de ne pas renouveler à leur échéance certains de ses emprunts en devises.

Toutefois, il ne peut être exclu a priori qu'à l'avenir il puisse être opportun d'aménager le rapport entre le taux d'escompte et celui des certificats du Trésor, de façon que soit activé, en toute clarté, ce processus de financement du Trésor qui prend appui, apparemment, sur le marché monétaire mais, en réalité, sur la Banque.

En tout état de cause, l'action de la Banque en direction du marché monétaire ne peut que gagner en efficacité lorsque les deux taux sont manoeuvrés de façon cohérente et avec souplesse. Or, les choses prenaient un autre cours. Les fluctuations du taux des certificats, fixé de jour en jour, répondaient rapidement aux changements des données et traduisaient les réactions de la politique monétaire. Le taux d'escompte tendait, au contraire, à demeurer inchangé pendant de trop longues périodes, tant était devenue hiératique la signification qu'une longue tradition avait attachée à ses modifications.

La décision du Conseil de Régence de la Banque du 8 mai 1985 a réconcilié les méthodes avec les faits contemporains. Désormais, l'écart entre les deux taux sera délibérément organisé. Désormais, les changements de taux d'escompte se feront avec beaucoup plus de souplesse et, dans les périodes agitées de brusques tensions, il pourra même être adapté sans aucun délai. Le taux d'escompte, que la fréquence de ses changements contribuera finalement à désacraliser, retrouve sa signification vraie d'instrument technique. Selon les termes mêmes du communiqué de la Banque, « ce taux est fixé chaque mercredi par le Conseil de Régence, sur la base du taux du certificat de trésorerie à trois mois en vigueur la veille. Le Conseil fixe en même temps, sur la même base, les limites inférieure et supérieure entre lesquelles le Comité de Direction peut faire varier le taux d'escompte si l'évolution des marchés nécessite une adaptation de celui-ci avant la réunion suivante du Conseil ».

Appliquant immédiatement le nouveau mécanisme, le Conseil de Régence de la Banque a ramené de 11 à 9,75 p.c., à partir du 9 mai, le taux d'escompte qui était resté inchangé depuis le 16 février 1984. Pendant les mois ultérieurs, la Banque a effectivement fait varier son taux parallèlement à ceux des certificats de trésorerie à trois mois; descendu à 9,25 p.c. à partir du 3 juin, le taux d'escompte a été relevé, en deux étapes, jusqu'à 10 p.c. en août, au moment des tensions; le 14 novembre le taux était revenu à 8,75 p.c., niveau minimum depuis juin 1979; le relèvement des taux des certificats, au moment de la détérioration du marché des changes en fin d'année, a provoqué également celui du taux d'escompte à 9,75 p.c. le 23 décembre.

La réforme a laissé inchangé le système des plafonds qui déterminent les facultés maxima qu'a chaque intermédiaire financier de recourir au réescompte de la Banque et qui sont établis et revus périodiquement sur la base de critères généraux précis. Comme, globalement, le degré d'utilisation de ces facultés était tombé à un niveau très bas au moment de la réforme de mai, la Banque aurait pu consacrer cette situation et abaisser les plafonds de façon généralisée, en

modifiant les divers coefficients qui servent à les calculer. Cette révision pouvait être justifiée par des considérations macro-économiques. En effet, sans gêner, dans l'immédiat, l'ensemble des intermédiaires financiers, cette contraction aurait diminué le risque qu'un jour, le flux provoqué par une ouverture du « troisième guichet » soit trop généreux. Mais, en réduisant, de manière linéaire, un des éléments par lesquels chaque intermédiaire financier, dans sa gestion particulière, assure sa liquidité, cet abaissement global des plafonds aurait pu, plus tard, dans des circonstances qu'il est impossible de prévoir, se révéler une contrainte trop sévère pour ceux de ces intermédiaires financiers dont les besoins eussent été spécifiques. Considérant que les objectifs macro-économiques pouvaient être atteints en manoeuvrant l'écart entre les deux taux, la Banque n'a apporté, au départ, aucune modification, ni au montant des plafonds, ni au mécanisme de leur adaptation périodique. Elle a tenu compte des préoccupations de bonne gestion au niveau de l'entreprise : un intermédiaire financier qui, pour quelque raison que ce soit, ne pourrait se procurer à suffisance, par d'autres voies, les moyens de trésorerie nécessaires, doit conserver la possibilité de recourir à la Banque, par les techniques usuelles, dans les limites fixées par celle-ci conformément aux principes introduits en 1969, mais à un taux qui peut être légèrement pénalisateur.

En introduisant le nouveau mode de fixation du taux d'escompte, la Banque a fait preuve de son souci d'adapter ses propres tactiques aux transformations de l'environnement. Elle veillera attentivement à ce que ne s'installent pas de nouvelles rigidités qui provoqueraient de nouveaux divorces entre ses méthodes et les faits. Les instruments de politique monétaire sont perfectibles ; l'usage d'aucun d'entre eux ne peut devenir une routine statique, à cette époque où les données de l'action muent plus vite qu'autrefois. Les traditions de la Banque lui font un devoir d'actualiser sans discontinuer l'analyse critique de l'efficacité de ses moyens et d'accueillir, dans un esprit de collaboration ouvert, les observations et les suggestions des autres acteurs de la dynamique monétaire.

Les taux créditeurs des intermédiaires financiers, les plus liés aux taux du marché monétaire, c'est-à-dire ceux des gros et moyens dépôts, ont suivi le mouvement de baisse des taux des certificats de trésorerie ; ils ont aussi accusé un redressement passager en cours d'année et un relèvement à la fin de l'année. De même, les taux d'affiche appliqués aux dépôts de moins de 1 million se sont repliés.

Autres taux

Le taux de base des dépôts sur livrets d'épargne et la prime de fidélité, qui s'ajoute au précédent pour rémunérer les avoirs conservés pendant un an, n'ont pas varié. Le premier, réglementé depuis la fin de 1983, s'est maintenu à 5,25 p.c., niveau auquel il était immuablement fixé depuis le début de 1980 ; de même qu'il avait échappé à la contagion des hausses pendant la première partie de la période, de même il a résisté au mouvement de baisse ; à la fin de 1985, sa stabilité avait créé une anomalie dans l'échelle des rendements alloués aux diverses catégories de dépôts ; l'abaissement de 0,25 de ce taux, au début de 1986, a rendu plus logique la hiérarchie des taux. La prime de fidélité n'a fait l'objet d'aucune limitation réglementaire et est restée un instrument de concurrence : dans les grands établissements, elle était fixée à 0,75 p.c. depuis septem-

bre 1983 ; des organismes de plus petites dimensions, dont la gamme des services à la clientèle n'est pas aussi variée que celle des précédents, estiment devoir compenser ce désavantage par le paiement d'une prime de fidélité plus importante ; cette concurrence a empêché les grands établissements de réduire, comme ils le souhaitent, le taux du dépôt d'épargne conservé pendant un an. En fin d'année cependant, le consensus a pu être réalisé sur le principe d'une limitation de la prime de fidélité.

En pratique toujours exonéré de la retenue du précompte mobilier de 25 p.c., l'intérêt alloué aux avoirs en livrets, lorsqu'il est majoré de la prime de fidélité, équivalait, dans les grands établissements, à un taux brut de 8 p.c. avant précompte ; il était plus élevé encore dans les petits organismes. Le blocage de ce taux, qui influence celui des bons de caisse à un an émis par les institutions publiques de crédit, a empêché le repli de ceux-ci, qui sont demeurés à 9 p.c. pendant toute l'année. Ils ont cependant été abaissés de 0,25 p.c. au début de 1986.

Cette rigidité n'a pas fait obstacle à un abaissement des taux des bons de caisse à 5 ans et plus. Pour les effets émis par les institutions publiques de crédit, la diminution n'a été que de 1,25 p.c. pour l'ensemble de l'année ; elle a été continuée par une baisse de 0,25 p.c. au début de 1986. Les banques, dont les bons de caisse représentent une part relativement moins importante des ressources collectées en franc, ont réduit leurs taux de 1,75 p.c. sur les bons à 5 ans et de 0,50 p.c. sur les bons à 1 an. Le recul des rendements offerts à l'émission par les emprunts de l'Etat, extrêmement lent dans les premiers mois de 1985, s'est accentué à partir de juin ; la baisse a été de l'ordre de 2 p.c. au total.

Les taux du marché monétaire ont entraîné ceux des crédits à court terme des banques ; les taux de base de l'escompte et des avances ont été abaissés respectivement de 2 et 2,5 points ; certaines banques les ont de nouveau majorés de 0,5 p.c. et 0,75 p.c. au début de 1986, après le redressement des taux des certificats de trésorerie. Tous les intermédiaires financiers ont réduit le coût des crédits d'investissement de 2 p.c. ; celui des prêts hypothécaires a aussi été abaissé mais dans une mesure qui a varié assez fortement d'une institution à l'autre.

Les oppositions de points de vue qui se sont manifestées à propos de la gestion des barèmes des taux alloués aux apporteurs de fonds ne sont pas nouvelles. Les uns persévèrent dans leur souhait de décisions harmonisées qui ordonneraient la hiérarchie des divers taux créditeurs et ne toléreraient que peu d'exceptions. Les autres, généralement des intermédiaires financiers dont le rayonnement est plus local, réclament au contraire plus de flexibilité dans l'agencement des taux et défendent l'autonomie des décisions. Ces différences de points de vue se sont concrétisées, au cours de l'année sous revue, dans une certaine accentuation de la concurrence par les taux ; celle-ci a sans doute modifié de façon marginale la répartition des fonds ; elle n'a pas été l'épicentre d'une secousse majeure qui aurait ébranlé la structure de l'ensemble des intermédiaires financiers ou la répartition entre eux des courants d'activité. Attentives aux évolutions qui se poursuivent, comme il se doit, dans un secteur dynamique fonctionnant en régime de marché, les autorités sont d'ailleurs dotées d'un

arsenal suffisant de moyens d'intervention en cas d'excès. La Commission bancaire est habilitée, par des règles légales expresses, à empêcher qu'un intermédiaire financier du secteur privé compromette son équilibre en consentant des taux créditeurs excessifs. Les institutions publiques de crédit sont toutes soumises au contrôle de commissaires du Gouvernement. La Banque a le pouvoir de s'opposer à des pratiques qui risqueraient de créer un désordre monétaire sur les marchés de fonds intérieurs : la loi du 28 décembre 1973 lui a conféré le droit de fixer, dans cette éventualité, des taux d'intérêt maxima applicables aux diverses catégories d'engagements.

Au demeurant, les rigidités qui ont pu introduire temporairement, dans le faisceau des taux d'intérêt, l'une ou l'autre anomalie, ont généralement trouvé leur origine principale dans la disparité de régime fiscal qui privilégie une catégorie d'actifs financiers. Le relèvement du précompte mobilier à 25 p.c. a accentué les effets de l'exonération réservée aux dépôts sur livrets ; limitée en droit, mais généralisée dans les faits, cette exonération bénéficie aux intermédiaires financiers pour lesquels ces dépôts constituent une part importante de leurs ressources, dont le coût moyen se trouve ainsi réduit ; elle leur donne l'avantage d'une marge d'intermédiation plus large ; la concurrence sur les taux créditeurs naît lorsque certains intermédiaires accordent aux déposants, tout ou partie du bénéfice de cette marge supplémentaire ; elle se porte sur les taux débiteurs lorsque d'autres transfèrent ce bénéfice vers leurs clients emprunteurs. En 1985, cette particularité du système fiscal belge a sans doute contribué à ralentir le mouvement de recul des taux à long terme.

Ce freinage n'était ni voulu ni provoqué par la Banque, mais il ne dérangeait pas sa politique, dont les objectifs n'étaient pas d'accélérer le repli des taux longs. On a vu la préférence pour les placements à long terme dans la constitution d'actifs en franc belge ; provoquée par les perspectives de baisse des taux, l'abondance de l'offre a entretenu le repli de ceux-ci ; la couverture des besoins intérieurs a été assurée sans difficulté, alors même que l'expatriation de ces fonds portait sur un montant presque aussi important en valeur absolue, sinon en grandeur relative, que l'an dernier. Sur le marché libre, la demande de devises due aux achats de valeurs mobilières a rencontré l'offre venant des rapatriements de revenus ; dans le même temps, le flux inverse, plus important — quelque 160 milliards —, de paiements à l'étranger de revenus du capital passait par le marché réglementé. Bien que la Banque ait pallié cette dissymétrie en rachetant des devises au marché libre, elle n'a pu éviter que les soldes positifs de diverses catégories de paiements soient finalement utilisés pour couvrir les achats de valeurs mobilières étrangères, au lieu de renforcer ses réserves.

Objectifs de la
politique
monétaire

Ces placements répondent, il va de soi, à des motifs divers : préoccupations fiscales, diversification des patrimoines, crainte de mesures touchant au statut contractuel des créances sur des débiteurs belges, paris sur l'appréciation de certaines monnaies, sollicitation d'une demande de plus en plus importante ; loin de compenser l'effet de ces incitants, les disparités de taux à long terme les ont renforcés. Les intérêts de la plupart des euro-obligations échappent à toute retenue à la source ; les obligations émises sur le marché belge sont frappées du précompte ; l'écart entre les rendements nets offerts par les uns et les autres, et

notamment les valeurs libellées en Écu, s'il s'est réduit en 1985, est resté à l'avantage des valeurs libellées dans certaines monnaies étrangères.

La Banque s'interdit toute immixtion dans les matières fiscales; elle doit cependant souligner que la contradiction, rappelée en tête de ce chapitre, qu'elle rencontre dans la définition des objectifs de sa politique, est aggravée par le régime actuel du précompte mobilier. L'expérience qu'elle a du fonctionnement des marchés de fonds intérieurs, du comportement des épargnants et de celui de tous les intermédiaires financiers, l'a convaincue que la grande majorité des apporteurs de fonds, mieux informés que jadis, portent leur attention sur les rendements nets, et même réels, de leurs placements. Dès lors, le coût du précompte n'est supporté que par l'emprunteur. C'est vrai de l'Etat, amené à majorer le taux de ses emprunts dans la mesure où il cherche à rendre ceux-ci attrayants pour les particuliers résidents, qui inscrit cette majoration comme charge de la dette publique, alors qu'il en récupère immédiatement, en recette fiscale, la partie payée, sous forme de précompte, par ces détenteurs. C'est vrai des intermédiaires financiers, obligés d'incorporer la retenue à la source dans les intérêts créditeurs qu'ils paient et qui reportent ce coût supplémentaire dans les taux de leurs crédits aux ménages, aux entreprises et, il va de soi, à l'Etat. Le système, certes, s'est incorporé dans la structure des taux et est devenu un élément des comptes d'exploitation de ceux des intermédiaires financiers auxquels il profite. Il est vrai, dès lors, que sa suppression serait difficile et que, fût-elle envisageable, elle ne pourrait, sur le champ, ramener aux trois quarts de leur hauteur actuelle l'ensemble des taux d'intérêt.

Si l'on s'accorde à reconnaître que cet élément de hausse des taux intérieurs serait difficilement supprimé, on ne peut pas, dans le même temps, exiger que la Banque précipite le repli du niveau général de ces taux longs. Car la Banque est confrontée à la persistance d'un courant de sorties de capitaux à long terme. Pendant une partie de l'année, elle a pu en pallier les effets sur ses réserves en maintenant, en faveur des taux belges à court terme, une disparité suffisante vis-à-vis de ceux qui étaient offerts à l'étranger. Le compte « Capital » de la balance des paiements est néanmoins resté fragile : les événements de la seconde partie de l'année en font foi.

Chercher à limiter les déplacements de capitaux par la réintroduction de mesures coercitives, soulèverait bien d'autres problèmes; en formelle opposition avec des engagements internationaux pris, notamment au sein de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, attentatoire à l'intégration européenne, ce retour en arrière ne servirait guère au dessein poursuivi : l'efficacité de telles mesures serait atrophiée, en effet, par les multiples échappatoires auxquelles on ne pourrait parer sans graves dommages pour l'activité économique du pays.

Dès lors que la réglementation pourrait être nocive, et qu'il serait dérisoire, dans une conjoncture de stagnation, de mettre en oeuvre une politique restrictive du crédit, conçue comme un moyen de freiner une inflation de la demande, la Banque ne peut plus guère compter que sur l'arme des taux d'intérêt pour abriter le marché des changes de perturbations. On ne pourrait lui reprocher une trop grande prudence. Plus que d'autres acteurs de la vie économique, la Banque doit

être attentive aux données financières extérieures de l'économie nationale, en raison des responsabilités qu'elle assume d'abriter l'économie des désordres monétaires, dans la longue comme dans la courte période.

L'économie nationale, dans son ensemble, ne s'endette vis-à-vis de l'étranger que si le compte courant de la balance des paiements est déficitaire. Il n'y a pas eu d'emprunt extérieur net en 1985 ; au contraire, même si l'on fait abstraction de l'apport luxembourgeois, l'économie belge a consenti un prêt net au Reste du Monde, modeste il est vrai. Mais les sorties nettes de capitaux privés ont excédé ce surplus. Dès lors, le bilan extérieur de la nation s'est modifié : dans les patrimoines privés, les avoirs nets sur l'étranger ont augmenté, tandis que les réserves de change de la Banque diminuaient et que les pouvoirs publics contractaient de nouveaux engagements extérieurs. Cette divergence a des conséquences qu'on ne peut négliger.

En effet, on observe, de manière tout à fait générale, que la diminution des réserves d'une banque centrale ou le recours des pouvoirs publics à l'emprunt extérieur sont interprétés par les cambistes, par les financiers et par l'opinion, comme des indices d'une faiblesse de la monnaie du pays concerné, tandis que la constitution simultanée d'avoirs privés extérieurs n'est pas tenue pour un élément compensateur. Cette appréciation n'est pas sans fondement, car les avoirs privés, gérés en toute autonomie, ne sont pas destinés à couvrir ultérieurement un déficit éventuel de l'économie nationale envers l'étranger. La responsabilité d'assurer la liquidité extérieure de l'économie nationale, en régime de changes fixes, incombe à la banque centrale. Sans doute, la mise en oeuvre des réserves de celle-ci peut-elle être relayée par le recours aux facultés d'emprunt dont les pouvoirs publics disposent sur les marchés privés ou en vertu des conventions officielles qui organisent, à divers niveaux, la coopération monétaire internationale ; toutefois, le recours à l'endettement aggrave en les ajournant les problèmes créés par l'insuffisance de liquidité extérieure : il y a des seuils au-delà desquels les prêteurs privés se déroberont et l'aide internationale est subordonnée à l'adoption de rigoureux programmes de redressement ; le cas, malheureux, des pays extrêmement endettés a révélé récemment leur difficulté de rétablir une situation délabrée par l'amenuisement des réserves et par l'accumulation des dettes, parfois contractées en contrepartie de la constitution d'avoirs privés importants.

L'entrée de capitaux flottants étrangers, attirés par une politique adéquate de taux à court terme, est un autre moyen de rééquilibrer, avec moins de résonance, le marché des changes, dans les cas où les sorties nettes de capitaux privés à long terme excèdent le surplus courant. Cette entrée-là organise un recours discret aux marchés de fonds étrangers ; dans la mesure où le Trésor est, via le marché monétaire, le bénéficiaire final de ces ressources, il s'endette, en fait sinon en droit, en monnaie nationale vis-à-vis de l'étranger. Mais les fonds restent liquides et ce financement de l'Etat, précaire. Si, pour quelque cause que ce soit, les capitaux volatils repartent, les effets des sorties de fonds à long terme s'exercent. Un renversement de ce type de flux à court terme s'est produit en Belgique, on l'a rappelé plus haut, dans la seconde moitié de 1985.

Un solde positif de la balance des paiements courants correspond à un excédent des épargnes financières que des agents économiques nationaux ont constituées, au cours de la période, sur les déficits que d'autres ont dû financer. Aussi longtemps que, pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ce surplus ne couvrira pas assez le solde des sorties privées de capitaux à long terme, la Banque devra rester attentive aux écarts entre les rendements, nets de retenue à la source, offerts sur le marché des fonds intérieurs et les taux des placements concurrents sur les marchés des euro-obligations.

Certes, un niveau élevé des taux d'intérêt intérieurs grève les charges de la dette publique. Cette considération n'échappe évidemment pas à la Banque. Mais la stabilité du cours du franc belge évite par ailleurs à l'Etat l'augmentation que ces charges financières subiraient si le franc belge venait à se déprécier vis-à-vis des monnaies dans lesquelles les engagements actuels ont été contractés. De plus, si la stabilité du franc impose actuellement une certaine retenue dans l'abaissement du niveau des taux d'intérêt, elle abrite par ailleurs ces taux des poussées durables et difficilement contrôlables qui s'exerceraient après un glissement du cours de change. En effet, celui-ci entraînerait les coûts en franc belge des produits et services importés qui influencent fortement les prix intérieurs, l'expérience l'a confirmé ; la stabilité du franc réduit donc le risque que l'inflation, une fois de plus relancée, vienne s'incorporer dans les taux d'intérêt nominaux. En outre, le flottement des grandes monnaies et la fréquence des réalignements dans le Système Monétaire Européen ont rendu les marchés des changes plus nerveux qu'avant 1971 ; plus d'occasions s'offrent de réaliser des gains en capital en pariant sur la dépréciation possible des monnaies qui ont la réputation d'être faibles ou sur l'appréciation plus probable des monnaies dont le passé a montré la force ; les taux d'intérêt à court terme rémunérant les placements dans les premières finissent par être majorés en permanence d'une sorte de prime de risque.

Un abaissement des taux d'intérêt intérieurs, en Belgique, pourrait contribuer à ranimer certaines dépenses. Cependant, le coût des capitaux n'est pas le facteur décisif dans l'ensemble complexe des données qui motivent la décision d'investir. Ce n'est pas le niveau des taux d'intérêt qui a fait tomber de 2 p.c. en volume la demande intérieure dans l'économie belge de 1979 à 1985, alors qu'elle augmentait de 4,5 p.c. dans la Communauté Economique Européenne et de 12,5 p.c. dans l'ensemble des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

Malgré l'accroissement considérable du déficit des pouvoirs publics au cours de cette période de six ans, les dépenses proprement dites de ceux-ci, la consommation et l'investissement, ne semblent pas avoir exercé un effet de relance : pendant cette période, leur importance a légèrement fléchi, relativement au produit national, dont elles ne représentent plus qu'environ 21 p.c. en 1985. La persistance de ce déficit n'a pas non plus empêché l'amélioration du compte extérieur courant, dont le solde négatif représentait 3 p.c. du produit national en 1979. Les répercussions qu'exerce, sur la croissance économique, le déplacement d'une énorme masse de revenus — environ le tiers du produit national en 1985 — que les pouvoirs publics redistribuent sous forme d'allocations diverses

aux ménages, de subventions aux entreprises et de paiements d'intérêts de la dette publique, après les avoir prélevés par la fiscalité et la parafiscalité, sont dissimulées par l'opacité des flux de ce déplacement. Bien peu d'effets de ce dernier apparaissent de façon évidente. Un de ceux-ci a été maintes fois souligné : la pression fiscale alourdit les coûts généraux de l'économie nationale. Quant au déficit final des comptes de l'ensemble des pouvoirs publics — 13 p.c. du produit national en 1985, on l'a vu —, il n'a servi que pour moitié environ à financer des investissements et à des transferts en capital ; pour l'autre moitié, ces endettements ont été contractés pour payer la partie des allocations diverses ou des intérêts, dont il vient d'être question, qui n'a pas été préalablement prélevée par l'impôt. Que les comptes nationaux doivent enregistrer, après coup, cette affectation d'épargnes à des paiements de revenus, sera tenu, par les uns, pour la conséquence regrettable d'une fuite devant l'impôt ou, par les autres, pour l'effet inéluctable d'une redistribution excessive organisée par les pouvoirs publics. En tout état de cause, on s'accordera peut-être à reconnaître que cette évasion ou cette munificence a contribué à soutenir le progrès de la consommation privée.

Car, quoi qu'on en ait dit, les consommations ont été privilégiées dans les affectations du produit national. Sous la réserve que l'approche macro-économique réduit exagérément le divers à l'identique, on soulignera que les ménages ont consommé en 1985 quelque 65,5 p.c. du produit national, contre 63 p.c. en 1979 et quelque 60 p.c. en moyenne dans les années 1970-1973. On reconnaîtra que ces mêmes ménages sont les principaux bénéficiaires de la consommation publique, qui absorbait 14 p.c. seulement du produit national au début des années 70 et est de l'ordre de 18 p.c. en 1985 comme en 1979.

Il faudra bien enregistrer aussi l'évolution médiocre de la formation de capital fixe. Pendant les années 1970-1973, 21,5 p.c. du produit national lui étaient consacrés ; aujourd'hui, 15,5 p.c. ; les investissements des sociétés, notamment, ont reculé de 11 p.c. à 8,5 p.c. en 1979 et 1985 ; encore, est-ce dans les industries manufacturières, beaucoup plus que dans les entreprises de services médicaux, de transports, de commerce et de services financiers que la formation de capital s'est le plus infléchie depuis le début des années 1970.

Il y a sans aucun doute quelques zones de faiblesse dans l'économie belge. Elles se manifestent par divers déséquilibres. Si l'on se préoccupe de remédier à ceux-ci, l'attention devrait peut-être se porter davantage sur les mutations importantes qu'ont subies les structures profondes et les comportements dans ce pays-ci, depuis une quinzaine d'années ; il faudrait aussi mesurer plus exactement l'intensité de ces changements par comparaison à ceux qui se sont produits, dans le même temps, dans les autres pays. Des analyses ont été consacrées à ce sujet. Elles n'ont sans doute pas été poussées assez loin ou elles sont trop peu connues ; elles semblent indiquer, en tous cas, que ces mutations qui ont transformé l'économie belge sont sous-jacentes à son essoufflement, à la lenteur de sa croissance, à l'affaiblissement de sa compétitivité, à l'insuffisante création d'emplois, à la difficulté de gérer les finances publiques, à la perte de vigueur de sa monnaie. Les efforts s'épuiseront s'ils prétendaient corriger des épiphénomènes, sans aller aux causes plus profondes.

Des redressements sont encore à opérer; d'autres, qui ont été décrits ci-avant, sont en cours, mais ils ne seront acquis qu'après avoir subi l'épreuve d'une détérioration de la conjoncture mondiale et avoir été consolidés. Cette consolidation exigera des uns une nouvelle patience et des autres un plus grand effort créatif.

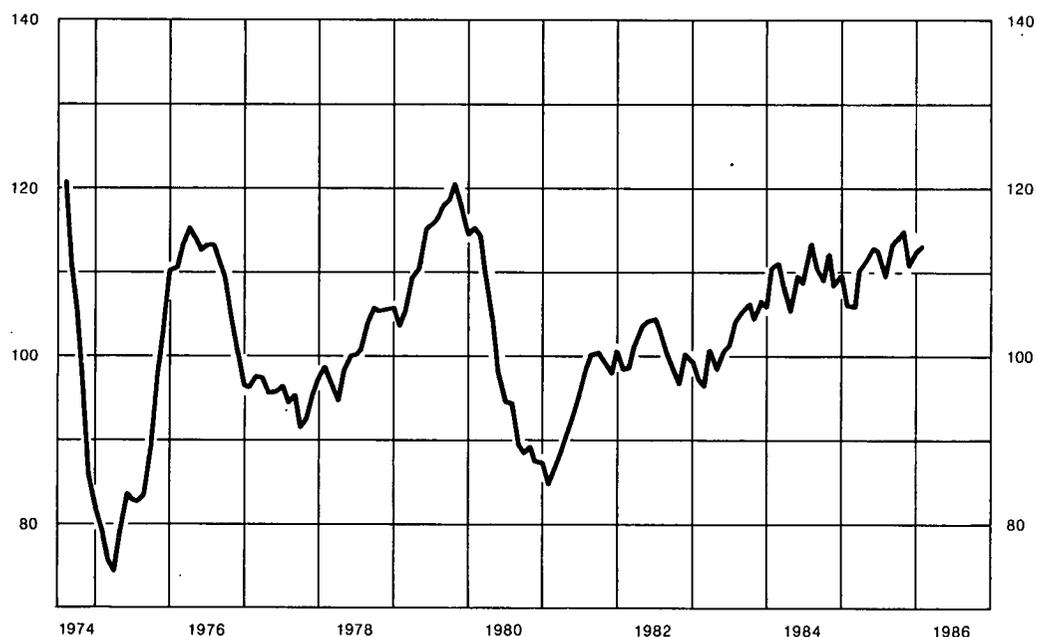
Il n'y a pas de recette miracle de politique monétaire qui dispense de cette nécessité d'être modéré et de ce devoir d'entreprendre. S'il n'y a pas abandon au laxisme, mais volonté de rigueur, la monnaie est saine et sa gestion, facile, car, dès lors, l'orthodoxie monétaire est spontanée puisqu'elle est dans le sérieux des réflexions qui éclairent les compromis nécessaires.

Le 29 janvier 1986.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE JANVIER 1986

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique a légèrement augmenté en janvier 1986 par rapport à décembre, soit de 0,49 point. La courbe atteint de la sorte le niveau de 113,14 points.

Une amélioration du climat conjoncturel s'est produite dans l'industrie de la construction et dans le commerce. Dans l'industrie manufacturière par contre un léger recul a été observé.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Affectation du produit national :		5. Orientation géographique	VIII - 5
a) Estimations à prix courants	I - 3a	IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 3b	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Chiffres annuels	IX - 1
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	— Soldes trimestriels	IX - 2
b) Industrie manufacturière :		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 4b.4	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
II. — Population, emploi, chômage			
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	4. Système Monétaire Européen :	
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
2. Pêche maritime	III - 2	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	5. Cours de change effectifs	X - 5
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	XI. — Finances publiques.	
3. Energie	IV - 3	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
4. Métallurgie	IV - 4	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
5. Construction	IV - 5	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
V. — Services.			
1. Transports :		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
b) Navigation maritime	V - 1b	1. Encours :	
c) Navigation intérieure	V - 1c	a) au 31 décembre 1981	XII - 1a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) au 31 décembre 1982	XII - 1b
3. Commerce intérieur :		2. Mouvements en 1982	XII - 2
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	3. Encours (totaux sectoriels) :	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	a) au 31 décembre 1981	XII - 3a
4. Chambres de compensation :		b) au 31 décembre 1982	XII - 3b
a) Nombre d'opérations	V - 4a	4. Mouvements en 1982 (totaux sectoriels)	XII - 4
b) Montant des opérations	V - 4b	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans :	
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Prix à la consommation en Belgique :		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	4. Stock monétaire :	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	b) Total	XIII - 4b
		5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique . . .	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes . . .	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages . . .	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées . . .	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5

6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) . . .	XVII - 8a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.338,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	42,4	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	60,8	62,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	236,0	246,5	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	350,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	390,9	426,3	464,9	513,4	566,7	607,0	623,3	663,4
5. Corrections et compléments	59,8	64,7	69,4	74,1	79,1	93,8	108,6	118,3
Ajustement statistique	- 4,6	8,6	- 7,3	2,0	- 24,7	2,1	33,2	35,8
<i>Total ...</i>	<i>1.655,1</i>	<i>1.779,2</i>	<i>1.902,0</i>	<i>2.074,6</i>	<i>2.157,0</i>	<i>2.296,1</i>	<i>2.410,5</i>	<i>2.568,9</i>
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	47,1	50,7	46,4	48,7	57,2	64,3	74,9	72,9
2. Professions libérales ¹	84,4	95,1	101,7	104,2	112,9	118,5	127,9	134,8
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	218,3	222,8	228,7	228,1	228,9	233,7	238,6	250,7
4. Revenu des sociétés de personnes ²	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,9	20,4	23,3
Ajustement statistique	- 1,0	1,8	- 1,5	0,4	- 4,7	0,4	6,5	6,8
<i>Total ...</i>	<i>360,6</i>	<i>383,4</i>	<i>389,6</i>	<i>395,3</i>	<i>408,1</i>	<i>433,8</i>	<i>468,3</i>	<i>488,5</i>
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	179,6	196,7	232,7	274,7	318,0	358,5	386,8	445,3
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	66,7	73,8	78,5	85,0	98,9	108,7	125,6	142,8
3. Dividendes, tantièmes, dons	58,5	63,0	61,5	67,0	80,0	106,6	130,5	161,6
<i>Total ...</i>	<i>304,8</i>	<i>333,5</i>	<i>372,7</i>	<i>426,7</i>	<i>496,9</i>	<i>573,8</i>	<i>642,9</i>	<i>749,7</i>
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	11,1	24,6	25,9	21,5	9,8	30,9	47,6	57,7
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	114,1	135,1
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,4	31,5	33,2
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 17,1	- 23,9	- 21,2	- 7,3	0,9	15,2	- 4,3	0,7
<i>Total ...</i>	<i>2,3</i>	<i>- 1,8</i>	<i>3,4</i>	<i>20,4</i>	<i>30,8</i>	<i>45,6</i>	<i>27,2</i>	<i>33,9</i>
G. Intérêts de la dette publique	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,0	- 367,2	- 395,5	- 451,9
Revenu national net au coût des facteurs	2.294,1	2.463,9	2.620,9	2.816,7	2.901,1	3.125,9	3.315,1	3.581,9
H. Amortissements	262,3	281,4	302,5	312,2	332,1	366,6	402,2	421,5
Revenu national brut au coût des facteurs	2.556,4	2.745,3	2.923,4	3.128,9	3.233,2	3.492,5	3.717,3	4.003,4
I. Impôts indirects	334,3	363,9	387,7	412,0	435,8	476,0	505,2	522,2
J. Subventions	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,6	- 59,3	- 67,2
Produit national brut aux prix du marché	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

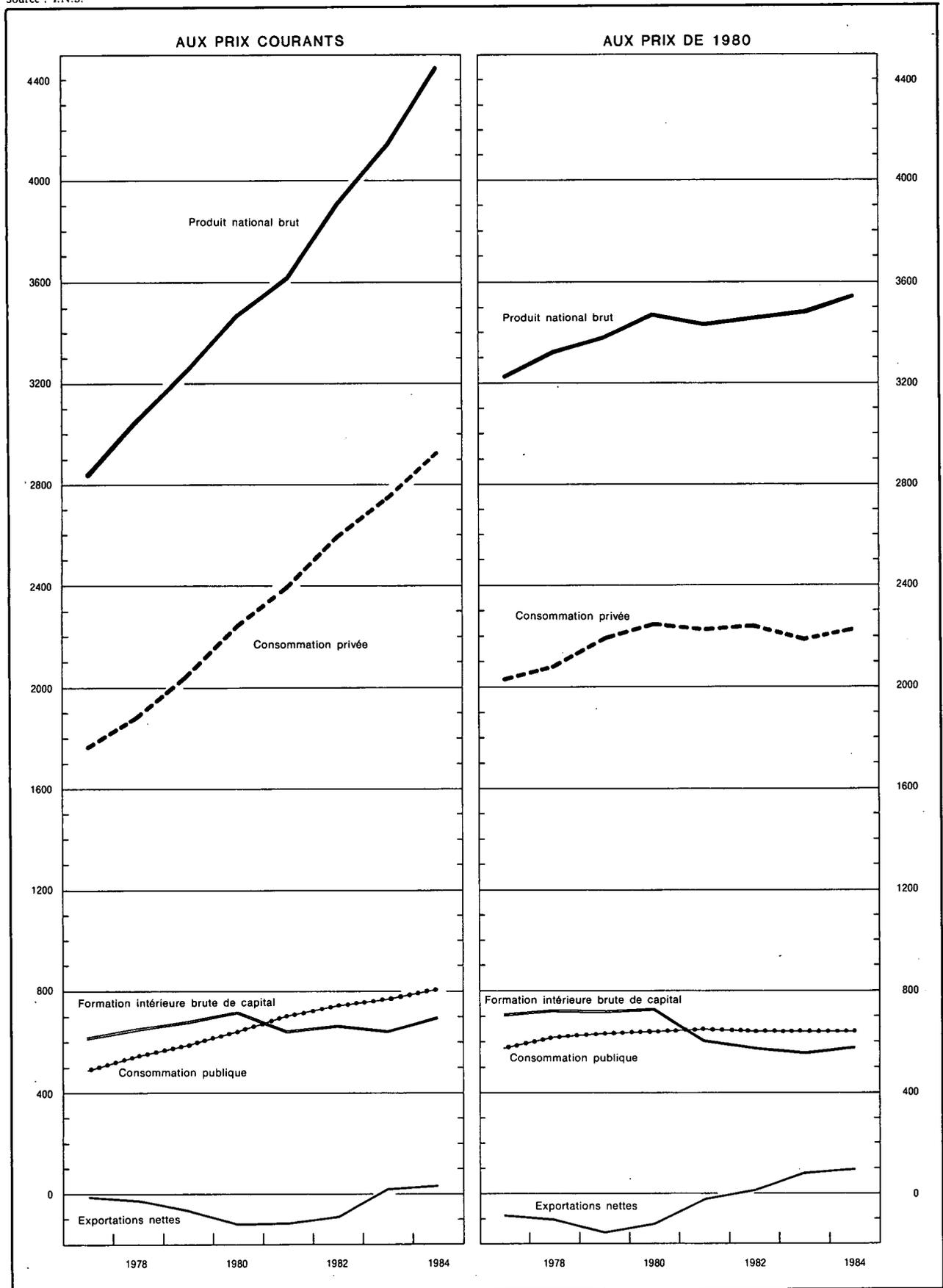
Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Agriculture, sylviculture et pêche	71,4	78,6	75,6	79,4	88,6	97,9	111,1	112,3
2. Industries extractives	18,2	17,2	15,9	18,8	20,1	25,3	25,4	26,9
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	135,5	147,0	151,1	157,4	164,8	186,4	201,6	216,5
b) Textiles	37,5	37,1	37,7	40,6	39,2	40,9	46,7	51,7
c) Vêtements et chaussures	24,1	23,1	23,4	22,7	22,9	25,8	26,9	27,3
d) Bois et meubles	36,6	36,4	37,7	40,3	39,5	40,1	41,6	42,8
e) Papier, impression, édition	39,4	39,9	44,8	45,0	44,3	50,4	51,4	55,6
f) Industrie chimique et activités connexes	74,2	82,6	101,5	99,9	90,0	104,4	114,7	126,3
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	37,7	36,5	36,7	39,1	33,4	38,4	37,7	41,6
h) Fer, acier et métaux non ferreux	41,4	51,4	59,4	54,8	54,4	60,6	68,4	80,5
i) Fabrications métalliques et constructions navales	236,3	243,5	241,3	247,6	229,2	255,7	274,9	283,3
j) Industries non dénommées ailleurs ...	100,6	108,0	116,0	122,5	121,6	130,8	144,8	157,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	<i>763,3</i>	<i>805,5</i>	<i>849,6</i>	<i>869,9</i>	<i>839,3</i>	<i>933,5</i>	<i>1008,7</i>	<i>1.082,8</i>
4. Construction	212,9	228,5	233,7	263,0	229,8	237,9	241,3	244,4
5. Electricité, gaz et eau	86,1	93,5	105,7	110,1	120,9	121,2	146,3	165,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	539,2	569,2	609,8	665,1	696,3	777,7	839,5	887,3
b) Services financiers et assurances	119,5	135,2	150,7	160,7	194,5	221,2	214,0	231,6
c) Immeubles d'habitation	122,2	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,2	257,7
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	<i>780,9</i>	<i>840,5</i>	<i>910,7</i>	<i>994,2</i>	<i>1.084,1</i>	<i>1.211,4</i>	<i>1.287,7</i>	<i>1.376,6</i>
7. Transports et communications	215,7	234,8	255,5	279,6	285,1	301,8	316,4	354,6
8. Services	761,4	836,9	901,8	981,0	1.059,8	1.136,8	1.201,5	1.268,6
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,5	5,6	5,8
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-39,6	-45,1	-48,6	-45,1	-53,3	-61,7	-63,1	-67,7
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-30,3	-32,0	-34,8	-47,3	-53,6	-66,7	-70,7	-75,2
Ajustement statistique	-5,8	-10,1	-10,6	0,3	10,9	10,3	-10,3	-8,8
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.838,3	3.052,3	3.258,8	3.508,9	3.636,6	3.953,2	4.199,9	4.486,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	12,1	10,1	-3,5	-18,3	-22,9	-38,3	-36,7	-27,6
Produit national brut aux prix du marché ..	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	349,4	365,3	379,8	399,8	413,6	469,8	514,0	559,8
2. Boissons	79,4	84,3	89,3	97,6	103,4	114,0	121,9	124,8
3. Tabac	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4
4. Vêtements et effets personnels	137,1	143,9	156,1	173,2	175,8	198,3	205,4	209,3
5. Loyers, taxes, eau	167,7	187,2	205,4	228,0	258,8	285,3	313,5	340,9
6. Chauffage et éclairage	91,5	100,4	118,2	138,3	164,5	182,3	187,8	207,0
7. Articles ménagers durables	185,0	186,7	192,8	216,0	218,4	227,6	228,7	239,4
8. Entretien de la maison	75,8	82,1	88,2	94,8	100,1	107,5	114,7	121,1
9. Soins personnels et hygiène	183,5	202,7	215,6	229,7	252,0	278,4	305,6	323,8
10. Transports	194,7	212,1	233,4	254,7	274,5	301,0	327,6	352,3
11. Communications : P.T.T.	14,5	16,2	17,5	18,8	20,2	22,3	24,3	27,2
12. Loisirs	152,0	163,4	176,7	194,4	208,0	230,1	249,0	268,0
13. Enseignement et recherches	3,7	4,0	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6
14. Services financiers	62,2	71,8	81,7	87,1	103,3	118,3	116,2	127,0
15. Services divers	15,3	17,3	19,2	19,3	20,4	21,5	22,9	24,6
16. Dépenses personnelles à l'étranger	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0
Ajustement statistique	8,5	- 0,2	14,5	- 2,0	14,6	- 10,2	- 23,9	- 27,2
<i>Total ...</i>	<i>1.764,1</i>	<i>1.887,5</i>	<i>2.048,0</i>	<i>2.212,3</i>	<i>2.388,6</i>	<i>2.591,8</i>	<i>2.739,1</i>	<i>2.930,3</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	355,3	391,8	426,5	471,3	517,8	550,6	564,6	591,6
2. Achats courants de biens et services	103,9	117,7	123,4	129,2	139,2	144,1	154,1	158,4
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2
4. Loyer payé	2,8	3,8	4,1	4,9	4,6	5,3	5,4	6,1
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6
6. Amortissement mobilier et matériel	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2
<i>Total ...</i>	<i>489,1</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>741,9</i>	<i>767,7</i>	<i>802,1</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4
2. Industries extractives	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	4,5
3. Industries manufacturières	81,2	79,4	83,6	109,2	101,0	122,4	127,7	142,3
4. Construction	12,6	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	10,1
5. Electricité, gaz et eau	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	43,4
6. Commerce, banques, assurances	61,8	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,2
7. Immeubles d'habitation	202,8	228,0	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,5
8. Transports et communications	61,7	73,6	75,2	86,4	101,2	103,1	96,6	98,5
9. Pouvoirs publics et enseignement	98,1	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	115,5	106,5
10. Autres services	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5
11. Variations de stocks	7,9	8,4	19,9	29,2	- 6,1	- 1,5	- 25,2	- 2,4
Ajustement statistique	2,9	- 0,1	4,8	- 0,7	3,9	- 2,6	- 5,6	- 6,5
<i>Total ...</i>	<i>614,0</i>	<i>655,2</i>	<i>686,2</i>	<i>756,9</i>	<i>642,0</i>	<i>667,2</i>	<i>641,0</i>	<i>697,0</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	405,2	326,5	386,1
2. Exportations de biens et services	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.713,7	3.004,1	3.374,1
Exportations totales ...	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.701,8	3.118,9	3.330,6	3.760,2
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	443,5	363,2	413,7
4. Importations de biens et services	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.761,4	2.952,0	3.317,5
Importations totales ...	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.821,5	3.204,9	3.315,2	3.731,2
Exportations nettes ...	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,7	- 86,0	15,4	29,0
Produit national brut aux prix du marché	2.850,4	3.062,4	3.255,3	3.490,6	3.613,7	3.914,9	4.163,2	4.458,4

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

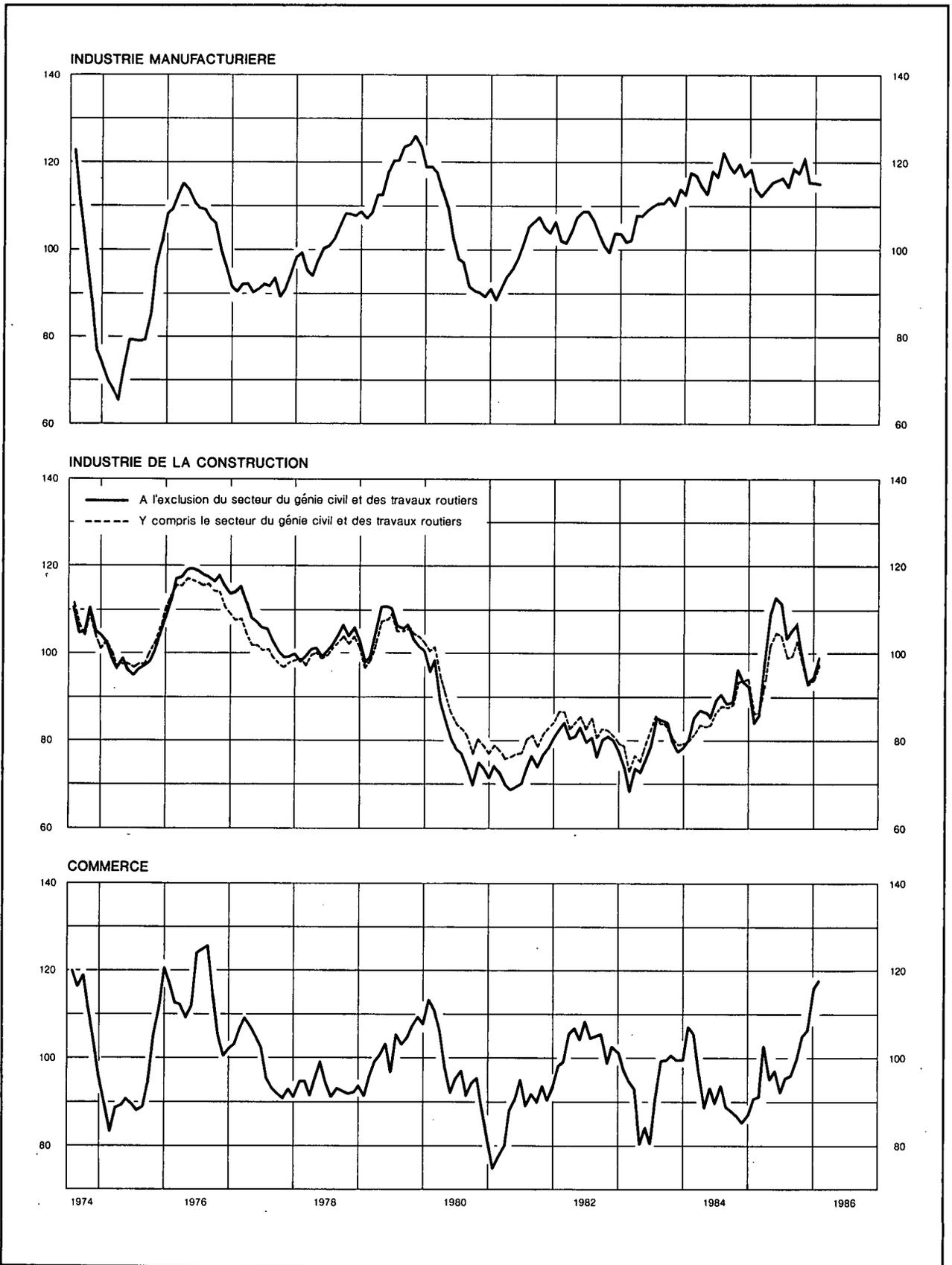
Source : I.N.S.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	93	96	99	100	98	102	101	103
2. Boissons	89	91	94	100	96	98	97	95
3. Tabac	107	96	100	100	98	105	102	103
4. Vêtements et effets personnels	92	90	94	100	98	104	101	97
5. Loyers, taxes, eau	90	93	97	100	104	106	108	110
6. Chauffage et éclairage	93	101	105	100	98	95	92	95
7. Articles ménagers durables	90	89	91	100	98	98	92	93
8. Entretien de la maison	96	97	99	100	100	102	100	100
9. Soins personnels et hygiène	92	96	98	100	104	106	108	107
10. Transports	95	98	102	100	98	99	99	100
11. Communications : P.T.T.	87	89	96	100	107	108	110	111
12. Loisirs	92	91	96	100	101	107	107	108
13. Enseignement et recherches	94	96	98	100	102	104	106	108
14. Services financiers	77	85	94	100	110	115	108	107
15. Services divers	93	99	105	100	98	97	98	101
16. Dépenses personnelles à l'étranger	82	84	95	100	105	93	92	93
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	92	83	94	100	116	139	164	169
<i>Total ...</i>	92	94	98	100	100	101	99	100
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	90	95	98	100	102	101	102	103
2. Achats courants de biens et services ...	94	103	102	100	101	96	97	94
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	85	91	95	100	97	92	89	88
<i>Total ...</i>	91	96	98	100	101	100	100	100
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	105	119	107	100	88	90	89	92
2. Industries extractives	72	86	103	100	93	101	136	128
3. Industries manufacturières	81	77	78	100	90	103	102	110
4. Construction	112	108	113	100	110	84	62	68
5. Electricité, gaz et eau	108	110	110	100	93	94	89	90
6. Commerce, banques, assurances	90	91	100	100	89	94	97	105
7. Immeubles d'habitation	110	117	101	100	59	55	54	53
8. Transports et communications	78	90	90	100	111	104	93	92
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	91	89	92	100	88	80	69	63
10. Enseignement	100	94	95	100	98	90	89	74
11. Autres services	93	85	101	100	94	87	88	93
<i>Total ...</i>	93	96	96	100	80	79	73	76
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	52	59	66	100	156	169	129	145
2. Exportations de biens et services	86	89	96	100	103	105	109	114
Exportations totales ...	82	86	93	100	108	111	111	116
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	42	49	62	100	153	171	132	143
4. Importations de biens et services	86	90	98	100	99	98	98	103
Importations totales ...	82	86	95	100	104	105	101	107
Produit national brut aux prix du marché	92	95	97	100	99	100	100	101

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1983 Janvier	101,93	74,77	97,32	97,16	78,79
Février	102,32	69,26	95,28	96,30	73,14
Mars	108,35	74,06	92,80	100,87	76,70
Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1983 Janvier	102,35	103,16	101,65	98,50	107,81	102,15	98,47	101,93
Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985				1986	1985				1986	1985				1986
	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.
Ensemble des industries	- 26	- 25	- 23	- 20	- 21	- 28	- 26	- 29	- 27	- 27	+ 7	+ 15	+ 5	+ 8	+ 7
I. Biens de consommation	- 21	- 23	- 18	- 14	- 10	- 16	- 18	- 17	- 6	- 14	+ 9	+ 28	+ 15	+ 10	+ 10
II. Biens d'investissement	- 39	- 35	- 29	- 31	- 31	- 34	- 35	- 42	- 45	- 43	+ 10	+ 5	- 1	+ 1	+ 7
III. Biens intermédiaires	- 28	- 28	- 28	- 21	- 23	- 41	- 32	- 33	- 32	- 27	0	+ 7	+ 5	+ 5	+ 5
Industrie textile	- 26	- 30	- 31	- 26	- 25	- 27	- 35	- 32	- 24	- 25	+ 14	+ 22	+ 16	+ 9	+ 13
dont : Laine	- 25	- 41	- 55	- 36	- 33	- 12	- 49	- 68	- 32	- 25	+ 21	+ 25	+ 21	+ 8	+ 17
Coton	- 37	- 42	- 33	- 25	- 29	- 45	- 50	- 32	- 24	- 41	+ 19	+ 19	+ 18	+ 13	+ 9
Bonneterie	- 19	+ 2	- 8	- 13	- 1	+ 18	- 5	+ 8	+ 17	+ 36	+ 7	+ 24	+ 12	+ 5	+ 18
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 17	- 37	- 28	- 28	- 23	- 17	- 21	- 25	- 16	- 12	- 1	+ 9	+ 8	+ 5	- 9
dont : Chaussures	- 76	- 44	- 58	- 60	- 83	- 99	- 38	- 59	- 72	- 91	- 29	+ 17	- 7	- 14	- 46
Habillement	- 5	- 35	- 20	- 21	- 9	- 7	- 20	- 24	- 13	- 5	+ 5	+ 7	+ 12	+ 8	- 1
Industrie du bois et du meuble en bois	- 49	- 39	- 28	- 18	- 25	- 38	- 46	- 22	- 21	- 31	+ 36	+ 31	+ 28	+ 20	+ 24
dont : Bois	- 40	- 17	- 12	+ 5	- 4	- 46	- 30	- 15	- 3	- 16	+ 25	+ 15	+ 3	- 6	- 4
Meubles en bois	- 56	- 53	- 39	- 34	- 40	- 34	- 55	- 26	- 32	- 39	+ 44	+ 42	+ 45	+ 40	+ 44
Papiers et cartons	- 30	- 42	- 33	- 33	- 32	- 64	- 61	- 35	- 34	- 33	+ 7	+ 19	+ 8	+ 7	+ 9
dont : Production de papier et carton	- 26	- 58	- 47	- 63	- 61	- 75	- 72	- 38	- 43	- 41	+ 2	+ 33	+ 31	+ 34	+ 34
Transformation de papier et carton	- 34	- 29	- 23	- 10	- 10	- 31	- 31	- 26	- 11	- 9	+ 12	+ 10	- 9	- 14	- 10
Industrie du cuir	+ 8	- 49	- 41	- 30	- 92	+ 5	- 57	- 84	- 89	- 95	+ 49	+ 59	+ 18	+ 53	+ 51
Transformation de matières plastiques	+ 16	- 5	- 4	- 9	- 21	+ 23	- 12	- 7	- 6	- 27	- 10	- 6	+ 3	- 1	- 8
Raffinage de pétrole	+ 19	- 57	+ 22	+ 25	+ 47	- 14	- 56	+ 40	+ 11	+ 26	- 57	- 30	- 26	- 55	- 47
Production et première transformation des métaux	- 56	- 40	- 42	- 32	- 36	- 66	- 41	- 46	- 50	- 38	+ 4	+ 4	- 1	+ 9	+ 3
dont : Métaux ferreux	- 54	- 40	- 44	- 31	- 38	- 67	- 45	- 54	- 58	- 43	- 34	- 1	+ 1	+ 14	+ 1
Métaux non ferreux	- 64	- 39	- 34	- 40	- 27	- 55	- 24	- 5	- 9	- 9	+ 8	+ 16	- 5	- 3	+ 9
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 34	- 16	- 7	- 20	- 8	+ 2	- 4	- 13	- 24	- 19	+ 11	+ 13	+ 8	- 7	+ 11
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 40	- 17	- 4	- 16	- 4	+ 2	- 17	- 7	- 23	- 13	+ 14	+ 13	+ 1	- 17	+ 5
Industrie chimique	+ 8	+ 7	0	+ 4	+ 5	+ 7	+ 11	+ 3	+ 7	+ 9	+ 8	- 3	+ 1	+ 4	+ 4
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 18	- 13	+ 13	+ 19	+ 19	- 69	+ 13	+ 13	+ 9	+ 15	+ 39	+ 39	+ 37	- 2	+ 33
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 14	- 20	- 10	- 26	- 21	- 20	- 18	- 21	- 29	- 24	- 5	+ 33	+ 7	- 9	- 1
Construction de machines et de matériel mécanique	- 24	- 21	- 28	- 28	- 38	- 30	- 29	- 42	- 40	- 41	- 5	- 27	- 11	0	- 10
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 63	- 36	- 57	- 98	- 100	- 46	- 34	- 65	- 83	- 100	+ 18	+ 20	+ 6	+ 1	0
Machines-outils	+ 100	+ 85	+ 41	+ 59	0	+ 43	+ 53	+ 7	0	0	0	- 100	- 100	-	- 100
Machines textiles	- 51	- 53	- 53	- 17	0	- 52	- 58	- 58	- 18	0	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 28	- 21	- 18	- 15	- 25	- 9	- 5	- 14	- 17	- 23	+ 14	- 4	+ 2	- 4	- 2
Construction électrique et électronique	- 50	- 56	- 51	- 42	- 45	- 54	- 51	- 58	- 60	- 60	+ 24	+ 36	+ 8	+ 25	+ 22
dont : Construction électrique d'équipement	- 57	- 64	- 53	- 41	- 51	- 68	- 63	- 67	- 73	- 79	+ 21	+ 28	0	+ 28	+ 24
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 28	- 29	- 41	- 40	- 33	- 25	- 25	- 39	- 36	- 30	0	+ 100	+ 11	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	+ 38	+ 38	0	0	0	+ 38	0	0	+ 27	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 71	- 74	- 75	- 64	- 45	- 82	- 91	- 94	- 85	- 76	+ 51	0	+ 10	- 25	+ 15
dont : Construction navale	- 91	- 95	- 92	- 79	- 74	- 99	- 100	- 100	- 95	- 92	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 16	- 42	- 55	- 27	+ 70	+ 44	- 29	- 71	- 23	+ 44	+ 51	0	+ 10	- 25	+ 15

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1984	1985				1984	1985				1984	1985				1984	1985			
Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	
Ensemble des industries	7	3	4	9	7	81	82	81	75	77	2	2	4	4	4	6	9	7	8	9
I. Biens de consommation	13	4	6	15	11	78	82	86	69	74	2	2	3	6	5	2	7	1	10	10
II. Biens d'investissement	8	4	7	5	3	83	83	75	80	80	3	3	8	4	5	6	10	14	8	9
III. Biens intermédiaires	4	2	3	7	2	79	77	80	76	82	1	1	1	2	1	8	8	7	6	6
Industrie textile	7	5	9	16	9	74	78	78	71	78	2	3	4	2	1	8	7	5	5	7
dont : Laine	6	8	11	12	21	59	66	72	76	63	3	5	2	0	2	14	9	2	2	12
Coton	10	3	4	4	4	84	87	92	88	90	0	1	1	1	1	2	5	2	5	4
Bonneterie	0	0	1	28	1	78	72	72	50	72	3	7	16	5	2	7	8	7	5	12
Industrie des chaussures et de l'habillement	11	7	11	8	11	64	73	72	76	78	9	7	6	7	2	2	1	1	4	1
dont : Chaussures	1	0	29	0	46	90	91	62	91	54	0	0	0	0	0	0	0	0	9	0
Habillement	12	9	7	10	4	59	69	75	73	83	11	8	7	9	2	3	1	2	3	1
Industrie du bois et du meuble en bois	23	8	6	10	13	68	77	83	77	76	1	0	1	3	2	5	7	7	6	4
dont : Bois	28	10	5	19	22	55	59	75	56	58	3	0	0	4	2	11	15	16	14	9
Meubles en bois	19	7	7	6	8	78	90	89	90	89	0	0	2	2	1	1	1	1	0	0
Papiers et cartons	0	3	0	1	1	84	83	89	92	91	4	0	1	1	2	8	10	4	6	3
dont : Production de papier et carton	0	6	7	0	0	78	73	84	90	98	0	0	0	0	0	16	21	4	10	2
Transformation de papier et carton	1	2	0	2	1	88	90	93	93	87	6	0	1	2	3	1	2	4	4	3
Industrie du cuir	0	0	29	12	12	93	86	71	76	88	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	0	1	27	0	72	72	87	73	75	0	0	0	0	0	28	28	12	0	25
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	0	0	0	0	83	78	79	77	87	0	0	0	1	1	3	3	3	2	0
dont : Métaux ferreux	0	0	0	1	0	82	77	85	82	91	0	0	0	1	1	3	2	1	0	0
Métaux non ferreux	0	0	0	0	0	89	84	48	48	68	0	0	0	0	0	0	5	11	11	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	11	3	3	9	0	75	76	75	65	75	1	0	11	1	1	14	21	21	19	18
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	14	0	4	11	0	80	82	74	62	73	1	0	12	1	1	6	17	22	20	21
Industrie chimique	0	0	0	0	1	96	93	96	96	95	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	1	0	0	29	2	21	22	3	0	27	0	0	0	0	0	78	78	97	71	71
Fabrication d'ouvrages en métaux	8	6	9	13	11	82	70	67	56	56	1	1	7	6	3	5	20	15	21	25
Construction de machines et de matériel mécanique	5	7	9	3	4	83	78	73	84	81	10	11	13	9	11	6	9	9	8	8
dont : Machines et tracteurs agricoles	10	0	0	1	0	89	100	99	99	100	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	50	22	22	22	22	50	78	78	78	78	50	78	78	78	78
Machines textiles	25	18	18	16	16	75	82	82	84	84	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	0	12	24	2	1	100	77	65	86	78	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	4	4	4	4	6	95	92	92	78	79	0	0	0	16	15	1	4	4	16	13
dont : Construction électrique d'équipement	0	1	1	0	3	98	93	93	93	94	0	0	0	4	3	2	6	6	4	0
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	0	0	1	1	100	100	99	60	60	0	0	0	39	39	0	0	1	39	39
Construction d'automobiles et pièces détachées	38	0	0	38	38	62	100	100	62	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	0	6	6	6	0	100	94	94	94	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	0	36	36	36	0	100	64	64	64	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1984		1985			1984		1985			1985				1986
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.
Ensemble des industries	+ 29	+ 31	+ 31	+ 26	+ 24	77,4	78,7	79,1	80,6	79,8	3,27	3,45	3,40	3,30	3,28
I. Biens de consommation	+ 28	+ 31	+ 37	+ 27	+ 17	79,7	82,0	81,8	83,6	84,1	2,48	2,56	2,43	2,45	2,44
II. Biens d'investissement	+ 41	+ 42	+ 31	+ 34	+ 40	72,8	73,3	75,5	76,1	74,3	4,73	5,10	5,07	4,90	4,84
III. Biens intermédiaires	+ 31	+ 27	+ 22	+ 22	+ 35	75,6	77,3	77,6	80,1	72,4	3,16	3,27	3,30	3,18	3,18
Industrie textile	+ 26	+ 28	+ 26	+ 33	+ 31	77,9	77,5	76,6	75,8	76,7	2,09	2,15	2,05	2,06	2,11
dont : Laine	+ 14	+ 24	+ 15	+ 31	+ 34	83,4	81,8	78,6	79,7	80,5	2,13	2,04	1,94	1,92	1,91
Coton	+ 36	+ 40	+ 29	+ 35	+ 35	76,2	76,3	75,5	74,4	73,2	2,04	2,11	2,08	2,17	2,12
Bonneterie	+ 36	+ 24	+ 28	+ 29	+ 23	71,0	73,1	74,6	72,8	75,9	2,15	2,57	2,19	2,21	2,45
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 23	+ 29	+ 32	+ 46	+ 46	81,8	84,0	81,5	84,9	82,4	1,96	2,04	1,74	1,94	1,86
dont : Chaussures	+ 53	+ 64	+ 25	+ 33	+ 40	78,1	84,0	74,4	82,2	80,9	1,11	1,81	1,28	1,47	1,17
Habillement	+ 17	+ 23	+ 33	+ 49	+ 46	82,5	84,0	83,0	85,4	82,7	2,14	2,09	1,84	2,04	2,00
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 28	+ 43	+ 43	+ 27	+ 40	83,2	79,0	81,9	83,4	82,0	1,44	1,54	1,64	1,55	1,53
dont : Bois	+ 17	+ 27	+ 33	+ 13	+ 25	84,7	82,0	82,6	84,7	80,8	1,78	1,98	2,13	2,00	2,07
Meubles en bois	+ 35	+ 54	+ 51	+ 37	+ 50	82,2	76,8	81,4	82,4	82,8	1,20	1,22	1,29	1,22	1,14
Papiers et cartons	+ 11	+ 33	+ 29	+ 37	+ 41	86,3	86,4	84,2	85,3	82,9	1,70	1,50	1,31	1,27	1,51
dont : Production de papier et carton	- 12	+ 24	+ 33	+ 55	+ 63	94,7	93,5	89,9	91,9	86,2	2,42	1,77	1,43	1,28	1,63
Transformation de papier et carton	+ 29	+ 40	+ 25	+ 23	+ 25	80,0	81,0	79,8	80,3	80,3	1,14	1,29	1,22	1,27	1,43
Industrie du cuir	+ 14	+ 7	+ 7	+ 61	+ 72	87,1	91,0	87,8	88,2	87,0	2,75	2,36	2,12	2,07	1,98
Transformation de matières plastiques	- 12	- 18	+ 25	- 4	- 22	75,3	82,0	79,2	84,0	84,3	2,85	2,65	2,76	2,90	2,52
Production et première transformation des métaux	+ 60	+ 42	+ 23	+ 22	+ 59	67,4	70,7	72,4	77,1	60,0	1,73	1,91	1,90	1,71	1,76
dont : Métaux ferreux	+ 62	+ 49	+ 26	+ 25	+ 67	64,9	68,5	70,3	75,9	55,5	1,63	1,80	1,81	1,57	1,63
Métaux non ferreux	+ 25	+ 11	+ 8	+ 8	+ 17	80,0	81,9	83,1	83,1	82,6	2,22	2,46	2,39	2,43	2,40
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 31	+ 28	+ 16	+ 17	+ 45	76,7	78,1	81,2	82,4	81,7	1,71	1,94	1,87	1,70	1,85
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 38	+ 26	+ 15	+ 16	+ 47	75,4	76,7	80,2	81,5	80,7	1,48	1,84	1,79	1,60	1,76
Industrie chimique	+ 7	+ 12	+ 14	+ 14	+ 4	80,4	79,6	80,3	80,3	81,3	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 18	- 18	- 23	+ 31	- 19	99,6	99,6	99,6	100,0	98,6	2,18	2,12	2,16	2,14	2,12
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 50	+ 41	+ 34	+ 33	+ 32	72,0	77,7	81,1	81,4	75,5	3,76	3,91	3,64	3,67	3,85
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 26	+ 24	+ 26	+ 17	+ 18	74,1	75,7	75,5	76,8	74,6	5,42	5,08	4,88	4,65	4,56
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 67	+ 80	+ 57	+ 50	+ 52	57,9	75,9	76,0	70,5	55,0	6,66	6,46	6,33	6,87	6,77
Machines-outils	- 50	- 78	- 78	- 78	- 78	87,5	97,7	96,6	97,7	97,7	11,43	7,80	7,66	6,81	6,88
Machines textiles	+ 51	+ 57	+ 51	0	0	85,9	84,4	85,5	89,8	90,5	5,26	5,43	5,33	5,20	5,98
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 36	+ 35	+ 44	+ 40	+ 16	67,9	65,6	66,3	67,1	69,7	3,55	3,57	3,48	3,58	3,50
Construction électrique et électronique	+ 57	+ 68	+ 55	+ 37	+ 20	72,7	73,1	72,3	77,8	79,7	5,61	6,09	6,59	6,52	6,43
dont : Construction électrique d'équipement	+ 50	+ 68	+ 47	+ 61	+ 52	66,3	66,5	65,5	72,6	74,4	4,96	5,54	6,47	6,24	6,04
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	+ 76	+ 76	+ 75	0	- 39	81,6	82,3	81,7	85,0	87,3	7,37	7,72	7,20	7,51	7,69
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	- 38	87,2	90,7	91,5	91,5	93,1	2,60	2,60	2,60	2,60	2,60
Construction d'autre matériel de transport	+ 74	+ 68	+ 82	+ 85	+ 81	65,6	66,3	64,7	61,8	62,5	9,38	11,54	10,67	9,99	9,37
dont : Construction navale	+ 79	+ 73	+ 94	+ 85	+ 91	70,3	67,2	63,7	60,7	61,7	5,75	9,42	7,81	7,11	6,23
Construction de cycles et motocycles	+ 15	+ 15	+ 31	+ 64	+ 20	63,2	80,7	81,5	74,3	77,8	2,48	2,24	2,26	1,88	2,15

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985				1986	1985				1986	1985				1986
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
Ensemble des industries	- 3	- 10	- 3	- 7	- 5	- 10	- 10	- 9	- 10	- 11	+ 28	+ 18	+ 15	+ 15	+ 10
I. Biens de consommation	- 2	- 12	+ 4	+ 1	+ 2	- 7	- 5	- 3	- 2	- 17	+ 34	+ 22	+ 26	+ 23	+ 20
II. Biens d'investissement	+ 5	- 5	- 3	- 11	- 5	- 9	- 11	- 12	- 13	- 2	+ 25	+ 23	+ 25	+ 27	+ 19
III. Biens intermédiaires	- 13	- 13	- 6	- 12	- 14	- 16	- 14	- 16	- 17	- 18	+ 30	+ 15	+ 7	+ 1	0
Industrie textile	- 12	- 14	- 8	- 13	- 11	- 6	- 5	- 12	- 8	- 12	+ 24	+ 13	+ 6	+ 10	- 7
dont : Laine	- 21	- 30	- 8	- 23	- 36	- 7	- 22	- 20	- 14	- 25	+ 32	+ 12	+ 4	+ 18	- 3
Coton	- 16	- 14	- 1	- 12	- 3	- 15	+ 1	0	- 5	- 14	+ 25	+ 9	- 5	- 2	- 20
Bonneterie	- 14	+ 11	- 17	- 28	- 7	0	+ 14	- 23	- 13	+ 1	+ 30	+ 27	+ 24	+ 18	+ 14
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 2	- 18	- 10	- 17	+ 4	+ 8	- 5	- 9	- 4	- 4	+ 42	+ 36	+ 28	+ 29	+ 36
dont : Chaussures	+ 12	- 40	- 9	- 15	- 4	- 14	+ 7	- 16	- 17	- 7	+ 27	+ 22	+ 40	+ 15	+ 16
Habillement	- 5	- 14	- 10	- 17	+ 6	+ 12	- 7	- 8	- 1	- 4	+ 46	+ 39	+ 27	+ 32	+ 40
Industrie du bois et du meuble en bois	- 4	- 23	- 1	- 13	- 7	- 19	- 12	- 12	- 13	- 18	+ 20	+ 16	+ 28	+ 31	+ 25
dont : Bois	- 11	- 21	- 2	- 8	- 6	- 11	- 3	+ 3	- 12	- 12	+ 28	+ 25	+ 40	+ 40	+ 41
Meubles en bois	0	- 24	0	- 18	- 8	- 26	- 19	- 20	- 13	- 21	+ 15	+ 9	+ 19	+ 26	+ 14
Papiers et cartons	- 30	- 22	- 20	- 20	- 3	- 10	- 10	- 11	- 23	+ 3	+ 22	+ 2	- 23	- 26	- 15
dont : Production de papier et carton	- 30	- 36	- 23	- 41	- 8	- 9	- 12	- 12	- 50	+ 9	+ 9	- 26	- 47	- 51	- 40
Transformation de papier et carton	- 30	- 12	- 17	- 4	+ 1	- 9	- 7	- 10	- 4	+ 1	+ 31	+ 23	- 7	- 7	+ 4
Industrie du cuir	- 13	- 24	- 24	+ 11	- 3	- 6	- 39	- 57	- 45	- 80	+ 7	- 27	- 35	+ 13	- 10
Transformation de matières plastiques	+ 7	+ 11	- 5	+ 10	+ 18	- 4	+ 8	- 13	+ 6	- 23	+ 11	+ 18	+ 22	+ 31	+ 28
Raffinage de pétrole	- 48	+ 22	- 13	- 4	- 27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 19	- 20	- 5	- 21	- 30	- 31	- 29	- 29	- 31	- 29	+ 44	+ 17	+ 5	- 11	- 5
dont : Métaux ferreux	- 22	- 19	- 5	- 24	- 35	- 38	- 34	- 33	- 36	- 35	+ 51	+ 22	+ 16	- 7	0
Métaux non ferreux	- 8	- 20	- 6	- 3	- 5	+ 6	- 2	- 5	- 9	0	+ 9	- 5	- 42	- 26	- 31
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 17	0	+ 3	- 1	+ 4	- 11	- 13	- 14	- 25	- 11	+ 28	+ 37	+ 31	+ 41	+ 35
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 22	0	+ 6	+ 2	+ 7	- 13	- 15	- 15	- 27	- 10	+ 21	+ 41	+ 36	+ 39	+ 40
Industrie chimique	+ 5	+ 1	+ 2	+ 4	+ 6	+ 1	0	0	+ 1	0	+ 7	+ 8	+ 4	+ 2	- 5
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 18	+ 63	+ 50	+ 54	+ 70
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 10	- 7	+ 2	- 1	- 7	- 6	- 6	- 4	- 17	- 18	+ 33	+ 35	+ 23	+ 17	+ 14
Construction de machines et de mati�riel mécanique	- 9	- 9	- 21	- 17	- 25	+ 4	+ 3	0	- 3	+ 4	+ 23	+ 19	+ 23	+ 27	+ 20
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 20	+ 42	- 65	- 52	- 97	+ 24	- 18	- 50	- 15	+ 3	+ 1	0	+ 40	+ 50	0
Machines-outils	0	0	0	+ 7	0	0	+ 85	+ 41	+ 7	0	+ 13	+ 78	+ 59	+ 48	+ 100
Machines textiles	- 51	- 53	- 36	- 2	- 7	- 7	- 2	+ 17	+ 32	+ 51	+ 25	+ 18	0	0	+ 7
Moteurs, compresseurs, pompes	- 25	- 3	- 8	- 4	+ 11	- 6	- 1	+ 14	+ 6	+ 2	+ 31	+ 3	- 3	+ 12	+ 10
Construction électrique et électronique	+ 8	- 8	+ 10	- 4	+ 18	- 16	- 27	- 24	- 16	- 7	+ 22	+ 5	+ 18	+ 17	- 14
dont : Construction électrique d'équipement	+ 12	- 3	+ 16	- 10	+ 12	- 12	- 32	- 30	- 11	+ 11	+ 28	+ 8	+ 24	+ 24	- 1
Appareils �lectrom�nagers, radio, télévision ..	- 11	- 30	- 12	+ 18	+ 22	- 28	- 19	- 4	- 37	- 66	0	0	+ 7	- 9	- 45
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	+ 34	+ 38	0	0	0	+ 25	+ 38	0	+ 63	+ 21	+ 47	+ 17	+ 63
Construction d'autre mati�riel de transport	- 38	- 32	- 35	- 24	- 5	- 50	- 7	- 6	- 3	- 27	+ 32	+ 32	+ 28	+ 39	+ 17
dont : Construction navale	- 21	- 18	- 6	+ 1	+ 7	- 82	- 13	+ 4	+ 3	- 64	+ 13	+ 26	+ 5	+ 24	0
Construction de cycles et motocycles	0	- 24	- 83	- 38	+ 49	0	- 12	- 45	- 27	+ 36	+ 49	+ 16	+ 46	+ 54	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1983 Janvier	100,74	106,47	105,04	108,69	104,49	101,51	97,79	103,09
Février	101,38	104,81	109,73	115,39	116,34	108,76	107,08	107,87
Mars	101,60	101,81	109,23	111,63	110,31	104,52	106,26	105,64
Avril	101,37	96,61	111,35	119,15	119,35	109,25	109,70	108,15
Mai	105,56	110,25	112,96	119,56	131,16	102,32	112,33	111,36
Juin	107,22	110,49	117,33	117,80	119,53	102,07	116,41	111,47
Juillet	104,86	100,92	117,09	117,01	121,04	109,94	117,83	111,25
Août	104,87	95,67	117,93	117,74	117,56	119,68	116,64	112,04
Septembre	102,60	106,45	116,16	119,45	122,72	115,17	128,50	113,81
Octobre	107,01	107,48	116,86	116,48	119,80	113,29	135,44	114,94
Novembre	106,26	111,80	117,96	134,76	124,49	115,14	135,97	118,35
Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1983 Janvier	106,08	102,33	94,71	102,87	104,14	94,36	94,77	100,18
Février	102,92	107,44	92,34	88,87	102,04	99,70	90,87	98,74
Mars	107,45	113,76	104,03	90,34	105,88	99,05	96,54	103,15
Avril	103,01	109,47	97,39	100,51	105,61	110,50	103,97	104,73
Mai	102,66	111,56	112,60	96,11	100,98	94,93	101,12	102,67
Juin	101,47	121,08	103,55	100,49	101,05	100,40	105,96	104,61
Juillet	100,91	119,74	112,96	100,24	109,35	103,32	101,69	106,60
Août	96,08	113,56	111,30	97,35	97,59	95,30	104,37	101,52
Septembre	99,58	104,76	120,25	119,46	103,09	90,38	114,77	105,36
Octobre	99,69	90,32	108,54	104,40	106,46	92,72	125,04	101,85
Novembre	102,74	104,06 °	111,82	124,00	107,88	101,52	133,08	109,73
Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	cahier de commandes total	cahier de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1983 Janvier	97,19	120,73	94,63	111,91	106,71	101,44	103,80	103,17
Février	87,11	101,17	76,86	122,22	57,91	110,94	104,98	92,79
Mars	104,95	128,56	87,27	140,86	59,50	109,09	127,06	106,87
Avril	105,19	122,41	92,22	96,20	42,03	97,66	111,88	98,66
Mai	103,93	98,51	96,80	115,12	48,95	111,94	137,84	103,27
Juin	102,55	131,51	99,03	101,71	54,11	105,96	150,46	107,78
Juillet	90,75	154,19	102,10	136,29	62,49	127,10	139,96	113,20
Août	97,31	130,45	91,22	115,00	78,48	99,69	123,51	103,78
Septembre	107,71	111,41	82,69	125,23	41,26	107,75	123,87	101,21
Octobre	106,60	125,98	89,58	119,61	82,85	129,69	166,82	115,78
Novembre	109,19	130,04	90,59	107,43	97,88	123,49	193,99	120,07
Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1985				1986	1985				1986
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 20	- 24	- 21	- 20	- 18	+ 13	+ 17	+ 8	+ 6	+ 7
I. Biens de consommation	- 16	- 21	- 18	- 18	- 13	+ 12	+ 23	+ 10	+ 9	+ 13
II. Biens d'investissement	- 45	- 44	- 37	- 37	- 42	+ 25	+ 21	+ 9	+ 5	+ 8
III. Biens intermédiaires	- 5	- 12	- 14	- 8	- 4	+ 4	+ 2	+ 6	+ 3	+ 2
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 18	- 34	- 28	- 24	- 16	+ 13	+ 22	+ 17	+ 11	+ 12
Industrie de la transformation du bois	- 49	- 44	- 31	- 25	- 32	+ 43	+ 39	+ 39	+ 30	+ 36
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 6	- 30	- 32	- 25	- 38	- 5	+ 7	+ 6	+ 1	- 1
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 14	+ 1	0	+ 2	0	- 1	- 5	+ 1	+ 2	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 55	- 6	- 3	- 1	+ 3	+ 23	+ 13	- 3	- 5	+ 5
Industrie des fabrications métalliques	- 24	- 31	- 29	- 31	- 32	+ 14	+ 21	+ 5	+ 2	+ 5
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 37	- 39	- 36	- 38	- 40	- 1	+ 8	+ 2	+ 7	+ 5
I. Biens de consommation	- 38	- 34	- 38	- 44	- 42	- 2	+ 12	+ 12	+ 6	+ 8
II. Biens d'investissement	- 30	- 35	- 21	- 40	- 31	+ 14	+ 6	0	- 8	+ 7
III. Biens intermédiaires	- 43	- 43	- 44	- 33	- 42	- 7	+ 4	+ 2	+ 11	+ 3
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 44	- 38	- 60	- 67	- 61	- 24	+ 9	+ 20	+ 11	+ 17
Industrie de la transformation du bois	- 61	- 7	- 44	- 33	- 31	+ 35	- 5	+ 11	+ 10	- 6
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 35	- 58	- 29	- 43	- 35	- 6	+ 33	+ 15	+ 24	+ 14
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 6	+ 6	- 1	- 1	+ 5	+ 19	- 2	- 4	- 8	- 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 42	- 31	+ 6	- 48	- 13	+ 14	+ 10	+ 14	- 19	+ 16
Industrie des fabrications métalliques	- 27	- 37	- 35	- 39	- 45	+ 19	+ 22	+ 3	+ 20	+ 13
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 24	- 36	- 35	- 33	- 16	+ 3	+ 23	+ 23	+ 33	+ 46
I. Biens de consommation	+ 29	.	.	.	.	- 31	.	.	.	.
II. Biens d'investissement	- 34	- 39	- 37	- 40	- 33	+ 28	+ 21	+ 26	+ 40	+ 58
III. Biens intermédiaires	- 71	- 3	- 7	- 1	+ 53	.	.	.	.	.
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 64	- 34	- 46	.	- 8	- 47	- 22	- 45	.	- 8
Industrie des fabrications métalliques	- 26	- 34	- 33	- 35	- 15	+ 6	+ 27	+ 26	+ 45	+ 61

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1984		1985			1984		1985			1985				1986
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Janv.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janv.
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 27	+ 35	+ 34	+ 29	+ 25	79,6	79,5	80,3	81,5	80,5	3,38	3,62	3,44	3,32	3,30
I. Biens de consommation	+ 28	+ 32	+ 33	+ 22	+ 16	83,6	82,9	84,3	84,5	85,0	2,85	2,97	2,84	2,86	2,90
II. Biens d'investissement	+ 41	+ 51	+ 42	+ 40	+ 39	72,1	73,0	75,2	77,2	75,0	5,03	5,64	5,32	4,94	4,76
III. Biens intermédiaires	+ 18	+ 26	+ 31	+ 29	+ 25	82,9	82,9	81,1	82,4	81,4	4,09	4,12	4,09	4,01	4,07
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 26	+ 30	+ 31	+ 39	+ 34	80,8	80,2	80,2	80,2	79,6	2,11	2,14	2,04	2,11	2,19
Industrie de la transformation du bois	+ 26	+ 46	+ 49	+ 31	+ 45	83,3	78,3	82,2	83,2	81,8	1,46	1,64	1,73	1,60	1,59
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	0	+ 19	+ 39	+ 33	+ 39	85,5	86,2	83,1	85,7	83,7	2,37	2,86	1,47	1,43	1,77
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 62	+ 40	+ 36	+ 29	+ 39	69,5	72,7	80,7	82,2	79,5	2,16	2,66	2,65	2,26	2,19
Industrie des fabrications métalliques	+ 34	+ 41	+ 35	+ 29	+ 20	78,4	79,0	79,4	81,0	80,2	4,72	5,13	4,83	4,61	4,55
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 40	+ 48	+ 41	+ 45	+ 55	71,9	73,5	73,1	73,7	73,7	3,05	2,92	2,85	2,71	2,84
I. Biens de consommation	+ 39	+ 64	+ 56	+ 64	+ 85	72,1	73,5	72,8	73,9	74,7	1,70	1,65	1,57	1,31	1,28
II. Biens d'investissement	+ 36	+ 43	+ 42	+ 39	+ 52	73,8	73,8	73,6	74,0	75,0	4,93	4,48	4,32	4,31	4,54
III. Biens intermédiaires	+ 61	+ 44	+ 18	+ 23	+ 66	65,9	69,1	71,3	75,4	57,5	1,50	1,63	1,65	1,46	1,46
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 4	+ 11	+ 14	+ 33	+ 44	77,7	71,9	73,4	60,2	63,6	2,52	2,39	1,73	1,48	1,45
Industrie de la transformation du bois	+ 79	+ 85	+ 84	+ 35	+ 89	67,1	67,8	65,6	69,7	73,1	1,13	1,24	1,47	1,48	1,47
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 30	+ 43	+ 15	+ 43	+ 40	88,9	88,4	85,1	86,1	82,1	1,37	1,30	1,40	1,22	1,21
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 19	+ 27	+ 30	+ 32	+ 74	84,1	83,6	86,8	85,5	85,2	2,07	1,78	1,75	1,66	1,66
Industrie des fabrications métalliques	+ 45	+ 53	+ 52	+ 45	+ 49	69,2	70,9	69,9	72,0	72,3	5,10	4,74	4,59	4,55	4,81
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 53	+ 50	+ 14	+ 50	+ 67	75,0	75,7	81,8	79,5	79,1	3,33	4,29	5,98	5,67	5,13
I. Biens de consommation	+ 54	.	.	.	.	66,4	.	.	.	.	2,30	.	.	.	.
II. Biens d'investissement	+ 50	+ 54	- 8	+ 52	+ 73	81,3	79,3	82,6	78,6	79,3	4,38	5,55	8,04	7,60	6,96
III. Biens intermédiaires	+ 78	+ 63	+ 83	+ 65	+ 60	60,7	57,0	78,1	76,5	77,0	0,94	1,69	1,56	1,47	1,88
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 12	+ 12	+ 27	- 11	.	77,5	84,4	79,8	85,0	.	1,18	1,75	1,67	.	2,21
Industrie des fabrications métalliques	+ 60	+ 59	+ 7	+ 59	+ 77	74,9	75,5	82,3	77,9	78,6	3,79	5,06	7,11	6,70	6,16

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1985				1986	1985				1986	1985				1986
	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier	Janvier	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Janvier
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 2	- 7	- 6	- 8	0	- 4	- 6	- 10	- 5	- 10	+ 29	+ 18	+ 14	+ 18	+ 11
I. Biens de consommation	- 1	- 9	- 1	- 3	+ 4	- 7	- 8	- 11	- 9	- 12	+ 24	+ 14	+ 20	+ 21	+ 15
II. Biens d'investissement	- 2	- 3	- 12	- 17	- 8	- 5	- 14	- 15	- 4	- 9	+ 40	+ 31	+ 28	+ 34	+ 23
III. Biens intermédiaires	- 3	- 7	- 7	- 2	+ 1	- 2	0	- 4	- 2	- 8	+ 25	+ 12	- 1	+ 1	0
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 4	- 12	- 5	- 10	- 6	- 1	- 8	- 12	- 5	- 7	+ 25	+ 22	+ 13	+ 21	+ 9
Industrie de la transformation du bois	- 5	- 25	- 3	- 15	- 12	- 25	- 16	- 14	- 15	- 23	+ 18	+ 12	+ 26	+ 27	+ 19
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 16	- 12	- 18	- 23	+ 5	- 4	+ 1	- 8	- 18	- 9	+ 35	+ 21	- 6	- 13	- 4
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 3	+ 2	- 4	+ 6	+ 7	+ 3	+ 3	- 2	+ 5	- 3	+ 12	+ 8	+ 5	+ 8	+ 2
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 17	- 12	- 8	- 13	0	+ 8	- 4	- 11	- 25	- 31	+ 40	+ 34	+ 38	+ 38	+ 26
Industrie des fabrications métalliques	0	- 3	- 8	- 10	- 1	- 7	- 11	- 12	- 5	- 9	+ 36	+ 23	+ 23	+ 25	+ 18
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 9	- 16	- 8	- 18	- 20	- 19	- 18	- 19	- 25	- 20	+ 28	+ 17	+ 12	+ 9	+ 7
I. Biens de consommation	- 10	- 25	- 19	- 31	- 20	- 2	- 1	+ 1	- 6	- 12	+ 48	- 3	- 2	+ 41	+ 23
II. Biens d'investissement	- 2	- 8	0	- 9	- 5	- 11	- 8	- 10	- 21	- 11	+ 12	+ 16	+ 12	+ 17	+ 11
III. Biens intermédiaires	- 20	- 21	- 10	- 20	- 28	- 30	- 33	- 32	- 37	- 30	+ 32	+ 21	+ 15	- 3	- 2
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 6	- 41	- 24	- 54	- 52	+ 39	+ 4	- 4	- 10	- 13	+ 39	+ 19	- 12	- 8	- 13
Industrie de la transformation du bois	- 10	- 25	+ 5	- 3	+ 14	- 13	- 5	+ 2	- 10	+ 9	+ 22	+ 7	+ 14	+ 50	+ 17
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 22	- 13	- 5	- 14	- 15	- 10	- 18	- 19	- 32	+ 19	+ 1	- 17	- 37	- 36	- 20
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 4	+ 5	+ 2	0	+ 13	- 12	- 9	- 13	- 14	- 15	- 4	+ 17	+ 12	+ 5	- 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 3	+ 3	+ 2	- 14	0	- 14	0	- 4	- 37	- 9	+ 51	+ 22	+ 19	+ 55	+ 37
Industrie des fabrications métalliques	+ 2	- 11	- 9	- 15	- 11	- 10	- 10	- 8	- 16	- 13	+ 16	+ 12	+ 7	+ 7	+ 5
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	+ 22	+ 8	+ 15	+ 2	+ 28	+ 2	- 19	- 6	+ 4	- 7	+ 58	+ 31	+ 53	+ 54	+ 62
I. Biens de consommation	+ 26					- 2					+ 39				
II. Biens d'investissement	+ 38	+ 26	+ 37	+ 15	+ 20	- 2	- 32	+ 4	+ 14	- 18	+ 61	+ 29	+ 67	+ 61	+ 67
III. Biens intermédiaires	- 64	- 11	- 28	- 2	+ 58	+ 2	+ 22	- 40	- 12	+ 58	+ 57	+ 18	+ 5	+ 33	+ 46
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 51	- 44	- 28		- 30	+ 16	- 22	- 33		- 30	- 33	- 21	- 58		- 28
Industrie des fabrications métalliques	+ 30	+ 18	+ 24	+ 13	+ 32	- 2	- 23	- 5	+ 11	- 1	+ 59	+ 30	+ 59	+ 62	+ 72

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹	
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions			Total
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats	emploi			
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2	
1983 Janvier	97,57	62,60	81,14	51,19	69,49	66,79	74,77	101,04	92,17	86,92	63,68	88,17	78,79	
Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	69,26	87,69	87,95	87,13	53,99	82,20	73,14	
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	74,06	85,56	90,74	90,40	50,44	82,85	76,70	
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54	
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98	
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16	
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96	
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16	
Septembre	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33	
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40	
Novembre	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31	
Décembre	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59	
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84	
Février	101,91	80,23	98,19	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43	
Mars	99,63	87,69	99,50	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75	
Avril	103,26	85,98	93,30	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27	
Mai	94,89	96,85	85,16	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32	
Juin	96,39	105,06	88,16	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62	
Juillet	91,89	103,28	91,71	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53	
Août	104,02	93,15	92,80	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74	
Septembre	97,96	85,43	97,49	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32	
Octobre	107,52	93,27	105,28	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92	
Novembre	103,63	89,97	109,46	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23	
Décembre	105,05	85,13	103,87	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46	
1985 Janvier	89,79	78,32	99,07	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28	
Février	90,80	99,15	96,20	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52	
Mars	109,85	104,82	103,40	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34	
Avril	124,29	110,44	119,29	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29	
Mai	133,03	118,05	111,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76	
Juin	120,19	114,89	117,51	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13	
Juillet	112,37	105,02	109,23	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78	
Août	113,33	109,20	112,84	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52	
Septembre	122,01	114,68	107,09	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84	
Octobre	122,94	99,76	94,79	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31	
Novembre	102,10	96,00	97,18	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04	
Décembre	103,90	99,77	101,04	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01	
1986 Janvier	102,16	101,42	101,57	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66	

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION
Résultats bruts par secteur

	1985				1986
	Janvier	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Janvier
A. Evolution du rythme d'activité ¹					
Gros œuvre de bâtiments	-70	+25	+ 7	-28	-41
dont :					
Bâtiments résidentiels	-77	+23	+ 6	-33	-53
Bâtiments non-résidentiels	-59	+29	+ 9	-20	-18
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés ¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	-71	+27	+ 4	-18	-21
C. Appréciation de la durée d'activité assurée ²					
Gros œuvre de bâtiments	-72	-41	-44	-56	-56
dont :					
Bâtiments résidentiels	-71	-33	-35	-48	-54
Bâtiments non-résidentiels	-72	-58	-59	-71	-59
Génie civil et travaux routiers	-67	-58	-59	-60	-60
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois ³					
Gros œuvre de bâtiments	-28	- 8	-16	-26	-13
dont :					
Bâtiments résidentiels	-31	- 4	-21	-28	- 8
Bâtiments non-résidentiels	-22	-15	- 6	-24	-22
Génie civil et travaux routiers	-37	-25	-29	-28	-25
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois ¹					
Gros œuvre de bâtiments	+14	+13	+22	+19	+20
dont :					
Bâtiments résidentiels	+16	+19	+23	+20	+22
Bâtiments non-résidentiels	+10	0	+16	+16	+17
Génie civil et travaux routiers	- 9	-13	- 7	+ 1	- 1

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1983 Janvier	97,34	97,46	98,26	96,04	97,32
Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986 Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853	9.858
population active ²	4.056	4.081	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 26	+ 25	+ 59	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1
Hommes	- 10	- 7	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18
Femmes	+ 36	+ 33	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 38	+ 36	+ 33	+ 29	+ 25	+ 26	.	.
Hommes	+ 19	+ 17	+ 16	+ 20	+ 22	+ 24	.	.
Femmes	+ 19	+ 20	+ 16	+ 10	+ 3	+ 3	.	.
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 12	- 11	+ 26	- 13	- 8	- 2	.	.
Hommes	- 29	- 24	- 2	- 31	- 33	- 29	.	.
Femmes	+ 16	+ 13	+ 27	+ 18	+ 25	+ 28	.	.
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	- 8	+ 1	+ 45	- 2	- 76	- 50	- 39	0
2.1 les entreprises								
— agriculture, sylviculture et pêche ..	- 20	- 28	+ 12	- 11	- 78	- 55	- 33	- 6
— industrie ⁶	- 5	- 4	0	- 6	- 3	- 3	- 1	0
— construction	- 41	- 42	- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9
— services marchands sensibles à la conjoncture ⁷	+ 2	- 4	+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 5	+ 6	+ 15	+ 9	- 9	- 8	0	+ 9
— services marchands peu sensibles à la conjoncture ⁸	+ 20	+ 16	+ 22	+ 15	+ 11	+ 10	+ 7	+ 7
2.2 les services non-marchands ⁹								
2.3 l'étranger ¹⁰	+ 14	+ 30	+ 33	+ 10	+ 3	+ 6	- 6	+ 8
- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	- 1	0	- 1
3. Chômage (1 - 2) ¹¹ :								
Total	+ 34	+ 24	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1
Hommes	+ 6	+ 8	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3
Femmes	+ 27	+ 16	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Services financiers, transports et communications, commerce, assurance, autres services fournis aux entreprises.

⁸ Professions médicales, gens de maison, réparations, services d'hôtellerie, de café et de restauration, autres services fournis aux particuliers et stagiaires en formation professionnelle.

⁹ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

¹⁰ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

¹¹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³			
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total			(f) = (a) à (e)	(h)	(i)	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus										
milliers d'unités						milliers d'unités						
(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)			
1978	91,4	141,3	49,5	25,8	16,3	324,3	8,1	—	13,2	4,2		
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7		
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9		
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4		
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0		
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,2	—	10,8	8,0		
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4		
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1				
1983 4 ^e trimestre	150,8	308,8	49,4	77,8	28,4	615,2	14,2	—	10,9	6,7		
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	40,6	27,2	588,1	14,1	—	11,4	6,7		
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	25,0	25,1	552,2	14,1	—	11,1	7,0		
3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	80,7	25,5	624,7	14,2	—	10,6	7,9		
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	83,7	25,9	618,3	14,2	—	10,2	10,4		
1985 1 ^{er} trimestre	154,1	325,0	50,8	45,4	23,2	598,5	14,3	—	10,5	13,7		
2 ^e trimestre	140,8	297,4	38,9	28,7	21,1	526,9	13,3	32,8	14,2	18,7		
3 ^e trimestre	129,8	291,5	36,2	84,0	20,7	562,2	12,8	44,3	12,7	20,7		
4 ^e trimestre	123,8	287,0	34,6	79,3	20,8	545,5	12,6	49,2	14,4	20,5		
1985 Février	157,9	324,7	50,9	39,5	23,0	596,0	14,2	—	10,7	13,0		
Mars	155,0	320,6	50,6	31,6	22,2	580,0	14,2	—	13,0	16,0		
Avril	149,0	305,5	40,8	28,8	22,1	546,2	13,6	26,6	14,6	17,6		
Mai	142,8	298,8	38,9	27,0	21,0	528,5	13,4	33,6	14,1	18,7		
Juin	130,6	287,7	37,2	30,3	20,1	505,9	13,0	38,3	14,0	19,7		
Juillet	132,7	293,4	36,7	71,5	20,6	554,9	13,0	42,6	10,3	17,9		
Août	129,5	292,2	36,4	89,5	20,3	567,8	12,7	44,4	9,6	19,2		
Septembre	127,2	288,9	35,5	91,2	21,2	564,0	12,7	45,9	18,3	24,9		
Octobre	125,1	287,5	34,9	84,6	20,8	552,8	12,6	47,9	18,7	20,5		
Novembre	121,7	284,9	34,3	79,2	21,0	541,1	12,4	49,2	15,0	21,2		
Décembre	124,7	288,5	34,4	74,2	20,6	542,4	12,7	50,5	9,6	19,8		
1986 Janvier	138,6	292,9	34,4	54,5	20,0	540,4	12,7	51,7	16,7	19,6		
Février	138,4	289,1	33,8	41,0	18,9	521,2	12,5	53,9	13,2	18,8		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaïsonalisés) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

Soit, par exemple pour le mois d'avril 1985 :

$$\frac{546,2 + 26,6}{546,2} \times 13,6 = 14,3 \text{ p.c.}$$

546,2

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaïsonalisés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. et Institut Economique Agricole.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985*
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	178	182	179	166	170	187	177	178
Autres céréales panifiables	24	21	19	15	14	16	16	} 154
Céréales non panifiables	197	195	193	191	177	170	168	
Betteraves sucrières	110	116	117	130	124	109	117	119
Autres plantes industrielles	12	10	10	9	12	14	17	...
Pommes de terre	35	36	38	34	37	34	36	40
Autres plantes et racines tuberculifères	21	19	18	16	17	15	15	14
Prés et prairies	721	710	702	697	691	686	678	668
Cultures maraîchères	25	19	18	23	28	25	25	...
Cultures fruitières	13	12	12	11	11	11	11	...
Divers	111	112	112	117	123	133	136	...
Total ...	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.386
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	956	953	853	875	1.010	1.003	1.249	
Avoine	136	119	109	109	153	80	92	
Orge	765	767	807	752	745	670	873	
Autres céréales	155	140	124	120	138	123	155	
Betteraves sucrières	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	
Pommes de terre	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	971	981	976	969	968	984	994	970
Autres bovidés	2.029	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.123
Porcs	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.294
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	879	919	952	974	941	979	1.042	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Poissons de fond	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7
Poissons pélagiques	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1
Crustacés et mollusques	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7
Total ...	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5

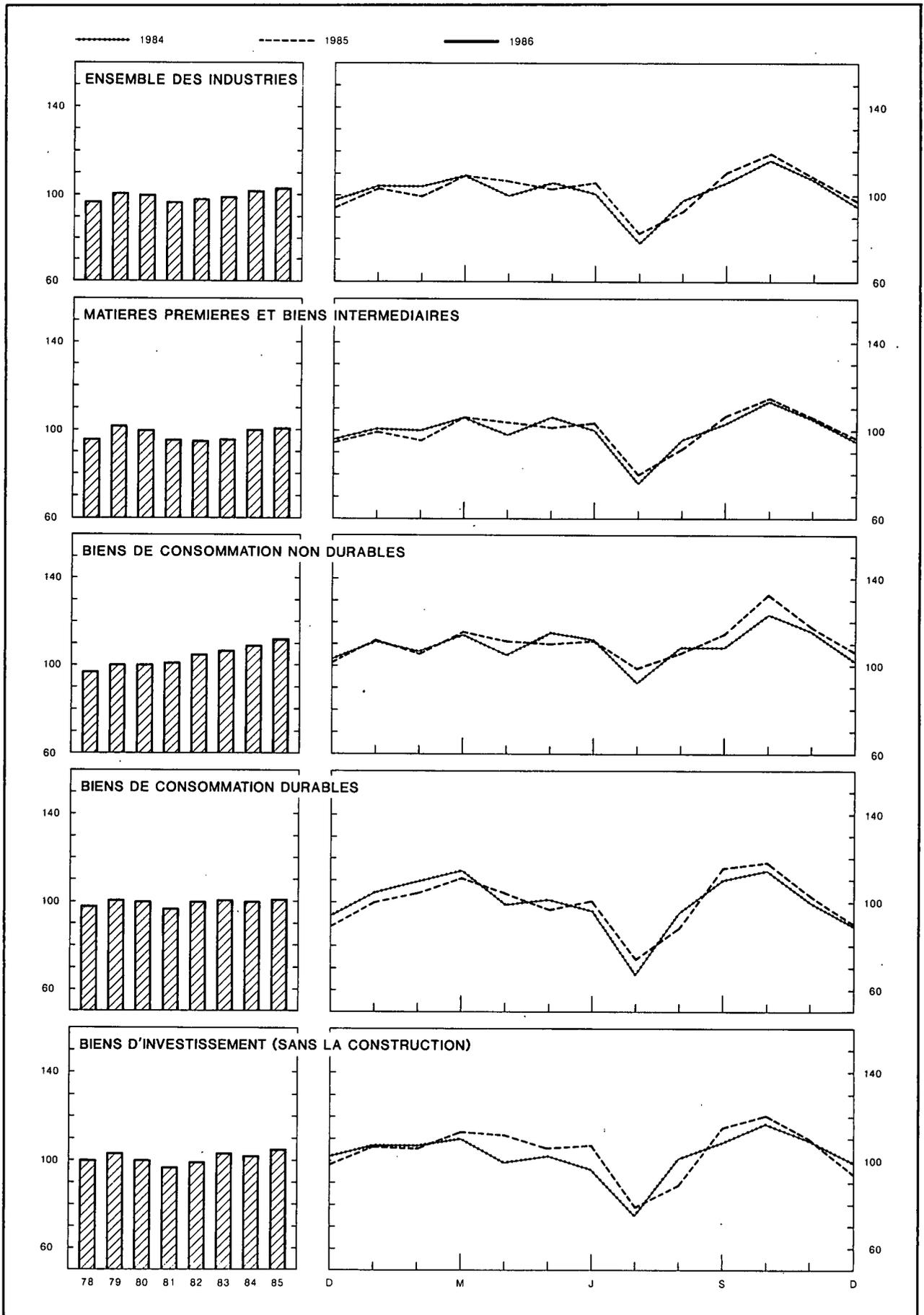
Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S.



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1984 et 1985	100,0	97,2	2,8	57,5	17,3	13,1	12,1	—	—
1978	97	97	105	96	97	98	100	100	100
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	103	104	83	101	112	101	105	91	93
1985 4 ^e trimestre	103	104	95	101	111	101	106	93	94
1984 1 ^{er} trimestre	106	106	91	103	110	109	108	90	91
2 ^e trimestre	102	103	93	101	110	99	99	93	93
3 ^e trimestre	94	94	82	92	103	91	95	84	82
4 ^e trimestre	106	106	94	104	114	101	106	94	99
1985 1 ^{er} trimestre	104	105	79	100	111	105	108	85	89
2 ^e trimestre	105	106	93	103	112	101	108	96	98
3 ^e trimestre	96	96	80	93	107	93	94	86	86
4 ^e trimestre	108	109	81	106	119	104	108	97	100
1984 Décembre	96	97	75	95	102	89	98	81	92
1985 Janvier	103	103	74	99	112	100	107	79	83
Février	100	101	74	96	106	104	106	81	85
Mars	109	110	91	106	116	111	111	96	99
Avril	107	107	99	104	113	104	112	96	97
Mai	103	104	89	102	111	97	106	93	98
Juin	106	106	90	103	112	101	106	98	99
Juillet	83	84	62	80	100	74	79	69	72
Août	93	94	80	92	106	88	89	85	87
Septembre	111	111	98	107	115	116	115	104	99
Octobre	119	120	100	115	133	118	121	112	108
Novembre	108	109	74	106	118	103	110	95	100
Décembre	98	99	69	97	107	91	94	85	93

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1984 et 1985 ¹	30,6	15,2	5,8	2,3	2,0	9,2	9,2	5,4	5,4	5,1	2,8	2,4	2,2	1,0
1978	99	98	99	100	96	95	95	100	89	94	103	94	97	102
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	.	99	116	106	74	106	96	95	113	111	51
1983 4 ^e trimestre	105	112	90	102	96	118	107	80	107	98	86	106	103	63
1984 1 ^{er} trimestre	107	118	93	108	104	107	108	73	115	101	112	116	104	65
2 ^e trimestre	97	117	99	101	98	112	97	91	107	101	90	116	104	62
3 ^e trimestre	95	103	83	90	79	109	92	81	86	81	89	102	106	55
4 ^e trimestre	106	115	95	99	104	128	110	80	109	98	85	112	103	52
1985 1 ^{er} trimestre	108	120	89	102	104	105	110	60	111	93	104	114	110	54
2 ^e trimestre	108	120	95	102	104	115	99	83	108	102	85	119	109	37
3 ^e trimestre	94	108	84	.	89	113	97	77	92	83	97	107	115	55
4 ^e trimestre	109	121	89	.	99	132	119	77	111	104	95	110	109	60
1984 Décembre	98	103	86	89	93	114	109	73	90	86	71	97	98	61
1985 Janvier	107	119	86	104	105	101	123	48	110	87	89	110	112	62
Février	106	115	83	99	102	100	102	57	109	91	105	106	106	58
Mars	110	127	97	104	105	113	107	76	115	101	118	125	111	42
Avril	110	124	93	102	106	116	95	84	111	103	93	117	106	24
Mai	106	118	97	102	100	114	101	81	103	96	76	115	112	38
Juin	109	118	95	101	106	115	100	84	110	107	85	126	108	49
Juillet	82	98	77	64	70	107	90	64	71	62	69	88	110	53
Août	87	107	86	80	91	114	97	80	88	80	91	109	107	56
Septembre	114	120	90	.	105	118	103	86	117	107	132	126	129	57
Octobre	122	132	90	.	114	150	117	83	122	114	115	129	108	63
Novembre	109	120	92	.	97	132	120	75	114	100	94	107	115	58
Décembre	95	109	86	.	88	113	119	73	99	99	76	95	103	58

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines ; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importa- tions de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consom- mation intérieure	Production		Consom- mation intérieure	Production
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030		
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137		
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251		
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015		
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995		
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984	1.560	1.221	219	626	191	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985							497	*478	518	*1.200	4.515		
1983 4 ^e trimestre	1.688	1.455	235	739	275	924	455	437	558	1.223	4.560		
1984 1 ^{er} trimestre	1.740	1.452	211	806	249	1.087	471	476	566	1.126	4.574		
2 ^e trimestre	1.644	1.145	222	548	184	671	500	521	506	1.272	4.142		
3 ^e trimestre	1.461	1.095	223	520	158	478	492	465	452	1.212	3.903		
4 ^e trimestre	1.394	1.192	219	629	172	841	511	510	575	1.195	4.664		
1985 1 ^{er} trimestre	1.435	1.481	198	829	262	1.240	487	470	599	1.281	4.697		
2 ^e trimestre	982	1.169	217	570	210	618	498	491	525	1.201	4.208		
3 ^e trimestre	1.467	1.141	217	583	161	390	498	459	444	1.050	4.105		
4 ^e trimestre							505	*493	503	*1.268	5.052		
1984 Décembre	1.609	1.208	197	726	133	997	522	513	462	1.041	4.635		
1985 Janvier	1.644	1.832	197	1.109	318	1.412	494	472	609	1.323	5.224		
Février	1.554	1.395	192	738	269	1.176	458	440	581	997	4.322		
Mars	1.106	1.217	204	641	199	1.130	508	497	608	1.522	4.545		
Avril	629	1.197	225	620	192	775	489	487	592	1.177	4.050		
Mai	1.020	1.152	224	537	211	623	513	505	506	1.131	4.313		
Juin	1.297	1.157	203	553	227	458	491	482	477	1.296	4.260		
Juillet	1.401	989	216	461	147	348	502	417	375	1.000	3.844		
Août	1.478	1.263	223	709	149	371	505	461	417	934	4.115		
Septembre	1.521	1.172	212	580	188	411	488	499	539	1.215	4.357		
Octobre						660	512	*521	601	* 979	4.972		
Novembre						977	492	*482	456	*1.658	5.113		
Décembre							510	*477	451	*1.168	5.070		

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites		Total	
			pour le marché intérieur	pour les exportations		
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	595	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	678	20,3	52,7	73,0	71,0
1983 3 ^e trimestre	730	516	18,2	40,9	59,1	59,8
4 ^e trimestre	899	634	20,1	51,9	72,0	72,8
1984 1 ^{er} trimestre	952	682	20,2	55,4	75,6	72,7
2 ^e trimestre	1.009	725	18,9	49,6	68,5	70,9
3 ^e trimestre	850	606	17,6	45,9	63,5	60,4
4 ^e trimestre	957	700	24,5	59,9	84,4	80,1
1985 1 ^{er} trimestre	892	669	* 21,4	* 59,8	* 81,1	* 78,5
2 ^e trimestre	940	740	* 21,8	* 61,5	* 83,3	* 82,8
3 ^e trimestre	842	623	* 19,3	* 49,2	* 68,5	* 68,8
1984 Novembre	997	702	22,5	60,1	82,6	77,7
Décembre	881	617	30,3	60,9	91,2	78,9
1985 Janvier	868	647	* 21,1	* 60,0	* 81,1	* 73,6
Février	814	632	* 19,9	* 59,1	* 79,0	* 77,5
Mars	994	727	* 23,1	* 60,2	* 83,3	* 84,3
Avril	930	721	* 22,2	* 56,0	* 78,1	* 80,1
Mai	974	737	* 21,4	* 68,9	* 90,3	* 82,7
Juin	917	761	* 21,9	* 59,7	* 81,6	* 85,8
Juillet	766	497	* 14,8	* 39,1	* 54,0	* 57,1
Août	859	610	* 19,9	* 47,3	* 67,2	* 63,6
Septembre	901	761	* 23,1	* 61,2	* 84,4	* 85,9
Octobre	* 909	674	* 24,9	* 64,9	* 89,8	* 94,2
Novembre	* 923	689				

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : *Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région)*; autres données : *I.N.S.*

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	127
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	118
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	*0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1983 3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—
4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—
1984 1 ^{er} trimestre	1,8	2,3	1.423	1,9	1.150	0,4	0,5	1.535	0,4	1.457	—
2 ^e trimestre	2,1	2,5	1.552	2,4	1.482	*0,5	0,6	2.491	0,5	1.903	—
3 ^e trimestre	2,1	2,3	1.453	2,0	1.276	0,4	0,6	1.863	0,5	1.326	—
4 ^e trimestre	1,7	2,1	1.260	1,9	1.083	0,3	0,4	1.467	0,4	1.367	—
1985 1 ^{er} trimestre	2,2	2,5	1.565	1,8	1.109	0,3	0,4	1.655	0,4	1.982	—
2 ^e trimestre	2,5	2,9	1.894	3,0	1.873	0,4	0,6	2.346	0,5	1.682	—
3 ^e trimestre	2,2	2,4	1.506	2,4	1.556	0,5	0,6	2.331	0,5	1.888	—
1984 Octobre	2,1	2,2	1.345	1,6	1.012	0,4	0,5	1.320	0,4	974	58
Novembre	1,6	1,7	1.058	1,7	973	0,3	0,4	1.302	0,3	898	57
Décembre	1,5	2,4	1.378	2,3	1.265	0,3	0,4	1.779	0,6	2.230	57
1985 Janvier	2,1	2,2	1.440	1,3	782	0,3	0,4	1.540	0,4	1.468	* 56
Février	1,9	2,4	1.489	1,2	713	0,3	0,4	1.214	0,3	1.284	* 55
Mars	2,5	3,0	1.767	2,8	1.832	0,4	0,4	2.210	0,5	3.194	* 55
Avril	2,5	3,0	1.963	3,4	2.037	0,4	0,5	2.371	0,5	1.410	* 55
Mai	2,4	2,7	1.833	3,3	2.085	0,4	0,6	1.597	0,6	2.083	* 55
Juin	2,6	2,9	1.885	2,4	1.498	0,5	0,7	3.070	0,4	1.554	* 55
Juillet	2,8	2,6	1.598	1,6	1.084	0,5	0,7	2.508	0,3	1.427	* 55
Août	2,1	2,4	1.500	2,7	1.704	0,5	0,6	2.101	0,6	1.732	* 55
Septembre	1,7	2,3	1.419	3,0	1.879	0,4	0,6	2.384	0,7	2.504	* 55
Octobre	2,1	2,3	1.499			0,4	0,7	2.744			* 57

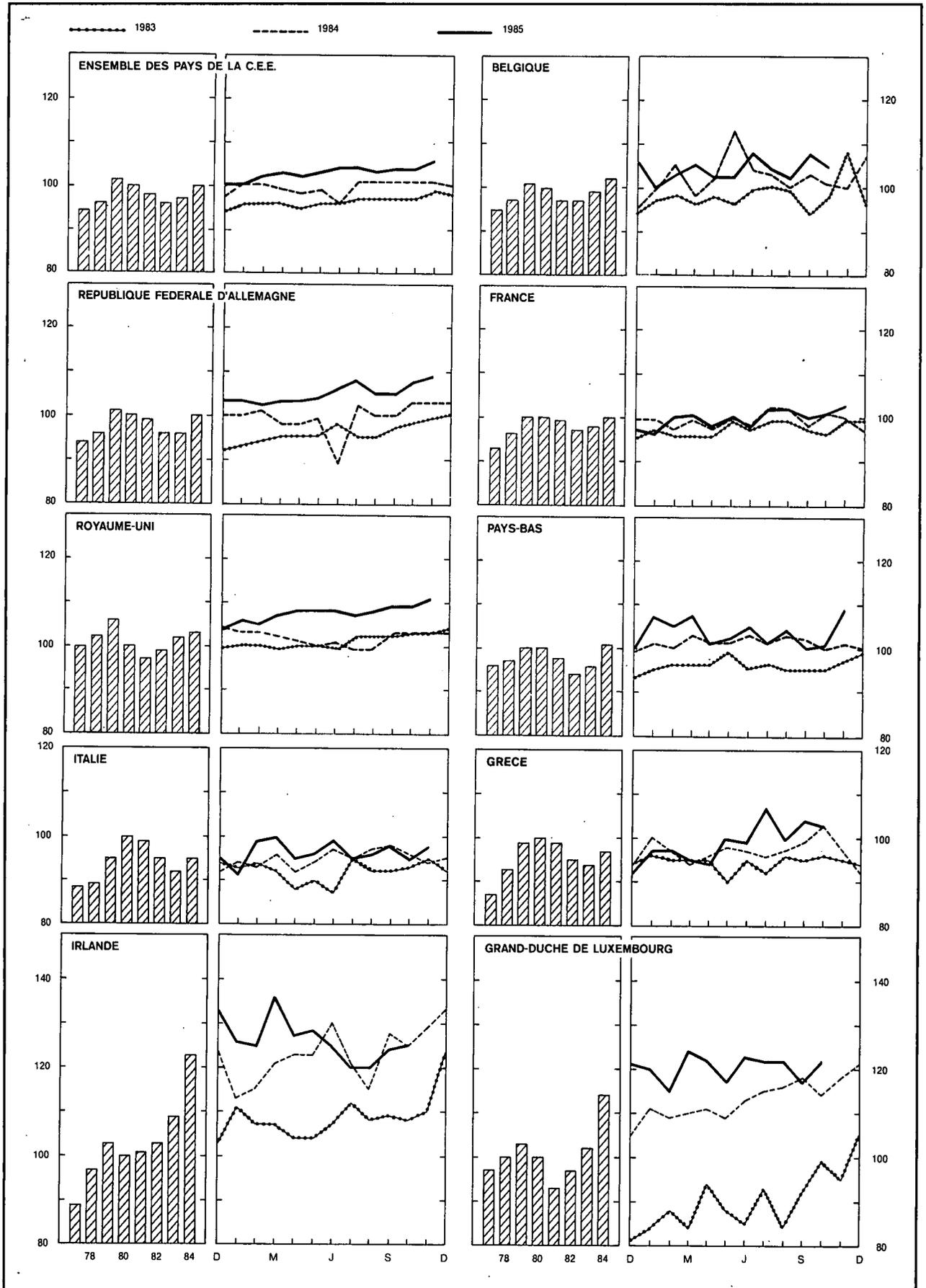
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices généraux 1980 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE.



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1977	94	+ 1,9	95	0,0	94	+ 2,8	95	+ 2,8	100	+ 4,9	96	0,0	87	0,0	89	+ 9,2	97	+ 0,5	87	+ 1,8
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,2	97	- 2,8	99	- 1,5	99	- 1,0	97	- 3,5	98	- 2,0	98	- 1,6	102	+ 2,0	94	- 5,7	99	- 0,7
1982	96	- 1,7	97	0,0	96	- 2,9	97	- 2,0	99	+ 2,2	94	- 4,1	95	- 3,0	103	+ 0,3	96	+ 2,2	95	- 4,4
1983	97	+ 0,7	99	+ 2,0	96	+ 0,7	98	+ 1,0	102	+ 3,3	96	+ 2,1	92	- 3,2	109	+ 6,4	102	+ 5,5	94	- 0,6
1984	100	+ 2,9	102	+ 2,9	100	+ 3,4	100	+ 2,0	103	+ 1,0	101	+ 5,2	95	+ 3,1	123	+12,8	114	+11,7	97	+ 3,2
1983 3 ^e trimestre	97	+ 1,9	100	+ 3,2	96	+ 2,1	98	+ 3,2	103	+ 3,4	95	+ 2,9	93	- 2,4	110	+ 7,5	103	+ 6,2	95	+ 3,4
4 ^e trimestre	99	+ 4,4	101	+ 4,6	99	+ 6,9	99	+ 3,1	104	+ 5,4	97	+ 5,1	93	+ 1,6	113	+ 9,5	109	+16,6	95	0,0
1984 1 ^{er} trimestre	100	+ 4,4	101	+ 2,9	99	+ 6,0	100	+ 2,0	104	+ 4,0	101	+ 6,7	94	+ 1,6	117	+ 7,9	110	+14,7	97	+ 2,6
2 ^e trimestre	98	+ 1,6	101	+ 3,0	95	- 1,0	98	+ 1,0	102	+ 1,9	102	+ 5,2	95	+ 4,9	125	+18,4	111	+11,8	97	+ 3,9
3 ^e trimestre	101	+ 3,6	103	+ 3,0	101	+ 5,2	100	+ 3,1	102	- 0,4	102	+ 7,0	97	+ 4,1	122	+10,6	116	+13,2	98	+ 3,4
4 ^e trimestre	101	+ 2,2	102	+ 1,0	102	+ 3,7	100	+ 2,0	103	- 0,6	100	+ 3,1	95	+ 1,9	129	+13,8	118	+ 8,0	97	+ 2,8
1985 1 ^{er} trimestre	102	+ 2,0	102	+ 1,6	103	+ 3,4	99	- 0,7	106	+ 1,9	106	+ 5,3	97	+ 2,4	129	+ 9,9	120	+ 8,6	96	- 0,9
2 ^e trimestre	103	+ 4,8	104	+ 2,7	104	+ 9,4	99	+ 1,0	108	+ 5,8	103	+ 1,3	97	+ 2,1	126	+ 1,1	121	+ 8,8	98	+ 0,8
3 ^e trimestre	104	+ 2,7	104	+ 1,1	106	+ 4,6	101	0,0	108	+ 5,9	102	0,0	96	- 0,4	121	0,0	120	+ 3,4	104	+ 6,0
1984 Novembre ..	101	+ 1,6	99	- 3,3	103	+ 4,0	100	0,0	103	- 0,4	101	+ 4,1	94	- 0,2	129	+17,2	118	+ 8,4	97	+ 2,9
Décembre ..	100	+ 1,2	107	+ 7,0	102	+ 2,0	98	- 1,0	104	- 0,7	99	0,0	95	+ 2,8	130	+10,6	121	+10,8	92	- 2,0
1985 Janvier	100	+ 0,2	99	- 1,2	103	+ 4,0	96	- 4,0	106	+ 0,8	107	+ 5,9	91	- 3,1	126	+ 9,6	120	+ 7,8	97	- 2,9
Février	102	+ 2,3	103	+ 2,0	102	+ 1,0	100	+ 1,0	106	+ 1,1	105	+ 5,0	99	+ 6,9	125	+ 7,8	115	+ 5,5	97	+ 0,1
Mars	103	+ 3,5	105	+ 3,9	103	+ 5,1	101	+ 1,0	107	+ 3,9	107	+ 4,9	100	+ 3,4	136	+12,4	124	+12,4	95	+ 0,1
Avril	102	+ 3,7	101	+ 1,7	103	+ 5,1	99	+ 2,1	109	+ 5,8	101	0,0	95	+ 3,0	127	+ 3,3	122	+ 9,9	94	- 2,3
Mai	103	+ 3,1	102	+ 1,4	104	+ 5,1	100	0,0	109	+ 7,0	103	+ 2,0	96	+ 0,6	128	+ 4,9	117	+ 7,8	100	+ 3,4
Juin	104	+ 7,8	108	+ 5,1	106	+19,1	99	+ 1,0	108	+ 4,7	105	+ 1,9	99	+ 2,7	125	- 4,6	123	+ 8,6	99	+ 1,3
Juillet	104	+ 3,5	104	+ 2,9	108	+ 5,9	102	0,0	108	+ 5,8	101	+ 1,0	95	0,0	120	- 0,8	122	+ 5,6	107	+ 9,5
Août	103	+ 2,4	102	- 0,8	105	+ 4,0	102	0,0	108	+ 7,0	104	+ 1,0	96	- 1,0	120	+ 3,4	122	+ 5,7	100	+ 2,7
Septembre ..	104	+ 2,4	108	+ 1,1	105	+ 4,0	100	0,0	109	+ 5,9	100	- 2,0	98	- 0,1	124	- 2,4	117	- 1,0	104	+ 5,8
Octobre ...	104	+ 3,3	105	+ 4,1	108	+ 5,9	101	0,0	109	+ 6,0	101	+ 2,0	95	- 0,9	125	- 0,8	122	+ 6,9	103	+ 0,5
Novembre ..	106	+ 5,1	.	.	109	+ 6,1	103	+ 3,6	111	+ 7,2	109	+ 7,9	98	+ 3,7	.	.	.	.	.	.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indices de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs		Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)		
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	375	66
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	402	70
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.095	1.600	1.084	472	91
1983 4 ^e trimestre	557	689	6.140	1.734	1.034	387	80
1984 1 ^{er} trimestre	542	653	5.852	1.689	965	371	78
2 ^e trimestre	542	650	5.908	1.637	992	475	88
3 ^e trimestre	514	619	5.512	1.521	1.015	576	95
4 ^e trimestre	551	714	6.339	1.741	1.033	404	84
1985 1 ^{er} trimestre	538	669	5.919	1.497	1.156	383	82
2 ^e trimestre	558	705	6.264	1.629	1.182	497	97
3 ^e trimestre	* 530	638	5.642	1.473	1.110	584	99
4 ^e trimestre	564	739	6.322	1.562	1.125	424	86
1984 Décembre	546	683	5.936	1.642	1.032	386	82
1985 Janvier	528	629	5.367	1.330	1.005	388	77
Février	528	637	5.834	1.471	1.129	311	73
Mars	559	742	6.556	1.689	1.335	449	96
Avril	546	688	6.080	1.645	1.163	474	95
Mai	568	719	6.438	1.713	1.203	474	96
Juin	561	707	6.273	1.528	1.179	545	99
Juillet	535	656	5.777	1.536	1.121	589	100
Août	501	589	5.069	1.331	986	608	100
Septembre	554	670	6.079	1.551	1.223	553	98
Octobre	597	779	6.725	1.609	1.262	486	92
Novembre	555	733	6.260	1.495	1.105	384	84
Décembre	539	705	5.980	1.583	1.008	402	83

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ²	
	Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.707	2.705	1.659	1.275	263	3.384	330	160	7.602	414
1984	9.736	3.977	3.182	1.800	1.549	411	3.371	344	211	8.224	437
1985	9.969										
1983 4 ^e trimestre ..	9.709	4.141	2.971	1.864	1.317	286	3.427	361	174	8.152	445
1984 1 ^{er} trimestre ..	9.256	4.193	3.278	1.561	1.562	448	3.347	301	199	7.475	411
2 ^e trimestre ..	9.974	4.250	3.201	1.767	1.397	340	3.229	381	193	8.614	457
3 ^e trimestre ..	9.592	3.653	3.001	1.930	1.690	335	3.131	301	205	7.918	419
4 ^e trimestre ..	10.121	3.811	3.247	1.944	1.547	521	3.777	393	246	8.889	461
1985 1 ^{er} trimestre ..	9.575	3.924	3.521	1.745	1.893	635	3.619	255	184	6.468	359
2 ^e trimestre ..	10.083	3.708	3.121	1.884	1.716	573	3.577	429	255	8.600	448
3 ^e trimestre ..	10.125	3.765	3.015		1.552	499		385	256	8.027	411
4 ^e trimestre ..	10.095										
1984 Décembre	10.363	3.344	3.167	1.881	1.295	528	3.506	327	262	8.934	494
1985 Janvier	9.549	4.413	3.359	1.909	2.833	937	3.689	181	159	5.369	284
Février	9.015	3.603	3.408	1.485	1.598	357	3.463	277	186	6.197	347
Mars	10.160	3.756	3.795	1.842	1.249	612	3.705	308	206	7.837	447
Avril	9.774	3.926	3.117	1.594	1.485	444	3.458	368	226	7.776	380
Mai	10.005	3.442	3.008	2.076	2.046	764	3.877	363	224	9.409	512
Juin	10.469	3.757	3.237	1.981	1.617	511	3.567	557	315	8.615	452
Juillet	10.046	3.847	3.079	1.695	902	270	3.705	348	253	6.716	326
Août	10.193	3.475	2.548	2.048	1.726	601	3.564	319	188	8.889	457
Septembre	10.136	3.973	3.418		2.028	626		488	326	8.476	449
Octobre	10.716	4.335	3.358		2.408	911		382	342		
Novembre	9.427	3.866	2.764		1.949	562		588	283		
Décembre	10.143										

¹ Milliers de tonnes de jauge brutes.

² Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1977	2.434	1.798	82	170	85	118	46
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1982 4 ^e trimestre	786	393	41	114	49	42	36
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
4 ^e trimestre	829	401	39	129	58	37	41
1984 1 ^{er} trimestre	624	277	34	105	40	38	32
2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
3 ^e trimestre	5.842	4.461	102	565	173	221	87
4 ^e trimestre	839	403	40	120	58	50	49
1984 Février	542	224	33	93	37	34	30
Mars	791	371	42	119	53	48	35
Avril	1.485	920	63	137	95	88	51
Mai	1.936	1.208	79	186	141	106	68
Juin	2.992	2.046	72	310	130	172	86
Juillet	8.390	6.532	100	905	184	324	95
Août	6.956	5.487	139	581	190	216	86
Septembre	2.181	1.364	66	209	145	124	81
Octobre	955	406	47	141	86	66	68
Novembre	767	354	41	101	53	47	46
Décembre	795	449	33	118	36	36	33
1985 Janvier	557	240	29	34	31	33	35
Février	646	300	36	103	41	37	35

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Supermarchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1977	82	78	86	113	85	82	86	74	82	93
1978	85	85	88	104	89	87	87	80	86	95
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	* 104	108	105	86	* 110	* 97	* 99	* 106	* 105	* 97
1982	* 113	117	112	79	* 118	* 106	* 103	* 117	* 113	* 95
1983	* 109	125	117	57	* 119	* 107	* 93	* 120	* 113	* 89
1984	* 113	130	124	52	* 124	* 111	* 101	* 125	* 118	* 87
1983 3 ^e trimestre	* 105	121	119	56	* 118	* 98	* 93	* 113	* 109	* 85
4 ^e trimestre	* 117	137	129	54	* 125	* 123	* 105	* 126	* 122	* 93
1984 1 ^{er} trimestre	* 108	122	118	52	* 118	* 95	* 90	* 129	* 113	* 85
2 ^e trimestre	* 115	129	123	52	* 125	* 118	* 101	* 125	* 120	* 89
3 ^e trimestre	* 106	127	124	53	* 120	* 103	* 100	* 115	* 112	* 82
4 ^e trimestre	* 122	143	131	53	* 132	* 130	* 115	* 131	* 128	* 93
1985 1 ^{er} trimestre	* 110	128	119	49	* 121	* 99	* 90	* 133	* 116	* 82
2 ^e trimestre	* 124	137	123	52	* 131	* 125	* 106	* 139	* 128	* 90
3 ^e trimestre	* 115	129	125	54	* 125	* 107	* 106	* 127	* 120	* 83
1984 Novembre	* 108	131	122	50	* 122	* 107	* 98	* 119	* 114	* 83
Décembre	* 139	161	147	57	* 148	* 154	* 139	* 143	* 146	* 105
1985 Janvier	* 109	127	120	49	* 120	* 108	* 84	* 129	* 114	* 82
Février	* 102	118	111	47	* 113	* 77	* 85	* 127	* 107	* 76
Mars	* 120	139	126	50	* 129	* 112	* 102	* 144	* 126	* 88
Avril	* 121	139	121	52	* 125	* 132	* 102	* 138	* 127	* 89
Mai	* 126	137	125	50	* 136	* 125	* 105	* 139	* 130	* 91
Juin	* 124	136	123	53	* 131	* 119	* 110	* 141	* 128	* 90
Juillet	* 113	134	127	62	* 124	* 109	* 105	* 126	* 119	* 83
Août	* 112	129	129	57	* 127	* 94	* 104	* 126	* 118	* 82
Septembre	* 120	123	118	44	* 123	* 117	* 109	* 130	* 122	* 85
Octobre	* 128	145	126	56	* 131	* 143	* 112	* 142	* 133	* 93
Novembre	* 119	140	129	45	* 131	* 130	* 104	* 128	* 125	* 87

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1982 2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1982 2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
Crédits accordés (milliards de francs)												
1982 2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	2	403	9	10.769	12.485	8	23.676	1.717	25.393
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1983 4 ^e trimestre	2	397	9	13.368	15.664	2	29.442	1.440	30.882
1984 1 ^{er} trimestre	2	364	11	12.643	16.115	11	29.146	1.338	30.484
2 ^e trimestre	1	352	10	13.800	15.645	7	29.815	1.340	31.155
3 ^e trimestre	1	337	9	13.643	15.370	3	29.363	1.201	30.564
4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1985 1 ^{er} trimestre	2	353	8	13.828	16.294	2	30.487	1.219	31.706
2 ^e trimestre	2	337	7	15.669	17.079	2	33.096	1.276	34.372
3 ^e trimestre	2	317	7	15.527	16.355	2	32.210	1.161	33.371
4 ^e trimestre	2	310	7	16.705	18.213	1	35.238	1.193	36.431
1985 Janvier	2	414	8	14.562	17.749	2	32.737	1.296	34.033
Février	2	295	7	12.596	15.114	2	28.016	1.115	29.131
Mars	2	351	8	14.326	16.018	2	30.707	1.246	31.953
Avril	2	357	8	16.438	17.201	2	34.008	1.328	35.336
Mai	2	294	7	15.799	16.975	1	33.078	1.258	34.336
Juin	2	359	7	14.771	17.062	2	32.203	1.241	33.444
Juillet	2	382	8	16.478	17.352	3	34.225	1.335	35.560
Août	2	283	7	14.461	15.281	1	30.035	1.039	31.074
Septembre	2	286	7	15.641	16.433	2	32.371	1.107	33.478
Octobre	2	350	8	17.157	18.561	1	36.079	1.288	37.367
Novembre	2	279	6	15.442	16.742	1	32.472	1.037	33.509
Décembre	2	300	7	17.518	19.336	1	37.164	1.253	38.417
1986 Janvier	2	388	8	16.887	19.080	1	36.366	1.174	37.540

b) Montant des opérations

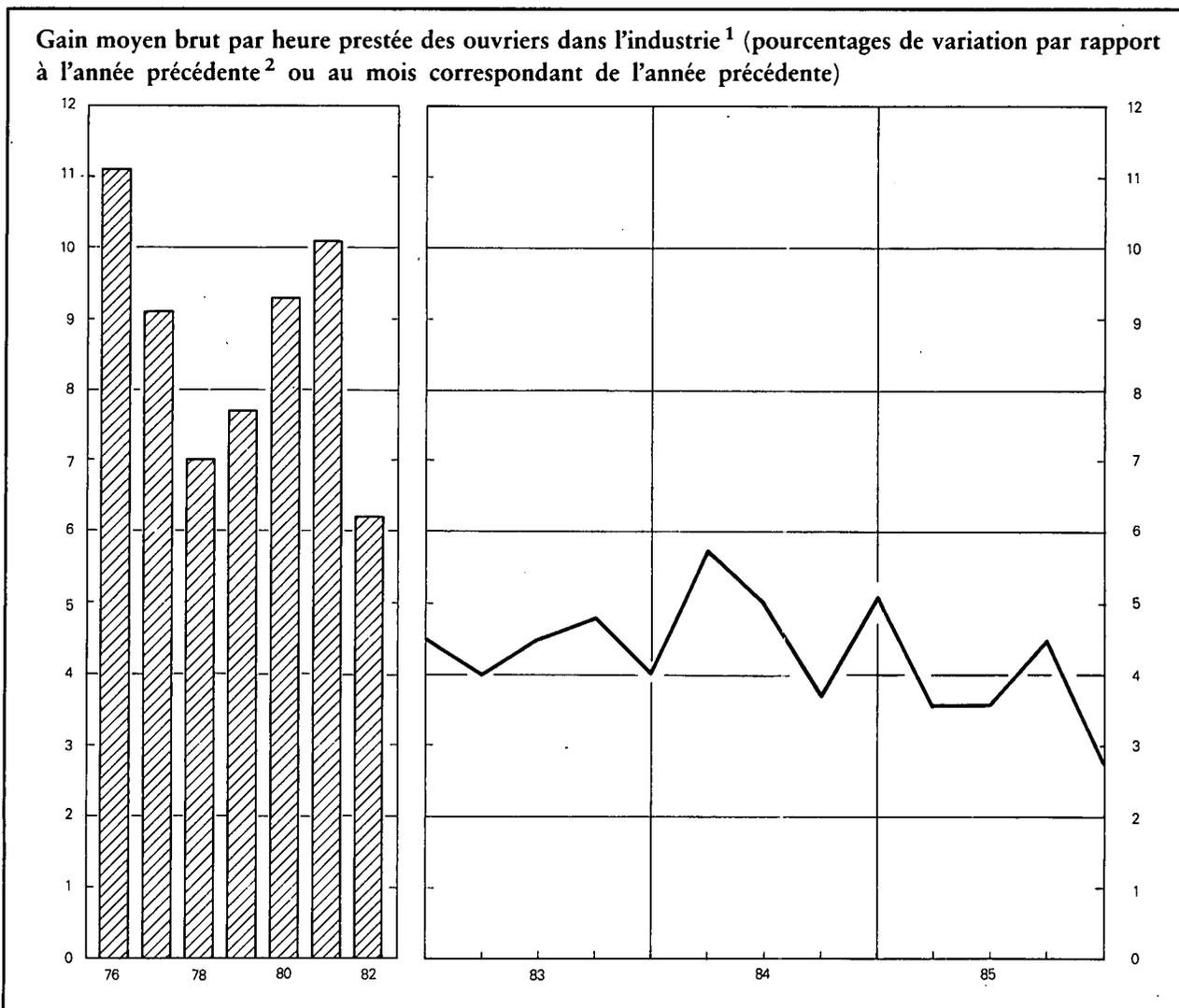
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	338	6	664	577	3.545	2.662	7.792	573	8.365
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1983 4 ^e trimestre	335	6	773	687	4.619	1.627	8.047	645	8.692
1984 1 ^{er} trimestre	356	7	1.085	742	5.229	2.035	9.454	668	10.122
2 ^e trimestre	339	6	958	706	4.963	2.873	9.845	661	10.506
3 ^e trimestre	318	6	886	651	4.743	2.754	9.358	622	9.980
4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1985 1 ^{er} trimestre	331	6	998	749	5.387	1.078	8.549	684	9.233
2 ^e trimestre	323	7	1.005	783	5.346	1.023	8.487	701	9.188
3 ^e trimestre	332	5	967	707	5.688	906	8.605	658	9.263
4 ^e trimestre	294	5	860	735	5.768	981	8.643	681	9.324
1985 Janvier	323	7	934	785	5.441	1.128	8.618	676	9.294
Février	341	5	1.034	728	5.092	959	8.159	651	8.810
Mars	329	6	1.025	734	5.627	1.148	8.869	725	9.594
Avril	312	6	1.126	728	5.495	1.118	8.785	704	9.489
Mai	322	6	1.020	863	5.435	1.003	8.649	734	9.383
Juin	336	8	870	758	5.108	947	8.027	665	8.692
Juillet	353	6	966	776	5.490	1.004	8.594	703	9.297
Août	318	5	923	629	5.532	769	8.176	619	8.795
Septembre	324	5	1.011	717	6.044	944	9.045	653	9.698
Octobre	291	6	909	766	5.978	1.037	8.987	689	9.676
Novembre	254	5	710	751	4.967	903	7.590	603	8.193
Décembre	338	5	961	687	6.359	1.002	9.352	750	10.102
1986 Janvier	295	6	1.134	813	6.640	1.162	10.050	745	10.795

¹ Nombre de chambres en activité : avant mai 1982 : 26 ; depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 : jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.
Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome 1, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	* 203	* 197	* 202	* 212	205,8	202,3	191,5	187,6
1983 Décembre	193	186	193	192	194,1	190,8	181,7	177,8
1984 Mars	192	190	197	193	198,4	195,0	185,2	181,3
Juin	194	190	197	199	198,5	195,0	185,2	181,3
Septembre	193	191	197	199	200,1	196,4	185,9	181,6
Décembre	203	194	201	209	202,8	199,2	189,1	185,4
1985 Mars	* 198	195	200	* 208	203,1	199,5	189,2	185,4
Juin	* 201	! 195	! 201	* 211	204,1	200,7	190,0	186,3
Septembre	* 202	* 198	* 203	* 212	207,4	203,9	193,1	189,3
Décembre	* 209	* 199	* 205	* 219	208,7	204,9	193,5	189,5

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1983	1983	1984	1984	1985	1983	1983	1984	1984	1985
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
<i>Ensemble de l'industrie</i>	267	272	282	283	290	65,7	67,2	68,9	69,5	71,3
<i>Industrie extractive</i>	297	308	321	320	328	66,2	73,8	68,2	72,1	74,2
<i>Bâtiment et génie civil</i>	270	273	279	281	286	61,9	64,2	65,9	65,7	67,1
<i>Industrie manufacturière</i>	265	270	280	282	289	66,0	66,9	69,1	69,6	71,4
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	275	278	289	288	297	64,9	65,6	67,2	66,6	68,3
Construction de machines et de matériel mécanique	273	279	292	293	300	65,1	66,3	69,4	70,0	71,6
Construction électrique et électronique	272	273	286	286	294	68,2	68,9	71,8	72,0	73,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	280	284	295	299	305	65,0	65,9	68,9	68,4	71,0
Construction d'autre matériel de transport .	278	280	293	297	307	67,7	68,4	71,0	70,8	73,1
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	247	257	269	269	276	60,2	60,9	63,8	64,0	65,5
Métallurgie de base	327	335	353	343	359	78,7	79,0	82,7	83,3	86,0
Industrie chimique	309	320	328	331	338	74,4	76,4	77,9	79,6	80,5
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	250	258	267	268	273	60,5	61,9	64,5	65,3	66,2
Industrie textile	227	230	236	239	246	58,6	59,3	60,7	61,6	63,3
Industrie des produits minéraux non métalliques	274	281	291	294	301	69,1	70,0	71,7	71,8	73,7
Industrie du bois	245	247	255	258	261	53,3	54,3	56,5	56,7	58,1
Industrie des chaussures et de l'habillement .	203	206	213	215	219	47,3	48,4	49,4	50,4	51,3
Industrie du papier, imprimerie et édition .	281	290	300	302	311	62,8	63,9	66,0	67,1	68,9
Raffineries de pétrole	429	435	425	446	460	99,8	99,6	100,8	102,6	107,9
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	79,4	80,3	82,9	84,9	85,7

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1983 4 ^e trimestre	206,0	128,0	126,9	107,7	146,2	130,9	128,8	130,9	140,7	108,8	251,6	122,4	263,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
3 ^e trimestre	204,0	122,3	117,9	101,1	129,0	123,4	125,6	131,0	130,6	107,6	251,7	124,0	263,8
4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1985 1 ^{er} trimestre	198,5	113,6	111,8	94,3	114,0	120,7	114,9	110,3	130,9	104,1	248,0	116,9	260,5
2 ^e trimestre	197,5	113,4	108,0	94,3	112,3	114,0	117,6	110,3	136,5	108,3	246,6	118,5	258,8
3 ^e trimestre	196,1	110,4	100,8	83,8	95,9	111,9	117,8	113,6	131,5	108,8	246,2	120,7	258,1
4 ^e trimestre	196,9	112,6	106,9	85,9	90,4	124,5	117,0	115,6	127,0	106,9	246,2	124,9	257,7
1985 Février	197,7	114,1	111,4	93,9	112,5	120,8	116,1	112,0	131,6	104,6	246,6	117,1	258,9
Mars	197,0	112,6	111,3	94,8	115,5	119,0	113,5	106,9	131,2	104,7	246,2	114,2	258,8
Avril	198,1	115,0	110,7	96,9	117,1	116,1	118,4	109,8	137,9	111,1	246,6	118,6	258,8
Mai	197,6	113,8	107,3	94,0	111,3	113,4	118,7	111,5	138,6	107,9	246,5	118,0	258,8
Juin	196,8	111,4	105,9	92,1	108,6	112,6	115,6	109,5	133,0	105,8	246,6	119,0	258,8
Juillet	196,9	111,6	102,4	89,2	102,3	109,8	118,6	113,3	134,5	109,3	246,8	120,5	258,8
Août	196,1	110,4	99,8	81,2	94,3	112,1	118,5	113,5	132,1	111,2	246,2	123,6	257,8
Septembre	195,3	109,2	100,1	81,1	91,2	113,8	116,2	113,9	127,8	105,9	245,6	118,0	257,7
Octobre	195,6	109,3	100,8	81,9	89,5	115,4	115,8	114,3	127,2	104,3	246,0	123,1	257,7
Novembre	196,7	112,0	105,8	86,7	89,3	122,1	116,7	114,6	125,5	109,8	246,2	124,6	257,7
Décembre	198,5	116,6	114,2	89,1	92,4	135,9	118,4	117,8	128,4	106,6	246,4	127,0	257,7
1986 Janvier	196,2	119,8	120,5	87,6	92,0	148,9	119,2	120,1	126,9	107,4	240,8	129,3	251,4
Février	177,4	119,1	117,3	85,5	88,0	145,5	120,5	123,5	125,1	108,0	211,5	133,1	218,9

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Vége- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1983 4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
2 ^e trimestre ..	160,3	171,1	146,3	197,7	157,7	176,3	162,0	144,6	152,2	178,8	179,9	138,4	166,4	169,2	153,4
3 ^e trimestre ..	159,5	162,0	146,8	177,5	158,8	178,2	162,8	145,3	153,6	178,9	180,9	138,5	168,6	168,9	156,1
4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1985 1 ^{er} trimestre ..	161,6	163,1	153,1	172,8	161,1	178,5	165,8	148,3	155,8	183,0	186,5	140,1	170,4	175,0	157,5
2 ^e trimestre ..	161,1	158,2	151,8	164,2	161,8	178,7	166,7	149,2	157,1	182,7	186,6	140,5	168,5	177,8	161,1
3 ^e trimestre ..	158,5	153,1	151,7	154,4	159,8	173,6	165,0	148,6	156,3	175,6	185,7	138,8	163,6	176,1	161,7
4 ^e trimestre ..	156,2	154,0	150,4	157,3	156,7	166,4	161,2	148,1	154,8	166,6	181,2	136,6	157,7	173,9	162,0
1985 Janvier	161,1	162,6	152,2	172,6	160,7	178,2	165,7	147,5	155,7	180,8	185,9	139,9	170,8	174,6	156,9
Février	161,9	164,2	153,3	174,8	161,3	178,5	166,1	148,5	155,8	183,8	187,1	140,3	170,5	175,0	157,8
Mars	161,6	162,6	153,9	170,9	161,4	178,6	165,7	148,8	156,0	184,4	186,5	140,1	170,0	175,4	157,8
Avril	161,5	158,4	151,1	165,3	162,3	179,3	167,2	149,4	157,3	183,9	187,4	140,7	169,5	178,9	161,0
Mai	160,6	156,0	151,1	160,5	161,7	178,1	166,9	149,1	157,2	182,0	186,7	140,6	168,6	177,4	161,1
Juin	161,3	160,3	153,2	166,9	161,5	178,7	166,0	148,9	156,8	182,3	185,9	140,3	167,3	177,0	161,1
Juillet	159,9	155,9	153,1	158,5	160,8	176,6	166,0	148,6	156,9	178,7	185,5	139,5	166,8	176,4	161,1
Août	157,8	150,2	151,9	148,6	159,7	172,8	165,0	148,6	156,2	175,0	185,7	138,6	162,8	176,3	162,0
Septembre	157,9	153,3	150,2	156,1	159,0	171,3	164,0	148,6	155,8	173,2	186,0	138,2	161,2	175,6	162,0
Octobre	156,5	152,5	148,4	156,2	157,5	168,2	162,1	148,3	155,2	169,1	182,9	137,3	158,9	174,2	162,0
Novembre	156,2	154,5	151,8	156,8	156,6	165,8	160,9	148,4	154,7	166,6	181,9	136,2	157,4	173,6	162,0
Décembre	155,8	155,0	151,0	158,8	156,0	165,3	160,6	147,6	154,5	164,1	178,9	136,4	156,9	173,8	162,0
1986 Janvier	154,8	152,4	148,9	155,7	155,4	163,6	160,1	147,4	154,4	161,0	176,1	136,1	156,2	175,0	162,5

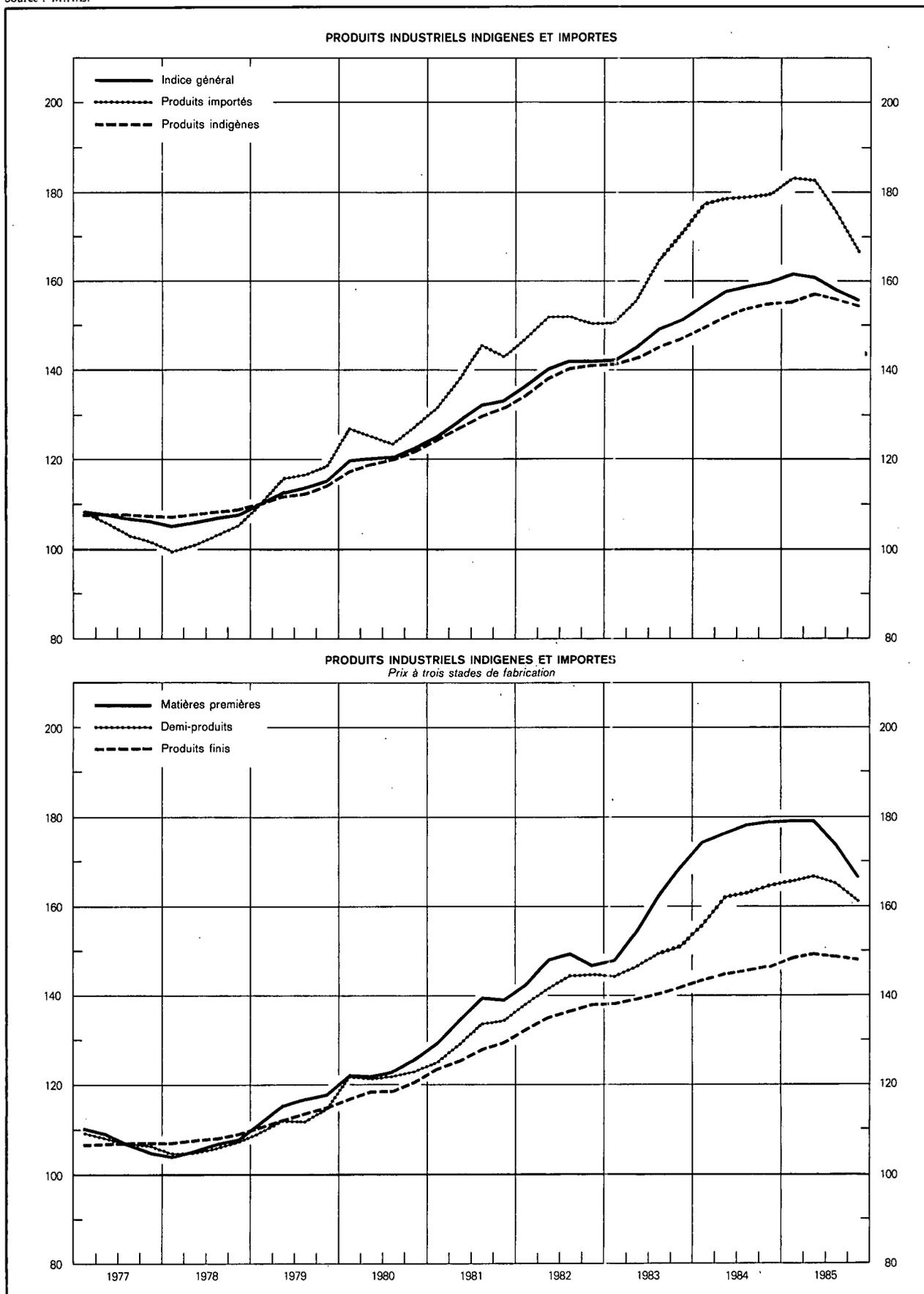
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

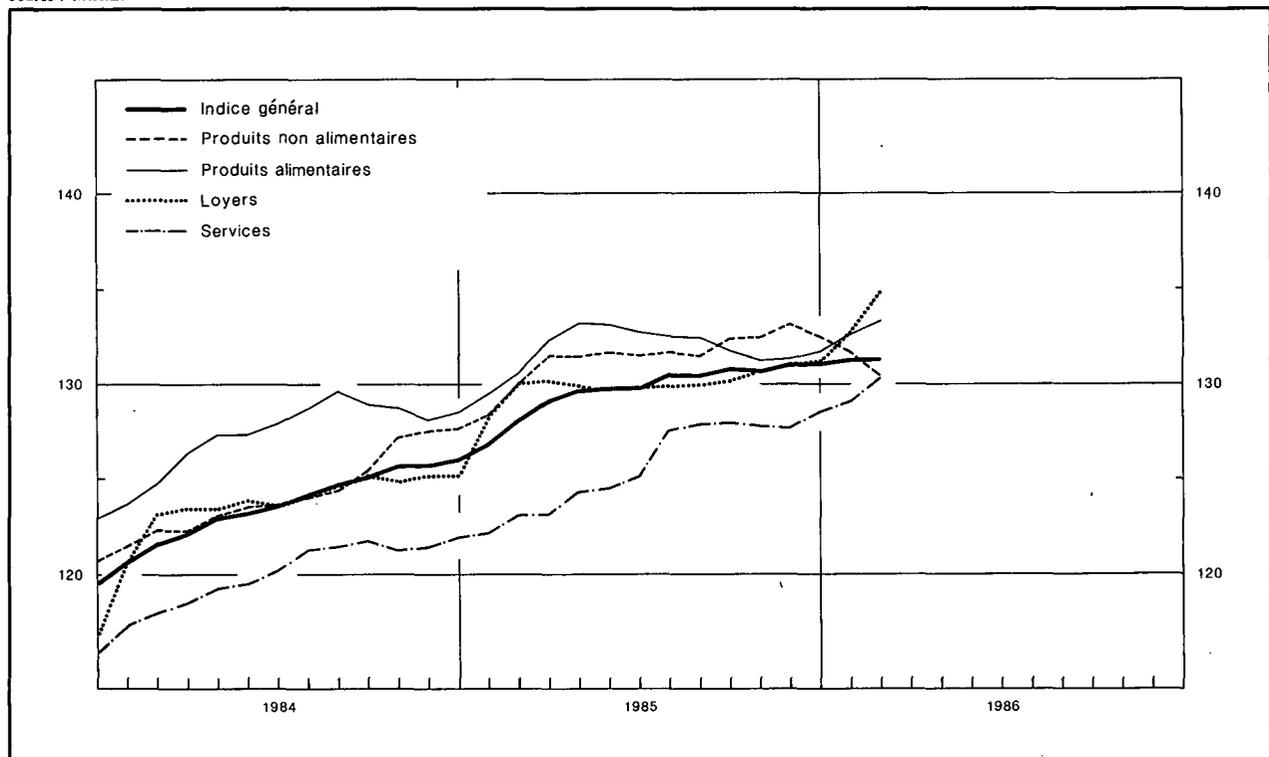
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1978	127,77	127,28	119,87	140,75	127,52
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1984 3 ^e trimestre	124,72	129,08	124,61	121,53	124,62
4 ^e trimestre	125,84	128,46	127,44	121,58	125,07
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	130,81	129,95	122,83	129,49
2 ^e trimestre	129,79	133,02	131,56	124,65	129,84
3 ^e trimestre	130,65	132,23	131,85	127,78	130,03
4 ^e trimestre	130,98	131,45	132,72	128,00	130,99
1985 Février	128,16	130,58	130,01	123,13	130,01
Mars	129,19	132,34	131,45	123,17	130,18
Avril	129,70	133,21	131,44	124,34	129,93
Mai	129,83	133,12	131,68	124,52	129,78
Juin	129,85	132,73	131,55	125,10	129,82
Juillet	130,56	132,52	131,65	127,55	129,93
Août	130,56	132,42	131,50	127,86	129,96
Septembre	130,83	131,76	132,39	127,92	130,19
Octobre	130,76	131,24	132,50	127,81	130,66
Novembre	131,07	131,35	133,16	127,71	131,07
Décembre	131,11	131,77	132,51	128,47	131,26
1986 Janvier	131,27	132,64	131,76	129,13	132,74
Février	131,37	133,34	130,51	130,36	134,86

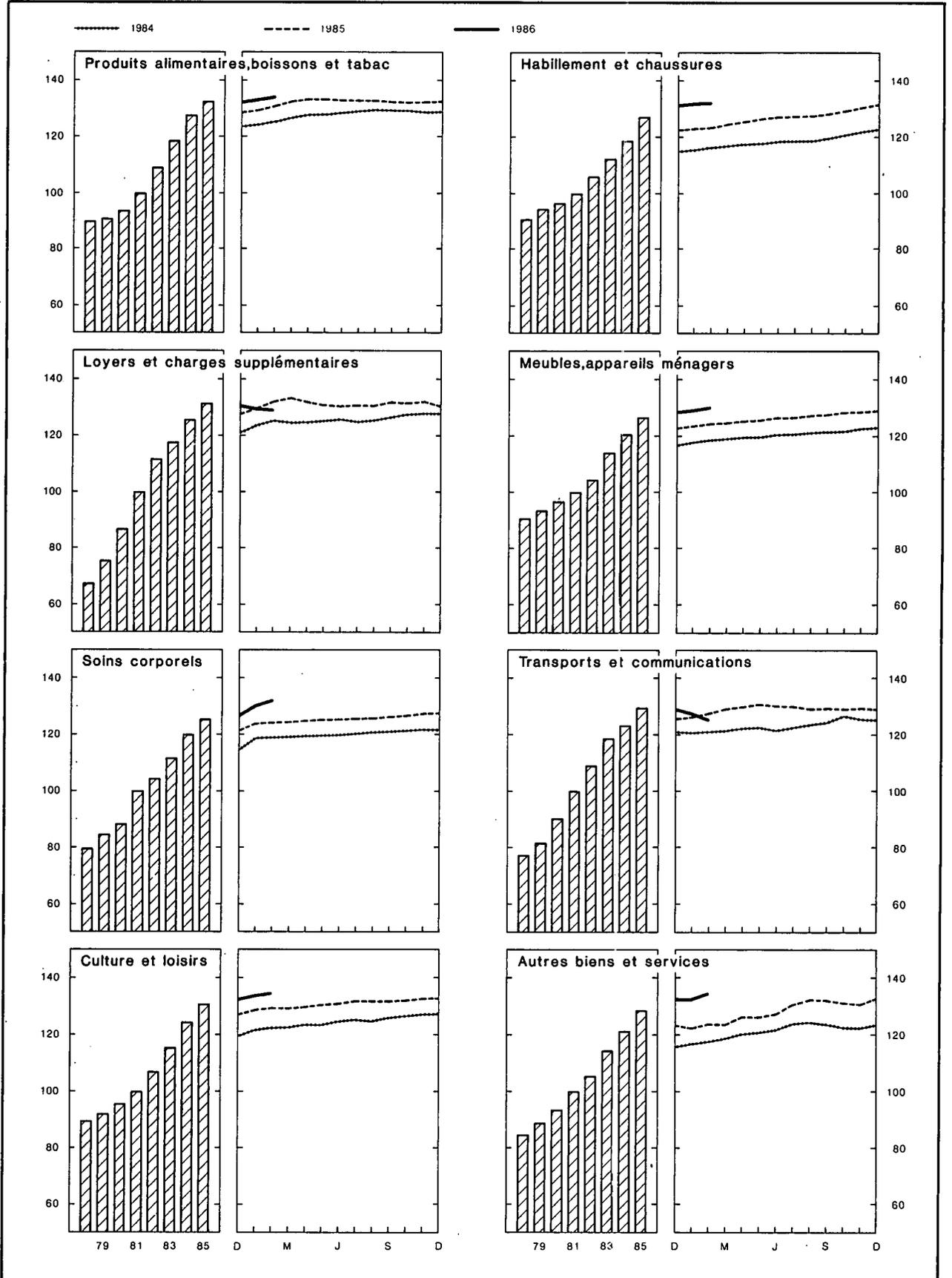
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1978	127,77	128,54	125,61	128,37	118,71	131,54	128,37	122,56	135,87
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100 ¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1984 3 ^e trimestre	124,72	129,34	118,91	125,41	121,03	120,48	123,60	125,34	123,94
4 ^e trimestre	125,84	128,81	121,81	127,84	122,35	121,43	126,14	126,83	122,64
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	131,20	123,77	131,63	124,10	124,31	127,70	129,12	123,20
2 ^e trimestre	129,79	133,43	126,50	130,89	125,77	125,19	130,53	130,21	126,62
3 ^e trimestre	130,65	132,91	127,80	131,03	127,23	126,09	129,92	131,68	132,06
4 ^e trimestre	130,98	132,40	130,83	131,31	128,64	127,28	129,63	132,35	131,65
1985 Février	128,16	131,01	123,54	131,99	124,19	124,36	127,71	129,23	123,75
Mars	129,19	132,76	124,72	133,05	124,67	124,54	129,30	129,29	123,74
Avril	129,70	133,61	125,79	131,68	125,21	124,93	129,99	129,80	126,18
Mai	129,83	133,52	126,56	130,71	125,76	125,17	131,03	130,23	126,34
Juin	129,85	133,16	127,16	130,29	126,34	125,47	130,56	130,59	127,33
Juillet	130,56	133,11	127,37	130,65	126,69	125,96	130,34	131,68	131,73
Août	130,56	133,11	127,60	130,56	127,24	126,01	129,54	131,73	132,34
Septembre	130,83	132,52	128,42	131,87	127,75	126,31	129,89	131,63	132,10
Octobre	130,76	132,12	129,79	131,52	128,25	126,93	129,70	131,93	131,37
Novembre	131,07	132,30	130,96	131,99	128,62	127,40	129,88	132,49	130,92
Décembre	131,11	132,78	131,75	130,41	129,05	127,50	129,32	132,64	132,65
1986 Janvier	131,27	133,64	132,03	129,78	129,54	130,62	127,92	133,97	132,59
Février	131,37	134,32	132,32	129,10	130,07	132,28	125,86	134,45	134,47

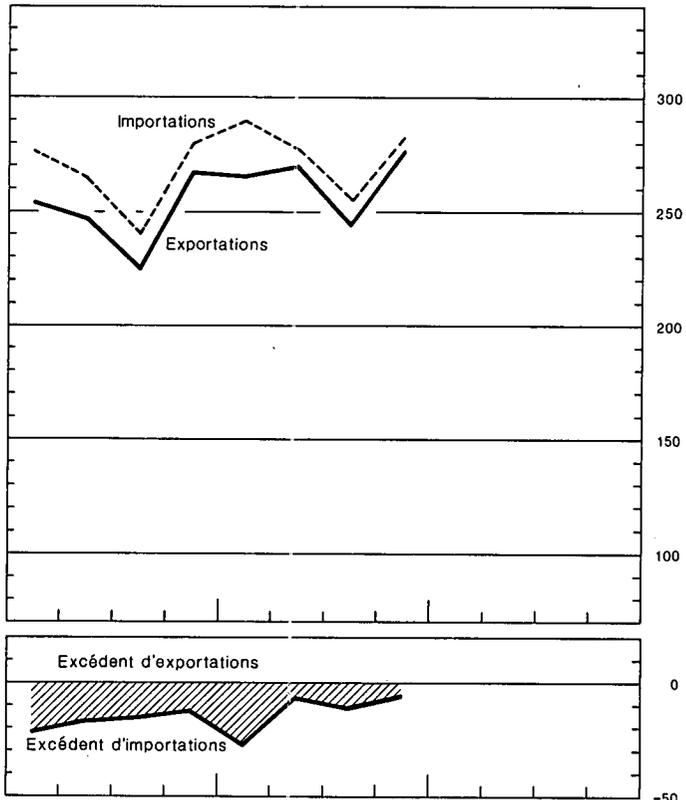
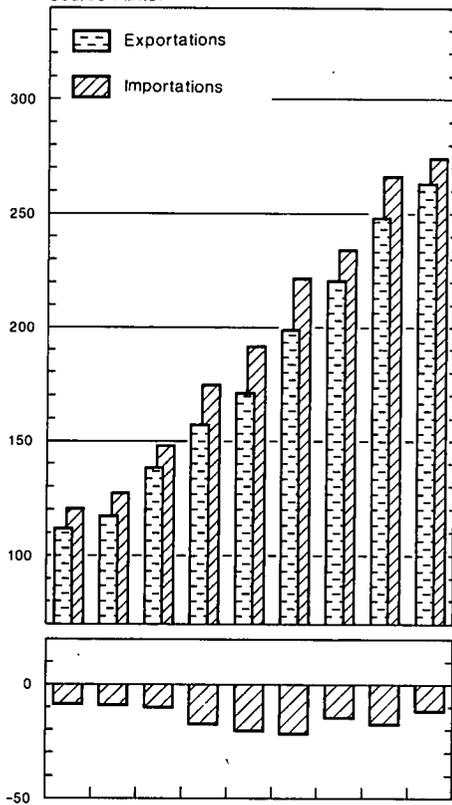
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à 1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,55434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

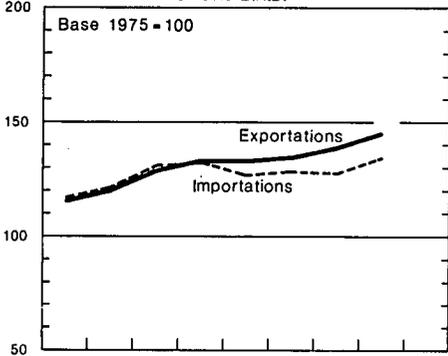
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

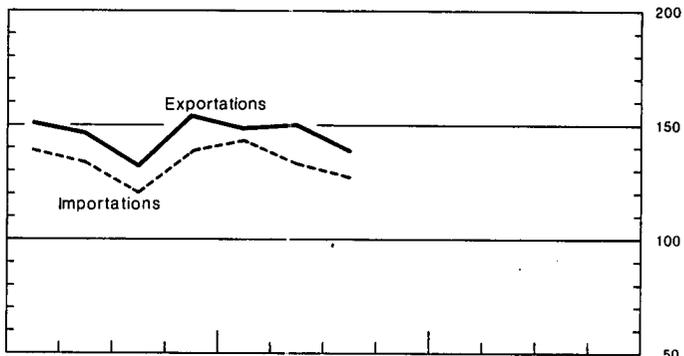
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

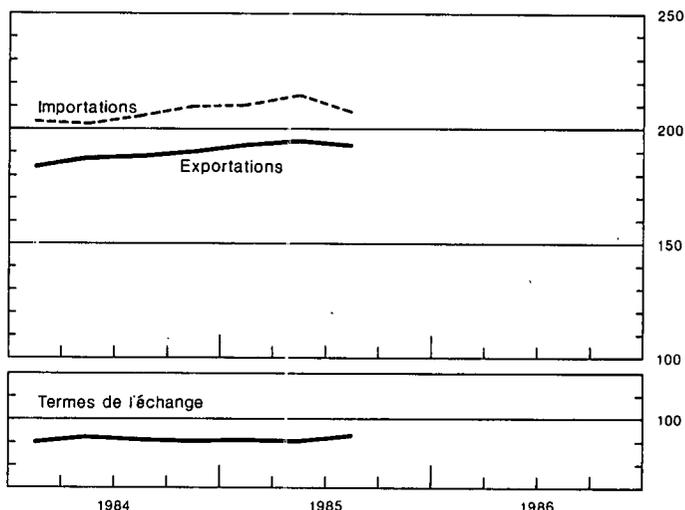
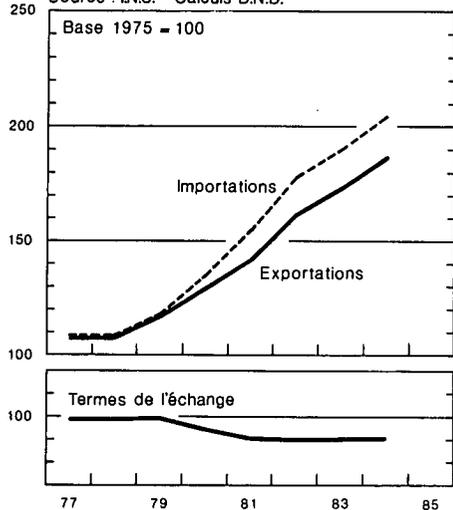


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



77 79 81 83 85

1984 1985 1986

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,3	263,6	- 12,7	95					
1983 4 ^e trimestre	256,2	246,6	- 9,6	96	135,8	151,8	193,7	179,3	92,6
1984 1 ^{er} trimestre	277,0	254,1	- 22,9	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
2 ^e trimestre	265,7	248,1	- 17,6	93	134,3	146,7	202,5	186,8	92,2
3 ^e trimestre	241,7	226,5	- 15,2	94	121,4	132,8	206,1	188,4	91,4
4 ^e trimestre	280,9	268,6	- 12,3	96	139,2	154,5	210,1	190,7	90,8
1985 1 ^{er} trimestre	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
2 ^e trimestre	276,9	270,5	- 6,4	98	133,5	150,4	214,9	195,5	91,0
3 ^e trimestre	255,3	244,5	- 10,8	96	128,4	139,5	207,8	193,8	93,3
4 ^e trimestre	282,1	276,5	- 5,6	98					
1984 12 mois	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985 1 ^{er} mois	278,4	251,6	- 26,8	90					
2 premiers mois	287,7	253,1	- 34,6	88					
3 premiers mois	290,9	263,1	- 27,8	90	143,0	149,7	211,5	193,4	91,4
4 premiers mois	289,0	263,6	- 25,4	91					
5 premiers mois	286,7	265,7	- 21,0	93					
6 premiers mois	283,9	266,8	- 17,1	94	138,3	150,1	213,2	194,5	91,2
7 premiers mois	279,4	265,4	- 14,0	95					
8 premiers mois	274,3	257,8	- 16,5	94					
9 premiers mois	274,4	259,3	- 15,1	95	135,0	146,5	211,4	194,2	91,9
10 premiers mois	277,8	263,7	- 14,1	95					
11 premiers mois	277,3	263,2	- 14,1	95					
12 mois	276,3	263,6	- 12,7	95					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.É.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1977	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1983 3 ^e trimestre	51,79	13,08	13,94	32,69	8,93	12,00	12,20	20,13	8,16	4,30	3,24	2,27	0,83	2,52	0,76	0,69	0,45	0,79	0,66	0,43	11,79	201,65
4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1984 1 ^{er} trimestre	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
2 ^e trimestre	63,04	18,78	18,41	40,68	12,00	14,27	14,71	17,39	11,27	5,51	4,28	2,91	1,27	3,04	1,01	0,77	0,79	1,15	0,78	0,45	15,15	247,66
3 ^e trimestre	54,19	16,12	16,74	37,87	10,44	14,82	13,72	18,37	10,98	5,10	3,62	2,68	1,01	2,87	0,97	0,79	0,97	1,12	0,73	0,43	12,65	226,19
4 ^e trimestre	71,59	19,13	21,18	42,24	11,85	15,23	16,67	17,21	12,61	5,99	4,79	3,06	1,34	3,26	0,99	0,86	0,89	1,59	0,82	0,42	15,71	267,43
1985 1 ^{er} trimestre	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
2 ^e trimestre	76,36	20,10	20,33	45,46	12,40	14,11	17,73	11,16	12,34	5,79	4,48	2,92	1,32	3,55	1,03	0,80	1,03	1,35	0,79	0,46	15,60	269,11
3 ^e trimestre	63,24	16,71	17,73	42,21	10,96	14,56	15,13	16,94	11,36	5,55	3,85	2,75	1,13	3,27	1,00	0,77	0,83	1,38	0,75	0,42	13,71	244,25
1984 11 premiers mois	63,00	18,02	18,72	40,98	11,52	14,40	15,23	18,60	11,57	5,50	4,20	2,88	1,19	3,09	0,95	0,77	0,90	1,19	0,77	0,43	14,65	248,56
12 mois	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985 1 ^{er} mois	66,69	19,34	17,66	42,81	14,20	12,78	14,53	15,17	11,43	5,37	3,35	2,52	1,20	3,15	0,65	0,31	0,90	1,13	0,54	0,14	15,78	249,65
2 premiers mois	69,63	18,32	18,30	41,86	12,99	12,65	15,51	16,17	11,30	5,45	3,80	2,62	1,19	3,21	0,69	0,38	0,84	1,20	0,56	0,19	15,54	252,40
3 premiers mois	71,62	18,99	19,70	43,81	12,99	12,87	15,36	16,90	11,34	5,74	4,05	2,75	1,32	3,36	0,76	0,48	1,05	1,30	0,63	0,25	16,81	262,08
4 premiers mois	71,43	19,27	20,04	44,26	12,66	13,11	16,83	14,85	11,60	5,72	4,17	2,83	1,30	3,37	0,80	0,57	1,00	1,33	0,67	0,30	16,66	262,77
5 premiers mois	73,50	19,50	19,99	44,58	12,78	13,27	16,75	14,02	11,86	5,71	4,20	2,82	1,31	3,36	0,85	0,60	1,03	1,32	0,70	0,34	16,24	264,73
6 premiers mois	73,90	19,52	20,03	44,64	12,69	13,49	16,56	14,03	11,76	5,77	4,26	2,84	1,32	3,46	0,90	0,64	1,04	1,33	0,71	0,35	16,21	265,45
7 premiers mois	72,26	19,13	19,93	44,63	12,47	13,55	16,47	14,66	11,96	5,73	4,21	2,81	1,29	3,46	0,91	0,64	1,02	1,34	0,72	0,36	15,92	263,47
8 premiers mois	70,25	18,56	19,12	44,00	12,05	13,70	15,81	14,65	11,65	5,61	4,06	2,78	1,26	3,36	0,91	0,66	0,98	1,32	0,72	0,36	15,38	257,19
9 premiers mois	70,64	18,62	19,27	43,88	12,13	13,86	16,08	15,01	11,69	5,70	4,13	2,82	1,26	3,40	0,93	0,69	0,97	1,35	0,72	0,38	15,37	258,90
10 premiers mois	72,06	18,86	19,80	44,54	12,13	14,13	16,35	15,44	11,84	5,82	4,27	2,87	1,27	3,47	0,96	0,71	1,02	1,35	0,74	0,38	15,39	263,40
11 premiers mois	72,48	18,80	19,80	44,17	11,91	14,11	16,36	15,53	11,81	5,82	4,28	2,86	1,26	3,46	0,96	0,71	1,01	1,34	0,74	0,38	15,31	263,10

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés															Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables					dura- bles	
													combustibles		pro- duits chim- iques	pro- duits métal- liques	autres pro- duits		alimentaires						autres
													liquides	autres					pro- duits ani- maux	pro- duits végé- taux					
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1983 3 ^e trimestre ...	141,29	37,44	4,18	10,30	10,15	1,63	0,51	2,06	0,53	3,25	1,04	18,18	14,64	7,03	16,94	3,35	10,06	44,71	6,65	8,15	4,79	25,12	21,72	4,87	212,59
4 ^e trimestre ...	175,00	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	21,25	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	255,31
1984 1 ^{er} trimestre ...	188,89	47,81	6,12	16,10	17,00	2,32	0,94	2,71	0,60	3,43	1,47	19,49	17,69	13,79	22,92	4,06	12,44	56,08	7,42	9,79	5,78	33,09	26,10	5,00	276,07
2 ^e trimestre ...	180,39	42,97	6,28	14,15	16,29	2,10	0,89	2,72	0,64	3,89	1,54	21,99	15,99	11,49	21,97	4,36	13,12	50,68	7,23	10,31	5,70	27,44	28,29	5,15	264,51
3 ^e trimestre ...	161,58	40,44	5,17	14,37	12,61	1,65	0,73	2,68	0,53	3,41	1,24	15,20	16,61	9,64	20,48	3,87	12,95	49,26	6,57	10,34	5,21	27,14	25,75	4,75	241,34
4 ^e trimestre ...	189,15	46,97	6,47	13,67	15,30	2,11	0,91	2,90	0,66	3,99	1,67	15,24	24,73	13,78	22,07	4,46	14,22	54,23	8,24	11,19	6,07	28,73	30,49	6,41	280,28
1985 1 ^{er} trimestre ...	197,01	51,78	6,94	14,43	15,30	2,29	1,11	2,80	0,78	3,43	1,68	19,94	17,54	17,15	23,11	4,46	14,27	57,78	7,30	10,42	6,30	33,76	28,14	6,57	289,50
2 ^e trimestre ...	183,40	51,81	6,54	14,14	15,18	2,08	0,96	2,77	0,75	4,36	1,88	11,92	15,18	12,54	23,90	4,87	14,52	55,03	7,63	12,05	5,98	29,37	30,78	6,54	275,75
3 ^e trimestre ...	165,27	42,46	4,88	12,21	12,01	1,69	0,65	2,50	0,54	3,99	1,60	15,02	16,77	9,27	22,62	4,42	14,64	53,32	7,63	10,19	5,62	29,88	28,34	7,16	254,09

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.
N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1983		1984				1985		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	106,9	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	207,8	209,9	222,4	221,9	225,2	228,9	229,2	235,5	224,1
Biens de consommation	113,2	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	168,6	169,0	176,8	173,9	177,3	178,6	182,9	181,0	181,7
Biens d'équipement	104,8	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	166,7	171,9	169,8	168,4	173,4	173,9	175,0	174,5	174,7
Ensemble ...	108,2	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	193,0	193,7	203,4	202,5	206,1	210,1	211,5	214,9	207,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	95,7	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	154,5	152,1	158,5	163,6	166,3	166,9	168,5	171,4	170,9
Fabrications métalliques	109,7	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	172,4	175,4	180,2	180,2	182,6	188,4	189,0	194,3	193,2
Métaux non ferreux	106,6	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	218,1	225,3	229,9	224,9	222,8	221,5	228,9	215,6
Textiles	107,5	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	147,5	148,6	153,3	155,2	159,8	160,1	165,4	165,7	167,3
Produits chimiques	101,9	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	164,0	171,9	181,6	178,5	179,9	179,1	181,4	185,2	185,4
Industrie houillère	123,1	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	215,3	209,2	217,1	221,4	222,5	232,6	237,0	237,9	238,5
Industrie pétrolière	116,6	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	355,9	370,2	376,2	377,2	381,8	396,0	406,6	396,3	398,9
Verres et glaces	104,2	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	140,5	142,4	144,3	144,1	145,3	145,9	144,1	146,8	149,4
Produits agricoles	112,6	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	155,0	158,1	164,4	169,4	165,1	160,6	161,1	165,6	157,5
Ciments	108,4	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	198,2	192,7	190,5	199,1	185,1	191,9	197,3	189,0	186,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	116,8	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	193,8	199,2	198,8	201,0	208,4	217,2	208,5	204,3	211,6
Carrières	107,5	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	183,7	191,5	197,9	200,5	196,4	195,6	195,3	201,3	199,5
Céramiques	111,9	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	235,2	239,2	242,4	241,1	240,6	244,7	242,6	239,2	244,3
Bois et meubles	116,0	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	152,7	159,3	158,1	158,8	159,9	160,7	159,3	157,2	155,3
Peaux, cuirs et chaussures ..	125,4	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	196,4	196,4	226,3	237,9	234,3	241,3	245,7	255,6	249,7
Papier et livres	99,6	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	147,4	150,0	153,7	156,2	159,9	162,5	165,2	165,0	166,0
Tabacs manufacturés	101,9	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	193,8	205,8	209,5	204,1	213,1	209,7	222,3	224,6	224,6
Caoutchouc	105,0	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	181,3	183,5	184,9	186,5	187,8	187,1	190,5	196,8	199,6
Industries alimentaires	100,8	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	133,4	143,7	148,0	149,0	146,6	150,2	148,9	151,0	146,5
Divers	137,5	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	203,0	215,8	213,8	239,1	243,7	250,3	270,6	251,0	251,7
Ensemble ...	107,6	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	174,3	179,3	184,7	186,8	188,4	190,7	193,4	195,5	193,8
INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE²																	
Ensemble ...	99,4	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	90,3	92,6	90,8	92,2	91,4	90,8	91,4	91,0	93,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1983		1984				1985		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	116,4	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	110,9	134,3	135,7	130,6	115,9	134,4	139,6	125,6	121,1
Biens de consommation	121,6	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	127,4	138,7	152,7	139,3	133,0	145,0	150,5	144,1	139,9
Biens d'équipement	108,5	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	106,2	126,6	127,1	135,9	121,9	145,0	136,7	149,3	137,5
Ensemble ...	116,7	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	114,8	135,8	139,6	134,3	121,4	139,2	143,0	133,5	128,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	100,3	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	81,5	106,0	109,1	111,8	94,2	110,8	110,6	115,0	95,9
Fabrications métalliques	118,6	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	117,3	144,3	145,4	139,2	116,1	149,9	146,5	151,6	129,1
Métaux non ferreux	128,9	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	105,3	145,3	129,7	134,1	118,1	135,7	150,2	138,8	129,9
Textiles	110,5	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	111,6	148,0	147,9	140,2	123,7	155,8	140,4	144,8	125,4
Produits chimiques	128,0	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	173,4	200,3	207,5	200,9	185,2	207,5	213,7	218,3	201,7
Industrie houillère	55,2	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	120,3	153,6	156,5	170,2	175,5	222,8	179,5	186,0	194,7
Industrie pétrolière	127,0	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	144,8	127,8	130,3	117,0	121,6	110,3	105,6	71,1	107,3
Verres et glaces	130,6	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	160,1	199,1	195,5	200,2	183,0	207,8	189,6	197,1	182,3
Produits agricoles	106,4	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	154,5	159,6	165,4	162,6	176,4	183,0	155,6	164,2	181,5
Ciments	216,1	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	237,8	231,1	220,8	245,3	253,2	239,6	136,5	260,6	245,6
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,8	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	107,1	116,0	103,7	117,1	112,2	115,2	69,7	117,1	111,5
Carrières	105,7	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	109,7	123,9	112,8	131,1	127,4	132,0	100,4	132,1	130,0
Céramiques	130,8	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	125,9	137,9	136,6	148,3	137,3	150,0	117,6	147,3	137,6
Bois et meubles	106,7	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	124,2	161,2	156,1	158,5	134,7	175,8	150,5	169,6	146,2
Peaux, cuirs et chaussures ..	96,4	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	77,8	89,3	90,7	98,4	79,7	100,7	99,9	95,9	84,4
Papier et livres	125,3	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	147,1	175,9	176,2	177,3	159,7	184,9	175,7	176,4	167,2
Tabacs manufacturés	100,6	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	88,2	159,8	119,3	107,6	126,3	117,0	131,0	126,9	103,0
Caoutchouc	107,1	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	116,1	140,3	142,7	136,8	127,9	145,1	147,7	150,9	136,8
Industries alimentaires	126,8	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	186,5	241,1	236,1	231,1	229,0	255,1	230,3	248,3	235,7
Divers	108,1	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	143,9	147,9	143,9	130,4	104,6	126,9	128,3	125,7	108,7
Ensemble ...	116,4	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	128,1	151,8	151,6	146,7	132,8	154,5	149,7	150,4	139,5

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	-11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,5	50,0	+ 8,5	51,2	37,6	-13,6
1983 4 ^e trimestre	51,8	48,9	- 2,9	36,0	43,8	+ 7,8	45,9	35,4	-10,5
1984 1 ^{er} trimestre	55,6	52,2	- 3,4	40,1	47,2	+ 7,1	54,0	34,8	-19,2
2 ^e trimestre	50,8	48,9	- 1,9	40,2	47,2	+ 7,0	47,3	34,4	-12,9
3 ^e trimestre	49,0	45,6	- 3,4	33,8	39,7	+ 5,9	42,6	33,0	- 9,6
4 ^e trimestre	56,7	49,8	- 6,9	41,7	50,0	+ 8,3	56,2	36,6	-19,6
1985 1 ^{er} trimestre	59,1	47,6	-11,5	42,1	48,8	+ 6,7	55,1	36,4	-18,7
2 ^e trimestre	58,7	50,3	- 8,4	43,2	51,2	+ 8,0	50,4	36,8	-13,6
3 ^e trimestre	52,8	48,0	- 4,8	36,2	44,6	+ 8,4	47,9	36,6	-11,3
4 ^e trimestre	61,0	50,0	-11,0	44,6	55,4	+10,8	51,2	40,4	-10,8
1984 12 mois	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1985 12 mois	57,9	49,0	- 8,9	41,5	50,0	+ 8,5	51,2	37,6	-13,6
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,5	182,1	- 6,4
1983 4 ^e trimestre	8,9	12,1	+ 3,2	23,5	23,8	+ 0,3	168,9	168,7	- 0,2
1984 1 ^{er} trimestre	10,0	13,0	+ 3,0	23,9	25,5	+ 1,6	186,6	177,2	- 9,4
2 ^e trimestre	9,1	13,3	+ 4,2	25,0	23,8	- 1,2	175,6	171,9	- 3,7
3 ^e trimestre	9,2	10,4	+ 1,2	20,5	22,7	+ 2,2	157,9	155,5	- 2,4
4 ^e trimestre	9,8	14,6	+ 4,8	24,0	26,8	+ 2,8	191,5	182,9	- 8,6
1985 1 ^{er} trimestre	10,0	14,7	+ 4,7	26,1	27,6	+ 1,5	195,7	180,5	-15,2
2 ^e trimestre	9,7	14,6	+ 4,9	22,4	25,6	+ 3,2	187,8	184,0	- 3,8
3 ^e trimestre	9,7	12,2	+ 2,5	23,3	23,3	0,0	173,1	169,5	- 3,6
4 ^e trimestre	10,0	15,9	+ 5,9	26,7	26,7	0,0	197,4	194,3	- 3,1
1984 12 mois	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985 12 mois	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,5	182,1	- 6,4

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,6	16,7	+ 1,1	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1983 4 ^e trimestre	17,8	13,1	- 4,7	4,9	1,9	- 3,0	13,0	10,8	- 2,2
1984 1 ^{er} trimestre	18,0	14,5	- 3,5	6,8	2,0	- 4,8	13,3	9,0	- 4,3
2 ^e trimestre	15,1	15,1	0,0	5,5	2,1	- 3,4	13,2	8,6	- 4,6
3 ^e trimestre	14,8	14,4	- 0,4	4,9	2,0	- 2,9	8,9	8,4	- 0,5
4 ^e trimestre	16,3	16,4	+ 0,1	5,1	2,3	- 2,8	9,1	10,8	+ 1,7
1985 1 ^{er} trimestre	18,1	16,8	- 1,3	6,5	2,1	- 4,4	11,5	11,0	- 0,5
2 ^e trimestre	15,8	18,3	+ 2,5	5,9	2,4	- 3,5	8,7	8,2	- 0,5
3 ^e trimestre	13,7	15,0	+ 1,3	5,2	2,0	- 3,2	6,7	7,4	+ 0,7
4 ^e trimestre	15,0	16,8	+ 1,8	5,8	2,0	- 3,8	9,0	7,1	- 1,9
1984 12 mois	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985 12 mois	15,6	16,7	+ 1,1	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,3	228,6	- 9,7	28,0	26,2	- 1,8	8,9	6,7	- 2,2
1983 4 ^e trimestre	218,0	209,7	- 8,3	28,5	27,8	- 0,7	9,4	6,5	- 2,9
1984 1 ^{er} trimestre	237,5	219,7	- 17,8	29,9	27,1	- 2,8	8,3	5,4	- 2,9
2 ^e trimestre	221,7	214,5	- 7,2	31,5	25,5	- 6,0	11,3	5,9	- 5,4
3 ^e trimestre	199,6	195,2	- 4,4	27,7	23,8	- 3,9	12,9	5,5	- 7,4
4 ^e trimestre	239,2	229,1	- 10,1	27,1	30,7	+ 3,6	13,4	6,6	- 6,8
1985 1 ^{er} trimestre	248,6	225,8	- 22,8	31,9	28,4	- 3,5	8,6	7,0	- 1,6
2 ^e trimestre	238,2	233,0	- 5,2	29,5	27,9	- 1,6	8,6	6,9	- 1,7
3 ^e trimestre	218,0	212,3	- 5,7	25,3	24,5	- 0,8	11,2	5,8	- 5,4
4 ^e trimestre	248,3	243,2	- 5,1	25,2	24,1	- 1,1	8,0	7,0	- 1,0
1984 12 mois	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985 12 mois	238,3	228,6	- 9,7	28,0	26,2	- 1,8	8,9	6,7	- 2,2

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1978	1979	1980	1981	1982	* 1983	* 1984		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	- 93,7	2.748,5	2.820,1	- 71,6
1.12 Travail à façon	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	103,0	44,0	+ 59,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	25,6	—	+ 25,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	154,8	140,3	+ 14,5
1.3 Autres frais de transport	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	78,3	75,4	+ 2,9
1.4 Déplacements à l'étranger	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	96,1	112,9	- 16,8
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	1.071,1	1.074,6	- 3,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 49,6	69,5	14,3	+ 55,2
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	24,4	19,0	+ 5,4
1.72 Autres	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	224,6	243,8	- 19,2
Total 1	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	+ 37,4	4.595,9	4.544,4	+ 51,5
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	31,4	41,4	- 10,0
2.2 Transferts publics	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 46,8	37,8	79,2	- 41,4
Total 2	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 56,0	69,2	120,6	- 51,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	- 18,6	4.665,1	4.665,0	+ 0,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	+ 36,3	257,2	168,7	+ 88,5
3.12 Avoirs	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	0,1	6,7	- 6,6
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	1,9	0,2	+ 1,7
Total 3	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	+ 28,6	259,2	175,6	+ 83,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	—	5,0	- 5,0
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	11,9	4,9	+ 7,0
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	3,7	1,8	+ 1,9
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 96,5	—	113,2	- 113,2
4.2312 Investissements directs ..	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	8,8	25,1	- 16,3
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	3,7	4,5	- 0,8
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	—	5,8	- 5,8
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	—	1,2	- 1,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	54,2	33,4	+ 20,8
4.2323 Immeubles	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	5,2	2,2	+ 3,0
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	+ 7,8	18,4	—	+ 18,4
Total 4	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 47,1	105,9	197,1	- 91,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	+ 2,9	—	13,0	- 13,0
Total 1 à 5	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	+ 1,5	- 34,2	5.030,2	5.050,7	- 20,5
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	—	—	+ 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	—	—	+ 20,8
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	—	—	- 33,4
6.2122 Monnaies étrangères	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	+ 57,2	- 63,9	—	—	- 54,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	—	—	- 2,7
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	—	—	+ 0,2
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	—	—	- 18,9
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	—	—	+ 67,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisées aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	* 1983				* 1984				* 1985
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 47,9	+ 0,5	- 24,5	- 21,8	- 27,4	+ 2,2	- 12,0	- 34,4	+ 3,8
1.12 Travail à façon	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 17,0	+ 12,1
1.13 Opérations d'arbitrage	- 0,5	+ 16,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 1,3	+ 7,8	+ 1,8	+ 14,7	+ 3,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 3,0	+ 5,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5
1.3 Autres frais de transport	+ 1,0	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,3	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	- 0,5	- 1,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 6,0	- 3,2	- 9,1	- 1,2	- 3,7	- 3,5	- 12,1	+ 2,5	- 4,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 11,4	- 4,2	+ 4,3	+ 2,5	- 4,4	- 11,4	+ 1,4	+ 10,9	- 11,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,4	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 15,0	+ 13,7
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,6	+ 1,2
1.72 Autres	- 2,4	- 0,9	- 0,9	- 5,2	- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 6,8	- 5,5
Total 1	- 39,1	+ 47,8	+ 17,1	+ 11,6	- 6,3	+ 31,8	+ 1,7	+ 24,3	+ 17,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 2,5	- 2,3	- 2,7	- 1,7	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,8	- 0,6
2.2 Transferts publics	- 12,7	- 16,7	- 5,3	- 12,1	- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 10,7	- 9,8
Total 2	- 15,2	- 19,0	- 8,0	- 13,8	- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 11,5	- 10,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 54,3	+ 28,8	+ 9,1	- 2,2	- 20,7	+ 18,0	- 10,0	+ 12,8	+ 7,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 52,4	+ 0,7	- 18,9	+ 3,0	+ 57,0	+ 33,8	+ 12,1	- 14,4	+ 21,0
3.12 Avoirs	- 1,0	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 1,1	0,0
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,3	+ 0,2	- 0,4	- 0,9	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1
Total 3	+ 51,1	- 1,4	- 20,8	- 0,3	+ 56,2	+ 32,1	+ 10,5	- 15,2	+ 20,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	- 21,0	+ 1,8	+ 13,3	- 12,1	- 3,3	- 34,1	+ 23,7	+ 8,7	- 12,4
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	+ 0,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 0,8	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	- 14,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 25,0	- 15,7	- 27,3	- 28,5	- 35,5	- 27,6	- 19,6	- 30,5	- 18,9
4.2312 Investissements directs ..	+ 1,8	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 9,0
4.2313 Immeubles	+ 0,6	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1
4.2314 Autres	+ 5,9	+ 4,8	+ 4,1	- 2,3	- 3,4	+ 3,1	- 9,0	+ 3,5	- 8,2
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	0,0	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 10,2	+ 1,9	+ 12,8	+ 40,1	- 0,6	- 2,7	+ 7,5	+ 16,6	+ 16,3
4.2323 Immeubles	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,8	+ 0,9
4.2324 Autres	+ 28,5	- 13,6	- 10,8	+ 3,7	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	- 3,6	+ 7,9
Total 4	+ 2,2	- 24,0	- 21,9	- 3,4	- 23,2	- 63,2	+ 0,8	- 5,6	- 15,7
5. Erreurs et omissions	- 45,6	+ 23,0	+ 14,0	+ 11,5	- 17,1	- 1,8	- 0,4	+ 6,3	- 4,5
Total 1 à 5	- 46,6	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	- 4,8	- 14,9	+ 0,9	- 1,7	+ 7,9
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 33,6	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 14,5
6.2122 Monnaies étrangères	- 43,7	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 21,7	- 36,0	- 29,7	- 10,6	+ 17,5
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0
6.222 Autres	+ 0,3	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	0,0	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,5
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 41,4	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1984			1985		
	* 4 ^e trimestre			* 1 ^{er} trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	726,4	760,8	- 34,4	762,9	759,1	+ 3,8
1.12 Travail à façon	26,7	9,7	+ 17,0	24,9	12,8	+ 12,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	14,7	—	+ 14,7	3,5	—	+ 3,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	42,5	38,2	+ 4,3	40,5	35,0	+ 5,5
1.3 Autres frais de transport	19,8	20,3	- 0,5	16,9	17,9	- 1,0
1.4 Déplacements à l'étranger	22,2	19,7	+ 2,5	18,3	22,6	- 4,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements	301,1	290,2	+ 10,9	331,6	343,0	- 11,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	18,6	3,6	+ 15,0	18,5	4,8	+ 13,7
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,8	5,2	+ 1,6	6,0	4,8	+ 1,2
1.72 Autres	61,4	68,2	- 6,8	60,8	66,3	- 5,5
Total 1	1.240,2	1.215,9	+ 24,3	1.283,9	1.266,3	+ 17,6
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	9,7	10,5	- 0,8	9,8	10,4	- 0,6
2.2 Transferts publics	10,1	20,8	- 10,7	12,3	22,1	- 9,8
Total 2	19,8	31,3	- 11,5	22,1	32,5	- 10,4
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.260,0	1.247,2	+ 12,8	1.306,0	1.298,8	+ 7,2
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	58,3	72,7	- 14,4	63,0	42,0	+ 21,0
3.12 Avoirs	0,1	1,2	- 1,1	0,0	0,0	0,0
3.2 Autres pouvoirs publics	0,4	0,1	+ 0,3	0,0	0,1	- 0,1
Total 3	58,8	74,0	- 15,2	63,0	42,1	+ 20,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	8,7	—	+ 8,7	—	12,4	- 12,4
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	6,6	2,4	+ 4,2	1,8	1,1	+ 0,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public	1,5	3,8	- 2,3	1,1	15,4	- 14,3
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	30,5	- 30,5	—	18,9	- 18,9
4.2312 Investissements directs	6,4	10,1	- 3,7	40,0	31,0	+ 9,0
4.2313 Immeubles	0,9	1,2	- 0,3	1,0	0,9	+ 0,1
4.2314 Autres (chiffres nets)	3,5	—	+ 3,5	—	8,2	- 8,2
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	1,0	—	+ 1,0	3,2	—	+ 3,2
4.2322 Investissements directs	24,4	7,8	+ 16,6	36,9	20,6	+ 16,3
4.2323 Immeubles	1,4	0,6	+ 0,8	1,4	0,5	+ 0,9
4.2324 Autres (chiffres nets)	—	3,6	- 3,6	7,9	—	+ 7,9
Total 4	54,4	60,0	- 5,6	93,3	109,0	- 15,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	6,3	—	+ 6,3	—	4,5	- 4,5
Total 1 à 5	1.379,5	1.381,2	- 1,7	1.462,3	1.454,4	+ 7,9
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 4,7	—	—	+ 5,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 10,5	—	—	- 6,5
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 4,0	—	—	- 14,5
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	- 10,6	—	—	+ 17,5
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	- 8,7	—	—	- 2,0
6.222 Autres	—	—	0,0	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	- 0,9	—	—	+ 0,5
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 7,3	—	—	+ 7,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	* 1983	* 1984	* 1984				* 1985			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Oct. Nov.	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Oct. Nov.
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 114,2	- 73,6	- 31,4	- 22,2	+ 0,9	- 4,8	- 6,8	- 24,3	- 3,6	- 6,1
1.12 Travail à façon	+ 58,7	+ 59,0	+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 9,4	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 11,3
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 31,6	+ 25,6	+ 1,3	+ 7,8	+ 1,8	+ 5,0	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	+ 6,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 14,5	+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 3,6	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 5,1
1.3 Autres frais de transport	+ 8,1	+ 2,9	+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	0,0	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 0,8
1.4 Déplacements à l'étranger	- 19,5	- 16,8	- 3,7	- 3,5	- 12,1	+ 1,1	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 1,6
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	- 8,8	- 3,5	- 4,4	- 11,4	+ 1,4	+ 8,7	- 11,4	- 7,2	+ 3,3	+ 4,7
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 49,6	+ 55,2	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 9,8	+ 13,7	+ 14,9	+ 13,5	+ 11,1
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,6	+ 5,4	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,0	+ 1,2	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,7
1.72 Autres	- 9,4	- 19,2	- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 3,8	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,0
Total 1	+ 16,9	+ 49,5	- 10,3	+ 7,4	+ 14,6	+ 30,2	+ 7,0	- 5,9	+ 22,7	+ 28,7
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 9,2	- 10,0	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,4	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 1,1
2.2 Transferts publics	- 46,8	- 41,4	- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 8,6	- 9,8	- 7,4	- 4,9	- 7,5
Total 2	- 56,0	- 51,4	- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 9,0	- 10,4	- 9,5	- 7,1	- 8,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 39,1	- 1,9	- 24,7	- 6,4	+ 2,9	+ 21,2	- 3,4	- 15,4	+ 15,6	+ 20,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 36,3	+ 88,5	+ 57,0	+ 33,8	+ 12,1	+ 2,2	+ 21,0	- 28,1	- 2,1	+ 9,3
3.12 Avoirs	- 7,2	- 6,6	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 0,7	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,5	+ 1,7	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	- 1,5	- 1,1
Total 3	+ 28,6	+ 83,6	+ 56,2	+ 32,1	+ 10,5	+ 1,9	+ 20,9	- 28,8	- 4,1	+ 4,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	+ 2,5	- 3,0	+ 0,7	- 9,7	+ 10,8	- 3,8	- 1,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,4
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 2,4	+ 7,0	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 3,7	+ 0,7	+ 2,7	- 3,1	- 0,8
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	- 9,3	+ 1,9	+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 1,2	- 14,3	+ 5,3	- 1,1	- 2,5
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 96,5	- 113,2	- 35,5	- 27,6	- 19,6	- 23,2	- 18,9	- 37,0	- 25,5	- 24,7
4.2312 Investissements directs ..	- 18,3	- 16,3	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 1,1	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 6,3
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,8	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,4
4.2314 Autres	+ 12,5	- 5,8	- 3,4	+ 3,1	- 9,0	+ 4,9	- 8,2	- 3,6	+ 0,9	+ 8,6
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 4,7	- 1,2	0,0	- 2,4	+ 0,2	- 0,4	+ 3,2	+ 7,1	+ 3,7	+ 6,4
4.2322 Investissements directs ..	+ 65,0	+ 20,8	- 0,6	- 2,7	+ 7,5	+ 7,8	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 5,7
4.2323 Immeubles	+ 3,0	+ 3,0	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4
4.2324 Autres	+ 7,8	+ 18,4	+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	+ 11,9	+ 7,9	+ 22,4	- 25,1	- 6,1
Total 4	- 26,6	- 89,2	- 19,2	- 38,8	- 12,1	- 1,0	- 5,1	+ 10,8	- 54,4	- 25,1
5. Erreurs et omissions	+ 2,9	- 13,0	- 17,1	- 1,8	- 0,4	- 21,2	- 4,5	+ 1,0	+ 9,9	- 14,7
Total 1 à 5	- 34,2	- 20,5	- 4,8	- 14,9	+ 0,9	+ 0,9	+ 7,9	- 32,4	- 33,0	- 15,5
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 5,0	+ 0,9	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 5,1	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 3,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	+ 3,6	+ 20,8	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 2,2	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	- 2,4
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. .	+ 40,8	- 33,4	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 9,9	- 14,5	- 39,3	+ 25,7	- 6,3
6.2122 Monnaies étrangères	- 63,9	- 54,6	+ 21,7	- 36,0	- 29,7	+ 8,7	+ 17,5	+ 1,3	- 24,1	- 3,1
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	+ 4,3	- 2,7	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 7,8	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 2,3
6.222 Autres	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	- 2,0	- 18,9	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,6	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 2,4
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 22,1	+ 67,2	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 3,7	+ 7,8	+ 10,6	- 26,4	- 5,3
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

après des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1981	1982	* 1983	* 1984	* 1985			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Oct. Nov.
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	-155,5	-110,2	- 18,6	+ 0,1	+ 7,2	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	-199,6	-112,8	- 39,1	- 1,9	- 3,4	- 15,4	+ 15,6	+ 20,1
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+107,3	+129,2	+ 28,6	+ 83,6	+ 20,9	- 28,8	- 4,1	+ 4,2
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 99,7	+103,9	+ 92,4	+ 68,1	+ 1,0	+ 21,8	+ 2,9	- 3,9
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 2,4	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	- 5,9	+ 5,9
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 14,0	+ 1,8	- 10,9	- 0,1	+ 2,9	+ 5,0	+ 8,2	+ 0,8
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 44,1	- 2,6	- 20,5	- 2,0	- 10,6	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	- 2,9	- 2,9	+ 2,5	- 3,0	- 1,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,4
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+ 33,3	- 2,9	- 29,1	- 86,2	- 3,3	+ 8,6	- 54,9	- 19,7
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	-124,9	- 8,8	- 74,2	-280,0	-101,5	- 18,1	+ 71,9	+ 9,3
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 64,6	+ 9,5	- 79,3	- 7,8	-148,1	+120,5	- 71,3	- 42,5
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 65,0	- 25,7	+ 93,6	+279,2	+ 96,2	+ 11,3	- 77,6	+ 7,4
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 66,5	- 13,1	+ 98,9	+ 27,1	+147,4	-128,3	+ 86,0	+ 55,2
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	- 51,9	+ 16,4	- 40,9	+ 33,2	+ 14,5	+ 39,3	- 25,7	+ 6,3
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme ..	+ 12,9	- 22,2	+ 1,3	+ 18,8	- 15,2	+ 20,9	- 9,9	+ 7,7
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 10,8	-118,0	- 40,5	- 26,4	- 19,7	- 18,1	+ 27,0	- 11,6
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 14,8	+ 25,8	- 20,9	- 38,1	+ 15,9	- 13,1	- 4,8	- 20,4
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 1,9	- 9,1	+ 2,9	- 13,0	- 4,5	+ 1,0	+ 9,9	- 14,7
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	+ 5,0	- 8,6	- 7,4	+ 13,7	+ 6,5	+ 1,8	- 0,1	+ 1,9
Total 1 à 7⁴ ...	- 93,3	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	+ 7,6	+ 10,8	- 32,3	+ 0,6
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 1,8	- 0,8	- 4,6	+ 3,1	+ 0,1	- 4,5	- 1,6	- 2,8
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	- 78,8	+ 48,5	+ 34,2	+ 26,1	+ 32,2	0,0	0,0	0,0
8.32 Autres	- 2,7	- 14,3	- 32,6	+ 48,7	0,0	0,0	0,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	- 10,1	- 73,8	- 19,2	- 11,3	- 25,6	+ 15,6	- 24,7	- 0,5
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	- 5,9	+ 5,9
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	- 2,3	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 0,1	- 2,0
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
6 premiers mois	26,7	17,8	10,4	8,9	4,0	1,9	0,3	70,0	24,9	5,1
9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
9 premiers mois	28,0	18,0	10,2	8,7	3,3	2,0	0,3	70,5	24,6	4,9
Recettes d'exportations										
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0
6 premiers mois	35,4	17,9	13,6	7,3	4,0	2,3	0,5	81,0	15,9	3,1
9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3
6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4
9 premiers mois	34,6	17,7	14,3	7,5	4,4	2,7	0,5	81,7	14,8	3,5

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LX^e année, tome II, n° 3, septembre 1985 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1983 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ²
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983 ¹	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984 ¹	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985 Année	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
du 1-1 au 19-7 ...	63,32	20,10	25,03	6,59	75,94	3,19	46,54	17,80	6,99	23,89	35,93	5,61	286,19	6,98	9,65	35,90	1,36	62,80	44,93
du 22-7 au 31-12 .	54,48	20,26	24,76	6,64	76,80	3,01	39,74	18,00	6,76	24,60	33,57	5,59	288,41	6,80	9,46	32,95	1,03	62,81	44,89

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

² L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ¹
1983 4 ^e trimestre	54,49	20,35	23,29	6,67	80,02	3,35	44,02	18,14	6,88	25,24	35,25	5,63	288,99	7,26	9,48	42,68	1,78	63,18	—
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99	—
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47	—
3 ^e trimestre	58,96	20,21	24,23	6,59	76,49	3,28	44,91	17,92	7,01	24,16	35,73	5,55	287,92	7,05	9,64	38,66	1,59	62,30	45,21
4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1985 1 ^{er} trimestre	65,33	20,07	25,37	6,56	72,80	3,23	48,26	17,75	7,04	23,73	36,31	5,61	285,71	6,97	9,63	36,50	1,48	62,49	44,66
2 ^e trimestre	62,16	20,14	24,81	6,60	78,07	3,16	45,38	17,84	6,95	23,99	35,74	5,61	286,60	6,99	9,67	35,51	1,28	63,04	45,12
3 ^e trimestre	57,58	20,20	24,15	6,62	79,15	3,04	42,34	17,96	6,85	24,51	34,49	5,59	287,56	6,90	9,57	34,06	1,12	63,00	45,13
4 ^e trimestre	52,47	20,30	25,31	6,65	75,32	3,00	38,06	18,02	6,71	24,58	32,98	5,60	288,85	6,74	9,40	32,28	0,98	62,69	44,75
1985 Février	66,16	20,08	25,41	6,57	72,46	3,25	48,92	17,73	7,09	23,65	36,39	5,61	285,99	6,99	9,65	36,32	1,48	62,48	44,67
Mars	66,53	20,11	25,75	6,58	74,41	3,19	47,99	17,79	7,05	23,66	36,32	5,62	286,12	7,01	9,69	36,34	1,43	62,63	44,80
Avril	62,11	20,14	24,72	6,60	77,12	3,15	45,49	17,82	6,92	24,03	36,08	5,61	286,79	6,97	9,63	35,86	1,30	63,03	45,03
Mai	62,67	20,12	24,91	6,60	78,07	3,16	45,53	17,82	6,96	23,92	35,77	5,60	286,24	6,99	9,67	35,41	1,29	62,98	45,10
Juin	61,72	20,15	24,81	6,61	79,02	3,16	45,13	17,88	6,97	24,01	35,36	5,61	286,74	7,00	9,69	35,27	1,24	63,12	45,24
Juillet	58,77	20,14	24,33	6,62	80,87	3,09	43,46	17,89	6,92	24,31	34,96	5,61	286,70	6,95	9,64	34,73	1,17	63,15	45,30
du 1 ^{er} au 19 ..	59,43	20,13	24,45	6,62	80,72	3,13	43,92	17,88	6,94	24,15	35,11	5,60	286,62	6,96	9,66	34,93	1,18	63,14	45,34
du 22 au 31 ..	57,35	20,16	24,10	6,62	81,17	3,01	42,48	17,93	6,87	24,66	34,65	5,61	286,86	6,92	9,61	34,32	1,14	63,15	45,22
Août	56,48	20,23	23,81	6,62	78,25	3,02	41,61	17,99	6,80	24,64	34,43	5,59	287,96	6,85	9,51	34,00	1,10	63,00	45,04
Septembre	57,43	20,23	24,29	6,63	78,26	3,02	41,88	17,99	6,84	24,60	34,07	5,58	288,06	6,89	9,55	33,41	1,07	62,86	45,03
Octobre	53,60	20,27	24,96	6,65	76,23	3,00	39,21	17,98	6,74	24,72	33,17	5,59	288,50	6,78	9,43	32,56	1,00	62,72	44,82
Novembre	52,39	20,23	25,75	6,64	75,49	2,99	38,05	17,96	6,72	24,63	32,87	5,59	287,78	6,72	9,41	32,26	0,99	62,54	44,66
Décembre	51,26	20,39	25,30	6,67	74,13	2,99	36,76	18,11	6,68	24,37	32,88	5,62	290,27	6,70	9,35	31,97	0,94	62,78	44,74
1986 Janvier	49,95	20,44	24,95	6,66	71,17	3,00	35,49	18,14	6,58	24,16	32,67	5,58	290,79	6,61	9,22	31,87	0,89	62,21	44,51
Février	47,76	20,47	25,89	6,67	68,25	3,01	33,99	18,12	6,46	24,44	32,51	5,55	291,25	6,56	9,10	31,32	0,87	61,93	44,27

¹ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHE DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges
1978	39,35
1979	37,86
1980	38,04
1981	43,71
1982	50,43
1983	54,64
1984	59,18
1985	60,12
1983 4 ^e trimestre	57,32
1984 1 ^{er} trimestre	57,92
2 ^e trimestre	57,81
3 ^e trimestre	59,68
4 ^e trimestre	61,25
1985 1 ^{er} trimestre	63,17
2 ^e trimestre	61,69
3 ^e trimestre	59,11
4 ^e trimestre	56,55
1985 Février	63,62
Mars	64,09
Avril	61,57
Mai	61,99
Juin	61,54
Juillet	59,92
Août	58,36
Septembre	59,03
Octobre	57,09
Novembre	56,61
Décembre	55,86
1986 Janvier	54,84
Février	53,91

Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
	Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)			Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)	
31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
54,49	55,20	55,22	+ 0,29	+ 0,08
55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31
55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12
58,96	59,49	59,47	- 0,72	- 0,73
61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73
65,33	65,81	65,55	+ 1,63	+ 1,61
62,16	62,47	62,48	+ 0,97	+ 0,97
57,58	58,09	58,14	+ 1,27	+ 1,01
52,47	52,81	52,79	+ 0,69	+ 0,64
66,16	66,48	66,33	+ 1,56	+ 1,52
66,53	66,84	66,86	+ 1,21	+ 1,20
62,11	62,45	62,43	+ 1,03	+ 1,02
62,67	62,91	62,95	+ 0,88	+ 0,87
61,72	62,04	62,09	+ 1,00	+ 1,00
58,77	59,24	59,31	+ 0,92	+ 0,83
56,48	57,11	57,15	+ 1,86	+ 1,32
57,43	57,86	57,86	+ 1,04	+ 0,89
53,60	53,99	54,00	+ 0,70	+ 0,64
52,39	52,72	52,64	+ 0,39	+ 0,39
51,26	51,54	51,55	+ 0,97	+ 0,86
49,95	50,62	50,61	+ 2,48	+ 1,61
47,76	48,28	48,32	+ 2,88	+ 1,69

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 18 MAI 1983 AU 19 JUILLET 1985**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,9008	2,52595	8,14104	2,24184	1403,49	6,87456	0,725690
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,168	355,060		58960,0	299,830	31,6455
100 liras italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600		0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733	—	0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 22 JUILLET 1985

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,8320	2,52208	8,12857	2,23840	1520,60	6,86402	0,724578
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3601,40	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3391,77	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	3194,30	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00	—	329,630	90,7700	64020,0	278,350	29,3832
	1777,58		322,297	88,7526	60291,5	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	56786,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325	—	28,1650	19863,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273		27,5375	18706,9	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	17618,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400	—	72131,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141		67932,5	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		63978,0	299,850	31,6455
100 lires italiennes	3,13050	0,176100	0,567600	0,156300	—	0,479300	0,0505956
	2,94831	0,165861	0,534563	0,147205		0,451402	0,0476508
	2,77650	0,156200	0,503500	0,138650		0,425150	0,0448775
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	23522,0	—	10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	22153,2		10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	20863,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	222829,0	968,850	—
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	209860,0	947,313	
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	197646,0	926,250	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1983 4 ^e trimestre	45,95	+ 2,04	+ 2,04	+ 1,57	+ 4,81	+ 2,15	+ 2,13	+ 86	- 14	- 13	+ 13	- 43	- 21	- 16
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21
3 ^e trimestre	45,25	+ 0,82	+ 0,62	+ 0,95	+ 2,61	+ 0,85	+ 0,70	+ 37	- 2	+ 7	- 11	- 31	- 4	+ 4
4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29
1985 1 ^{er} trimestre	44,66	- 0,19	+ 1,73	+ 0,36	+ 1,01	+ 0,46	+ 1,00	+ 10	+ 19	- 68	+ 2	- 25	- 14	- 35
2 ^e trimestre	45,12	+ 0,33	+ 1,64	+ 0,54	- 1,35	+ 1,07	+ 1,87	+ 32	+ 16	- 44	+ 8	+ 35	- 23	- 53
3 ^e trimestre	45,13	+ 1,00	+ 1,37	+ 0,87	+ 1,35	+ 1,47	+ 1,86	+ 43	- 6	- 22	+ 2	- 12	- 31	- 42
4 ^e trimestre	44,75	+ 1,32	+ 1,50	+ 1,32	+ 1,61	+ 1,80	+ 1,31	+ 48	- 15	- 21	- 20	- 23	- 42	- 13
1985 Février	44,68	- 0,26	+ 1,75	+ 0,23	+ 1,52	+ 0,57	+ 0,98	+ 13	+ 26	- 66	+ 3	- 34	- 17	- 32
Mars	44,80	+ 0,03	+ 1,91	+ 0,37	- 0,23	+ 0,72	+ 1,26	+ 14	+ 13	- 72	- 5	+ 1	- 23	- 43
Avril	45,03	+ 0,20	+ 1,63	+ 0,56	- 1,45	+ 1,03	+ 1,83	+ 25	+ 15	- 50	- 3	+ 33	- 28	- 58
Mai	45,09	+ 0,25	+ 1,51	+ 0,46	- 1,34	+ 1,01	+ 1,80	+ 30	+ 19	- 39	+ 11	+ 34	- 21	- 52
Juin	45,23	+ 0,55	+ 1,77	+ 0,59	- 1,25	+ 1,18	+ 1,97	+ 41	+ 14	- 42	+ 16	+ 38	- 19	- 50
Juillet	45,30	+ 0,64	+ 1,63	+ 0,54	- 0,58	+ 1,37	+ 2,02	+ 42	+ 11	- 34	+ 21	+ 27	- 28	- 51
Août	45,05	+ 1,20	+ 1,33	+ 1,04	+ 2,37	+ 1,44	+ 1,84	+ 44	- 14	- 19	- 8	- 34	- 28	- 41
Septembre	45,04	+ 1,19	+ 1,14	+ 1,01	+ 2,34	+ 1,53	+ 1,61	+ 42	- 16	- 12	- 9	- 33	- 36	- 32
Octobre	44,82	+ 1,13	+ 1,32	+ 1,21	+ 1,85	+ 1,76	+ 1,36	+ 46	- 8	- 16	- 16	- 27	- 42	- 18
Novembre	44,67	+ 1,03	+ 1,34	+ 0,99	+ 1,55	+ 1,60	+ 1,09	+ 38	- 11	- 24	- 12	- 25	- 43	- 13
Décembre	44,73	+ 1,85	+ 1,86	+ 1,80	+ 1,40	+ 2,04	+ 1,48	+ 62	- 26	- 25	- 32	- 15	- 40	- 8
1986 Janvier	44,51	+ 2,02	+ 1,10	+ 2,05	+ 1,70	+ 1,99	+ 0,56	+ 66	- 30	+ 13	- 42	- 18	- 32	+ 36
Février	44,27	+ 1,91	+ 0,64	+ 2,17	+ 1,99	+ 2,08	+ 0,09	+ 68	- 22	+ 36	- 45	- 22	- 33	+ 60

¹ Formule = $\frac{\text{[Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)] - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 17 septembre 1984 au 19 juillet 1985					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,07	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	76,6236 ³	6,7276	14,98	—
Lire italienne	140	0,0319922	4,4789	9,98	5,40
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,14	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,57	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grècque	1,15	0,51326 ³	0,5902	1,31	—
Total ...			44,9008	100,00	
depuis le 22 juillet 1985					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,12	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,09	1,82
Livre sterling	0,0878	80,7330 ³	7,0884	15,81	—
Lire italienne	140	0,0294831	4,1276	9,21	5,45
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,15	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,59	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grècque	1,15	0,44512 ³	0,5119	1,14	—
Total ...			44,8320	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grècques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1983 4 ^e trimestre	93,8	91,6	89,9	128,3	125,4	154,0	67,2	83,2	49,3	115,3	66,9	151,1	79,3	88,2
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	95,0	92,5	89,7	130,4	125,5	158,8	66,7	79,7	48,4	114,8	67,1	146,6	78,2	87,1
3 ^e trimestre	95,1	92,5	89,1	138,0	122,9	155,0	65,4	78,0	47,6	112,7	67,1	141,4	77,0	83,9
4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1985 1 ^{er} trimestre	95,4	92,4	87,8	150,0	119,2	154,4	63,6	72,1	45,9	109,4	65,7	134,3	75,9	80,6
2 ^e trimestre	95,5	92,6	88,8	146,0	121,4	155,3	65,3	78,9	45,2	111,9	66,0	139,1	77,4	82,3
3 ^e trimestre	97,0	94,3	90,4	138,4	125,0	157,8	67,3	82,1	44,4	115,5	67,0	147,0	79,4	83,6
4 ^e trimestre	99,3	96,9	91,9	128,9	128,3	175,2	69,4	79,9	44,7	118,7	67,6	150,9	82,2	84,2
1985 Février	95,5	92,2	87,5	151,3	118,8	153,7	63,4	71,4	46,1	108,8	65,9	133,2	75,6	80,5
Mars	95,1	91,8	87,5	152,6	118,8	155,3	63,5	73,3	45,0	109,4	65,5	133,4	75,7	80,6
Avril	95,9	92,6	88,9	146,2	121,7	154,8	65,3	78,0	45,2	111,9	65,9	139,5	77,6	82,3
Mai	95,7	92,4	88,6	146,8	121,0	155,3	65,2	78,7	45,1	111,5	65,9	138,3	77,0	82,0
Juin	95,8	92,5	88,8	145,1	121,6	155,8	65,3	79,9	45,4	112,3	66,3	139,6	77,5	82,5
Juillet	96,6	93,3	89,9	139,9	123,5	156,9	66,7	83,3	44,6	114,4	66,9	144,4	78,7	83,4
Août	97,8	94,6	90,8	136,9	126,1	157,4	67,8	81,7	44,4	116,4	67,0	148,7	80,0	83,9
Septembre	97,5	94,4	90,5	138,5	125,3	159,0	67,6	81,2	44,1	115,9	67,0	147,8	79,4	83,6
Octobre	99,0	95,9	91,5	130,9	127,5	170,3	68,9	80,4	44,6	117,7	67,3	151,0	81,4	84,1
Novembre	99,7	96,7	92,0	128,6	127,7	178,2	69,2	80,0	44,6	118,4	67,6	151,1	82,0	84,0
Décembre	100,1	97,1	92,2	127,2	129,8	177,2	70,0	79,2	44,8	120,1	67,8	150,7	83,2	84,6
1986 Janvier	101,2	98,1	93,0	125,7	132,0	178,1	71,0	76,8	44,1	121,7	67,8	151,3	84,0	84,8
Février	*102,5	* 99,3												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome I, n° 3, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 ; « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 ; « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LIV^e Année, tome II, n° 4,

octobre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LIV^e année, tome I, n° 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n° 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LIV^e année, tome I, n° 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.), Bulletin du F.M.I.*

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 6 premiers mois	575,5	594,3	878,6	897,4	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
9 premiers mois	875,1	903,1	1.233,5	1.261,5	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
12 mois	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 3 premiers mois	305,3	316,3	479,5	490,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
5 premiers mois	529,5	547,8	774,9	793,2	- 245,4	5,0	88,1	- 83,1	- 328,5
6 premiers mois	638,5	660,6	960,3	982,4	- 321,8	6,6	104,1	- 97,5	- 419,3
7 premiers mois	794,2	819,9	1.121,7	1.147,4	- 327,5	7,8	119,9	- 112,1	- 439,6
8 premiers mois	893,4	922,7	1.228,0	1.257,3	- 334,6	9,1	140,5	- 131,4	- 466,0
9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.339,6	1.372,5	- 363,5	10,0	152,6	- 142,6	- 506,1
10 premiers mois	1.113,7	1.150,2	1.464,7	1.501,2	- 351,0	11,2	163,8	- 152,6	- 503,6
11 premiers mois	1.195,9	1.236,3	1.565,7	1.606,1	- 369,8	12,4	184,9	- 172,5	- 542,3
12 mois	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 1 ^{er} mois	137,0	139,4	197,5	199,9	- 60,5	1,1	16,3	- 15,2	- 75,7
2 premiers mois	234,8	242,0	375,3	382,5	- 140,5	2,1	28,1	- 26,0	- 166,5
3 premiers mois	328,9	340,1	559,8	571,0	- 230,9	3,2	40,6	- 37,4	- 268,3
4 premiers mois	476,1	491,2	718,2	733,3	- 242,1	4,4	57,2	- 52,8	- 294,9
5 premiers mois	572,3	591,3	876,4	895,4	- 304,1	5,4	68,3	- 62,9	- 367,0

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement des charges du passé ²	Amortissement de la dette ³	Résultat de caisse = Total à financer (5) = (1) à (4) ou - [(6) + (12)]	Financement							
						Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (12) = (7) à (11)	
							Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁶		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)			
1977	-161,7	- 1,5	—	- 48,6	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2	
								Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	-178,7	+ 1,8	—	- 56,9	-233,8	+194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	-204,8	- 0,7	—	- 79,3	-284,8	+209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	-292,0	+ 1,0	—	- 80,4	-371,4	+212,0	0,0	+ 24,7	+106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+159,4
1981	-435,0	- 2,1	—	- 89,6	-526,7	+177,2	0,0	+ 74,8	+134,8	+ 3,0	+135,6	+ 1,3	+349,5
1982	-486,8	- 8,8	—	-110,1	-605,7	+277,4	0,0	+ 40,5	+183,6	- 1,0	+104,3	+ 0,9	+328,3
1983 6 premiers mois	-396,7	- 3,8	—	- 52,1	-452,6	+237,3	0,0	- 26,6	+160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+215,3
9 premiers mois	-487,0	+ 3,9	—	- 75,2	-558,3	+319,9	0,0	+ 3,7	+155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+238,4
12 mois	-510,0	+ 4,8	—	- 96,0	-601,2	+409,3	0,0	- 4,0	+122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+191,9
1984 3 premiers mois	-222,8	+ 7,9	—	- 23,5	-238,4	+107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+131,3
5 premiers mois	-328,5	+ 6,0	—	- 39,7	-362,2	+166,3	0,0	+ 43,0	+ 98,1	+ 12,2	+ 42,8	- 0,2	+195,9
6 premiers mois	-419,3	+ 9,9	—	- 48,5	-457,9	+243,2	0,0	+ 44,3	+133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+214,7
7 premiers mois	-439,6	+ 2,6	—	- 56,5	-493,5	+259,8	0,0	+ 36,1	+178,3	+ 7,5	+ 10,1	+ 1,7	+233,7
8 premiers mois	-466,0	+ 3,0	—	- 65,6	-528,6	+266,8	0,0	+ 56,5	+184,5	+ 9,8	+ 9,4	+ 1,6	+261,8
9 premiers mois	-506,1	+ 2,4	—	- 71,8	-575,5	+282,0	0,0	+ 47,1	+242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+293,5
10 premiers mois	-503,6	+ 4,4	—	- 79,5	-578,7	+396,2	0,0	+ 18,0	+158,7	+ 4,6	- 0,4	+ 1,6	+182,5
11 premiers mois	-542,3	+ 7,2	—	- 86,3	-621,4	+399,1	0,0	+ 38,8	+189,9	- 1,7	- 5,8	+ 1,1	+222,3
12 mois	-491,4	+ 14,5	—	- 94,2	-571,1	+389,8	0,0	+ 30,9	+169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+181,3
1985 1 ^{er} mois	- 75,7	+ 9,5	—	- 7,0	- 73,2	+ 96,7	0,0	- 64,4	+ 13,7	+ 27,4	0,0	- 0,2	- 23,5
2 premiers mois	-166,5	+ 2,5	- 12,8	- 11,5	-188,3	+125,0	0,0	- 52,0	+103,4	+ 19,2	- 6,8	- 0,5	+ 63,3
3 premiers mois	-268,3	+ 6,8	- 12,8	- 21,3	-295,6	+203,4	0,0	- 53,2	+138,2	+ 19,8	- 12,1	- 0,5	+ 92,2
4 premiers mois	-294,9	+ 11,5	- 14,9	- 32,7	-331,0	+197,3	0,0	- 49,6	+158,9	+ 39,0	- 14,1	- 0,5	+133,7
5 premiers mois	-367,0	+ 2,3	- 17,8	- 39,7	-422,2	+334,9	0,0	- 40,6	+123,9	+ 19,1	- 14,1	- 1,0	+ 87,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Paiements du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale Terrienne résultant des modalités d'intervention du Trésor dans le service financier des emprunts émis par ces deux sociétés.

³ Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, les emprunts spéciaux de Trésorerie et les emprunts de stabilisation.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3,4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dettes en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 3 premiers mois	-222,8	+ 4,1	-218,7	+ 8,3	+110,4	+118,7	0,0	+10,3	+ 89,7	+100,0
6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 1 ^{er} mois	- 75,7	+ 7,2	- 68,5	+ 88,4	+ 29,8	+118,2	0,0	-53,4	+ 3,7	- 49,7
2 premiers mois	-166,5	-16,4	-182,9	+ 83,1	+124,9	+208,0	0,0	-54,8	+ 29,7	- 25,1
3 premiers mois	-268,3	-14,0	-282,3	+167,1	+139,9	+307,0	0,0	-35,5	+ 10,8	- 24,7
4 premiers mois	-294,9	- 4,9	-299,8	+141,3	+181,5	+322,8	0,0	-33,7	+ 10,7	- 23,0
5 premiers mois	-367,0	-34,2	-401,2	+282,7	+133,6	+416,3	0,0	-32,2	+ 17,1	- 15,1
6 premiers mois .....	.	.	-487,5	+278,4	+227,0	+505,4	0,0	-30,8	+ 12,9	- 17,9
7 premiers mois .....	.	.	-478,8	+271,6	+220,6	+492,2	0,0	-26,1	+ 12,7	- 13,4
8 premiers mois .....	.	.	-501,6	+262,5	+240,8	+503,3	0,0	-14,7	+ 13,0	- 1,7
9 premiers mois .....	.	.	-550,9	+375,1	+174,7	+549,8	0,0	-12,6	+ 13,7	+ 1,1
10 premiers mois .....	.	.	-554,9	+371,5	+183,1	+554,6	0,0	-13,4	+ 13,7	+ 0,3
11 premiers mois .....	.	.	-599,1	+386,2	+216,6	+602,8	0,0	-15,3	+ 11,6	- 3,7
12 mois .....	.	.	-571,1	+429,6	+125,2	+554,8	0,0	-18,4	+ 34,7	+ 16,3
1986 1 ^{er} mois .....	.	.	- 92,8	- 6,8	+ 79,7	+ 72,9	0,0	-21,5	+ 41,4	+ 19,9

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers, les opérations de trésorerie et, à partir de février 1985, l'amortissement des charges du passé [colonnes (2) et (3) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts qui sont repris à la rubrique « Dette indirecte » de la situation officielle de la dette publique (tableau XVI-3a). Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent

compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

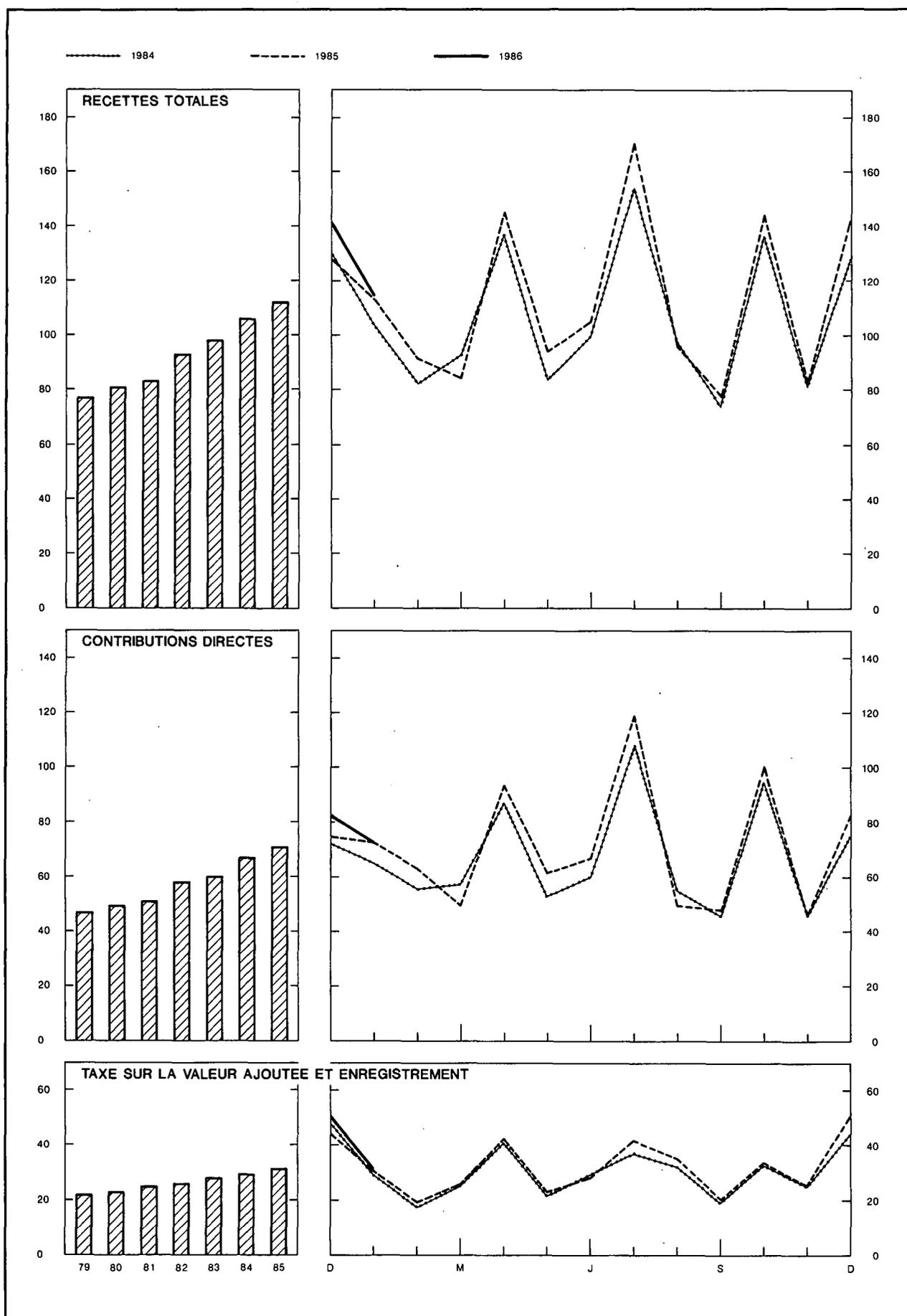
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est vendu par le Trésor contre francs belges cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1985	851,0	156,4	107,1	375,6	1.333,7	12,3	1.346,0	129,1	398,6	1.378,7	1.391,0
1983 4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
2 ^e trimestre	199,8	35,8	26,4	91,0	317,2	2,9	320,1	31,9	96,7	328,4	331,3
3 ^e trimestre	208,6	40,0	26,2	87,5	322,3	3,1	325,4	31,3	93,2	333,1	336,2
4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1985 1 ^{er} trimestre	184,9	1,6	26,2	75,0	286,1	2,9	289,0	31,7	80,7	297,3	300,2
2 ^e trimestre	220,9	39,2	27,0	93,2	341,1	2,9	344,0	32,9	98,9	352,7	355,6
3 ^e trimestre	216,3	42,7	27,5	97,3	341,1	3,3	344,4	32,6	103,0	351,9	355,2
4 ^e trimestre	228,9	72,9	26,4	110,1	365,4	3,2	368,6	31,9	116,0	376,8	380,0
1985 Janvier	72,7	1,3	9,2	30,0	111,9	1,1	113,0	9,7	31,9	114,3	115,4
Février	62,8	0,0	8,6	19,5	90,9	0,8	91,7	11,6	21,4	95,8	96,6
Mars	49,4	0,3	8,4	25,5	83,3	1,0	84,3	10,4	27,4	87,2	88,2
Avril	92,8	38,4	9,4	42,2	144,4	1,0	145,4	11,4	44,1	148,3	149,3
Mai	61,4	0,3	8,8	22,8	93,0	0,9	93,9	10,8	24,8	97,0	97,9
Juin	66,7	1,1	8,8	28,2	103,7	1,0	104,7	10,7	30,0	107,4	108,4
Juillet	118,9	40,7	8,9	41,8	169,6	1,0	170,6	10,8	43,7	173,4	174,4
Août	49,8	0,4	9,7	35,1	94,6	1,2	95,8	11,2	37,0	98,0	99,2
Septembre	47,6	1,6	8,9	20,4	76,9	1,1	78,0	10,6	22,3	80,5	81,6
Octobre	100,3	41,6	8,7	33,8	142,8	1,1	143,9	10,5	35,7	146,5	147,6
Novembre	45,9	0,4	9,9	25,9	81,7	1,0	82,7	11,8	27,8	85,5	86,5
Décembre	82,7	30,9	7,8	50,4	140,9	1,1	142,0	9,6	52,5	144,8	145,9
1986 Janvier	72,7	1,4	9,3	31,7	113,7	1,1	114,8	11,0	34,1	117,8	118,9

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1985			Recettes effectuées					
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	1984		1985	1985		1986
				Novembre	Décembre	Janvier	Novembre	Décembre	Janvier
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	851,0	.	.	45,7	74,7	72,7	45,9	82,7	72,7
précompte immobilier	2,0	.	.	0,3	0,8	0,1	0,2	0,1	0,1
précompte mobilier	126,7	140,3	-13,6	5,6	6,1	10,7	6,1	7,0	11,6
versements anticipés	156,4	167,0	-10,6	0,3	28,5	1,3	0,4	30,9	1,4
impôts de sociétés (rôles)	-3,9	—	-3,9	0,5	-0,6	-0,4	0,1	-1,4	-0,8
impôts de personnes physiques (rôles)	19,4	30,5	-11,1	3,6	0,2	1,8	2,0	0,5	0,7
précompte professionnel	526,5	506,3	+20,2	33,9	36,7	56,7	35,5	42,6	57,2
divers	23,9	.	.	1,5	3,0	2,5	1,6	3,0	2,5
II. Douanes et accises	107,1	.	.	9,4	8,3	9,2	9,9	7,8	9,3
III. T.V.A. et enregistrement	375,6	.	.	25,0	44,1	30,0	25,9	50,4	31,7
B. Recettes en capital³	12,3	.	.	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,1
Total ² ...	1.346,0	.	.	81,3	128,3	113,0	82,7	142,0	114,8
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.391,0	.	.	85,1	131,9	115,4	86,5	145,9	118,9

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, n^o 5, mai 1974, L^e année, tome I, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,9	—			0,7	218,5	—	35,4	10,9	0,1	1,8	269,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,5						770,8	—	18,5	20,8		0,0	828,6
Obligations	85,5	0,0	0,0	0,0	0,1	7,5	11,6	—	29,2	0,0	54,9	0,0	188,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	588,3	722,7	170,2	0,0	1.484,1
Divers	0,0	10,0	86,0		201,3		0,0	—	2,0	0,4	4,5	0,0	304,2
(Actions et parts)	(838,8)	(9,4)	(35,5)	(.)	(0,2)	(0,0)	(3,1)	(—)	(4,5)	(0,1)	(22,6)	(0,0)	(914,2)
Total ...	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	1,8	3.075,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	6,9	—	0,2	0,6		0,0	7,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	9,0	—	0,0	9,3	0,0	0,0	25,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	2,3
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	1,9	0,0	0,3	0,2	0,0	17,7	1,6	20,4	2,3	11,1	0,0	94,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	59,2	39,9	0,0	15,2	29,5	8,2	3,2	155,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0		14,0	5,8	—	0,8	87,3	0,5	0,0	108,5
Divers	27,0	1,2	17,7	1,0	1,7	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	15,0	68,8
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(35,0)	(26,6)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(64,6)
Total ...	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	18,2	462,2
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,7	0,0	—	1,0	0,0	3,2	86,8	0,0	0,0	0,0	0,0	47,0	149,7
Certificats à un an au plus	—	5,0	—	0,5	0,5	293,6	374,0	192,4	146,2	140,2	0,0	0,0	1.152,4
Obligations accessibles à tout placeur	546,9	11,2	—	9,2	15,5	3,9	415,1	11,2	227,4	61,6	138,7	0,0	1.440,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	236,1	147,8	0,0	16,4	3,1	1,2	0,0	404,8
Divers	—	19,0	—	0,0	33,1	0,6	3,9	0,0	17,3	7,9	2,5	0,0	84,3
Total ...	558,6	35,4	—	10,7	49,1	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	47,0	3.231,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	67,4	—	0,0	35,2	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	37,5	0,1	0,0	0,5	0,6	0,1	20,9	1,9	13,4	5,3	9,1	0,0	89,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	48,7	0,0	17,7	8,3	2,0	2,4	102,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,2	—	—	—	—	0,0	—	48,6	398,6	0,0	0,0	457,4
Divers	10,4	1,7	24,5	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,7	0,0	0,0	37,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	2,4	788,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,6	—	—	—	—	—	4,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	13,7	0,0	17,4	5,0	4,4	0,0	42,7
Réserves de sécurité sociale	21,0	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	38,2
Divers	116,2	0,0	14,1	0,0	0,0	0,2	4,5	—	3,6	0,0	1,6	51,6	191,8
Total ...	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	51,6	277,3
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—	—	—	2,6	117,5	—	15,4	26,3	—	2,3	164,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	687,6	—	0,5	0,0	—	0,0	688,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.430,2	—	—	—	—	—	2.430,2
Obligations	34,1	0,0	0,0	0,6	0,0	—	75,0	0,0	12,8	0,2	8,0	0,0	130,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	77,7	—	—	—	14,6	—	—	—	—	—	92,3
Divers	—	11,0	22,5	—	2,6	—	20,9	—	36,5	2,4	0,0	0,0	95,9
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,7)	(.)	(.)	(—)	(25,1)	(—)	(0,3)	(—)	(7,3)	(0,0)	(35,7)
Total ...	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	2,3	3.604,1

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	777,4	9,6	2,0	35,5	4,7	—	—	0,0	17,7	4,2	6,2	0,0	857,3	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	12,0	0,0	0,1	0,0	—	0,0	19,9	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.694,6	—	—	—	0,0	—	—	3.694,6	
Autres dépôts en devises à un an au plus	125,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	125,9	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	384,6	
Autres dépôts à un an au plus	378,7	0,1	—	0,0	2,7	—	—	—	4,2	2,1	0,0	0,0	387,8	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	409,1	0,0	0,0	0,0	—	—	409,1	
Dépôts à plus d'un an	23,9	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,5	—	0,0	0,0	25,8	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	297,8	—	—	0,2	—	—	0,4	—	0,9	0,0	1,3	0,0	300,6	
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	24,7	12,5	0,0	435,0	473,1	
(Actions et parts)	(46,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(6,1)	(0,0)	(1,2)	(.)	(1,1)	(.)	(55,1)	
Total ...	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	435,0	6.678,7	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	181,0	—	0,0	0,0	—	—	181,0	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	10,0	—	6,0	6,8	—	—	28,9	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1	
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	1,3	214,0	
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	61,2	0,1	0,0	0,4	8,0	0,3	0,0	—	0,0	1,7	14,2	0,9	86,8	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,1	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,1	0,0	0,0	9,3	
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,5	—	—	—	—	7,1	—	—	—	—	—	—	8,6	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	604,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	604,8	
Autres dépôts à un an au plus	66,9	3,2	0,3	1,3	10,7	1,7	0,0	—	0,3	0,9	10,3	0,0	95,6	
Dépôts à plus d'un an	86,9	0,0	—	—	0,0	0,6	—	—	—	—	—	—	87,5	
Bons de caisse à un an au plus	26,6	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,6	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	429,5	0,0	—	0,0	0,0	—	2,9	—	1,2	0,0	0,7	0,0	434,3	
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
Divers	43,8	0,1	0,7	21,1	0,0	19,7	39,3	0,0	2,8	0,1	0,0	41,5	169,1	
(Actions et parts)	(5,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,3)	(.)	(0,8)	(.)	(8,1)	
Total ...	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	42,4	1.523,9	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	13,0	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,1	0,5	0,0	14,0	
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	1,3	1,4	—	0,0	3,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,6	0,6	—	0,0	14,5	0,0	0,0	15,7	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	132,4	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	132,4	
Autres dépôts à un an au plus	37,7	10,3	—	19,5	6,5	3,6	0,5	—	0,6	0,0	4,0	0,0	82,7	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	46,7	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	16,6	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	653,8	0,7	0,0	0,4	5,1	3,5	82,6	1,8	77,5	21,6	37,2	0,0	884,2	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	128,0	31,1	—	71,9	1,7	17,3	16,6	267,2	
Divers	2,0	0,3	78,6	0,0	0,0	6,5	30,6	—	0,8	2,5	0,0	115,7	237,0	
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)	
Total ...	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	132,3	1.699,6	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	66,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,7	
Réserves mathématiques	516,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	516,9	
Divers	6,7	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,9	0,0	0,0	1,9	9,7	
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,5)	
Total ...	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	1,9	593,3	
Secteurs indéterminés et ajustements		19,4	0,0	0,0	9,4		298,5	4,9	47,4	60,8	26,1	—	466,5	
Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	4.553,9	6.743,3	213,8	1.543,0	1.709,8	534,8	736,2	22.615,3	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,5	—			1,1	228,5	—	36,7	9,4	0,7	4,4	282,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,8						816,3	—	17,9	23,8		0,0	879,8
Obligations	84,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,6	15,3	—	30,8	0,0	66,2	0,0	203,9
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,7		0,0	—	591,0	765,5	176,8	0,0	1.536,4
Divers	0,0	10,9	75,1	0,0	223,0		0,0	—	1,2	0,4	4,7	0,0	315,3
(Actions et parts)	(1.091,2)	(10,8)	(54,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(9,0)	(0,1)	(29,7)	(0,0)	(1.200,8)
Total ...	105,8	12,8	75,1	0,0	225,7	8,7	1.060,1	—	677,6	799,1	248,4	4,4	3.217,7
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,6	—	0,0	0,4		0,0	1,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	5,2	—	0,0	9,2	0,0	0,0	17,8
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	41,9	1,3	0,0	0,3	0,5	0,0	23,8	2,6	22,6	4,6	11,3	0,0	108,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	46,8	39,1	0,0	15,0	29,9	7,5	10,0	148,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0	17,8	0,0	0,0	14,5	6,6	—	0,8	94,0	0,6	0,0	116,6
Divers	31,3	1,0	17,8	1,2	1,4	6,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	20,4	79,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(39,0)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,6)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(73,9)
Total ...	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	30,4	472,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	16,8	0,0	—	2,6	0,0	5,1	84,3	0,0	0,0	0,0	0,0	48,1	156,9
Certificats à un an au plus	—	7,7	—	0,4	0,7	348,0	517,8	188,4	163,8	119,1	0,0	0,0	1.345,9
Obligations accessibles à tout placeur	590,2	13,2	—	10,6	15,5	4,5	507,7	20,0	295,6	108,5	152,4	0,0	1.718,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	—	0,0	0,0	325,9	189,3	0,0	31,6	18,4	2,2	0,0	567,5
Divers	—	18,9	—	0,0	18,6	0,6	3,7	0,0	16,4	7,4	2,4	0,0	68,0
Total ...	607,0	39,9	—	13,6	34,8	684,1	1.302,8	208,4	507,4	253,4	157,0	48,1	3.856,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	70,5	—	0,0	50,0	0,0	0,0	120,5
Obligations accessibles à tout placeur	25,6	0,0	0,0	0,4	0,6	0,1	10,8	1,6	7,6	3,1	6,1	0,0	55,9
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	25,6	57,7	0,0	23,9	14,4	3,3	6,6	131,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	12,0	—	—	—	—	0,0	—	56,0	424,3	0,0	0,0	492,3
Divers	12,6	2,0	25,4	—	0,0	—	3,8	—	0,0	0,7	0,0	0,0	44,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	25,7	142,8	1,6	87,5	492,5	9,4	6,6	844,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,4	—	—	—	—	—	4,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,2	0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	15,9	0,0	23,2	6,0	7,1	0,0	56,0
Réserves de sécurité sociale	17,2	—	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	35,3
Divers	127,1	0,4	14,3	0,0	0,0	0,2	0,7	—	0,5	0,0	2,6	49,7	195,5
Total ...	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	49,7	291,2
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,2	—	—	—	2,5	124,9	—	15,6	29,2	—	3,2	175,6
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	780,7	—	4,1	0,0	—	0,0	784,8
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.922,1	—	—	—	—	—	2.922,1
Obligations	36,8	0,0	0,0	0,6	0,0	—	139,3	0,0	24,6	3,2	10,3	0,0	214,8
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	110,7	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	134,4
Divers	—	13,0	24,8	—	—	—	17,4	—	46,0	1,5	0,0	0,0	104,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(3,2)	(.)	(.)	(—)	(30,1)	(—)	(0,4)	(—)	(9,0)	(0,0)	(43,0)
Total ...	36,8	13,2	135,5	0,6	1,9	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,9	10,3	3,2	4.337,8

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	846,3	10,1	2,6	38,2	4,3	—	0,0	21,1	3,0	5,4	0,0	931,0		
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	11,5	8,9	0,0	0,0	—	0,0	21,2		
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	4.505,9	—	—	0,0	—	—	4.505,9		
Autres dépôts en devises à un an au plus	128,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	128,8		
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	423,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	423,7		
Autres dépôts à un an au plus	412,5	0,6	—	0,0	2,7	—	—	11,9	2,8	0,0	0,0	430,5		
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	472,1	0,0	0,0	—	0,0	472,1		
Dépôts à plus d'un an	30,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,2	—	0,0	31,9		
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	352,9	—	—	0,2	—	—	0,7	—	1,6	1,0	1,1	357,5		
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	—	20,1	10,7	0,0	462,4		
(Actions et parts)	(53,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(8,1)	(0,0)	(2,8)	(.)	(1,2)	(66,2)		
Total ...	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	460,7	7.795,0	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0		
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	202,0	—	0,0	0,0	—	202,0		
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	2,6	—	9,2	0,5	—	15,2		
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	3,7		
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	0,9	220,9	
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	73,4	0,1	0,0	0,4	8,5	0,1	0,1	—	0,8	4,0	9,6	0,3	97,3	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0		
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0		
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	7,8	—	0,0	0,1	0,0	0,0		
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,0	—	—	—	—	16,7	—	—	—	—	—	17,7		
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	645,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	645,5		
Autres dépôts à un an au plus	70,5	2,4	0,4	0,6	7,1	6,7	0,0	—	0,0	2,0	17,3	107,0		
Dépôts à plus d'un an	95,6	0,0	—	—	0,0	0,9	—	—	—	—	—	96,5		
Bons de caisse à un an au plus	32,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	—	32,3		
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	498,6	0,0	—	0,0	0,0	—	1,1	—	1,6	0,1	1,2	502,6		
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5		
Divers	52,2	0,0	1,0	24,4	0,0	17,7	44,9	0,0	2,7	0,2	0,0	53,5		
(Actions et parts)	(5,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(5,1)	(.)	(2,5)	(13,0)		
Total ...	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	53,8	1.703,9	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	14,7	0,0	—	0,4	0,2	—	0,1	—	0,0	0,0	0,6	0,0	16,0	
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,6	0,0	0,0	1,1	0,7	—	0,0	2,6	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,4	—	0,0	15,7	0,0	0,0	16,1	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	161,9	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	161,9	
Autres dépôts à un an au plus	36,3	7,6	—	23,2	8,4	2,8	0,3	—	0,6	0,0	3,1	0,0	82,3	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	51,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	51,2	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	728,3	0,7	0,0	0,7	3,6	1,3	74,9	3,1	76,0	30,2	36,3	0,0	955,1	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	133,1	41,3	—	75,8	2,8	18,1	16,6	288,1	
Divers	1,9	0,2	84,6	0,0	0,0	7,5	45,8	—	1,3	1,6	0,0	127,9	270,8	
(Actions et parts)	(0,1)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,0)	
Total ...	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	144,5	1.862,6	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	66,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,6	
Réserves mathématiques	576,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	576,8	
Divers	7,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,4	0,0	0,0	2,6	11,6	
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(3,6)	
Total ...	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	2,6	655,0	
Secteurs indéterminés et ajustements		24,4	0,0	0,0	9,9		334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	—	556,3	
Total des créances	6.318,5	128,8	360,2	104,3	310,7	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,7	577,3	804,9	25.813,6	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1983 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,4	—			+ 0,4	+ 10,0	—	+ 1,3	- 1,5	+ 0,6	+ 2,6	+ 13,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 3,3						+ 16,0	—	- 0,6	+ 3,0		0,0	+ 21,7
Obligations	- 1,5	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 0,1	+ 3,7	—	+ 1,6	0,0	+ 11,3	0,0	+ 15,1
Autres emprunts à plus d'un an		0,0		0,0	+ 0,2		0,0	—	+ 2,7	+ 42,8	+ 6,6	0,0	+ 52,3
Divers	0,0	+ 0,9	- 10,9		+ 21,7	+ 48,8	0,0	—	- 0,8	0,0	+ 0,2	0,0	+ 59,9
(Actions et parts)	(+ 204,6)	(+ 1,4)	(+ 19,2)	(.)	(0,0)	(+ 0,6)	(+ 2,0)	(—)	(+ 4,5)	(0,0)	(+ 7,1)	(0,0)	(+ 239,4)
Total ...	+ 1,8	+ 0,5	- 10,9	0,0	+ 21,8	+ 49,3	+ 29,7	—	+ 4,2	+ 44,3	+ 18,7	+ 2,6	+ 162,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 6,3	—	- 0,2	- 0,2		0,0	- 6,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	- 3,5	- 3,8	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 7,3
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	- 2,3
Obligations accessibles à tout placeur	+ 3,1	- 0,6	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 2,2	+ 2,3	+ 0,2	0,0	+ 14,6
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 12,4	- 0,8	0,0	- 0,2	+ 0,4	- 0,7	+ 6,8	- 6,9
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 0,8	—	0,0	+ 6,7	+ 0,1	0,0	+ 8,1
Divers	+ 4,3	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,8	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,0	+ 5,4	+ 10,3
(Actions et parts)	(0,0)	(+ 0,8)	(+ 4,0)	(+ 1,4)	(0,0)	(.)	(0,0)	(—)	(+ 0,9)	(0,0)	(+ 2,2)	(0,0)	(+ 9,3)
Total ...	+ 7,5	- 0,8	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 14,6	- 6,3	+ 1,0	+ 1,8	+ 9,1	- 0,4	+ 12,2	+ 9,8
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 5,1	0,0	—	+ 1,6	0,0	+ 1,9	- 2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	+ 7,2
Certificats à un an au plus	—	+ 2,7	—	- 0,1	+ 0,2	+ 21,6	+ 143,8	- 4,0	+ 17,6	- 21,1	0,0	0,0	+ 160,7
Obligations accessibles à tout placeur	+ 34,4	+ 2,0	—	+ 1,4	0,0	+ 0,6	+ 82,8	+ 8,5	+ 64,9	+ 43,1	+ 13,7	0,0	+ 251,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	- 0,1	—	0,0	0,0	+ 56,6	+ 27,1	0,0	+ 15,2	+ 15,3	+ 1,0	0,0	+ 115,1
Divers	—	- 0,1	—	0,0	- 14,5	0,0	- 0,2	0,0	- 0,9	- 0,5	- 0,1	0,0	- 16,3
Total ...	+ 39,5	+ 4,5	—	+ 2,9	- 14,3	+ 80,7	+ 251,0	+ 4,5	+ 96,8	+ 36,8	+ 14,6	+ 1,1	+ 518,1
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 3,1	—	0,0	+ 14,8	0,0	0,0	+ 17,9
Obligations accessibles à tout placeur	- 3,0	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,3	0,0	- 2,5	+ 1,6	- 3,0	0,0	- 7,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,7	+ 9,0	0,0	+ 6,2	+ 6,1	+ 1,3	+ 4,2	+ 29,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	+ 1,8	—	—	—	—	0,0	—	+ 7,4	+ 25,7	0,0	0,0	+ 34,9
Divers	+ 2,2	+ 0,3	+ 0,9	—	0,0	—	+ 3,8	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 7,2
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,0)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,0)
Total ...	- 0,8	+ 2,0	+ 0,9	- 0,1	0,0	+ 2,7	+ 15,5	0,0	+ 11,1	+ 48,2	- 1,7	+ 4,2	+ 82,0
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 0,2	—	0,0	—	—	—	- 0,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 1,5	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 2,2	0,0	+ 5,8	+ 1,0	+ 2,7	0,0	+ 13,3
Réserves de sécurité sociale	- 3,9	—	—	—	—	+ 0,9	—	—	—	—	—	—	- 2,9
Divers	+ 10,8	+ 0,4	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	- 3,8	—	- 3,1	0,0	- 1,0	- 1,9	+ 3,7
Total ...	+ 8,6	+ 0,4	+ 0,2	0,0	+ 0,1	+ 0,9	- 1,8	0,0	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,7	- 1,9	+ 13,9
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	- 1,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 1,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	- 0,1	—	—	—	- 0,1	+ 7,4	—	+ 0,2	+ 2,9	—	+ 0,9	+ 11,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	+ 99,3	—	+ 3,6	0,0	—	0,0	+ 102,9
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 439,7	—	—	—	—	—	+ 439,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 5,2	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 5,2
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	- 15,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 15,8
Obligations	+ 93,8 ⁴	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 64,3	0,0	+ 11,8	+ 3,0	+ 2,3 ⁴	0,0	+ 175,2
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	+ 0,2	—	—	—	+ 9,1	—	—	—	—	+ 32,8	+ 42,1
Divers	+ 32,6	+ 2,0	+ 2,3	—	- 0,7	—	+ 3,5	—	+ 9,5	- 0,9	—	+ 97,4	+ 138,7
(Actions et parts)	(- 1,3) ⁴	(0,0)	(+ 0,5)	(.)	(.)	(—)	(+ 5,0)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(+ 1,7) ⁴	(0,0)	(+ 6,6)
Total ...	+ 105,4	+ 1,9	+ 2,5	0,0	- 0,7	- 0,1	+ 615,3	0,0	+ 25,1	+ 5,0	+ 2,3	+ 131,1	+ 887,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 68,9	+ 0,5	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	.	-	0,0	+ 3,4	- 1,2	- 0,8	0,0	+ 73,7
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 3,7	- 3,1	0,0	+ 0,7	0,0	-	0,0	+ 1,3
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 759,8	-	-	-	0,0	-	-	+ 759,8
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 9,5	.	-	.	.	-	-	-	-	-	-	+ 12,4	+ 2,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 39,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 39,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 33,8	+ 0,5	-	0,0	0,0	-	-	+ 7,7	+ 0,7	0,0	0,0	0,0	+ 42,7
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 63,0	0,0	+ 0,0	0,0	-	0,0	+ 63,0
Dépôts à plus d'un an	+ 6,4	.	-	0,0	0,0	-	0,0	-	- 0,3	-	0,0	0,0	+ 6,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 55,1	.	-	0,0	0,0	-	+ 0,3	-	+ 0,7	+ 1,0	- 0,2	0,0	+ 56,9
Divers	0,0	.	0,0	0,0	0,0	.	0,0	0,0	- 4,6	- 1,8	0,0	+ 45,2	+ 38,8
(Actions et parts)	(+ 7,4)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(+ 2,0)	(0,0)	(+ 1,6)	(.)	(+ 0,1)	(.)	(+ 11,1)
Total ...	+193,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	+763,5	+ 60,2	0,0	+ 7,6	- 1,3	- 1,0	+ 57,6	+1.084,3
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 21,0	-	0,0	0,0	-	-	+ 21,0
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	- 3,2	- 7,4	-	+ 3,2	- 6,3	-	-	- 13,7
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	- 0,4	- 0,4
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	- 3,2	+ 13,6	-	+ 3,2	- 6,3	-	- 0,4	+ 6,9
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 12,2	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	- 0,2	+ 0,1	-	+ 0,8	+ 2,3	- 4,6	- 0,6	+ 10,5
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	- 0,2	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	-	-	-	-	-	- 1,3	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 0,5	.	-	.	.	+ 9,6	-	-	-	-	-	0,0	+ 9,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 40,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 40,7
Autres dépôts à un an au plus	+ 3,6	- 0,8	+ 0,1	- 0,7	- 3,6	+ 5,0	0,0	-	- 0,3	+ 1,1	+ 7,0	0,0	+ 11,4
Dépôts à plus d'un an	+ 8,7	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,3	-	-	-	-	-	-	+ 9,0
Bons de caisse à un an au plus	+ 5,7	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 69,1	0,0	-	0,0	0,0	-	1,8	-	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,5	0,0	+ 68,3
Réserves mathématiques	- 0,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 0,6
Divers	+ 8,4	- 0,1	+ 0,3	+ 3,3	0,0	- 2,0	+ 5,6	0,0	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,0	+ 12,0	+ 27,5
(Actions et parts)	(+ 0,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 2,8)	(.)	(+ 1,7)	(.)	(+ 4,9)
Total ...	+147,2	- 0,9	+ 0,4	+ 2,6	- 3,1	+ 12,7	+ 2,4	0,0	+ 0,8	+ 3,6	+ 2,9	+ 11,4	+180,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,7	0,0	-	+ 0,2	+ 0,1	.	0,0	-	0,0	- 0,1	+ 0,1	0,0	+ 2,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	0,0	+ 0,4	0,0	0,0	- 0,2	- 0,7	-	0,0	- 0,5
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	.	0,0	0,0	- 0,6	- 0,2	-	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 0,4
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 29,5	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 29,5
Autres dépôts à un an au plus	- 1,4	- 2,7	.	+ 3,7	+ 1,9	- 0,8	- 0,2	-	0,0	0,0	- 0,9	0,0	- 0,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,5
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,9	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 74,5	0,0	0,0	+ 0,3	- 1,5	- 2,2	- 7,7	+ 1,3	- 1,5	+ 8,6	- 0,9	0,0	+ 70,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 5,1	+ 10,2	-	+ 3,9	+ 1,1	+ 0,8	0,0	+ 20,9
Divers	- 0,1	- 0,1	+ 6,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 15,2	-	+ 0,5	- 0,9	0,0	+ 12,2	+ 33,8
(Actions et parts)	(- 0,2)	(0,0)	(+ 0,1)	(+ 2,8)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,1)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 2,9)
Total ...	+108,7	- 2,8	+ 6,0	+ 4,2	+ 0,3	+ 2,9	+ 19,2	+ 1,3	+ 2,7	+ 9,2	- 0,9	+ 12,2	+163,0
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	- 0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 0,1
Réserves mathématiques	+ 59,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 59,9
Divers	+ 0,5	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	-	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,7	+ 1,9
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 0,1)
Total ...	+ 60,3	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,7	+ 61,7
Secteurs indéterminés et ajustements		+ 5,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 32,8	+ 94,4	+ 0,3	+ 21,3	+ 22,3	+ 4,3	-	+ 180,9
Total des créances	+672,0	+10,8	- 0,1	+12,5	+ 4,3	+927,6	+1.093,2	+ 7,1	+177,8	+171,9	+ 42,5	+230,8	+3.350,4

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENGOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	406,2	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	2.658,8	1,8	3.075,0
2. Organismes publics d'exploitation	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	90,6	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	268,6	18,2	462,2
3. Etat (Trésor)	558,6	35,4	—	10,7	49,1	653,8	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	1.993,7	47,0	3.231,9
4. Secteur public non compris ailleurs	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	85,5	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	677,9	2,4	788,8
5. Sécurité sociale	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	153,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	54,8	51,6	277,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	915,7	62,9	142,3	12,6	255,9	1.389,4	671,0	2.270,0	207,1	1.218,0	1.549,7	409,0	5.653,8	121,0	7.835,2
7. Etranger	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	148,8	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	3.450,4	2,3	3.604,1
8. Organismes principalement monétaires	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	2.044,0	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	497,3	435,0	6.678,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	203,8	1,3	214,0
10. Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	1.368,3	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	83,8	42,4	1.523,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	1.007,9	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	417,0	132,3	1.699,6
12. Autres institutions ¹	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	590,5	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,9	1,9	593,3
13. Total des intermédiaires financiers	4.787,0	24,4	85,0	78,6	38,5	5.013,5	3.880,3	826,5	1,8	212,4	70,4	91,7	1.202,8	612,9	10.709,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	19,4	0,0	0,0	9,4	28,8	.	298,5	4,9	47,4	60,8	26,1	437,7	—	466,5
15. Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	6.580,5	4.553,9	6.743,3	213,8	1.543,0	1.709,8	534,8	10.744,7	736,2	22.615,3
Solde des créances et des dettes...	2.661,8	- 344,2	-2.904,2	-697,0	29,1	-1.254,7	949,8	64,6	- 0,2	19,1	10,2	- 58,5	35,2	269,2	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	105,8	12,8	75,1	0,0	225,7	419,4	8,7	1.060,1	—	677,6	799,1	248,4	2.785,2	4,4	3.217,7
2. Organismes publics d'exploitation	73,8	2,4	17,8	1,6	2,0	97,6	70,2	75,3	2,6	38,4	138,1	19,4	273,8	30,4	472,0
3. Etat (Trésor)	607,0	39,9	—	13,6	34,8	695,3	684,1	1.302,8	208,4	507,4	253,4	157,0	2.429,0	48,1	3.856,5
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	14,0	25,4	0,4	0,6	78,6	25,7	142,8	1,6	87,5	492,5	9,4	733,8	6,6	844,7
5. Sécurité sociale	147,5	0,4	14,3	0,0	0,4	162,6	18,5	21,0	0,0	23,7	6,0	9,7	60,4	49,7	291,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	972,3	69,5	132,6	15,6	263,5	1.453,5	807,2	2.602,0	212,6	1.334,6	1.689,1	443,9	6.282,2	139,2	8.682,1
7. Etranger	36,8	13,2	135,5	0,6	1,9	188,0	2,5	4.009,6	0,0	90,3	33,9	10,3	4.144,1	3,2	4.337,8
8. Organismes principalement monétaires	2.194,9	10,7	3,1	38,4	7,0	2.254,1	4.517,4	482,1	0,0	56,7	17,5	6,5	562,8	460,7	7.795,0
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	2,9	204,6	—	9,2	0,5	—	214,3	0,9	220,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.469,6	2,5	1,4	25,4	15,6	1.514,5	42,1	53,9	0,0	5,1	6,4	28,1	93,5	53,8	1.703,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	994,3	8,5	84,6	24,3	12,6	1.124,3	145,3	181,3	3,1	154,8	51,2	58,1	448,5	144,5	1.862,6
12. Autres institutions ¹	650,6	0,0	0,2	0,0	0,2	651,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	0,0	1,4	2,6	655,0
13. Total des intermédiaires financiers	5.309,4	21,7	92,1	88,1	35,4	5.546,7	4.707,7	921,9	3,1	227,2	75,6	92,7	1.320,5	662,5	12.237,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	24,4	0,0	0,0	9,9	34,3	.	334,6	5,2	68,7	83,1	30,4	522,0	—	556,3
15. Total des créances	6.318,5	128,8	360,2	104,3	310,7	7.222,5	5.517,4	7.868,1	220,9	1.720,8	1.881,7	577,3	12.268,8	804,9	25.813,6
Solde des créances et des dettes ..	3.100,8	-343,2	-3.496,3	-740,4	19,5	-1.459,6	1.179,6	73,1	0,0	16,9	19,1	-77,7	31,4	248,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1983

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secrur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter-médiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
Dettes par secteur															
1. Entreprises privées et particuliers	+ 1,8	+ 0,5	- 10,9	0,0	+ 21,8	+ 13,2	+ 49,3	+ 9,7	—	+ 4,2	+ 44,3	+ 18,7	+ 96,9	+ 2,6	+ 162,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 7,5	- 0,8	+ 0,1	+ 0,2	0,0	+ 7,0	- 14,6	- 6,3	+ 1,0	+ 1,8	+ 9,1	- 0,4	+ 5,2	+ 12,2	+ 9,8
3. Etat (Trésor)	+ 39,5	+ 4,5	—	+ 2,9	- 14,3	+ 32,6	+ 80,7	+ 251,0	+ 4,5	+ 96,8	+ 36,8	+ 14,6	+ 403,7	+ 1,1	+ 518,1
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,8	+ 2,0	+ 0,9	- 0,1	0,0	+ 2,0	+ 2,7	+ 15,5	0,0	+ 11,1	+ 48,2	- 1,7	+ 73,1	+ 4,2	+ 82,0
5. Sécurité sociale	+ 8,6	+ 0,4	+ 0,2	0,0	+ 0,1	+ 9,3	+ 0,9	- 1,8	0,0	+ 2,7	+ 1,0	+ 3,7	+ 5,6	- 1,9	+ 13,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 56,6	+ 6,6	- 9,7	+ 3,0	+ 7,6	+ 64,1	+ 119,0	+ 288,1	+ 5,5	+ 116,6	+ 139,4	+ 34,9	+ 584,5	+ 18,2	+ 785,8
7. Etranger	+ 105,4	+ 1,9	+ 2,5	0,0	- 0,7	+ 109,1	- 0,1	+ 615,3	0,0	+ 25,1	+ 5,0	+ 2,3	+ 647,7	+ 131,1	+ 887,8
8. Organismes principalement monétaires	+ 193,8	+ 1,0	+ 0,6	+ 2,7	- 0,4	+ 197,7	+ 763,5	+ 60,2	0,0	+ 7,6	- 1,3	- 1,0	+ 65,5	+ 57,6	+ 1.084,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 3,2	+ 13,6	—	+ 3,2	- 6,3	—	+ 10,5	- 0,4	+ 6,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 147,2	- 0,9	+ 0,4	+ 2,6	- 3,1	+ 146,2	+ 12,7	+ 2,4	0,0	+ 0,8	+ 3,6	+ 2,9	+ 9,7	+ 11,4	+ 180,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 108,7	- 2,8	+ 6,0	+ 4,2	+ 0,3	+ 116,4	+ 2,9	+ 19,2	+ 1,3	+ 2,7	+ 9,2	- 0,9	+ 31,5	+ 12,2	+ 163,0
12. Autres institutions ¹	+ 60,3	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,1	+ 60,5	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	0,0	0,0	+ 0,5	+ 0,7	+ 61,7
13. Total des intermédiaires financiers	+ 510,0	- 2,7	+ 7,1	+ 9,5	- 3,1	+ 520,8	+ 775,9	+ 95,4	+ 1,3	+ 14,8	+ 5,2	+ 1,0	+ 117,7	+ 81,5	+ 1.495,9
14. Secteurs indéterminés et ajustements		+ 5,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 5,5	+ 32,8	+ 94,4	+ 0,3	+ 21,3	+ 22,3	+ 4,3	+ 142,6	—	+ 180,9
15. Total des créances	+ 672,0	+ 10,8	- 0,1	+ 12,5	+ 4,3	+ 699,5	+ 927,6	+ 1.093,2	+ 7,1	+ 177,8	+ 171,9	+ 42,5	+ 1.492,5	+ 230,8	+ 3.350,4
Solde des créances et des dettes ..	+ 510,0	+ 1,0	- 518,2	- 69,5	- 9,6	- 86,3	+ 39,8	+ 8,9	+ 0,2	- 2,2	+ 8,9	- 19,2	- 3,4	+ 49,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, novembre 1973, XLIX^e année, tome II, juillet-août 1974, L^e année, tome II, décembre 1975, LI^e an-

née, tome I, janvier 1977, LI^e année, tome II, décembre 1977, LIII^e année, tome II, octobre 1978, LIV^e année, tome II, septembre 1979, LV^e année, tome I, juin 1980, LVI^e année, tome I, mai-juin 1981, LVII^e année, tome II, juillet-août 1982, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 (anc. série)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1977 (nouv. sér.) ¹² ..	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Juin	914,7	787,7	373,9	121,8	2.198,1	- 398,7	1.227,9	142,9	1.031,9	1.037,3	51,7	161,7	4,4	181,2	- 204,9
Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	1.284,4	127,6	1.039,3	1.053,0	50,5	196,1	8,1	191,8	- 215,3
Décembre	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Mars	891,2	899,5	398,6	148,2	2.337,5	- 532,5	1.350,2	151,0	1.056,5	1.062,1	57,1	198,7	17,1	227,1	- 187,7
Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	1.446,5	164,8	1.089,3	1.094,1	55,0	185,9	21,4	203,9	- 204,8
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	1.461,4	178,0	1.085,4	1.090,9	53,9	191,5	23,2	204,8	- 217,5
Décembre	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985 Mars	915,7	981,3	441,4	143,9	2.482,3	- 608,1	* 1.555,4	* 159,9	1.108,9	1.116,6	* 56,5	165,1	4,2	222,3	* - 181,9
Juin	1.009,5	951,0	463,4	133,1	2.557,0	- 671,0	* 1.615,6	* 190,9	1.146,7	1.154,5	* 54,1	169,8	12,5	224,5	* - 186,1
Septembre	939,6	972,5	467,7	129,2	2.509,0	- 656,7	* 1.622,3	* 177,5	1.112,2	1.122,6	* 51,6	188,0	13,9	* 239,6	* - 239,4

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n^o 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n^o 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1967, tome II, n^o 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8
— Prêts	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0
— Autres	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5
3. Ecus	—	61,1	110,7	33,6	73,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9
4. Accords internationaux	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	25,8	22,1	6,9	31,1	31,6	20,6	29,6	42,1	36,1	11,6	10,7	11,2	15,1	9,3	15,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	45,6	47,5	67,8	79,9	60,2	40,0	30,5	45,9	24,0	29,4
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	254,4	265,7	339,4	286,3	262,9	313,4	321,3	315,8	285,6	309,0	323,8	333,7	347,2	312,2	303,7
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0
2. Autres : a) sur la B.N.B. :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,9	4,6	4,9	4,9	4,4	4,4	3,4	3,8	4,1	4,4
b) sur les organismes publics	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7
c) sur les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	4,2	4,9	5,5	6,3	8,0	9,7	9,7	10,9	10,9	10,8	10,8	12,3	12,4	12,4	12,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,2	1,3	0,9	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	12,1	12,0	5,7	13,2	10,5	2,0	7,3	9,5	5,3	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7
b) effets commerciaux	41,2	46,4	34,4	41,2	42,3	7,5	46,2	45,5	40,2	6,8	0,0	0,0	0,0	0,0	7,8
c) avances	0,1	0,3	0,5	0,1	0,4	0,0	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2
b) autres	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	5,6	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	35,5	93,1	83,5	63,1	76,5	68,8	63,0	78,1	86,7	86,2	80,1	68,3	69,5	78,4	64,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	6,3	48,2	80,5	12,0	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	5,9	6,0	7,0	9,3	6,5	7,1	6,6	6,7	6,3	6,7	6,2	5,2	5,3	5,9	6,7
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	32,7	33,5	7,1	12,2	24,8	13,6	55,1	87,5	18,6	7,1	6,5	5,5	5,6	6,2	7,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	10,2	12,8	11,9	12,1	12,7	11,6	12,6	11,4	12,9	11,8	16,3	12,1	13,5	14,0	14,8
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,0	0,0	0,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	349,7	359,0	364,2	370,1	369,5	380,5	383,3	372,4	395,0	379,4	381,9	373,0	395,7	375,8	379,9
— monnaie scripturale ⁵	0,8	0,7	0,4	0,9	0,4	0,5	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,2	0,3	0,2	0,2
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	64,6	172,0	253,2	246,0	254,6	277,6	278,8	269,9	268,5	286,7	292,1	267,8	264,2	275,2	250,8
TOTAL DU PASSIF ...	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4	659,5	680,1	672,1	653,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	28-2-85	31-3-85	30-4-85	31-5-85	30-6-85	31-7-85	31-8-85	30-9-85	31-10-85	30-11-85	31-12-85	31-1-86	28-2-86
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	24,2	23,9	24,0	23,8	23,9	23,2	23,0	23,0	23,0	22,7	22,8	23,0	22,3
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	22,1	22,3	21,8	18,6	18,8	18,7	18,9	17,7	16,0	15,6	16,0	16,0	14,6
— Autres	0,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,8	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	3,6	6,0
3. Ecus	184,1	184,1	182,4	182,4	182,4	175,7	175,7	175,7	156,6	156,6	157,9	146,2	146,2
4. Accords internationaux	1,6	1,7	1,6	1,4	1,2	1,6	1,7	1,7	1,5	1,4	1,4	1,5	1,8
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	11,1	11,2	10,9	10,4	15,1	11,1	10,4	9,3	14,1	11,7	15,5	14,6	11,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	41,1	30,5	35,8	50,4	45,9	35,4	26,1	24,0	31,1	30,3	29,4	28,9	29,0
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	343,2	333,7	336,5	347,0	347,2	325,7	316,6	312,2	303,0	299,0	303,7	292,0	289,4
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,9	1,3	1,5	1,3	1,2	1,0	1,2	1,2
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	3,8	3,4	3,5	3,9	3,8	3,7	3,7	4,1	4,1	4,5	4,4	3,9	4,3
b) sur les organismes publics	0,0	0,1	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0
c) sur les banques de dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	12,2	12,3	12,3	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	12,4	14,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	1,7	0,6	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	7,8	3,5	0,4
c) avances	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	145,8	165,1	166,9	168,4	169,8	174,5	185,9	188,0	187,2	185,3	182,2	160,6	168,8
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	89,9	68,3	64,6	77,3	69,5	75,6	69,7	78,4	71,7	63,8	64,5	70,0	78,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	671,5	659,5	660,1	685,3	680,1	668,3	670,2	672,1	655,7	641,8	653,9	619,8	632,2

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	28-2-85	31-3-85	30-4-85	31-5-85	30-6-85	31-7-85	31-8-85	30-9-85	31-10-85	30-11-85	31-12-85	31-01-86	28-2-86
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	5,6	5,2	5,3	5,7	5,3	6,2	5,7	5,9	6,0	7,6	6,7	6,1	5,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	5,9	5,5	5,6	6,0	5,6	6,5	6,0	6,2	6,3	7,9	7,0	6,4	5,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	11,8	12,1	13,0	12,9	13,5	12,1	11,7	14,0	12,4	11,5	14,8	* 14,8	* 14,8
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,1	0,0	0,3	0,0	0,2	0,5	0,0	0,1	0,1	0,4	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	368,8	373,0	374,1	386,7	395,7	380,4	379,3	375,8	373,3	373,0	379,9	*363,5	*366,2
— monnaie scripturale ⁵	0,3	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,7	0,8	0,6	0,6	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	284,0	267,8	266,5	278,4	264,2	267,9	271,7	275,2	262,7	248,4	250,8	234,1	244,5
TOTAL DU PASSIF ...	671,5	659,5	660,1	685,3	680,1	668,3	670,2	672,1	655,7	641,8	653,9	619,8	632,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,4	3,2	4,7	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,4
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Total des créances sur l'étranger	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,4	3,4	4,8	0,0	0,0	10,7	2,0	0,0	0,0	1,6
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,8	2,0	1,6	1,4	1,6	1,5	1,9	1,6	1,7	1,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	2,2	7,6	3,0	0,8	1,1	2,8	1,3	2,3	3,1	0,4
c) sur les banques de dépôts	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	4,8
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	86,8	101,5	84,3	82,8	92,5	84,5	70,6	91,0	96,2	82,3
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,5	14,5	15,0	15,0	14,9	14,9	14,9	*15,0	*15,0	*15,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	39,2	24,9	42,4	38,1	47,6	38,7	62,0	34,4	58,1	42,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,1	0,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	0,3
b) effets commerciaux	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,8	6,3	0,6	0,0	0,0	1,5	0,3	0,0	0,0	0,8
c) avancées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avancées de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,5	0,0	1,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	12,2⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	13,3	15,3	13,9	15,4	15,0	14,2	11,8	15,9	13,9	14,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,1⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	1,5
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,9	4,6	4,2	4,8	4,4	4,3	3,4	3,8	4,1
b) envers les organismes publics	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	2,2	7,6	3,0	1,5	1,1	2,8	1,4	2,3	3,1	2,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	12,9	5,6	5,9	5,2	10,9	6,8	4,7	3,1	11,6
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,4	15,4	15,5	15,2	15,5	15,5	15,6	15,5	15,1	14,3
— monnaie scripturale	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	97,3	108,6	96,2	92,2	106,1	94,0	86,8	102,5	109,5	95,6
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	37,9	32,6	40,1	38,3	44,4	40,8	53,8	36,0	55,5	37,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,1 ⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	164,1	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2	169,4	165,2	190,9	167,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	17,8	21,3	16,4	15,3	16,0	26,2	30,5	29,2	27,9	23,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.151,3	3.360,3	3.395,0	3.597,4	3.906,9	4.049,9	4.392,8	4.524,3	4.381,5
b) en francs belges	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	140,0	172,9	167,5	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,0
Total des créances sur l'étranger	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.455,9	3.683,5	3.758,2	3.985,2	4.331,7	4.517,0	4.882,5	5.064,1	4.936,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	10,8	9,6	11,0	10,0	11,3	10,3	14,4	10,5	11,8	12,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	5,8	12,9	5,6	5,9	5,1	10,9	6,8	4,6	3,1	11,5
c) sur les banques de dépôts	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	399,5	424,7	469,5	492,6	452,6	450,3	437,1*	500,4*	498,1*	529,2
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	337,4	471,8	481,1	512,2	538,4	561,4	482,2	516,1	547,9	564,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	392,5	463,5	482,3	476,0	501,0	482,3	503,7	554,7	589,7*	615,5
— autres	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	113,8	149,5	155,9	178,9	214,2	233,0	244,6	291,9	280,0*	258,2
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	24,1	22,0	23,3	30,7	16,8	23,9	25,6	35,4	33,5*	35,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	9,9	10,2	6,2	14,4	14,7	14,1	21,0*	22,9
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	70,4	74,0	71,6	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8*	76,5
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	16,6	16,8	13,5	16,9	14,5	18,5	17,8	19,8	19,0	16,0
b) effets commerciaux	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	160,6	170,9	167,0	165,9	170,1	191,4	201,1	211,4	208,0	190,3
c) avances	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	821,1	834,9	863,0	818,1	859,0	866,3	904,9	877,6	919,7	904,9
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	17,0	15,3	23,3	22,3	20,7	20,0	23,2	21,9	21,0*	19,3
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	32,6	34,5	34,3	33,9	33,5	34,0	34,2	32,8*	32,1
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	10,0	2,5	2,6	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	11,6
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
— autres	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	73,9	87,2	96,4	139,6	101,1	95,7	98,6	125,1	124,9*	138,2
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	75,4	69,0	64,8	63,3	61,4	58,6	56,3	53,2	53,0*	53,5
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,2	51,8	51,9	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2*	61,4
D. Autres	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	377,4	408,2	438,5	447,9	451,3	491,8	544,0	529,5	547,7*	531,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2
b) en francs belges ¹	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	360,5	394,1	368,7	398,5	411,1	445,6	459,1	491,7	531,4	505,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.214,7	4.462,1	4.519,0	4.811,8	5.224,6	5.448,6	5.818,8	6.076,7	5.900,5
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,6	0,2	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0
b) envers les organismes publics	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	4,1	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1	3,4	4,3	2,7	2,9
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9
— autres	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	399,1	424,4	468,8	491,9	451,6	449,5	436,3	499,5	497,2*	528,3
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	334,6	355,2	393,7	370,8	399,8	379,7	393,3	386,1	431,1*	413,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,2	1,3	1,1	1,1	1,7	1,6	1,5	2,0
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	420,8	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6
— à plus d'un an :															
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	17,6	15,8	27,2	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8
D. Autres	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	408,2	430,4	436,8	459,2	489,3	523,1	516,8	527,7	553,0*	589,0
TOTAL DU PASSIF ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	Colonne du tableau XIII-1 * Bilans intégrés des organismes principalement monétaires dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0	23,9	23,9	23,0	23,0
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1	22,3	18,8	17,7	17,7
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8	1,8	1,7	2,6	2,6
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4	184,1	182,4	175,7	—
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6	1,7	1,2	1,7	—
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	75,0	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	245,1	278,3	320,3	327,4	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	49,8	45,1	50,7	57,4	52,1	48,5	43,2	40,4	43,0	33,9	—
9. Autres : a) en monnaies étrangères	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.196,9	3.407,8	3.462,8	3.677,3	3.967,1	4.089,9	4.423,3	4.570,2	4.405,5	—
b) en francs belges	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	140,0	173,1	167,6	175,2	177,1	186,2	191,5	182,2	191,6	204,2	—
Total des créances sur l'étranger	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	3.772,7	4.009,6	4.074,0	4.270,8	4.651,4	4.842,8	5.216,2	5.411,3	5.249,9	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	13,5	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	0,5	0,1	0,1	0,1	—
b) sur les organismes publics	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	12,4	25,4	13,2	11,6	11,1	18,1	12,5	10,3	10,0	16,0	—
c) sur les banques de dépôts	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	403,6	429,3	469,7	499,5	457,7	450,4	442,7	* 504,8	* 501,7	* 534,0	—
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	461,2	610,3	602,4	632,0	667,9	682,9	589,8	644,1	681,1	683,8	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	415,0	487,7	507,0	501,9	526,8	508,0	529,4	582,0	617,1	* 642,9	(7)
— autres	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	151,3	187,0	193,4	216,4	251,7	270,5	282,1	329,4	317,5	* 295,7	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	63,3	46,9	65,7	68,8	64,4	62,6	87,6	69,8	91,6	* 77,6	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	10,5	10,8	6,8	15,1	15,4	14,8	21,7	* 23,6	(8)
— autres	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	62,4	70,4	74,0	71,6	93,8	100,6	101,0	75,5	77,8	* 76,5	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	27,2	19,6	20,8	26,4	19,8	19,4	18,1	19,8	19,0	16,3	(9)
b) effets commerciaux	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	203,7	184,7	213,8	211,4	210,3	199,7	201,4	211,4	208,0	191,1	(9)
c) avances	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	821,5	834,9	863,4	818,6	859,2	866,3	905,0	877,7	919,7	904,9	(9)
d) autres créances à un an au plus	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	2,3	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	17,7	15,8	23,8	22,8	21,2	20,4	23,6	22,3	21,3	* 19,5	(11)
— autres	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,7	32,6	34,5	34,3	33,9	33,5	34,0	34,2	32,8	* 32,1	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6	165,1	169,8	188,0	(12)
b) autres	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	10,0	8,1	16,2	17,1	21,4	23,2	21,1	4,2	12,5	13,9	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	(14)
— autres	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	74,3	88,9	96,5	139,6	101,1	95,7	99,3	125,6	125,0	* 139,2	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	75,7	69,3	65,1	63,6	61,7	58,9	56,6	53,5	53,3	* 53,8	(14)
— autres	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	40,9	51,2	51,8	51,9	58,9	58,4	60,1	59,4	62,2	* 61,4	(14)
D. Autres	185,6 ⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	467,2	492,3	515,4	541,3	553,0	592,2	635,9	613,7	631,1	* 624,9	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.968,5 ⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	6,3	48,2	80,6	12,0	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	
b) en francs belges ¹	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	367,3	401,2	375,5	405,1	417,4	452,3	465,3	496,9	536,7	511,2	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.228,3	4.517,4	4.606,5	4.830,4	5.231,7	5.455,1	5.824,3	6.082,3	5.906,7	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	13,5	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	17,0	12,9	14,3	15,5	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	4,4	4,9	4,6	5,8	5,0	4,4	6,5	3,5	4,7	4,1	
b) envers les organismes publics	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	6,3	12,2	3,2	6,8	6,1	2,9	4,8	6,6	5,8	5,2	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	
— autres	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	405,3	437,3	474,7	497,8	457,0	460,4	443,6	504,3	500,3	539,9	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	384,9	395,9	398,8	387,6	410,5	394,9	397,5	388,5	410,8	390,1	(1)
— monnaie scripturale ³	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	432,3	464,3	490,1	463,3	506,2	473,9	480,5	488,8	540,9	* 509,1	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	37,2 ⁶	40,2	44,1	41,9	36,1	39,6	34,5	42,1	40,2	46,3	42,7	56,2	38,4	57,8	* 40,5	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	384,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	462,7	475,8	489,0	500,9	(2)
— autres dépôts	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	404,5	420,8	431,5	466,5	449,8	485,8	467,2	505,5	462,0	471,6	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	25,4	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	32,5	33,1	35,2	36,0	(3)
— bons de caisse et obligations	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	300,2	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	393,5	408,3	428,2	431,7	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	125,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	137,8	143,9	133,1	129,2	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	13,0	17,6	15,8	27,9	17,8	8,2	11,6	16,3	16,2	14,8	(14)
D. Autres	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	662,8	708,0	715,6	729,1	757,8	809,8	808,9	795,5	817,2	* 864,2	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.968,5 ⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

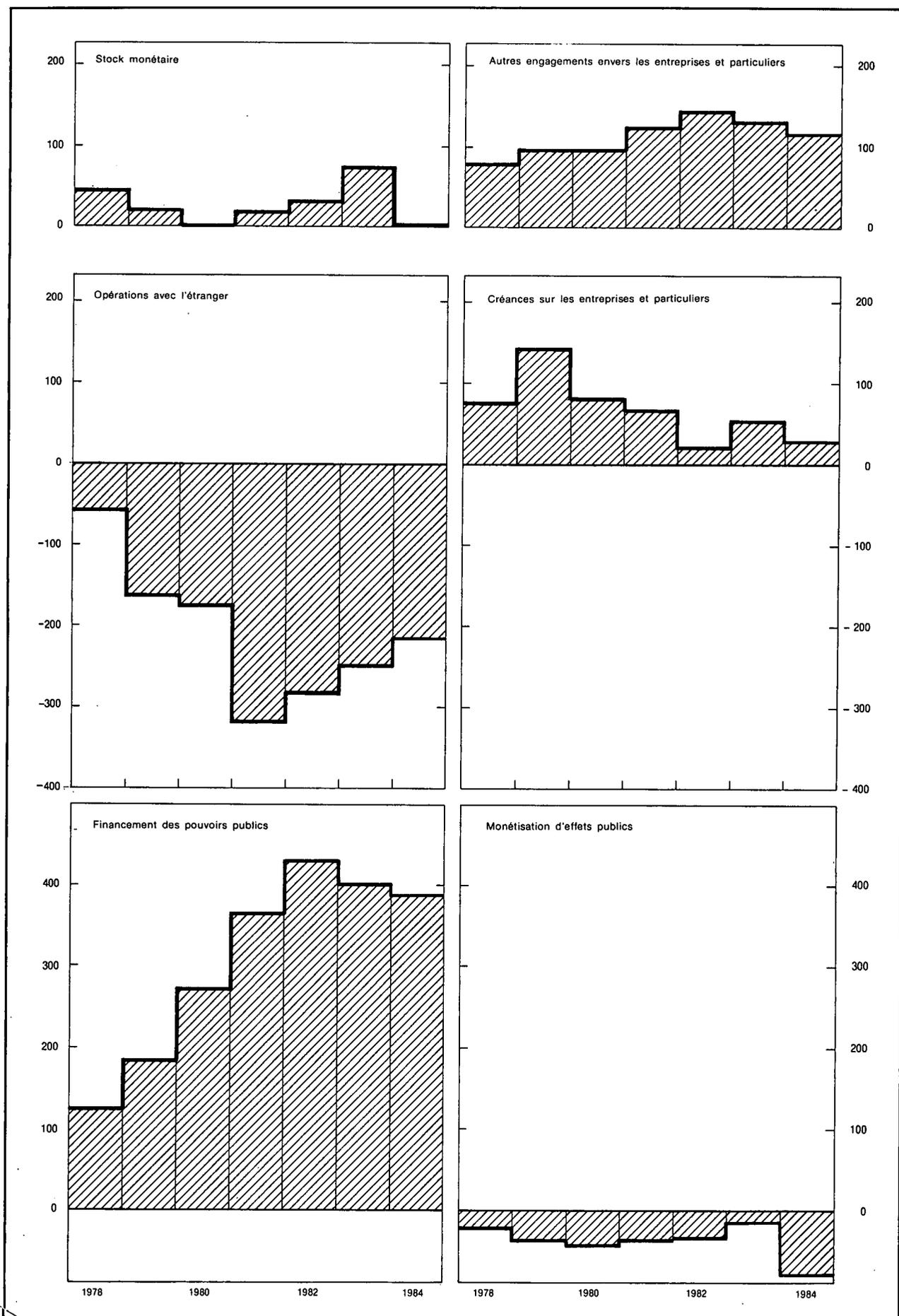
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1983 3 ^e trimestre	- 20,0	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 28,8	- 56,7	+ 15,7	- 0,5	- 0,6	- 8,4	+ 101,7	- 16,2	- 10,0	+ 7,0	+ 14,0	- 17,2
4 ^e trimestre	+ 36,3	+ 31,2	+ 5,0	+ 3,8	+ 76,3	- 40,6	+ 49,1	+ 9,0	- 2,4	+ 9,6	+ 34,6	+ 21,2	- 7,5	+ 6,9	+ 7,3	- 10,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 39,8	+ 44,3	+ 10,2	+ 19,6	+ 34,3	- 33,5	- 40,0	- 0,3	+ 3,3	- 1,5	+ 88,5	+ 1,4	- 12,0	- 15,3	+ 31,2	+ 12,5
2 ^e trimestre	+ 71,8	- 10,8	+ 6,4	- 2,5	+ 64,9	- 109,2	+ 32,0	- 1,8	+ 1,1	+ 0,8	+ 175,3	+ 15,2	- 14,6	- 4,6	- 21,7	- 7,6
3 ^e trimestre	- 51,4	+ 40,3	+ 7,6	+ 1,5	- 2,0	- 38,2	- 3,2	- 0,3	- 0,9	- 0,7	+ 83,6	+ 14,8	- 23,0	0,0	+ 3,4	- 37,5
4 ^e trimestre	+ 22,6	+ 1,0	+ 13,3	- 9,5	+ 27,4	- 35,6	+ 42,0	+ 4,4	- 4,9	- 2,9	- 15,9	+ 29,9	- 28,4	+ 0,8	+ 5,5	+ 32,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 18,5	+ 51,4	+ 15,5	+ 6,1	+ 54,5	* - 36,1	- 16,4	* —	- 5,2	+ 0,8	* + 130,1	* - 38,6	* - 12,7	- 2,4	+ 18,1	* + 16,9
2 ^e trimestre	+ 93,8	- 30,3	+ 21,9	- 10,8	+ 74,6	* - 67,5	+ 37,9	* - 1,5	+ 9,2	- 0,1	* + 116,8	* + 27,9	* - 21,1	- 2,8	+ 4,5	* - 28,7
3 ^e trimestre	- 69,8	+ 21,4	+ 4,4	- 3,9	- 47,9	* - 54,4	- 31,9	* - 0,7	+ 0,7	- 2,6	* + 51,1	* - 10,9	* - 24,5	+ 10,3	* + 16,8	* - 1,8

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	894,7
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	370,9	463,3	850,9	40,3	891,2
Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	963,0
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Novembre	15,5	387,6	391,6	0,3	94,0	382,5	476,8	868,4	36,0	904,4
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Janvier	15,5	375,9	379,6	0,3	111,7	400,0	512,0	891,6	38,0	929,6
Février	15,5	380,7	384,4	0,2	103,7	383,1	487,0	871,4	41,7	913,1
Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,5	386,1	488,8	877,3	38,4	915,7
Avril	15,5	387,0	389,6	0,3	121,8	401,8	523,9	913,5	40,9	954,4
Mai	15,6	399,5	402,3	0,4	102,5	404,0	506,9	909,2	44,7	953,9
Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Juillet	15,1	392,5	395,5	0,3	104,6	410,7	515,6	911,1	50,2	961,3
Août	14,7	391,0	393,9	0,2	103,8	399,2	503,2	897,1	40,5	937,6
Septembre	14,3	389,7	390,1	0,2	95,6	413,2	509,0	899,1	40,5	939,6
Octobre	14,3	385,7	387,6	0,2	105,2	400,2	505,6	893,2	45,0	938,2
Novembre	14,3	384,5	387,3	0,2	98,0	407,4	505,6	892,9	40,2	933,1

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	auprès des organismes principalement monétaires	auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) ³	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983 Juin	392,3	459,8	94,1	553,9	946,2	48,0	15,9	63,9	1.010,1
Septembre	388,3	457,6	98,0	555,6	943,9	34,5	15,2	49,7	993,6
Décembre	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984 Mars	379,8	449,3	105,4	554,7	934,5	40,3	11,7	52,0	986,5
Juin	399,7	489,3	113,4	602,7	1.002,4	46,3	21,0	67,3	1.069,7
Septembre	386,5	456,0	108,0	564,0	950,5	42,7	15,8	58,5	1.009,0
Décembre	385,3	459,3	110,5	569,8	955,1	56,2	7,9	64,1	1.019,2
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,8	73,6	1.117,5
Septembre	382,3	489,2	118,1	607,3	989,6	40,6	12,2	52,8	1.042,4

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁴	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (9) = (6) - (7) - (8)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1977	230,9	- 108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+ 15,1	- 6,0
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0
1983	266,2	- 773,9	- 507,7	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 115,1	- 39,2
1984	317,3	- 929,6	- 612,3	+ 48,3	- 125,6	- 77,3	+ 140,6	- 1,4	- 216,5	+ 55,9	- 21,4
1983 3 ^e trimestre	299,8	- 755,4	- 455,6	- 35,4	- 14,7	- 50,1	+ 7,2	- 0,6	- 56,7	+ 29,7	- 20,4
4 ^e trimestre	266,2	- 774,0	- 507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	+ 17,0	- 2,4	- 40,6	+ 29,3	+ 3,3
1984 1 ^{er} trimestre	228,3	- 760,8	- 532,5	- 24,2	- 0,7	- 24,9	+ 5,3	+ 3,3	- 33,5	+ 23,5	- 1,4
2 ^e trimestre	267,0	- 826,6	- 559,6	+ 44,2	- 80,7	- 36,5	+ 71,6	+ 1,1	- 109,2	+ 22,7	- 13,8
3 ^e trimestre	301,9	- 882,2	- 580,3	+ 22,0	- 17,9	+ 4,1	+ 43,2	- 0,9	- 38,2	- 3,8	+ 0,2
4 ^e trimestre	317,2	- 929,6	- 612,3	+ 6,3	- 26,3	- 20,0	+ 20,5	- 4,9	- 35,6	+ 13,6	- 6,4
1985 1 ^{er} trimestre	328,2	- 936,3	- 608,1	+ 8,3	- 29,8	- 21,5	* + 19,8	- 5,2	* - 36,1	+ 24,3	+ 2,8
2 ^e trimestre	341,6	- 1.012,6	- 671,0	+ 14,5	- 52,9	- 38,4	* + 19,9	+ 9,2	* - 67,5	+ 15,1	- 23,3
3 ^e trimestre	306,0	- 962,7	- 656,7	- 32,2	- 5,2	- 37,4	* + 16,4	+ 0,6	* - 54,4	+ 4,7	- 32,7

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. (ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)).

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. (ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)).

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période												Variations aux cours de change des transactions ⁸
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷	Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12) = (6) - (10) + (11)		(13)
1978	72,5	49,6	0,0	106,1	0,4	228,6	6,1	26,7	10,2	43,0	- 16,2	169,4	- 27,8
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,0
1983 4 ^e trimestre	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 49,6
1984 1 ^{er} trimestre	58,2	44,9	101,5	67,8	1,3	273,7	7,0	80,5	23,6	111,1	- 166,7	- 4,1	- 36,8
2 ^e trimestre	58,2	45,1	65,1	79,9	1,2	249,5	6,6	12,0	23,6	42,2	- 163,7	43,6	+ 50,1
3 ^e trimestre	58,2	45,5	131,8	60,2	1,7	297,4	7,0	0,0	23,6	30,6	- 176,1	90,7	+ 46,6
4 ^e trimestre	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 7,3
1985 1 ^{er} trimestre	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	+ 7,6
2 ^e trimestre	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 10,8
3 ^e trimestre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 32,3
4 ^e trimestre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,0
1985 Février	58,2	47,1	184,1	41,1	1,6	332,1	5,9	0,0	23,6	29,5	- 170,5	132,1	- 0,4
Mars	58,2	48,0	184,1	30,5	1,7	322,5	5,5	0,0	23,6	29,1	- 158,8	134,6	- 0,2
Avril	58,2	47,6	182,4	35,8	1,6	325,6	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,5	134,9	+ 1,0
Mai	58,2	44,2	182,4	50,4	1,4	336,6	6,0	0,0	23,6	29,6	- 167,8	139,2	+ 3,0
Juin	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 6,8
Juillet	58,2	43,7	175,7	35,4	1,6	314,6	6,5	0,0	23,6	30,1	- 153,6	130,9	- 6,1
Août	58,2	44,5	175,7	26,1	1,7	306,2	6,0	0,0	23,6	29,6	- 153,5	123,1	- 17,1
Septembre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 9,1
Octobre	58,2	41,5	156,6	31,1	1,5	288,9	6,3	0,0	23,6	29,9	- 153,1	105,9	- 12,9
Novembre	58,2	40,8	156,6	30,3	1,4	287,3	7,9	0,0	23,6	31,5	- 138,5	117,3	+ 13,5
Décembre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,0
1986 Janvier	58,2	42,6	146,2	28,9	1,5	277,4	6,3	0,0	23,6	29,9	- 127,2	120,3	+ 0,8
Février	58,2	42,9	146,2	29,0	1,8	278,1	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,3	121,5	+ 0,6

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus (depuis 1979), ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ses mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 7 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers					Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)	
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée			Total (10) = (7) à (9)
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempérament ³ (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Juin	116,2	168,8	101,2	31,6	619,5	1.037,3	152,6	725,8	14,1	892,5	1.929,8
Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ⁵ ..	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars ⁵	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	160,6	793,9	15,2	969,7	2.031,3
Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre ⁵ .	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,0	897,6	16,6	1.071,2	2.162,1
Décembre ...	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars ⁵	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6
Juin ⁵	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	936,4	15,7	1.106,5	2.261,0
Septembre *	149,8	175,4	117,9	21,9	657,6	1.122,6	.	888,6	.	1.050,7	2.173,3

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	11,4	17,7	29,1	20,2	181,5	806,5	1.008,2	0,5
Septembre ..	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre ³ ..	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars ³	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre ³ ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
Décembre	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,7	1.116,5	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,7	1.108,6	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre ..	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,9	5,8	11,7	16,0	190,0	904,9	1.110,9	0,2
B. Crédits à l'étranger												
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	14,6	58,4	73,0	23,1	71,2	725,2	819,5	7,2
Septembre ..	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre ³ ..	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars ³	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre ³ ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,9	56,7	68,6	29,5	74,3	908,7	1.012,5	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	8,7	54,6	63,3	28,3	80,5	934,4	1.043,2	4,6
Septembre ..	32,5	130,1	888,1	1.050,7	8,8	49,4	58,2	23,7	80,7	888,1	992,5	9,1
C. Total												
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	26,0	76,1	102,1	43,3	252,7	1.531,7	1.827,7	7,7
Septembre ..	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre ³ ..	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars ³	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8
Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre ³ ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,4	2.197,6	17,1	59,4	76,5	49,3	285,4	1.786,4	2.121,1	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	13,6	57,7	71,3	47,4	288,2	1.854,1	2.189,7	4,8
Septembre ..	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	14,7	55,2	69,9	39,7	270,7	1.793,0	2.103,4	9,3

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)		(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	15,3	18,5	3,2	15,3	0,0	18,5	4,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
Décembre ¹ ..	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars ¹	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
Décembre	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1976	0,0	0,0	0,0	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	0,0	13,7	0,0
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Juin	0,0	0,0	0,0	9,1	16,2	25,3	9,1	16,2	0,0	25,3	0,2
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
Décembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
Décembre	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
C. Total											
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Juin	0,0	0,0	0,0	12,3	31,5	43,8	12,3	31,5	0,0	43,8	4,8
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
Décembre ¹ ..	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars ¹	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8
Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
Septembre ¹ ..	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0
Décembre	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) =	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	8,2	2,3	10,5	23,4	196,9	806,5	1.026,8	5,1
Septembre ..	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
Décembre ³ ..	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars ³	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
Septembre ³ ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
Décembre	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,8	1.116,6	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,8	1.108,7	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre ..	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,6	5,0	10,6	16,3	190,8	904,9	1.112,0	0,2
B. Crédits à l'étranger												
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	5,5	42,3	47,8	32,2	87,3	725,2	844,7	7,4
Septembre ..	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
Décembre ³ ..	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars ³	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
Septembre ³ ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,4	46,0	57,4	30,0	85,0	908,7	1.023,7	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	5,5	42,7	48,2	31,5	92,4	934,4	1.058,3	4,6
Septembre ..	32,5	130,1	888,1	1.050,7	7,5	40,0	47,5	25,0	90,1	888,1	1.003,2	9,1
C. Total												
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	13,7	44,6	58,3	55,6	284,2	1.531,7	1.871,5	12,5
Septembre ..	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
Décembre ³ ..	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars ³	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6
Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
Septembre ³ ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0
Décembre	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,5	2.197,7	16,6	48,7	65,3	49,8	296,1	1.786,5	2.132,4	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	10,4	45,8	56,2	50,6	300,1	1.854,1	2.204,8	4,8
Septembre ..	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	13,1	45,0	58,1	41,3	280,9	1.793,0	2.115,2	9,3

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Encaisse en or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8
Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0
Écus	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9
Monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1
Autres	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4
Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4
Avance au F.M.I.	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—
Banques	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0
Avois à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9
Fonds publics	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2
Total de l'actif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.
Billets en circulation	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—
Valeurs à payer	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5
Autres accords	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5
Réserve monétaire :									
Belgique	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5
Caisse de Pensions du Personnel	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7
Comptes transitoires	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9
Réserve extraordinaire	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9
Bénéfice net à répartir	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0
Total du passif	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1984 5 novembre	1985 4 novembre	1984 10 décembre	1985 9 décembre	1985 7 janvier	1986 6 janvier	1985 4 février	1986 10 février
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	23,7	23,0	24,2	22,7	25,0	23,0	25,0	23,0
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,3	15,7	22,1	15,5	22,1	16,0	22,1	15,3
Ecus	145,0	156,6	165,6	156,5	152,9	157,9	184,1	146,2
Monnaies étrangères	60,5	31,4	40,1	30,3	45,0	29,4	31,0	29,2
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	30,2	18,1	30,2	18,1	25,6	18,1	25,6	17,7
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	2,4
Accords internationaux	1,7	1,5	1,5	1,4	1,5	1,3	1,3	1,5
Avances au F.M.I.	2,5	2,5	0,7	2,5	0,8	2,5	0,8	3,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	12,6	9,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	18,5	15,9	11,2	8,9	11,4	30,9	10,9	14,4
Avances sur nantissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,7	0,0	0,1
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	178,7	187,6	192,2	186,2	186,3	160,1	165,3	165,9
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,8	1,3	0,8	1,2	0,7	1,0	0,8	1,2
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,2	4,1	4,0	4,4	4,3	4,4	4,1	3,9
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	12,8	14,3	12,8	14,3	12,8	14,3	14,2	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,9	3,4	2,9	3,4	2,9	3,4	3,4	4,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	18,3	20,0	18,2	19,7	18,6	19,8	18,8	20,5
Divers	28,3	21,2	26,0	27,4	31,5	28,6	17,5	19,9
	692,7	659,0	685,2	645,2	674,1	652,5	657,6	616,2
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	13,9	13,3	13,1	12,1	12,1	23,5	22,7	23,3
PASSIF								
Billets en circulation	393,1	387,5	388,5	385,8	389,6	394,3	380,1	378,2
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	1,5	2,0	2,2	3,0	1,6	3,6	2,3	2,3
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	12,3	14,2	14,6	14,8	17,3	16,0	14,8	13,9
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,2	4,1	4,0	4,4	4,3	4,5	4,1	3,9
Autres accords	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	197,9	156,5	197,9	156,6	184,1	156,5	184,1	144,9
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	8,4	14,6	0,0	0,0	0,1	2,5	1,1	2,5
Caisse de Pensions du Personnel	18,3	20,0	18,2	19,8	18,6	19,8	18,8	20,5
Divers	20,5	22,1	23,4	22,9	22,1	17,3	14,4	10,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	12,4	13,9	12,4	13,9	12,4	13,9	13,9	15,8
	692,7	659,0	685,2	645,2	674,1	652,5	657,6	616,2
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	13,9	13,3	13,1	12,1	12,1	23,5	22,7	23,3
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³		(moyennes mensuelles ou mois)					
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1983 4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
2 ^e trimestre	1.254	262,8	89,2	512,9	964,2	503,7	964,2	2.945,0	97
3 ^e trimestre	1.256	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
2 ^e trimestre	1.252	258,7	90,8	533,1	997,9	525,9	997,9	3.054,8	97
3 ^e trimestre	1.259	244,7	85,4	461,6	851,2	474,4	851,2	2.638,4	97
4 ^e trimestre	1.257	248,4	86,3	493,7	885,6	476,2	885,6	2.741,1	97
1985 Janvier	1.261	320,1	85,3	512,2	1.059,8	526,2	1.059,8	3.158,0	97
Février	1.261	255,7	93,2	525,3	1.062,5	535,1	1.062,5	3.185,4	97
Mars	1.261	242,9	89,8	474,7	965,1	495,5	965,1	2.900,4	97
Avril	1.251	262,0	85,3	511,9	923,0	477,9	923,0	2.835,8	97
Mai	1.251	260,6	95,8	551,0	1.049,2	567,4	1.049,2	3.216,8	96
Juin	1.252	253,6	91,4	536,5	1.021,6	532,2	1.021,6	3.111,9	97
Juillet	1.254	281,9	82,6	520,2	925,2	544,2	925,2	2.914,8	96
Août	1.258	225,2	86,1	431,0	788,0	432,6	788,0	2.439,6	97
Septembre	1.259	227,0	87,7	433,4	840,5	446,4	840,5	2.560,8	97
Octobre	1.260	262,5	83,4	520,3	936,0	507,7	936,0	2.900,0	97
Novembre	1.259	223,4	85,8	472,6	913,8	457,6	913,8	2.757,8	97
Décembre	1.257	259,4	89,8	488,3	807,1	463,1	807,1	2.565,6	96
1986 Janvier	1.254	307,3	94,7	536,2	1.099,3	530,2	1.099,3	3.265,0	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1984 31 oct.	1985 31 oct.	1984 30 nov.	1985 30 nov.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,0	14,2	18,5	16,2	13,3	13,0	12,4	12,5
Prêts au jour le jour	63,2	90,4	146,6	175,0	129,9	144,3	139,7	169,0
Banquiers	1.790,2	2.119,0	2.462,2	2.520,2	2.352,5	2.553,9	2.470,4	2.463,2
Maison-mère, succursales et filiales	795,6	949,9	1.133,1	1.338,9	1.050,7	1.388,6	1.053,8	1.364,9
Autres valeurs à recevoir à court terme	41,9	49,4	64,2	68,4	54,6	65,7	62,0	77,0
Portefeuille-effets	663,6	823,5	885,9	938,1	918,9	978,2	898,6	987,6
a) Effets publics	408,4	562,9	569,7	644,5	612,5	678,4	590,6	682,3
b) Effets commerciaux ^a	255,2	260,6	316,2	293,6	306,4	299,8	308,0	305,3
Reports et avances sur titres	1,5	2,1	2,8	4,3	2,7	2,8	2,8	3,9
Débiteurs par acceptations	68,9	69,5	60,8	54,8	62,6	56,1	62,9	57,0
Débiteurs divers	1.678,6	1.844,4	2.059,5	1.974,1	2.041,8	1.981,7	2.015,8	1.962,5
Valeurs mobilières	713,2	914,7	1.122,7	1.423,1	1.084,3	1.375,2	1.105,6	1.408,3
a) Fonds publics belges	612,3	735,6	828,8	985,5	828,6	956,3	833,4	984,3
b) Autres titres d'emprunt	99,7	177,2	289,7	419,0	252,3	399,3	268,5	405,2
c) Actions et parts de sociétés	0,9	1,6	2,5	2,2	1,9	2,4	2,1	2,1
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	1,7	16,4	1,5	17,2	1,6	16,7
Valeurs de la réserve légale	2,8	3,3	3,7	3,8	3,7	3,8	3,7	3,8
Participations	35,3	43,3	47,2	33,4	47,3	33,3	47,6	33,3
a) Filiales	21,5	28,8	31,9	17,3	31,4	16,8	31,7	16,8
b) Autres participations	13,8	14,5	15,3	16,1	15,9	16,5	15,9	16,5
Frais de constitution et de premier établissement	1,5	1,6	1,9	2,2	2,0	2,3	2,0	2,3
Immeubles	23,5	24,4	24,6	25,7	24,9	26,1	25,0	26,3
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,9	1,9	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	5,4	6,9	8,4	10,0	8,9	10,5	9,1	10,7
Divers	177,3	193,2	264,6	266,8	242,5	243,2	262,4	259,4
Total de l'actif	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	8.042,6	8.880,7	8.175,8	8.843,7
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	122,3	123,9	83,7	82,3	85,6	78,4	84,4	74,7
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,1	0,1	0,5	1,4	0,1	0,6	0,1	1,4

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

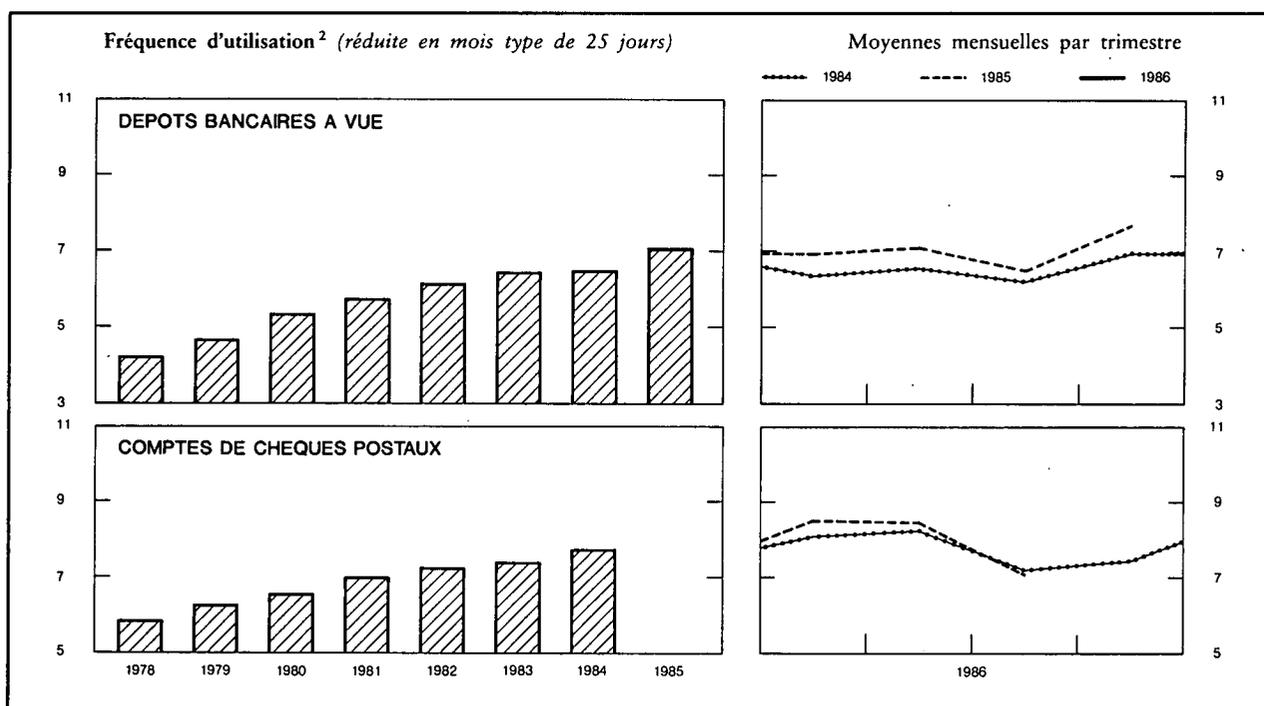
Passif

Rubriques	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1984 31 oct.	1985 31 oct.	1984 30 nov.	1985 30 nov.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	7,5	7,5	10,9	8,9	8,2	5,8	5,5	20,4
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	5,8	7,3	8,4	8,2	5,1	5,6	5,1	5,2
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	1,7	0,2	2,5	0,7	3,1	0,2	0,4	15,2
Emprunts au jour le jour	130,9	168,1	257,7	330,6	224,4	256,0	248,7	314,6
a) Couverts par des sûretés réelles	10,4	8,1	5,5	8,5	5,2	4,6	3,0	2,8
b) Non couverts par des sûretés réelles	120,5	160,0	252,2	322,1	219,2	251,4	245,7	311,8
Banquiers	3.062,7	3.595,4	4.142,7	4.354,7	3.969,2	4.438,8	4.065,4	4.344,9
Maison-mère, succursales et filiales	526,6	701,7	921,4	931,8	895,5	954,2	893,2	926,8
Acceptations	68,9	69,5	61,1	54,8	62,6	56,1	62,9	57,0
Autres valeurs à payer à court terme	34,7	39,3	51,5	61,9	51,9	61,7	46,9	71,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,8	6,2	8,1	7,4	6,8	6,7	7,5	6,8
Dépôts et comptes courants	1.620,8	1.845,5	2.015,9	2.164,3	1.987,5	2.147,7	1.996,9	2.131,7
a) A vue	422,7	489,6	504,5	557,8	487,1	518,8	495,6	538,8
b) A un mois au plus	347,9	403,1	485,1	495,0	486,3	497,5	495,5	495,2
c) A plus d'un mois	419,9	469,5	505,0	507,6	516,5	559,4	506,8	522,6
d) A plus d'un an	14,0	10,6	10,7	15,2	10,3	14,7	11,1	15,1
e) A plus de deux ans	27,9	44,4	42,7	49,8	42,5	49,5	42,4	49,7
f) Carnets de dépôts	387,1	426,8	466,4	536,9	443,3	505,9	444,0	508,4
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,3	1,5	1,5	2,0	1,5	1,9	1,5	1,9
Obligations et bons de caisse	293,9	352,3	390,8	444,0	380,2	436,3	383,1	441,0
Montants à libérer sur titres et participations	1,6	1,5	1,7	1,4	1,5	1,4	1,7	1,4
Divers	195,4	201,1	259,1	304,1	270,6	315,1	279,0	328,4
<i>Total de l'exigible</i>	5.947,8	6.988,1	8.120,9	8.663,9	7.858,4	8.679,8	7.990,8	8.644,7
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	27,1	40,7	58,2	49,3	56,8	56,9	57,1	55,2
<i>Non exigible :</i>								
Capital	54,7	65,8	68,4	77,6	66,3	78,4	66,8	78,2
Fonds indisponible par prime d'émission	2,4	5,1	5,5	5,3	5,0	5,3	5,6	5,3
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,8	3,3	3,7	3,8	4,2	3,8	3,7	3,8
Réserve disponible	26,8	29,5	31,5	35,0	31,5	35,0	31,4	34,9
Autres réserves	9,5	11,3	11,7	11,5	11,7	11,4	11,7	11,4
Provisions	7,4	8,0	8,8	10,5	8,7	10,1	8,7	10,2
<i>Total du non exigible</i>	103,6	123,0	129,6	143,7	127,4	144,0	127,9	143,8
<i>Total du passif</i>	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.856,9	8.042,6	8.880,7	8.175,8	8.843,7

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4			7,15	7,06	
1983 4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	7,49
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,13
2 ^e trimestre	2.017,2	847,4	2.864,6	6,50	6,58	8,25
3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,22
4 ^e trimestre	2.117,7	699,7	2.817,4	7,13	6,95	7,46
1985 1 ^{er} trimestre	2.138,6	867,7	3.006,3	7,03	6,94	8,52
2 ^e trimestre	2.279,3	882,4	3.161,7	6,99	7,09	8,47
3 ^e trimestre	2.117,1	690,0	2.807,1	6,77	6,51	7,10
4 ^e trimestre	2.495,8			7,79	7,70	
1984 Décembre	2.290,3	640,6	2.930,9	7,32	7,32	7,15
1985 Janvier	2.073,2	810,4	2.883,6	7,04	6,77	8,42
Février	2.245,9	984,4	3.230,3	6,72	7,00	9,30
Mars	2.096,7	808,3	2.905,0	7,33	7,05	7,85
Avril	2.252,6	755,4	3.008,0	7,35	7,35	7,63
Mai	2.413,0	992,9	3.405,9	7,08	7,38	9,06
Juin	2.172,3	899,1	3.071,4	6,55	6,55	8,65
Juillet	2.221,3	677,2	2.898,5	7,14	6,61	7,21
Août	1.944,7	654,6	2.599,3	6,37	6,12	6,69
Septembre	2.185,4	738,0	2.923,4	6,78	6,78	7,39
Octobre	2.273,0	784,6	3.057,6	7,78	7,21	8,27
Novembre	2.266,3	835,0	3.101,3	6,89	7,17	8,51
Décembre	2.948,0			8,64	8,64	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n^o 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n^o 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

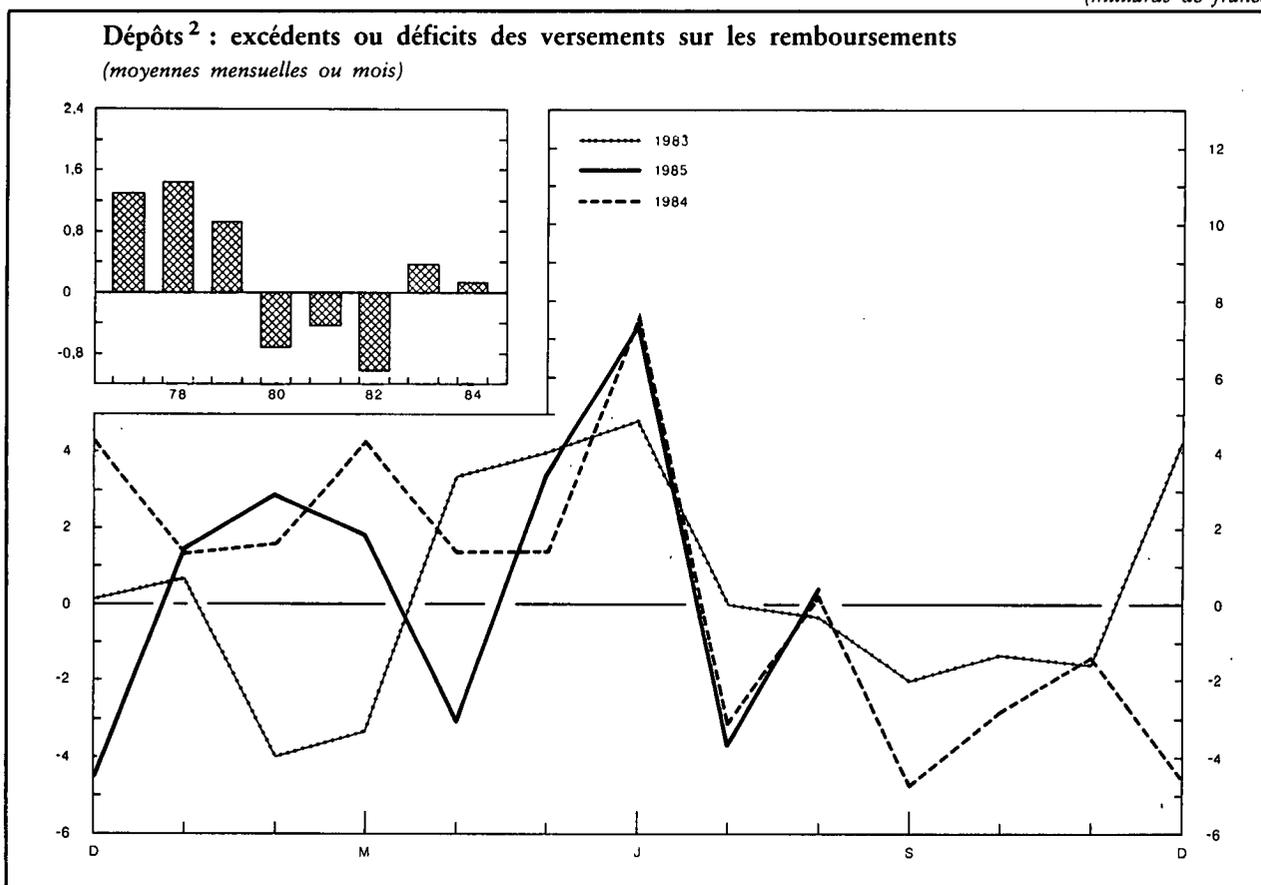
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale								
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Janvier	27,3	—	175,9	0,0	0,0	21,7	0,0	5,6	175,9
Février	33,0	—	209,9	0,0	0,0	26,6	15,0	0,0	199,4
Mars	31,3	—	213,9	0,0	0,0	43,1	0,0	0,0	198,7
Avril	29,6	—	231,7	0,0	0,0	52,3	0,0	0,0	202,9
Mai	30,4	—	231,4	0,0	0,0	56,5	0,0	0,0	197,1
Juin	30,4	—	232,7	0,0	0,0	66,3	0,0	0,0	185,9
Juillet	29,3	—	224,5	0,0	0,0	62,3	0,0	0,0	190,6
Août	27,9	—	244,9	0,0	0,0	66,4	0,0	0,0	203,9
Septembre	28,1	—	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Octobre	28,4	—	206,5	0,0	0,0	55,2	0,0	0,0	172,9
Novembre	26,3	—	227,2	0,0	0,0	50,5	0,9	0,0	194,0
Décembre	26,6	—	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Solde ⁵	Bons d'épargne ³	Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits		Montant en circulation	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(fin de période)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1983 2 ^e trimestre	330,8	318,6	12,2	445,4	202,5	647,9
1983 3 ^e trimestre	285,4	287,7	- 2,3	443,1	207,8	650,9
1983 4 ^e trimestre	346,0	344,1	1,9	465,6	211,5	677,1
1984 1 ^{er} trimestre	379,5	372,2	7,3	472,3	215,7	688,0
1984 2 ^e trimestre	432,6	422,1	10,5	482,8	218,7	701,5
1984 3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9
1984 4 ^e trimestre	388,1	396,8	- 8,7	489,8	230,8	720,6
1985 1 ^{er} trimestre	396,7	390,5	6,2	496,0	236,6	732,6
1985 2 ^e trimestre	413,3	405,7	7,6	503,6	248,1	751,7
1984 Août	114,1	113,9	0,2	479,9	221,9	701,8
1984 Septembre	117,6	122,2	- 4,6	475,3	223,6	698,9
1984 Octobre	131,3	134,1	- 2,8	472,5	225,4	697,9
1984 Novembre	119,6	121,0	- 1,4	471,1	227,1	698,2
1984 Décembre	137,2	141,7	- 4,5	489,8	230,8	720,6
1985 Janvier	133,8	132,3	1,5	491,3	232,8	724,1
1985 Février	128,7	125,8	2,9	494,2	234,6	728,8
1985 Mars	134,2	132,4	1,8	496,0	236,6	732,6
1985 Avril	137,8	140,9	- 3,1	492,9	239,6	732,5
1985 Mai	134,2	130,8	3,4	496,3	241,8	738,1
1985 Juin	141,3	134,0	7,3	503,6	248,1	751,7
1985 Juillet	127,6	131,3	- 3,7	499,9	249,4	749,3
1985 Août	113,9	113,5	0,4	500,3	251,7	752,0

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1984, les intérêts capitalisés s'élèvent à 23,2 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels de la CGER.*

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,0	6,2	5,4
Prêts au jour le jour	0,8	0,4	1,2
Banquiers	47,9	60,3	57,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	5,9	4,3	2,8
Portefeuille-effets	132,8	134,7	139,4
a) effets publics	(119,7)	(121,7)	(124,0)
b) effets commerciaux	(13,1)	(13,0)	(15,4)
Reports et avances sur titres	0,7	0,7	0,6
Débiteurs par acceptation	0,2	0,3	0,1
Débiteurs divers	345,1	361,3	370,4
Valeurs mobilières	206,0	238,6	293,4
a) fonds publics belges	(196,2)	(227,1)	(281,2)
b) autres titres d'emprunts	(9,8)	(11,5)	(12,2)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(—)	(—)
Participations	0,8	1,6	1,6
a) filiales	(0,1)	(0,7)	(0,7)
b) autres participations	(0,7)	(0,9)	(0,9)
Immeubles	7,3	8,3	9,4
Matériel et mobilier	0,7	0,8	0,8
Divers	28,3	36,2	42,8
Compte de résultats : perte de l'exercice ²	0,1	0,8	—
Total de l'actif ...	782,6	854,5	925,1
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	0,7	1,0	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(0,7)	(1,0)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)	(0,0)
Banquiers	51,2	56,7	69,8
Acceptations	0,2	0,3	0,1
Autres valeurs à payer à court terme	0,3	0,9	1,6
Dépôts et comptes courants	497,1	521,0	552,1
a) à vue et à un mois au plus	(431,9)	(445,3)	(469,0)
b) à plus d'un mois	(65,2)	(75,7)	(83,1)
Obligations et bons de caisse	180,8	211,5	230,8
Divers	33,2	44,0	50,4
Total de l'exigible ...	763,5	835,4	905,9
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	19,1	19,1	18,2
Comptes de résultats : bénéfice de l'exercice	—	—	1,0
Total du passif ...	782,6	854,5	925,1

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	0,0	0,0
Immobilisations financières	—	—	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,1	1,6	0,2
— Titres à revenu fixe	32,4	33,1	33,7
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,0	0,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0	—
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	19,5	21,1	22,7
— Avances sur contrats	0,1	0,2	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,6	1,5	1,4
— autres	0,1	0,5	1,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,1	1,0	1,3
Valeurs disponibles	0,0	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	1,8	2,0	2,3
Total de l'actif ...	56,9	61,3	64,6
PASSIF			
Réserves :			
Réserve légale	—	—	0,7
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves disponibles	11,7	12,8	12,7
Perte reportée	0,0	0,0	—
Bénéfice reporté	—	—	0,1
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	29,7	31,9	34,6
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1	0,1
Provisions pour prestations à régler	0,1	0,3	0,2
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,5	13,2
Autres provisions techniques	0,0	—	—
Provisions pour risques et charges	0,2	0,1	0,2
Dépôts des réassureurs	0,0	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,3	0,5	0,4
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3	0,3
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	—	—	0,1
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,0	1,6	1,8
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	56,9	61,3	64,6

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3
2. garantis par banques et organismes financiers ..	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1
3. dont le risque est à charge de l'Institution	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0
Crédits commerciaux	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6
Autres ¹	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0
2. autres ²	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Débiteurs divers	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3
Divers	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8
Total de l'actif ...	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8
EXIGIBLE :									
Obligations	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8
Bons de caisse	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1
Dépôts et emprunts divers	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0
Effets réescomptés	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2
Créditeurs divers	3,9	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8
Provisions pour charge et risques divers	2,3	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1
2. Autres ³	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6
Total du passif ...	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 31 oct.	1985 31 oct.	1984 30 nov.	1985 30 nov.
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	3,0	2,8	2,5	3,0	2,5	2,7	2,5	2,7
Prêts au jour le jour	1,8	0,8	2,3	5,7	1,0	4,2	1,0	1,9
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	23,3	31,9	36,3	42,5	37,8	43,9	37,7	43,7
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	3,8	5,6	4,6	8,2	4,2	4,9	4,3	4,8
Effets de commerce et factures	7,5	8,2	7,7	6,5	4,6	5,3	5,5	5,1
Débiteurs par acceptations	1,5	0,8	1,4	1,6	1,0	0,0	0,7	0,2
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	59,2	69,2	87,1	99,9	98,9	115,7	99,1	118,3
Portefeuille-titres et participations	274,3	340,7	442,8	518,3	510,9	595,5	517,9	598,7
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(29,2)	(33,8)	(48,3)	(71,2)	(66,7)	(69,9)	(70,6)	(68,4)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(113,8)	(132,0)	(187,1)	(220,6)	(221,3)	(277,3)	(219,2)	(276,2)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(102,1)	(140,9)	(155,9)	(168,0)	(167,1)	(175,6)	(169,1)	(178,6)
c) Obligations de sociétés belges	(19,6)	(20,5)	(23,2)	(24,0)	(24,2)	(24,2)	(24,0)	(24,1)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(5,3)	(5,9)	(12,6)	(12,1)	(11,7)	(12,7)	(11,9)	(12,8)
e) Autres valeurs	(4,3)	(7,6)	(15,7)	(22,4)	(19,9)	(35,8)	(23,1)	(38,6)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	255,7	254,0	262,3	258,9	258,0	262,4	257,6	263,6
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,3	3,1	2,9	2,9	2,8	2,9	2,8
Débiteurs divers	2,9	3,4	5,2	7,4	7,3	7,8	7,1	7,3
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3
Total du disponible et réalisable	636,8	721,1	855,7	955,3	929,5	1.045,5	936,7	1.049,4
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	6,8	7,5	7,9	8,5	8,3	9,0	8,3	9,4
Leasing immobilier	0,8	0,6	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5
Matériel et mobilier	0,7	0,8	1,2	1,6	1,6	2,0	1,7	2,0
Leasing mobilier	0,5	0,8	1,4	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	9,0	9,8	11,1	10,7	10,6	11,7	10,7	12,2
Comptes transitoires ¹	18,5	24,0	33,0	38,9	36,6	46,5	41,5	52,6
Total de l'actif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	976,7	1.103,7	988,9	1.114,2
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	613,1	696,8	825,7	927,9	903,0	1.019,7	911,3	1.023,6
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	602,0	684,4	812,1	913,9	888,2	1.002,1	897,2	1.005,9

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1984 31 oct.	1985 31 oct.	1984 30 nov.	1985 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	380,3	416,7	475,3	544,9	514,4	491,3	521,6	491,6
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	61,3	85,5	112,6	127,7	124,5	140,4	125,8	141,3
c) de cinq ans ou plus	155,5	174,6	216,8	228,8	224,9	246,1	226,1	248,1
Réserves techniques	0,8	0,8	0,3	0,3	0,3	0,1	0,3	0,1
Fonds de reconstitution	5,2	6,1	6,5	6,4	6,3	6,6	6,3	6,7
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,2	1,4	1,9	2,4	0,9	1,6	0,8	1,3
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2	0,4
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,0	1,2	2,3	2,0	3,1	98,3	2,3	100,8
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescompteurs	5,0	4,8	5,0	0,0	0,6	0,4	0,0	0,6
Mobilisation d'actifs	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,1	2,3	2,9	3,3	1,6	2,0	1,6	1,8
Créditeurs divers	1,7	1,8	1,7	2,0	1,9	2,2	1,8	2,1
Provisions pour charges	3,5	4,1	5,3	6,0	5,8	6,2	6,0	6,4
Divers	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	3,1	0,3	3,0
Total de l'exigible	618,5	700,3	831,3	924,2	884,8	998,6	893,2	1.004,3
Fonds propres :								
a) capital	9,1	9,6	14,1	16,7	15,5	18,4	15,7	18,9
b) réserve légale	0,8	0,8	1,0	1,2	1,2	1,3	1,2	1,3
c) autres réserves	11,5	12,6	13,9	15,6	14,5	16,1	14,4	16,0
Comptes de redressements d'actifs	4,5	5,8	6,6	8,0	6,6	8,0	6,7	8,0
Comptes transitoires ¹	19,9	25,8	32,9	39,2	54,1	61,3	57,7	65,7
Total du passif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	976,7	1.103,7	988,9	1.114,2

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Créditeurs	Débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total								
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1	
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3	
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2	
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3	
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1	
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1	
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7	
1984	19,1	27,4	6,5	20,2	54,1	2,0	54,5	56,5	16,7	567,3	21,2	19,7	83,6	897,3	
1982 4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7	
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6	
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1	
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4	
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6	
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9	
2 ^e trimestre	19,0	6,0	1,7	5,2	12,9	0,4	13,4	13,8	18,1	564,3	21,2	18,0	94,1	208,4	
3 ^e trimestre	18,1	6,7	1,5	4,7	12,9	0,3	11,9	12,2	18,8	561,7	18,7	20,1	97,0	240,9	
4 ^e trimestre	18,8	5,1	1,6	4,6	11,3	0,7	12,7	13,4	16,7	567,3	21,2	22,7	57,7	212,1	
1983 Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2	
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9	
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6	
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4	
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6	
Mai	19,5	1,8	0,5	1,2	3,5	0,2	4,1	4,3	18,7	560,8	20,4	17,3	98,1	75,3	
Juin	18,7	2,2	0,7	2,1	5,0	0,1	5,5	5,6	18,1	564,3	21,2	20,0	96,2	66,5	
Juillet	18,1	2,0	0,5	1,5	4,0	0,1	3,8	3,9	18,2	558,7	20,6	22,2	103,6	103,8	
Août	18,2	2,3	0,6	2,2	5,1	0,1	4,4	4,5	18,8	561,3	19,5	18,9	99,2	61,1	
Septembre ..	18,8	2,4	0,4	1,0	3,8	0,1	3,7	3,8	18,8	561,7	18,7	19,2	88,2	76,0	
Octobre	18,8	1,8	0,5	1,9	4,2	0,2	4,4	4,6	18,4	564,0	18,0	18,1	61,2	71,9	
Novembre ..	18,4	1,4	0,8	1,6	3,8	0,3	4,5	4,8	17,4	565,5	20,7	18,9	57,1	63,2	
Décembre ...	17,4	1,9	0,3	1,1	3,3	0,2	3,8	4,0	16,7	567,3	21,2	31,1	54,8	77,0	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9	32,8
Prêts hypothécaires	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1	107,2
Prêts sur polices	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5	9,3
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3	81,9
Valeurs étrangères	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7	10,3
Obligations de sociétés belges	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9	44,4
Actions de sociétés belges	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2	21,9
Total des valeurs mobilières ...	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1	158,5
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0	317,4
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4	3,7
Prêts hypothécaires	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9	11,5
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2	1,4
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5	14,5
Valeurs étrangères	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0	1,4
Obligations de sociétés belges	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1
Actions de sociétés belges	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1	2,0
Total des valeurs mobilières ...	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7	20,0
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4	37,9

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)		
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,4	+ 3,3	+ 481,4	+ 484,7	
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	+ 473,4	+ 485,0	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 487,7	+ 502,9	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 491,3	+ 482,9	
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 586,9	+ 580,3	
1982	+ 5,4	- 4,3	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 573,2	+ 579,3	
1983	+ 6,0	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 689,3	+ 695,4	
1984	+ 9,7	+ 14,5	+ 5,2	+ 19,7	+ 3,1	+ 32,5	+ 560,7	+ 593,2	
1983 3 ^e trimestre ...	- 14,2	- 9,8	- 0,2	- 10,0	- 0,7	- 24,9	+ 111,9	+ 87,0	
4 ^e trimestre ...	+ 4,7	- 2,6	- 0,7	- 3,3	+ 0,6	+ 2,0	+ 201,1	+ 203,1	
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,4	+ 20,9	+ 5,7	+ 26,6	+ 1,9	+ 26,1	+ 171,2	+ 197,3	
2 ^e trimestre ...	+ 15,3	- 0,9	- 4,8	- 5,7	+ 1,2	+ 10,8	+ 239,6	+ 250,4	
3 ^e trimestre ...	- 8,8	- 0,1	+ 5,8	+ 5,7	+ 0,4	- 2,7	+ 64,7	+ 62,0	
4 ^e trimestre ...	+ 5,6	- 5,4	- 1,5	- 6,9	- 0,4	- 1,7	+ 85,2	+ 83,5	
1985 1 ^{er} trimestre ...	- 10,4	+ 22,3	- 0,3	+ 22,0	+ 0,8	+ 12,4	+ 241,8	+ 254,2	
2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,9	+ 16,8	+ 11,9	+ 0,2	+ 32,0	+ 269,7	+ 301,7	
3 ^e trimestre ...	- 20,8	+ 1,7	- 14,4	- 12,7	+ 0,6	- 32,9	+ 98,0	+ 65,1	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2,3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁴ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1977	+ 72,8	+ 114,7	+ 224,3	+ 411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	+ 34,6	+ 481,4
1978	+ 48,3	+ 176,5	+ 175,7	+ 400,5	0,0	+ 15,5	+ 15,5	+ 57,4	+ 473,4
1979	+ 25,8	+ 152,3	+ 208,1	+ 386,2	+ 16,5	+ 11,0	+ 27,5	+ 74,0	+ 487,7
1980	+ 4,2	+ 111,8	+ 260,3	+ 376,3	+ 46,4	+ 21,7	+ 68,1	+ 46,9	+ 491,3
1981	+ 32,9	+ 108,1	+ 213,9	+ 354,9	+ 115,3	+ 36,7	+ 152,0	+ 80,0	+ 586,9
1982	+ 34,9	+ 138,5	+ 300,5	+ 473,9	+ 30,7	+ 48,4	+ 79,1	+ 20,2	+ 573,2
1983	+ 75,9	+ 146,3	+ 356,0	+ 578,2	- 13,8	+ 82,9	+ 69,1	+ 42,0	+ 689,3
1984	- 8,8	+ 235,9	+ 225,2	+ 452,3	- 9,4	+ 103,0	+ 93,6	+ 14,8	+ 560,7
1983 3 ^e trimestre	- 2,3	+ 42,2	+ 53,9	+ 93,8	- 7,4	+ 16,9	+ 9,5	+ 8,6	+ 111,9
4 ^e trimestre	+ 20,0	+ 91,7	+ 69,3	+ 181,0	+ 7,7	+ 32,1	+ 39,8	- 19,7	+ 201,1
1984 1 ^{er} trimestre	- 29,4	+ 97,0	+ 44,1	+ 111,7	+ 23,5	+ 30,3	+ 53,8	+ 5,7	+ 171,2
2 ^e trimestre	+ 67,9	+ 19,8	+ 50,8	+ 138,5	- 12,5	+ 26,5	+ 14,0	+ 87,1	+ 239,6
3 ^e trimestre	- 51,9	+ 75,3	+ 45,9	+ 69,3	- 4,0	+ 17,4	+ 13,4	- 18,0	+ 64,7
4 ^e trimestre	+ 4,6	+ 43,8	+ 84,4	+ 132,8	- 16,4	+ 28,8	+ 12,4	- 60,0	+ 85,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 6,5	+ 109,2	+ 76,5	+ 179,2	+ 7,2	+ 14,2	+ 21,4	+ 41,2 ¹⁰	+ 241,8
2 ^e trimestre	+ 95,3	- 6,8	+ 120,9	+ 209,4	- 12,9	+ 27,5	+ 14,6	+ 45,7 ¹⁰	+ 269,7
3 ^e trimestre	- 54,3	+ 53,6	+ 30,6	+ 29,9	- 9,4	+ 25,2	+ 15,8	+ 52,3 ¹⁰	+ 98,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}						Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4 6}	A l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Après de organismes principalement monétaires ⁷						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1977	+ 102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+ 107,8	+ 38,1	+ 6,9	+ 114,7	+ 5,7	+ 12,6	+ 18,3	+ 133,0
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 61,0	+ 5,8	+ 1,0	+ 183,1	+ 72,5	+ 52,8	+ 235,9	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 226,5
1983 3 ^e trimestre .	+ 19,8	+ 20,2	+ 3,1	+ 0,7	+ 43,8	+ 34,6	- 1,6	+ 42,2	- 0,8	- 6,6	- 7,4	+ 34,8
4 ^e trimestre .	+ 80,6	+ 4,4	+ 3,7	- 0,8	+ 87,9	+ 35,5	+ 3,8	+ 91,7	+ 1,9	+ 5,8	+ 7,7	+ 99,4
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 19,0	+ 59,9	+ 3,5	+ 1,3	+ 83,7	+ 35,6	+ 13,3	+ 97,0	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 120,5
2 ^e trimestre .	+ 25,6	- 18,3	+ 1,5	+ 3,4	+ 12,2	- 3,0	+ 7,6	+ 19,8	- 5,3	- 7,2	- 12,5	+ 7,3
3 ^e trimestre .	+ 5,2	+ 50,4	+ 0,1	- 0,4	+ 55,3	+ 41,1	+ 20,0	+ 75,3	- 3,1	- 0,9	- 4,0	+ 71,3
4 ^e trimestre .	+ 65,5	- 31,0	+ 0,7	- 3,3	+ 31,9	- 1,2	+ 11,9	+ 43,8	- 10,3	- 6,1	- 16,4	+ 27,4
1985 1 ^{er} trimestre .	+ 24,2	+ 60,5	+ 1,9	+ 3,9	+ 90,5	+ 44,6	+ 18,7	+ 109,2	+ 7,4	- 0,2	+ 7,2	+ 116,4
2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 52,9	+ 2,2	+ 3,2	- 19,4	- 24,0	+ 12,6	- 6,8	- 11,6	- 1,3	- 12,9	- 19,7
3 ^e trimestre .	+ 21,6	+ 20,7	+ 5,4	0,0	+ 47,7	+ 28,2	+ 5,9	+ 53,6	- 11,3	+ 1,9	- 9,4	+ 44,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983 Juin	1.146,3	523,6	75,0	11,0	1.755,9	769,8	123,5	1.879,4
Septembre	1.166,1	543,8	78,1	11,7	1.799,7	804,4	126,5	1.926,2
Décembre	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,7	608,1	85,3	12,2	1.971,3	875,5	149,9	2.121,2
Juin	1.291,3	589,8	86,8	15,6	1.983,5	872,5	147,3	2.130,8
Septembre	1.296,5	640,2	86,9	15,2	2.038,8	913,6	148,8	2.187,6
Décembre	1.362,0	609,2	87,6	11,9	2.070,7	912,4	139,2	2.209,9
1985 Mars	1.386,2	669,7	89,5	15,8	2.161,2	957,0	145,6	2.306,8
Juin	1.414,3	616,8	91,7	19,0	2.141,8	933,0	134,3	2.276,1
Septembre	1.435,9	637,5	97,1	19,0	2.189,5	961,2	130,1	2.319,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total ⁽⁴⁾⁼ (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1977	+ 207,2	+ 10,0	+ 7,1	+ 224,3	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	+ 241,0
1978	+ 164,5	+ 10,3	+ 0,9	+ 175,7	+ 13,9	+ 1,6	+ 15,5	+ 191,2
1979	+ 203,4	+ 3,8	+ 0,9	+ 208,1	+ 14,9	- 3,9	+ 11,0	+ 219,1
1980	+ 257,5	+ 1,8	+ 1,0	+ 260,3	+ 28,6	- 6,9	+ 21,7	+ 282,0
1981	+ 210,3	+ 1,2	+ 2,4	+ 213,9	+ 41,2	- 4,5	+ 36,7	+ 250,6
1982	+ 281,6	+ 20,1	- 1,2	+ 300,5	+ 57,0	- 8,6	+ 48,4	+ 348,9
1983	+ 292,4	+ 50,7	+ 12,9	+ 356,0	+ 82,5	+ 0,4	+ 82,9	+ 438,9
1984	+ 207,5	+ 18,8	- 1,1	+ 225,2	+ 106,7	- 3,7	+ 103,0	+ 328,2
1983 3 ^e trimestre ...	+ 48,6	+ 4,7	+ 0,6	+ 53,9	+ 16,9	0,0	+ 16,9	+ 70,8
4 ^e trimestre ...	+ 35,1	+ 31,7	+ 2,5	+ 69,3	+ 31,7	+ 0,4	+ 32,1	+ 101,4
1984 1 ^{er} trimestre ...	+ 41,9	+ 2,5	- 0,3	+ 44,1	+ 30,5	- 0,2	+ 30,3	+ 74,4
2 ^e trimestre ...	+ 46,4	+ 4,9	- 0,5	+ 50,8	+ 26,5	0,0	+ 26,5	+ 77,3
3 ^e trimestre ...	+ 45,8	- 0,6	+ 0,7	+ 45,9	+ 18,9	- 1,5	+ 17,4	+ 63,3
4 ^e trimestre ...	+ 73,4	+ 12,0	- 1,0	+ 84,4	+ 30,8	- 2,0	+ 28,8	+ 113,2
1985 1 ^{er} trimestre ...	+ 77,0	+ 1,1	- 1,6	+ 76,5	+ 19,5	- 5,3	+ 14,2	+ 90,7
2 ^e trimestre ...	+ 115,3	+ 7,2	- 1,6	+ 120,9	+ 25,0	+ 2,5	+ 27,5	+ 148,4
3 ^e trimestre ...	+ 31,0	+ 0,1	- 0,5	+ 30,6	+ 21,0	+ 4,2	+ 25,2	+ 55,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,3	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+ 186,3	+ 135,4	+ 321,7
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+ 144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+ 134,1	+ 251,1	+ 385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 52,0	+ 108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+ 225,0	+ 216,4	+ 441,4
1984	- 4,9	- 8,3	+ 67,2	+ 37,3	+ 79,6	+ 69,1	+ 45,2	+ 27,8	+ 1,4	+ 178,8	+ 135,6	+ 314,4
1983 3 ^e trimestre	- 4,0	+ 9,8	+ 21,8	+ 9,1	+ 11,0	+ 14,1	+ 2,0	+ 8,8	+ 1,2	+ 40,6	+ 33,2	+ 73,8
4 ^e trimestre	+ 1,5	- 12,3	+ 68,6	+ 4,9	+ 23,0	+ 12,2	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	- 30,0 ⁴	+ 108,3	+ 21,6	+ 129,9
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,0	+ 33,0	+ 10,1	+ 48,5	+ 15,2	+ 9,1	+ 6,3	+ 1,0	+ 77,6	+ 32,6	+ 110,2
2 ^e trimestre	+ 19,6	+ 13,9	+ 18,2	+ 6,2	+ 7,5	+ 10,5	+ 15,5	+ 3,7	- 0,1	+ 74,7	+ 20,3	+ 95,0
3 ^e trimestre	- 13,3	- 12,1	+ 17,0	+ 7,6	+ 8,1	+ 16,8	+ 0,8	+ 8,0	+ 0,1	+ 0,5	+ 32,5	+ 33,0
4 ^e trimestre	- 1,2	- 7,1	- 1,0	+ 13,4	+ 15,5	+ 26,6	+ 19,8	+ 9,8	+ 0,4	+ 26,0	+ 50,2	+ 76,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 12,9	+ 45,0	+ 13,1	+ 35,9	+ 15,2	+ 6,4	+ 8,8	+ 1,2	+ 91,5	+ 38,3	+ 129,8
2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,6	+ 9,8	+ 22,4	+ 6,7	+ 34,4	+ 15,0	+ 11,1	- 0,7	+ 64,3	+ 67,2	+ 131,5
3 ^e trimestre	- 17,3	- 13,5	- 0,2	+ 4,6	+ 11,5	+ 8,6	+ 1,6	+ 5,8	- 0,2	- 17,9	+ 18,8	+ 0,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,3	271,6	43,0	2.743,8	1.565,5	4.309,3
1983 Juin	377,4	110,7	1.255,8	370,3	710,5	1.010,4	371,2	299,7	46,7	2.825,6	1.727,1	4.552,7
Septembre	373,4	120,5	1.281,5	379,4	721,5	1.024,5	373,2	308,5	47,9	2.870,1	1.760,3	4.630,4
Décembre	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984 Mars	364,9	105,2	1.382,8	394,4	793,0	1.051,9	409,8	349,3	18,9	3.055,7	1.814,5	4.870,2
Juin	384,5	119,1	1.403,7	400,6	800,5	1.062,4	425,3	353,0	18,8	3.133,1	1.834,8	4.967,9
Septembre	371,2	107,0	1.425,3	408,2	808,6	1.079,2	426,1	361,0	18,9	3.138,2	1.867,3	5.005,5
Décembre	370,0	99,9	1.425,0	421,6	824,1	1.105,8	445,9	370,8	19,3	3.164,9	1.917,5	5.082,4
1985 Mars	361,3	112,8	1.469,0	434,7	860,0	1.121,0	452,3	379,6	20,5	3.255,4	1.955,8	5.211,2
Juin	385,5	121,4	1.479,1	457,1	866,7	1.155,4	467,3	390,7	19,8	3.320,0	2.023,0	5.343,0
Septembre	368,2	107,9	1.486,0	461,7	878,2	1.164,0	468,9	396,5	19,6	3.309,2	2.041,8	5.351,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
		(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)			(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
* 1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	45,5	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 3,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	44,9	6,2	38,7	88,3	0,0
* 1984	61,1	51,4	9,7	—	9,7	52,0	6,1	45,9	55,6	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	1,6
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,8	47,7	17,8	4,5	13,3	61,0	3,1
* 1984	0,0	4,0	- 4,0	37,6	33,6	11,1	6,1	5,0	38,6	1,3	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	0,0	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
* 1984	40,0	18,7	21,3	43,4	64,7	5,0	0,2	4,8	69,5	1,7	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	0,0
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,4	3,5	18,0	0,0
* 1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,4	7,7	7,7	- 2,4	0,0	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	
	1983	489,4	223,3	266,1	92,0	358,1	132,8	23,5	109,3	467,4	
* 1984	409,1	249,0	160,1	81,0	241,1	178,3	22,8	155,5	396,6		

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{me} serie	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dette directe								Dette indirecte			Dette totale ¹	
	en francs belges				en monnaies étrangères				Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11)		(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	118,5	0,8	119,3	1.228,6 ²
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0
1983 Septembre ..	1.345,0	35,5	972,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	411,6	5,2	416,8	3.652,6
Décembre ..	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0
1984 Mars	1.435,3	35,5	1.086,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	383,0	5,2	388,2	3.921,0
Juin	1.484,5	113,1	1.062,8	92,1	2.752,5	547,4	413,2	960,6	3.713,1	418,1	5,1	423,3	4.136,4
Septembre ..	1.476,9	113,1	1.183,7	83,9	2.857,6	617,8	387,3	1.005,1	3.862,7	412,3	5,4	417,7	4.280,4
Décembre ..	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9
1985 Février	1.748,0	172,0	1.085,7	89,1	3.094,8	688,3	372,2	1.060,5	4.155,3	402,9	5,7	408,6	4.563,9
Mars	1.768,5	172,0	1.119,7	89,8	3.150,0	650,8	366,8	1.017,6	4.167,6	466,6	5,6	472,2	4.639,8
Avril	1.762,4	172,0	1.143,8	108,9	3.187,1	655,4	364,8	1.020,2	4.207,3	446,8	5,7	452,5	4.659,8
Mai	1.905,3	156,0	1.133,6	89,0	3.283,9	661,0	364,8	1.025,8	4.309,7	445,4	5,6	451,0	4.760,7
Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9
Juillet	1.899,8	156,1	1.224,2	92,1	3.372,2	622,9	372,2	995,1	4.367,3	439,8	5,6	445,4	4.812,7
Août	1.893,1	156,1	1.258,0	90,2	3.397,4	612,0	383,7	995,7	4.393,1	438,4	5,2	443,6	4.836,7
Septembre ..	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0
Octobre	2.040,0	156,1	1.203,8	93,8	3.493,7	587,9	392,5	980,4	4.474,1	434,6	5,2	439,8	4.913,9
Novembre ..	2.037,6	156,1	1.245,4	84,2	3.523,3	573,2	393,7	966,9	4.490,2	452,2	5,1	457,3	4.947,5
Décembre ..	2.034,8	156,0	1.151,5	83,5	3.425,8	569,0	416,2	985,2	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6
1986 Janvier	2.029,0	156,0	1.176,8	116,2	3.478,0	557,7	460,6	1.018,3	4.496,3	497,5	5,1	502,6	4.998,9
Février	2.149,6	156,0	1.163,1	83,1	3.551,8	511,5	509,8	1.021,3	4.573,1	496,4	4,6	501,0	5.074,1

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Non compris la dette reprise de la République du Zaïre qui s'élève à 0,1 milliard.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9 ⁴	+ 78,6 ⁴	+ 571,1
1985 Janvier	+ 163,5	0,0	- 2,2	+ 97,2 ⁴	+ 95,0 ⁴	+ 68,5
1986 Janvier	+ 84,3	- 0,2	- 8,3	0,0	- 8,5	+ 92,8
1985 2 premiers mois	+ 299,0	+ 1,1	+ 17,8	+ 97,2 ⁴	+ 116,1 ⁴	+ 182,9
1986 2 premiers mois	+ 159,5	+ 0,6	- 25,0	0,0	- 24,4	+ 183,9

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B. ; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	État ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984 *	1.851,9	98,8	—	98,3	1.226,5	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur						
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,7	133,3	388,5
1983	127,5	80,8	55,8	87,0	146,6	497,7
1984 *	230,3	88,6	53,6	129,1	151,6	653,2
Total						
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983	1.845,4	189,7	55,8	142,9	1.298,3	3.532,1
1984 *	2.082,2	187,4	53,6	227,4	1.378,1	3.928,7

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

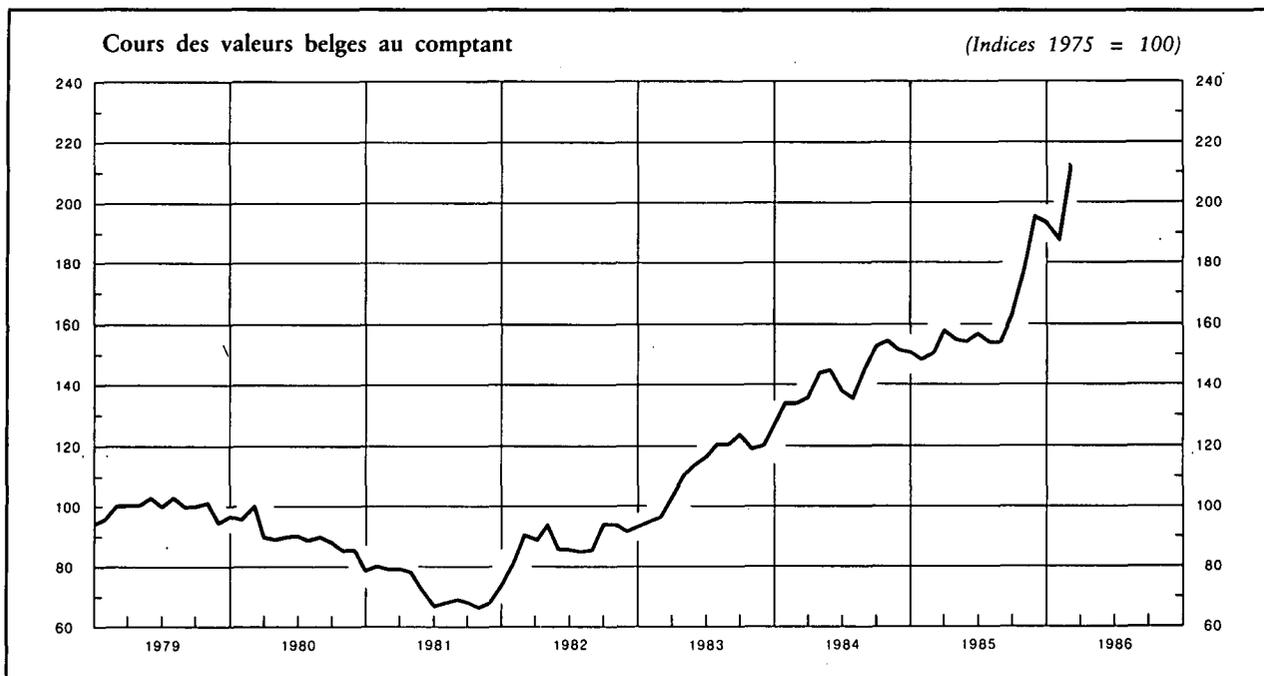
	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984 *	1.687,5	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.275,5
Titres non accessibles à tout placeur										
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,5
1983	42,9	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	497,7
1984 *	47,2	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	653,2
Total										
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.477,2	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,8
1983	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.532,1
1984 *	1.734,7	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.928,7

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.
³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOUSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1 2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
	(millions de francs)	(Indices 1975. = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1984	367	144	144	4,8	3,5	272	349
1985	454	163	160	.	.	305	397
1983 4 ^e trimestre	382	122	121	5,5	4,1	227	314
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
3 ^e trimestre	324	145	146	4,8	3,4	278	344
4 ^e trimestre	378	153	153	4,6	3,3	279	368
1985 1 ^{er} trimestre	343	152	152	4,6	3,4	352	394
2 ^e trimestre	357	155	153	4,7	3,6	237	409
3 ^e trimestre	303	157	153	.	.	235	397
4 ^e trimestre	812	189	183	.	.	397	386
1985 Février	359	151	151	4,5	3,3	407	401
Mars	410	158	157	4,5	3,4	315	409
Avril	256	155	154	4,5	3,4	200	405
Mai	392	154	153	4,5	3,4	248	409
Juin	423	157	152	5,0	4,1	262	414
Juillet	258	154	150	5,0	4,1	226	404
Août	252	154	150	4,8	3,9	239	395
Septembre	400	163	159	.	.	240	392
Octobre	861	177	171	.	.	322	378
Novembre	842	196	190	.	.	457	395
Décembre	732	194	189	.	.	412	386
1986 Janvier	449	188	183	.	.	488	413
Février	900	213	207	.	.	479	419

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	77,2	3,9
1977	50	23,7	23,4	5,1	0,0	2,8	0,1	102,4	5,6
Sociétés financières et immobilières⁵									
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	103,7	7,1
1977	2.633	92,8	55,4	10,5	4,6	7,0	0,2	121,2	8,4
Industries des fabrications métalliques									
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
1977	1.591	57,4	42,8	11,4	4,3	4,7	0,1	6,4	0,5
Métallurgie du fer									
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1
1977	86	29,2	19,3	0,3	7,3	0,2	0,0	1,0	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite 1)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
1977	888	15,9	14,8	1,5	2,0	0,3	0,0	0,9	0,1
Industrie alimentaire									
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
1977	724	26,2	21,9	3,7	1,7	1,2	0,0	1,5	0,1
Industrie chimique									
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	8,1	0,6
1977	738	64,6	50,8	8,1	5,4	5,3	0,1	9,0	0,6
Electricité									
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2
1977	13	45,0	10,6	6,8	0,0	5,9	0,1	64,6	5,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite 2)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
1977	14	4,0	0,2	0,1	0,5	0,1	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total général^{6 7}									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
		(2)	(3)	Bénéfices	Pertes		
				(4)	(5)		
(milliards de francs)							
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9
1977 1 ^{er} mois	205	6,0	2,5	0,7	0,6	0,2	1,1
2 premiers mois	525	20,9	13,7	2,6	1,2	0,9	2,2
3 premiers mois	2.105	52,3	37,7	7,3	3,0	3,2	3,5
4 premiers mois	5.308	133,5	100,3	19,3	12,9	8,9	5,1
5 premiers mois	11.938	352,4	209,4	47,0	27,7	23,2	7,0
6 premiers mois	17.192	456,6	300,2	64,7	35,5	31,6	8,7
7 premiers mois	18.190	483,7	315,9	69,4	37,9	33,2	10,2
8 premiers mois	18.563	486,1	320,3	70,5	38,3	33,4	11,1
9 premiers mois	19.112	493,6	326,3	71,8	39,5	33,8	12,4
10 premiers mois	19.729	502,3	335,0	72,8	41,0	34,1	14,6
11 premiers mois	20.199	513,3	344,7	74,6	41,3	34,8	15,7
12 mois	20.793	525,2	354,4	77,1	42,7	36,2	19,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
		(milliards de francs)					
		Bénéfices	Pertes	(4)	(5)			(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5
1977 1 ^{er} mois	3	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	0,9	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	24,3	16,0	3,7	0,4	3,5	0,3
6 premiers mois	128	38,8	34,5	4,7	0,8	4,5	0,4
7 premiers mois	143	39,8	35,1	4,8	0,8	4,6	0,5
8 premiers mois	145	40,2	35,7	4,8	0,8	4,6	0,5
9 premiers mois	149	40,3	35,7	4,8	0,8	4,6	0,5
10 premiers mois	158	41,4	36,2	4,9	0,8	4,7	0,6
11 premiers mois	164	41,7	36,7	4,9	0,8	4,7	0,6
12 mois	169	44,0	37,1	5,1	0,8	4,8	0,6

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4
1977 1 ^{er} mois	208	6,5	2,5	0,7	0,6	0,2	1,1
2 premiers mois	529	21,7	13,8	2,6	1,2	0,9	2,4
3 premiers mois	2.118	53,2	38,0	7,3	3,0	3,2	3,7
4 premiers mois	5.332	134,6	100,8	19,3	12,9	8,9	5,3
5 premiers mois	12.009	376,7	225,4	50,7	28,1	26,7	7,3
6 premiers mois	17.320	495,4	334,7	69,4	36,3	36,1	9,1
7 premiers mois	18.333	523,5	351,0	74,2	38,7	37,8	10,7
8 premiers mois	18.708	526,3	356,0	75,3	39,1	38,0	11,6
9 premiers mois	19.261	533,9	362,0	76,6	40,3	38,4	12,9
10 premiers mois	19.887	543,7	371,2	77,7	41,8	38,8	15,2
11 premiers mois	20.363	555,0	381,4	79,5	42,1	39,5	16,3
12 mois	20.962	569,2	391,5	82,2	43,5	41,0	20,1

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	34,5	16,0	8,7	7,3	14,9	22,2	56,7	79,9
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979	*	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
C. — Total général									
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	34,5	16,0	9,1	6,9	14,9	21,8	56,3	79,5

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales (1)	Emissions ² nettes (2)	Emissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1983 3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4 ^e trimestre	209,5	155,4	5,0	160,4
1984 1 ^{er} trimestre	16,4	10,3	1,5	11,8
2 ^e trimestre	24,8	17,6	3,1	20,7
3 ^e trimestre	20,9	8,3	0,0	8,3
4 ^e trimestre	62,4	51,4	0,4	51,8
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,2	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
1984 Septembre	6,1	3,3	0,0	3,3
Octobre	11,8	17,0	0,0	17,0
Novembre	13,4	13,3	0,0	13,3
Décembre	37,2	21,1	0,4	21,5
1985 Janvier	5,1	2,6	0,0	2,6
Février	3,3	1,5	0,0	1,5
Mars	13,1	8,1	2,0	10,1
Avril	13,5	11,9	4,0	15,9
Mai	19,4	8,3	1,5	9,8
Juin	13,3	6,2	0,0	6,2
Juillet	8,8	3,8	0,0	3,8
Août	5,4	3,8	0,0	3,8
Septembre	25,4	15,1	0,0	15,1

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	230,3	218,3	1,8	893,0	1.509,6	68,3
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	434,7	345,3	371,5	374,6	1,9	1.528,0	2.718,0	123,0
1983 Juin	0,2	0,5	1.088,6	1.089,3	476,1	314,4	348,5	346,8	1,5	1.487,3	2.576,6	108,4
Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	468,8	319,6	349,3	345,8	1,6	1.485,1	2.588,6	106,5
Décembre ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984 Mars ⁵	0,7	0,3	1.118,1	1.119,1	443,1	328,2	371,0	370,2	2,6	1.515,1	2.634,2	120,5
Juin	0,4	0,3	1.148,3	1.149,0	443,4	335,3	368,1	371,6	2,2	1.520,6	2.669,6	118,1
Septembre ⁵	0,2	0,3	1.144,5	1.145,0	439,5	340,9	367,1	369,7	2,0	1.519,2	2.664,2	117,3
Décembre	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	434,7	345,3	371,5	374,6	1,9	1.528,0	2.718,0	123,0
1985 Mars ⁵	0,2	0,2	1.172,4	1.172,8	429,0	349,4	367,7	376,3	2,0	1.524,4	2.697,2	121,3
Juin ⁵	0,1	0,2	1.207,4	1.207,7	435,8	356,1	366,0	383,9	1,5	1.543,3	2.751,0	118,9
Septembre	0,1	0,2	1.173,5	1.173,8	441,6	362,0	367,4	387,1	1,7	1.559,8	2.733,6	117,8

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1983 4 ^e trimestre	12,8
1984 1 ^{er} trimestre	13,5
2 ^e trimestre	15,5
3 ^e trimestre	14,2
4 ^e trimestre	13,3
1985 1 ^{er} trimestre	12,7
2 ^e trimestre	14,2
3 ^e trimestre	16,3
4 ^e trimestre	17,5

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	29,8	31,4	35,6	41,3	24,3	26,2	29,2	33,3
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	11,3	12,5	13,2	13,6	6,1	6,8	7,8	7,7
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	158,4	174,3	200,7	216,7	80,7	89,7	97,3	100,3
Textile, habillement et cuir	84,0	83,4	89,8	100,5	51,0	47,1	47,9	54,0
Industrie chimique ⁴	227,9	240,5	252,6	264,5	95,1	91,6	85,8	89,4
Métallurgie de base	182,1	186,9	158,6	134,2	129,5	123,3	101,1	69,5
Fabrications métalliques	352,7	349,5	362,4	392,6	191,7	174,5	173,4	169,7
Produits minéraux non métalliques et bois	95,9	96,6	102,7	103,3	56,6	56,1	60,4	60,1
Papier, carton et imprimerie	40,3	41,4	42,6	49,3	25,7	25,1	25,7	28,7
Pétrole	64,3	77,4	81,2	87,6	18,6	17,6	17,8	19,3
Diamant et orfèvrerie	60,2	65,0	70,1	69,2	42,7	45,3	49,9	46,8
Autres	2,0	1,9	1,9	3,3	1,3	1,2	1,2	1,5
Construction et affaires immobilières de génie civil	113,6	109,5	108,2	105,8	76,3	70,2	69,3	65,4
Production et distribution d'énergie et d'eau	107,6	122,8	115,1	125,5	41,0	53,6	45,0	43,2
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	50,6	61,4	72,1	88,5	30,0	35,3	45,2	52,5
Commerce de détail	74,4	74,7	81,8	87,7	45,7	46,7	52,3	54,6
Transports, entrepôts et communications	133,4	150,5	158,0	167,1	88,1	106,1	105,4	114,7
Services financiers ⁵	136,1	128,4	149,3	181,4	53,7	44,8	55,6	60,7
Autres services aux entreprises ⁶	45,4	48,2	48,3	67,6	27,9	27,7	29,6	35,7
Autres services aux particuliers ⁷	145,3	153,4	174,5	171,0	124,6	129,8	148,9	143,7
Total	2.115,3	2.209,7	2.318,7	2.470,7	1.210,6	1.218,7	1.248,8	1.250,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1981	1982	1983	1984	1981	1982	1983	1984
Communauté Economique Européenne ...	419,4	477,0	511,8	601,6	248,5	271,2	263,4	274,1
Royaume-Uni	75,1	97,7	127,7	210,3	27,8	36,5	29,3	74,3
République Fédérale d'Allemagne	201,0	181,3	137,8	132,9	132,6	105,1	78,1	46,0
France	47,0	73,0	90,5	95,7	24,4	42,1	60,6	65,7
Pays-Bas	33,1	42,6	48,4	52,8	13,4	18,4	18,7	20,3
Italie	30,5	43,1	55,3	65,9	25,1	35,8	41,9	45,1
Luxembourg	9,9	10,1	19,5	19,7	6,8	6,8	8,5	7,2
Danemark	14,9	17,5	18,7	12,3	11,2	15,5	14,4	6,7
Irlande	3,0	6,1	8,0	6,5	3,0	5,5	6,9	4,0
Grèce	4,9	5,6	5,9	5,5	4,2	5,5	5,0	4,8
Autre pays d'Europe	134,9	155,4	187,7	216,2	95,0	118,3	137,9	149,2
dont : Espagne	52,3	58,7	81,7	95,3	49,9	55,9	73,7	83,4
Suisse	32,8	38,3	40,4	50,6	9,3	12,4	11,1	13,3
Norvège	7,1	6,2	6,1	6,3	5,5	4,9	3,0	3,6
Suède	14,9	18,2	21,3	15,7	10,5	13,8	15,7	7,5
Etats-Unis et Canada	84,9	97,7	133,7	240,8	28,3	31,9	34,1	71,7
Pays exportateurs de pétrole	83,9	92,8	84,0	85,6	61,8	71,0	71,2	74,3
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	191,4	244,5	273,2	301,8	149,0	191,0	231,4	237,8
dont : Brésil	53,1	55,0	59,6	64,1	48,2	51,0	54,7	61,5
Mexique	59,6	64,6	78,4	79,5	49,0	59,4	72,7	76,9
Autres pays d'Afrique	40,7	50,0	58,9	65,4	32,8	37,7	41,8	50,0
dont : Afrique du Sud	3,3	6,6	6,1	6,3	2,2	3,1	4,3	4,8
République du Zaïre	9,1	8,7	8,5	13,2	8,8	8,7	6,3	11,2
Australie et Nouvelle Zélande	27,3	38,6	54,0	87,0	12,5	23,5	34,7	60,9
Autres pays d'Asie	41,2	58,5	78,9	137,2	26,6	35,1	43,5	59,2
dont : Japon	8,1	9,2	29,9	68,9	7,3	8,3	10,4	15,5
Total	1.023,7	1.214,5	1.382,2	1.735,6	654,5	779,7	858,0	977,2

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1983 4 ^e trimestre	7,8	0,0	3,8	5,8	0,1	4,2	1,5	11,6
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
3 ^e trimestre	6,9	0,0	3,1	5,8	0,0	2,9	1,3	10,0
4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1985 1 ^{er} trimestre	7,2	0,0	3,4	5,5	0,5	3,4	1,2	10,6
2 ^e trimestre	7,1	0,0	2,8	5,8	0,5	2,2	1,4	9,9
3 ^e trimestre	7,8	0,0	2,4	4,8	1,1	3,0	1,3	10,2
4 ^e trimestre	6,6	0,0	3,0	4,9	0,1	3,0	1,6	9,6
1985 Février	7,4	0,0	3,6	5,9	0,8	3,3	1,0	11,0
Mars	7,2	0,0	3,6	5,4	0,1	3,7	1,6	10,8
Avril	6,6	0,0	2,4	4,5	0,7	2,5	1,3	9,0
Mai	6,8	0,1	3,3	6,2	0,3	2,1	1,6	10,2
Juin	7,7	0,0	2,7	6,5	0,6	2,0	1,3	10,4
Juillet	8,5	0,0	2,6	4,5	1,2	4,0	1,4	11,1
Août	8,1	0,0	2,0	4,6	1,4	2,7	1,4	10,1
Septembre	6,8	0,0	2,6	5,0	0,8	2,3	1,3	9,4
Octobre	6,1	0,0	2,5	4,7	0,1	2,2	1,6	8,6
Novembre	5,6	0,0	3,0	5,3	0,0	2,0	1,3	8,6
Décembre	8,1	0,0	3,4	4,8	0,1	4,9	1,7	11,5
1986 Janvier	6,1	0,0	3,1	5,2	0,3	3,0	0,7	9,2
Février	6,8	0,0	2,7	5,5	0,1	2,4	1,5	9,5

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1983 4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0
2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2
3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3
4 ^e trimestre	292,6	8,9	46,7	14,5	362,7
1985 1 ^{er} trimestre	298,7	7,1	46,7	13,9	366,4
2 ^e trimestre	304,2	7,2	46,1	11,5	369,0
3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1
4 ^e trimestre	285,3	10,5	41,7	14,3	351,8

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) - (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Septembre ..	106,3	41,4	64,9	14,9	1,9	13,0	8,3	0,4	7,9	170,8	50,0	16,8
Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Février	114,6	17,0	97,6	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,6	57,3	20,0
Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
Avril	116,7	14,4	102,3	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Mai	116,7	12,9	103,8	19,3	0,0	19,3	10,0	0,0	10,0	195,8	58,9	20,5
Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Juillet	118,8	12,9	105,9	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Août	118,8	11,8	107,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Octobre	121,6	21,1	100,5	20,0	0,0	20,0	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Novembre ...	121,6	18,2	103,4	20,0	0,0	20,0	10,5	0,6	9,9	207,3	61,5	21,5
Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Janvier	123,6	20,1	103,5	20,3	1,0	19,3	10,7	0,8	9,9	212,7	62,4	22,0
Février	123,6	16,2	107,4	20,3	1,0	19,3	10,7	0,9	9,8	212,7	62,4	22,0

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers		
	données mensuelles		données trimestrielles		à court terme	à long terme
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6	

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie.

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. 1, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome 1, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol 1, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome 1, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1978 12 octobre ..	6,00	8,50
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1979	12,50	13,50
1980 28 février ...	13,50	14,50
14 mars	13,50	18,00
20 mars	15,00	18,00
29 avril	15,00	17,00
21 mai	15,00	16,50
30 mai	15,00	16,00
5 juin	14,50	15,50
26 juin	—	14,00
31 juillet ...	—	13,00
1981 5 mars	—	14,00
25 mars	—	16,00
31 mars	—	20,00
16 avril	—	19,00
30 avril	—	18,00
28 mai	—	17,00
12 juin	—	16,00
11 décembre	—	18,00
30 décembre	—	17,50
1982 7 janvier ..	—	16,00
4 mars	—	15,00
8 avril	—	15,50
29 juillet ...	—	15,00
19 août	—	14,50
3 septembre	—	14,00
9 septembre	—	13,50
21 octobre ..	—	13,00
12 novembre	—	12,50
1983 9 mars	—	15,00
24 mars	—	12,00
14 avril	—	11,00
5 mai	—	10,50
23 juin	—	10,00
24 novembre	—	11,00
1984 16 février ...	—	12,00
1985 9 mai	—	10,25
20 mai	—	10,00
3 juin	—	9,75
9 juillet ...	—	10,00
1 ^{er} août ...	—	10,50
9 septembre	—	10,00
17 octobre ..	—	9,50
14 novembre	—	9,00
23 décembre	—	10,25

Fin de période	Taux
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1983 3 ^e trimestre	8,92
4 ^e trimestre	9,49
1984 1 ^{er} trimestre	10,38
2 ^e trimestre	10,67
3 ^e trimestre	9,61
4 ^e trimestre	9,20
1985 1 ^{er} trimestre	8,74
2 ^e trimestre	8,91
3 ^e trimestre	8,67
4 ^e trimestre	8,51
1985 Février	8,68
Mars	8,74
Avril	8,70
Mai	8,69
Juin	8,91
Juillet	8,77
Août	8,70
Septembre ..	8,67
Octobre	8,49
Novembre ..	8,23
Décembre ...	8,51
1986 Janvier	8,54
Février	8,42

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1978	5,90	8,50	5,90	1978	9,50	9,50	9,50
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983 Septembre	—	8,45	—
				Décembre	9,80	—	—
				1984 Mars	—	11,25	—
				Juin	10,90	—	—
				Septembre	10,40	—	—
				Décembre	10,15	—	—
				1985 Février	—	10,35	—
				Mars	—	—	—
				Avril	—	—	—
				Mai	8,55	—	—
				Juin	—	—	—
				Juillet	—	8,65	8,65
				Août	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Octobre	—	—	—
				Novembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
				1986 Janvier	—	—	—
				Février	—	—	—
1982	10,15	11,40	11,00				
1983 Septembre	7,65	8,90	8,75				
Décembre	8,65	9,90	9,75				
1984 Mars	10,15	10,90	10,50				
Juin	10,40	10,90	10,50				
Septembre	10,40	10,90	10,50				
Décembre	9,90	10,90	10,50				
1985 Février	9,90	10,90	10,50				
Mars	9,90	10,90	10,50				
Avril	9,40	10,90	10,50				
Mai	8,40	9,40	9,00				
Juin	8,15	9,15	8,75				
Juillet	—	9,40	8,75				
Août	8,90	9,90	9,25				
Septembre	8,40	9,40	8,75				
Octobre	7,90	8,90	8,50				
Novembre	7,65	8,65	8,25				
Décembre	8,65	9,65	9,25				
1986 Janvier	8,65	9,65	9,25				
Février	8,65	9,65	9,25				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1978	5,17	1983 4 ^e trimestre	7,46	1985 Février	8,99
1979	7,96	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	Mars	9,13
1980	11,11	2 ^e trimestre	9,87	Avril	9,45
1981	11,41	3 ^e trimestre	9,72	Mai	8,84
1982	11,41	4 ^e trimestre	9,52	Juin	8,00
1983	8,07	1985 1 ^{er} trimestre	9,11	Juillet	6,97
1984	9,45	2 ^e trimestre	8,73	Août	8,00
1985	8,25	3 ^e trimestre	7,61	Septembre	7,91
		4 ^e trimestre	7,51	Octobre	8,26
				Novembre	7,91
				Décembre	6,60
				1986 Janvier	8,10
				Février	8,47

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1978 12 décembre ...	6	6	6
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32				
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18				
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1980 9 décembre ...	6	6	6
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19				
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68				
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1983 3 ^e trimestre ...	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
4 ^e trimestre ...	10,50	10,75	10,85	11,00	10,02				
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	1984 13 mars	12,25	12,35	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	12 juin	12,10	12,10	6
3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	11 septembre ...	11,10	11,10	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	11 décembre ...	10,75	6	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,45	10,70	10,70	1985 8 janvier	10,75	10,75	6
2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79	12 février	6	6	6
3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45	12 mars	6	6	6
4 ^e trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,75	9,00	9 avril	10,50	10,50	6
1985 Février	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70	14 mai	9,65	6	6
Mars	10,45	10,45	10,45	6	6	11 juin	9,10	6	6
Avril	9,25	9,50	9,50	9,75	10,23	9 juillet	9,10	6	6
Mai	8,75	9,00	9,00	9,25	9,40	13 août	9,60	9,70	6
Juin	8,75	8,90	8,90	8,90	8,97	10 septembre ...	9,50	9,60	6
Juillet	9,25	9,25	9,50	8,90	8,90	8 octobre	9,35	9,50	6
Août	9,10	9,25	9,50	9,60	9,58	12 novembre ...	8,65	8,65	6
Septembre	8,85	9,00	9,15	9,35	9,46	10 décembre ...	8,65	6	6
Octobre	8,60	8,70	8,80	8,85	9,12				
Novembre	8,60	8,60	8,60	8,60	8,70	1986 14 janvier	9,60	9,60	6
Décembre	9,75	9,75	9,75	9,75	9,14	11 février	9,60	9,60	6
1986 Janvier	9,75	9,75	9,75	9,75	9,75				
Février	9,75	9,75	9,75	9,65	9,73				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjudugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1977	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1975	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	8,86 ²
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	8,72 ²
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1983 Octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	10,78
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	11,86
Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	11,77
Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	11,61
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
Mars	11,17	11,28	11,58	11,57	11,35
Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	11,26
Mai	11,03	11,11	11,49	11,46	11,22
Juin	10,55	10,66	10,78	10,86	10,67
Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	10,23
Août	10,19	10,14	10,50	10,48	10,30
Septembre	10,16	10,13	10,49	10,65	10,30
Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	10,21
Novembre	9,42	9,48	9,65	9,72	9,55
Décembre	9,16	9,29	9,43	9,48	9,33
1986 Janvier	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
Février	9,36	9,36	9,62	9,44	9,47
Mars	9,16	9,20	9,38	9,34	9,27

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an			3 ans			5 ans			10 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1975	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
20 avril	7,25	100,00	7,25	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	8,50	100,00	8,50	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41
10 septembre ..	7,75	100,00	7,75	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
29 novembre ...	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88
1980 28 janvier	8,00	100,00	8,00	9,50	100,00	9,50	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
1 ^{er} octobre ...	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75
1982 23 septembre ..	9,00	100,00	9,00	12,75	100,00	12,75	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50
15 novembre ...	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	100,00	9,00	12,00	100,00	12,00	12,75	100,00	12,75	13,00	100,00	13,00
14 février	9,00	100,00	9,00	11,50	100,00	11,50	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50
25 avril	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	12,00	100,00	12,00
1 ^{er} juin	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
22 août	8,50	100,00	8,50	10,00	100,00	10,00	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1984 15 février	9,00	100,00	9,00	10,75	100,00	10,75	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50
22 décembre ...	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
1985 28 mai	9,00	100,00	9,00	10,25	100,00	10,25	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	100,00	9,00	10,00	100,00	10,00	10,50	100,00	10,50	10,50	100,00	10,50
29 octobre	9,00	100,00	9,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
24 février	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1982 ...		8,50		5,00		12,75		21,00		5,50		4,50		5,50
1983 Janvier					4	12,50			14	5,00				
Mars									1	4,50				
Mars			18	4,00					18	4,00	18	4,00		
Avril							9	20,00						
Mai									3	5,00				
Juin					27	12,25								
Septembre									9	5,50				
Octobre													22	5,00
Novembre					30	12,00								
1984 Février								15	19,00					
Avril	9	9,00												
Mai					10	11,75		7	18,50					
Juin			29	4,50	21	11,50								
Juillet					5	11,25								
Septembre					7	11,00		4	19,50					
Novembre	21	8,50			28	10,75								
Décembre	24	8,00												
1985 Janvier					4	10,50		4	18,50					
Février										1	6,00			
Avril					26	10,25								
Mai	20	7,50			14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Juillet					19	9,625								
Août			16	4,00						16	5,50			
Septembre					27	9,375								
Octobre					18	9,125								
Novembre					18	8,75		8	18,00					
1986 Janvier													30	4,50
Février					21	8,50								

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention		Escompte			Taux d'intervention		Escompte	
1982	10,00		10,05		1985 Février	13,75		11,52	
1983	9,00		9,96		Mars	12,75		10,65	
1984	9,38		10,09		Avril	12,25		10,02	
1985	11,31		9,49		Mai	12,25		9,76	
					Juin	12,25		9,58	
1983 3 ^e trimestre	9,50		9,49		Juillet	11,31		9,31	
4 ^e trimestre	9,00		9,96		Août	11,31		9,20	
1984 1 ^{er} trimestre	8,50		10,78		Septembre	11,31		9,00	
2 ^e trimestre	8,94		12,36		Octobre	11,31		8,78	
3 ^e trimestre	10,38		12,27		Novembre	11,31		9,10	
4 ^e trimestre	9,38		10,09		Décembre	11,31		9,49	
1985 1 ^{er} trimestre	12,75		10,65		1986 Janvier	12,31		10,80	
2 ^e trimestre	12,25		9,58		Février	12,31		11,80	
3 ^e trimestre	11,31		9,00						
4 ^e trimestre	11,31		9,49						

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 :

• Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers • et *ibidem* : • Modifications apportées au chapitre XX • Banques d'émission étrangères • de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte ; ce taux est applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 10 janv.	1986 9 janv.	1985 7 févr.	1986 6 févr.
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	320,5	331,9	381,6	410,3	410,2	379,4	418,6	380,6
Or	194,6	247,0	259,0	256,9	256,9	210,2	256,9	210,2
Disponibilités à vue à l'étranger	36,2	13,6	27,4	62,3	63,3	88,9	71,7	90,0
Ecus	76,5	58,2	80,1	73,2	71,7	63,2	71,7	63,2
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	13,2	13,1	15,1	17,9	18,3	17,1	18,3	17,2
Créances sur le Trésor	4,9	5,8	11,9	18,4	18,7	31,7	26,6	33,6
Monnaies divisionnaires	0,5	0,6	0,8	0,8	1,1	1,2	1,1	1,2
Comptes courants postaux	0,7	0,8	0,3	0,5	0,2	0,2	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	0,0	0,0	5,8	11,5	11,5	23,6	19,5	25,6
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	3,7	4,4	5,0	5,6	5,9	6,7	5,8	6,6
Créances provenant d'opérations de refinancement	153,2	286,8	253,7	259,5	212,1	181,6	170,1	147,8
Effets escomptés ⁴	72,8	86,0	86,1	87,8	87,7	83,3	87,0	82,8
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	49,8	167,8	119,3	117,9	102,9	71,7	66,2	43,6
Avances sur titres	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2
Effets en cours de recouvrement	30,5	32,8	48,0	53,5	21,3	26,4	16,6	21,2
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM	56,3	66,1	77,6	74,4	75,2	62,2	75,2	62,2
Divers	7,4	6,8	7,5	8,8	7,7	8,3	7,9	8,8
Total ..	542,3	697,4	732,3	771,4	723,9	663,2	698,4	633,0
PASSIF								
Billets en circulation	163,3	180,6	195,8	204,9	199,1	208,9	196,9	206,1
Comptes créditeurs extérieurs	9,0	10,3	12,6	14,7	14,1	11,6	13,5	11,3
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	1,8	2,3	3,1	4,5	3,9	2,6	3,3	2,3
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	7,2	8,0	9,5	10,2	10,2	9,0	10,2	9,0
Compte courant du Trésor public	31,7	81,6	46,8	64,8	45,0	34,4	10,3	18,1
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	36,2	67,2	77,3	95,4	75,8	89,5	92,4	81,1
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	23,2	32,2	21,0	27,4	9,8	31,0	18,8	19,9
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	4,7	18,4	27,6	36,7	37,3	42,3	38,0	42,7
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	8,3	16,6	28,7	31,3	28,7	16,2	35,6	18,5
Ecus à livrer au FECOM	58,5	53,6	79,5	73,2	71,7	60,0	71,7	60,0
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	223,4	289,0	303,9	301,3	301,3	242,9	301,3	242,9
Capital et fonds de réserve	1,9	2,2	2,6	2,8	2,8	3,0	2,8	3,0
Divers	18,3	12,9	13,8	14,3	14,1	12,9	9,5	10,5
Total ..	542,3	697,4	732,3	771,4	723,9	663,2	698,4	633,0
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	6,0	6,5	11,4	12,3	12,2	10,3	12,5	10,2
Acquisition de droits de tirage spéciaux	7,2	6,6	3,7	5,6	6,1	6,8	5,8	7,0
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	3,2	0,0	5,8	11,5	11,5	23,6	19,5	25,6
dont : non rémunérés	—	—	—	—	—	—	—	—
³ Loi du 27 décembre 1974.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	2,2	33,4	56,7	62,9	44,3	23,3	36,3	15,0
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	75,0	87,1	87,4	88,7	88,6	85,2	87,8	84,3
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	72,8	86,0	86,1	87,8	87,7	83,3	87,0	82,8
— Autres crédits	2,2	1,1	1,3	0,9	0,9	1,9	0,8	1,5
Crédits à court terme	45,4	123,1	61,3	54,1	57,7	46,5	29,1	27,1
— Crédits à l'exportation	13,9	21,5	6,4	13,9	21,0	16,7	8,7	7,9
— Autres crédits	31,5	101,6	54,9	40,2	36,7	29,8	20,4	19,2

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1982 February 28	1983 February 28	1984 February 29	1985 February 28	1985 January 9	1986 January 8	1985 February 6	1986 February 5
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	10.8	11.0	11.5	12.0	12.2	12.3	11.9	12.0
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	10.8	11.0	11.5	12.0	12.2	12.3	11.9	12.0
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	4.2	3.3	2.0	2.0	2.2	1.4	2.2	2.7
Other Securities	6.6	7.7	9.5	10.0	10.0	10.9	9.7	9.3
Total ...	10.8	11.0	11.5	12.0	12.2	12.3	11.9	12.0
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	0.6	0.2	4.2	1.8	2.0	3.9	4.7
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.6	0.7	0.8	0.7	0.7	0.8	0.9	0.8
Reserves and Other Accounts	1.9	2.2	1.5	1.8	1.8	1.5	1.7	1.6
Total ...	2.7	3.5	2.5	6.7	4.3	4.3	6.5	7.1
Government Securities	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	0.8	0.5	0.6
Advances and Other Accounts	1.2	1.4	0.5	1.0	1.1	0.9	1.1	0.7
Premises, Equipment and Other Securities	1.2	1.8	1.6	5.2	2.7	2.6	4.9	5.8
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.7	3.5	2.5	6.7	4.3	4.3	6.5	7.1

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1981 December 31	1982 December 31	1983 December 31	1984 December 31	1985 January 9	1986 January 8	1985 February 6	1986 February 5
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.7	4.6	4.7
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6
Loans and securities	142.1	151.0	162.2	173.2	170.6	186.8	165.0	181.9
<i>Loans</i>	1.6	0.7	0.9	3.6	1.4	0.6	1.0	0.6
<i>Acceptances</i>	0.2	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.4	9.5	8.9	8.8	8.5	8.2	8.4	8.2
<i>U.S. Government securities</i>	130.9	139.3	152.0	160.8	160.7	178.0	155.6	173.1
Cash items in process of collection	10.6	13.0	11.6	6.8	6.4	7.7	9.4	10.8
Other assets	9.2	9.9	8.7	12.4	11.8	15.2	12.4	15.8
Total assets ...	176.8	190.1	198.6	208.5	204.9	226.0	203.0	224.9
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	131.9	142.0	157.1	168.3	166.4	179.2	162.7	174.9
Deposits	30.7	34.3	26.1	28.3	25.9	33.8	27.7	36.4
<i>Depository institutions</i>	25.2	26.5	21.4	21.8	21.0	27.8	21.3	28.6
<i>U.S. Treasury-general account</i>	4.3	5.0	3.7	5.3	4.2	5.3	5.6	7.2
<i>Foreign-official accounts</i>	0.5	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2
<i>Other</i>	0.7	2.5	0.8	0.9	0.4	0.4	0.6	0.4
Deferred availability cash items	8.9	8.8	10.0	6.0	6.4	6.8	6.7	7.2
Other liabilities	2.7	2.3	2.5	2.7	2.6	2.3	2.3	2.2
Capital accounts	2.6	2.7	2.9	3.2	3.6	3.9	3.6	4.2
Total liabilities and capital accounts.....	176.8	190.1	198.6	208.5	204.9	226.0	203.0	224.9

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks
² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1981 31. Dez.	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1984 7. Dez.	1985 7. Dez.	1985 7. Jan.	1986 7. Jan.
AKTIVA								
Währungsreserven	100,1	84,4	81,5	81,6	80,8	82,0	81,5	83,5
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	9,2	12,2	14,6	16,1	14,9	15,1	16,2	13,2
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	39,9	19,6	15,4	14,3	14,4	13,4	14,4	17,1
Devisen und Sorten	37,3	38,9	37,8	37,5	37,8	39,8	37,2	39,5
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	68,1	74,8	85,5	96,3	87,9	102,5	92,6	103,2
Inlandswechsel	44,8	46,7	46,6	47,8	49,2	45,5	47,8	44,1
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	11,9	9,1	16,2	25,7	17,6	38,6	27,5	41,6
Auslandswechsel	5,4	7,0	9,4	14,8	14,4	18,4	14,4	17,4
Lombardforderungen	6,0	12,0	13,3	8,0	6,7	0,0	2,9	0,1
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	13,4	10,1	9,6	11,1	15,4	13,2	15,0	11,4
Kassenkredite (Buchkredite)	4,7	1,4	0,9	2,4	6,7	4,5	6,3	2,7
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	3,7	5,4	7,8	4,3	4,4	4,1	4,3	4,1
Deutsche Scheidemünzen	0,9	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Postgiro Guthaben	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3
Sonstige Aktiva	6,2	7,8	9,0	11,3	4,8	4,8	7,6	7,6
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	197,0	210,3	204,8	213,6
PASSIVA								
Banknotenumlauf	83,8	88,6	96,1	100,6	102,8	107,4	100,3	104,9
Einlagen von Kreditinstituten	50,6	51,9	52,7	54,3	46,7	51,9	51,0	56,5
auf Girokonten	50,6	51,9	52,7	54,3	46,7	51,9	51,0	56,5
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	0,8	1,3	2,1	1,0	1,0	0,6	0,8	1,6
Bund	0,3	0,7	1,5	0,4	0,1	0,1	0,2	0,2
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,4	0,3	0,6	0,5	0,8	0,5	0,5	1,4
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	2,1	3,5	3,2	2,8	3,2	3,2	3,2	1,8
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postpar- kassenämter)	1,5	2,9	2,6	2,1	2,7	2,6	2,6	1,1
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,6	0,7
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,9	4,6	6,3	6,5	6,2	5,8	6,4	6,1
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	8,9	12,0	9,8	11,4	11,5	14,0	11,4	14,2
Einlagen ausländischer Einleger	8,8	9,5	9,8	11,4	11,5	14,0	11,4	14,2
Sonstige	0,1	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	—
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für wä- rungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	23,4	—	—	—	—	—	—	—
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungs- rechte	3,2	3,2	3,5	3,7	3,5	3,7	3,7	3,3
Sonstige Passiva	18,6	21,2	23,4	27,9	22,1	23,7	28,0	25,2
Ingesamt ...	196,3	186,3	197,1	208,2	197,0	210,3	204,8	213,6

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1985 10 janvier	1986 10 janvier	1985 10 février	1986 10 février
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	11,9	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	25,5	31,9	32,7	38,9	37,2	36,7	35,9	35,8
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,8	2,1	2,5	2,4	0,2	0,2	0,2	0,2
bons du Trésor de la Confédération	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,5	1,6	2,4	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
autres	1,0	1,2	1,5	1,7	1,7	1,7	1,6	1,7
Correspondants en Suisse	0,4	0,3	0,3	0,5	0,1	0,0	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,2	0,2	0,1	0,0	0,2	0,3	0,2	0,3
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	51,4	51,0	50,1	50,2
PASSIF								
Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	23,3	24,5	24,7	26,5	24,5	24,5	23,7	23,8
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	12,5	14,0	14,2	14,2	7,7	7,9	7,8	7,1
autres engagements à vue	2,5	1,7	1,0	1,2	2,3	2,7	1,4	3,2
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,0	—	—	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	5,7	8,9	11,9	16,7	16,8	15,8	17,1	16,0
Total	44,6	49,4	51,9	58,7	51,4	51,0	50,1	50,2

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1984 30 novembre	1985 30 novembre	1985 31 janvier	1986 31 janvier
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,5	1,2	0,4	0,8	0,5	1,3
Dépôts à terme et avances	14,0	18,0	13,6	17,2	13,5	16,2
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	12,3	16,4	12,1	15,4	11,6	14,4
à plus de 3 mois	1,7	1,6	1,5	1,8	1,9	1,7
Titres à terme	3,1	3,5	2,8	3,4	2,6	3,2
à 3 mois au maximum	1,9	2,4	1,4	2,1	1,5	2,1
à plus de 3 mois	1,2	1,1	1,4	1,3	1,1	1,1
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	22,7	27,8	21,9	26,5	21,7	25,8
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Fonds de réserve légale	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Dépôts (or)	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Banques centrales :						
à vue	4,3	4,4	4,3	4,4	4,3	4,4
à 3 mois au maximum	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	16,8	21,6	16,0	20,4	15,8	19,6
Banques centrales :						
à vue	0,3	0,8	0,4	0,9	0,3	0,8
à 3 mois au maximum	15,4	19,5	14,3	18,4	14,3	17,4
à plus de 3 mois	1,0	0,6	1,1	0,8	1,1	0,7
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,1	0,7	0,2	0,3	0,1	0,7
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,4	0,6	0,4	0,6	0,4	0,7
<i>Total du passif</i>	22,7	27,8	21,9	26,5	21,7	25,8
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

JANVIER 1986

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités ;
2. Réglementation économique et financière ;
3. Réglementation fiscale ;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
5. Réglementation sociale ;
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
6. Relations économiques et financières extérieures ;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

REMARQUE

Il a été tenu compte des exemplaires du Journal officiel des Communautés Européennes datés du 31 décembre 1985 qui ont été reçus après le 10 janvier 1986.

1. — GENERALITES

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Adhésion de l'Espagne et du Portugal.

Approbation par la Belgique.

Loi du 7 août 1985 portant approbation des traités suivants : 1. Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République française, la République hellénique, la République d'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, Etats membres des Communautés européennes, et le Royaume d'Espagne et la République portugaise relatif à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique ; 2. Décision du Conseil des Communautés européennes relative à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise à la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier ; 3. Acte relatif aux conditions d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise et aux adaptations des Traités, Annexes numérotées I à XXXVI et Protocoles numérotés 1 à 25 ; 4. Acte final et Documents y annexés, signés à Madrid et à Lisbonne le 12 juin 1985, *Moniteur* du 31 janvier 1986, p. 1236.

Modification de textes antérieurs.

Plusieurs numéros du Journal officiel, datés du 31 décembre 1985, publient des textes portant adaptation de textes antérieurs en raison de l'entrée du Portugal et de l'Espagne dans les Communautés.

Rapport annuel.

Décision 85/619/CEE du Conseil, du 20 décembre 1985, adoptant le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté et fixant des orientations de politique économique pour 1986, *Journal officiel* n° L 377 du 31 décembre 1985, p. 1.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

COMPTABILITE DES ENTREPRISES.

Arrêté royal du 16 janvier 1986, modifiant la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, *Moniteur* du 28 janvier 1986, p. 987.

Seront désormais considérées comme petites et moyennes entreprises, celles qui n'occupent pas plus de 100 travailleurs et qui ne dépassent pas plus d'une des limites suivantes :

- 50 travailleurs ;
- 145 millions de chiffre d'affaires hors T.V.A. (au lieu de 80) ;
- 70 millions de total du bilan (au lieu de 40).

Ces entreprises ont la faculté d'établir et de publier leurs comptes annuels suivant un schéma abrégé. Elles ne sont pas tenues de déposer au greffe un rapport de contrôle et de gestion, ni de nommer un commissaire réviseur.

Cette modification s'appliquera à partir des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1985.

ENSEIGNEMENT.

Reconnaissance d'études et de diplômes.

Voir Organisation professionnelle. Droit d'établissement.

ENVIRONNEMENT.

Lutte contre la pollution des eaux de surface.

Décret du Conseil régional wallon du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, *Moniteur* du 10 janvier 1986, p. 217.

LOGEMENT.

Voir Organismes d'intérêt public. Société régionale wallonne du Logement.

Région bruxelloise. Evacuation d'habitations. Aides.

Arrêté royal du 9 octobre 1985 modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1975 concernant l'octroi pour la Région bruxelloise, d'allocations de déménagement, allocations-loyer et d'allocations d'installation en faveur de personnes évacuées d'habitations insalubres ou d'habitations faisant l'objet d'un arrêté d'expropriation ou d'une autorisation de démolir, *Moniteur* du 7 janvier 1986, p. 99.

Région flamande. Habitations sociales. Loyers.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 6 novembre 1985 modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 7 novembre 1984 réglementant le régime des loyers des habitations appartenant aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement ou à la Société nationale elle-même, *Moniteur* du 11 janvier 1986, p. 289.

MARCHE DES CAPITAUX.

Organismes de placement collectif de valeurs mobilières (OPCVM).

Directive 85/611/CEE du Conseil, du 20 décembre 1985, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), *Journal officiel* n° L 375 du 31 décembre 1985, p. 3.

Cette directive établit, en vue de contribuer à la création d'un marché européen des capitaux, des règles minimales communes pour les OPCVM en ce qui concerne leur agrément, leur contrôle, leur structure, leur activité et les informations qu'ils doivent publier.

On entend par « OPCVM » les organismes dont l'objet exclusif est le placement collectif de valeurs mobilières des capitaux recueillis auprès du public et dont le fonctionnement est soumis au principe de la répartition des risques, et dont les parts sont, à la demande des porteurs, rachetées ou remboursées, directement ou indirectement, à charge de ces organismes (article 1, § 2).

La directive distingue deux formes d'OPCVM : ceux qui ont la forme contractuelle (fonds communs de placement gérés par une société de gestion) et ceux qui ont la forme statutaire (société d'investissement). Les « unit trusts » rentrent dans la seconde catégorie (article 1, § 3).

Tout OPCVM doit être agréé par les autorités de l'Etat membre où il est situé. Cet agrément vaut pour tous les Etats membres (article 4, § 1).

En ce qui concerne le fonds commun de placement, les activités de la société de gestion doivent se limiter à la gestion de fonds communs de placement et de sociétés d'investissement (article 6). La garde de leurs actifs doit être confiée à un dépositaire (article 7), qui ne peut être la société de gestion (article 10).

Une société d'investissement doit en principe également confier ses actifs à un dépositaire (article 14, § 1 et 17) sauf dispense accordée par les Etats à certaines conditions (article 14, § 4 et 5).

Les placements d'un OPCVM doivent être constitués exclusivement de valeurs mobilières soit nouvellement émises, soit admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre marché réglementé (article 19, § 1). Les paragraphes 2 et 4 de l'article 19 prévoient des atténuations à ce principe. Un OPCVM ne peut placer plus de 5 % de ses actifs dans des valeurs d'un même émetteur (article 22), acquérir plus de 10 % d'actions, d'obligations ou de parts d'un même émetteur (article 25, § 2), ni acquérir des actions assorties du droit de vote lui permettant d'exercer une influence notable sur la gestion d'un émetteur (article 25, § 1).

Il doit publier un prospectus, un rapport annuel et un rapport semestriel (article 27). Les données comptables doivent être contrôlées par les personnes habilitées en vertu de la loi conformément à la directive 84/253/CEE du Conseil du 10 avril 1984 (article 31).

Un OPCVM qui commercialise ses parts dans un autre Etat membre doit en respecter la législation qui ne relève pas du domaine de la directive (article 44).

Les Etats membres doivent adapter leur législation au plus tard le 1^{er} octobre 1989 (article 57, § 1), sauf la Grèce et le Portugal qui sont autorisés à reporter cette échéance au 1^{er} avril 1992 (§ 3).

MARCHES PUBLICS.

Arrêté ministériel du 24 décembre 1985 fixant les montants prévus à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de travaux, à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 28 décembre 1978 relatif à la mise en concurrence dans le cadre des Communautés européennes de certains marchés publics de fournitures et à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 12 mai 1981 relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de fournitures, *Moniteur* du 1^{er} janvier 1986, p. 3.

Les montants minima déterminant l'application de ces arrêtés royaux seront fixés, à partir du 1^{er} janvier 1986, aux montants suivants :

- 45 millions pour l'A.R. du 22 avril 1977.
- 9 millions pour les A.R. des 28 décembre 1978 et 12 mai 1981.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE.

Droit d'établissement. Professions médicales et paramédicales.

Arrêté royal du 26 décembre 1985, modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, *Moniteur* du 10 janvier 1986, p. 210.

Arrêté royal du 26 décembre 1985 modifiant l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins, *Moniteur* du 10 janvier 1986, p. 212.

Arrêté royal du 26 décembre 1985 modifiant l'arrêté royal du 6 février 1970 réglant l'organisation et le fonctionnement des Conseils de l'Ordre des médecins, *Moniteur* du 10 janvier 1986, p. 213.

Arrêté ministériel du 27 décembre 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 20 juillet 1983 fixant la liste des diplômes, certificats et autres titres de médecin spécialiste délivrés par les Etats-membres de la Communauté économique européenne, visée à l'article 44bis, § 2, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales, *Moniteur* du 10 janvier 1986, p. 215.

Instituts professionnels.

Arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services, *Moniteur* du 30 janvier 1986, p. 1123.

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

Société régionale wallonne du Logement.

Arrêté ministériel du 14 août 1985 portant ratification des statuts de la Société régionale wallonne du Logement, *Moniteur* du 10 janvier 1986, p. 246.

ORGANISMES FINANCIERS.

Caisse des Dépôts et Consignations.

Arrêté ministériel du 15 janvier 1986 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1986 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations, *Moniteur* du 31 janvier 1986, p. 1240.

Le taux ordinaire est fixé à 6 p.c.

Institut de Réescompte et de Garantie. Cadres linguistiques.

Arrêté royal du 20 décembre 1985, modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 1979 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des agents de l'Institut de Réescompte et de Garantie qui constituent un même degré de la hiérarchie, *Moniteur* du 28 janvier 1986, p. 973.

PRIX.

Loyers d'habitations sociales.

Voir Logement. Région flamande. Habitations sociales. Loyers.

Produits laitiers.

Arrêté ministériel du 20 décembre 1985 modifiant l'arrêté ministériel du 6 juin 1985 déterminant les prix maxima de certains produits laitiers, *Moniteur* du 4 janvier 1986, p. 50.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

Programme stratégique européen de recherche et de développement.

Décision 85/558/CEE du Conseil, du 10 décembre 1985, adoptant le programme de travail, pour l'année 1986, pour le programme stratégique européen de recherche et de développement relatif aux technologies de l'information (ESPRIT), *Journal officiel* n° L 365 du 31 décembre 1985, p. 1.

TAUX D'INTERET.

Carnets de dépôt.

Voir sous 3. Carnets de dépôt et d'épargne. Immunité fiscale. Conditions.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION.

Programme Esprit.

Voir Recherche et développement. Programme stratégique européen de recherche et de développement.

TRANSPORT ROUTIER.

Règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil, du 20 décembre 1985, relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route, *Journal officiel* n° L 370 du 31 décembre 1985, p. 1.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

GENERALITES.

Harmonisation et simplification. Commission royale.

Arrêté royal du 21 janvier 1986, créant une Commission royale d'harmonisation et de simplification de la fiscalité, *Moniteur* du 25 janvier 1986, p. 921.

Extrait

Art. 2. — La commission transmet au Ministre des Finances un rapport d'activité le 30 juin 1986 et son rapport final avant le 31 décembre 1986.

Arrêté royal du 21 janvier 1986 portant nomination des membres de la Commission royale d'harmonisation et de simplification de la fiscalité, *Moniteur* du 25 janvier 1986, p. 933.

FRANCHISES FISCALES CEE.

Petits envois sans caractère commercial en provenance de pays tiers.

Directive 85/576/CEE du Conseil, du 20 décembre 1985, modifiant la directive 78/1035/CEE relative aux franchises fiscales applicables à l'importation des marchandises faisant l'objet de petits envois sans caractère commercial en provenance de pays tiers, *Journal officiel* n° L 372 du 31 décembre 1985, p. 30.

La franchise fiscale relative à ces importations est portée de 35 à 45 Ecus. Les législations nationales devront être adaptées pour le 17 juillet 1986.

IMPOTS SUR LES REVENUS.

Carnets de dépôt et d'épargne. Immunité fiscale. Conditions.

Communication de la Commission bancaire du 3 janvier 1986, Moniteur du 7 janvier 1986, p. 115.

Taux de base du marché des dépôts d'épargne (article 3bis, 4^o, litt. c, de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus).

Le taux de base du marché des dépôts d'épargne, à savoir le taux de base le plus bas auquel ou en deçà duquel est rémunérée la moitié au moins des dépôts d'épargne gérés par l'ensemble des établissements recevant des dépôts d'épargne, s'élevait au 1^{er} janvier 1986 à 5 %.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.1 COMMUNAUTES EUROPEENNES.

BUDGET GENERAL DES CE.

Arrêt définitif 85/554/CECA, CEE, Euratom du budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1986, *Journal officiel* n° L 358 du 31 décembre 1985, p. 1.

4.2. ETAT BELGE.

DETTES DE L'ETAT.

Emprunt 9,75 p.c. 1986-1994.

Arrêté royal du 20 janvier 1986 relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 9,75 p.c. 1986-1994, *Moniteur* du 24 janvier 1986, p. 844.

Arrêté ministériel du 28 janvier 1986 relatif à l'émission de l'emprunt 9,75 p.c. 1986-1994, *Moniteur* du 30 janvier 1986, p. 1202.

Extrait

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 9,75 p.c. 1986-1994 est fixé à 99,75 p.c. de leur valeur nominale.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

MODERATION DES REVENUS.

Arrêté royal du 27 décembre 1985 portant exécution de l'arrêté royal n° 278 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale, *Moniteur* du 15 janvier 1986, p. 458.

Modalités du versement à effectuer en 1986 par les employeurs à l'Office National de Sécurité Sociale du produit de la modération salariale légale.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1. GENERALITES.

ABONNEMENT SOCIAL.

Intervention des employeurs.

Arrêté royal du 13 janvier 1986 portant fixation du montant de l'intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des Chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés, *Moniteur* du 18 janvier 1986, p. 612.

Plafond de rémunération.

Sociétés des transports en commun. Barèmes applicables pour le transport des voyageurs sur les lignes de la S.N.C.B., S.N.C.V et S.T.I., *Moniteur* du 17 janvier 1986, p. 567.

Le plafond de rémunération annuelle brute donnant droit à un abonnement social aux employés est porté à 650.000 francs.

ORGANISMES SPECIALISES.

Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

Arrêté royal du 13 janvier 1986 portant exécution de l'article 39bis, § 4, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, *Moniteur* du 22 janvier 1986, p. 746.

Extrait

Article 1^{er}. — Une partie correspondant à 6,6 p.c. du produit des cotisations de sécurité sociale attribuées pour l'année 1985 au régime général d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (secteur des indemnités) est affectée au Fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale.

TRAVAILLEURS FRONTALIERS.

Indemnité compensatoire à la fluctuation du taux de change. France.

Arrêté royal du 24 décembre 1985 accordant une indemnité aux travailleurs frontaliers occupés en France en vue de compenser la perte de rémunération résultant des fluctuations du taux de change entre les monnaies belge et française, *Moniteur* du 21 janvier 1986, p. 688.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

CHOMAGE.

Allocations de chômage et d'attente. Jeunes qui ont terminé leurs études.

Arrêté royal du 24 décembre 1985 prolongeant la durée de validité de l'article 2, 1^o, c, alinéas 2, 3 et 4, de l'arrêté royal du 30 mars 1982 modifiant les articles 124 et 160, §§ 3, 4 et 6 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage et de l'article 4, alinéas 3 et 4 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif à l'octroi d'allocations d'attente aux jeunes travailleurs, non-chefs de ménage, qui ont terminé leurs études, *Moniteur* du 16 janvier 1986, p. 499.

La durée de validité de ces textes octroyant aux jeunes qui ont terminé leurs études le bénéfice d'allocations de chômage ou d'attente, suivant qu'ils sont ou non chefs de ménage, est prolongée une nouvelle fois d'un an, jusqu'au 1^{er} janvier 1987.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

AIDE AU DEVELOPPEMENT.

Préférences tarifaires généralisées des CE.

Règlement (CEE) n° 3599/85 du Conseil, du 17 décembre 1985, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1986 à certains produits industriels originaires de pays en voie de développement, *Journal officiel* n° L 352 du 30 décembre 1985, p. 1.

Règlement (CEE) n° 3600/85 du Conseil, du 17 décembre 1985, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1986 aux produits textiles originaires de pays en voie de développement, *Journal officiel* n° L 352 du 30 décembre 1985, p. 107.

Règlement (CEE) n° 3601/85 du Conseil, du 17 décembre 1985, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1986 à certains produits agricoles originaires de pays en voie de développement, *Journal officiel* n° L 352 du 30 décembre 1985, p. 192.

ACCORDS SUR LES PRODUITS DE BASE.

Caoutchouc naturel.

Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel, et Annexes, faits à Genève le 6 octobre 1979. Prorogation de l'Accord, *Moniteur* du 18 janvier 1986, p. 617.

IMPORTATION - EXPORTATION - TRANSIT.

Voir sous 3. Franchises fiscales CEE.

LIBRE CIRCULATION DES CAPITAUX DANS LA CE.

Parts de fonds communs de placement.

Voir aussi sous 2. Marché des capitaux.

Directive 85/583/CEE du Conseil, du 20 décembre 1985, modifiant la directive du 11 mai 1960 pour la mise en œuvre de l'article 67 du traité, *Journal officiel* n° L 372 du 31 décembre 1985, p. 39.

Les opérations sur titres portant sur des parts de fonds communs de placement rentrent désormais dans le champ d'application de la directive du 11 mai 1960. Les restrictions à la libre circulation de ces parts sont donc levées.

Mesures de sauvegarde CEE. Article 108, § 3. Grèce.

Décision 85/594/CEE de la Commission, du 22 novembre 1985, autorisant la Grèce à prendre certaines mesures de sauvegarde au titre de l'article 108 paragraphe 3 du traité CEE, *Journal officiel* n° L 373 du 31 décembre 1985, p. 9.

Extraits

considérant que la Commission, après avoir consulté le comité monétaire, a recommandé au Conseil un concours mutuel; que le Conseil a octroyé un prêt au titre du mécanisme des emprunts communautaires destiné au soutien des balances de paiement des Etats membres;

considérant cependant que, en raison de l'ampleur des difficultés existant actuellement en Grèce et de l'urgence avec laquelle il convient d'y remédier, les mesures recommandées à la Grèce au terme de l'article 108 paragraphe 1 et le soutien communautaire accordé ne paraissent pas suffisants car ils ne peuvent pas produire leur plein effet à court terme, ni assurer à eux seuls l'assainissement à bref délai de la balance des paiements grecque ;

.....

Article 1^{er}. — La Grèce est autorisée à titre temporaire à exiger, à l'occasion de l'importation de marchandises dont les listes figurent en annexe, l'attestation délivrée par les institutions financières compétentes, qu'un dépôt, au comptant, improductif d'intérêts, a été versé auprès de la Banque de Grèce pour une période de 6 mois ; le montant du dépôt ne peut dépasser :

- 40 % de la valeur caf de la marchandise pour les produits de la liste I,
- 80 % de la valeur caf de la marchandise pour les produits de la liste II.

La Grèce publie la liste des institutions financières visées au premier alinéa.

Art. 5. — La Grèce veille à ce qu'aucune discrimination entre produits nationaux et produits importés des autres Etats membres ne soit opérée dans l'octroi de crédits internes liés aux opérations commerciales.

De même, la Grèce veille à ce que les importations de produits en provenance des autres Etats membres puissent bénéficier sans restrictions de crédits liés aux opérations commerciales et accordés par des non-résidents.

Art. 6. — 1. La Grèce est autorisée, à titre temporaire et dans les limites énumérées à l'annexe 2 de la présente décision, à interdire ou à soumettre à autorisation préalable la conclusion ou l'exécution des transactions et les transferts afférents aux mouvements de capitaux libérés à la date de la présente décision, conformément aux articles 1^{er} et 2 de la directive 60/501/CEE du Conseil, modifiée par la directive 63/21/CEE.

2. La Grèce est autorisée, à titre temporaire, à proroger au-delà du 31 décembre 1985 les restrictions aux transferts afférents aux dépenses des résidents de la Grèce pour voyage de tourisme dans les conditions suivantes :

- à partir du 1^{er} janvier 1986, l'allocation touristique annuelle par personne ne peut être inférieure à 760 Écus,
- à partir du 1^{er} janvier 1987, cette allocation est augmentée chaque année d'au moins 40 Écus.

3. ...

Art. 7. — La Grèce est autorisée à accorder jusqu'au 31 décembre 1986 les aides à l'exportations prévues par la décision 1574/70 du comité monétaire grec, modifiée par la décision 350/82 prévoyant des paiements aux entreprises exportatrices sur base de la valeur ajoutée à l'exportation. L'incidence de ces paiements ne peut dépasser 26,4 % du prix fob. Les taux d'aides appliqués aux différents produits ne peuvent être supérieurs à ceux qui étaient en vigueur au 13 août 1985.

TEXTILE.

CEE-Pays d'Amérique latine.

Le Journal officiel n° L 378 du 31 décembre 1985 publie des règlements du Conseil du 20 mai 1985 concernant la conclusion d'accords entre la CEE et la Colombie, le Guatemala, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay.

7. — DIVERS

BILLETS ET PIÈCES.

Pièces de 5 francs. Emission de nouvelles pièces et démonétisation des pièces du type 1948.

Arrêté royal du 10 janvier 1986 relatif à l'émission de nouvelles pièces de 5 francs et à la démonétisation des pièces de 5 francs, du type 1948 *Moniteur* du 16 janvier 1986, p. 492.

De nouvelles pièces de 5 francs sont émises depuis le 15 janvier 1986.

Les pièces type 1948 cesseront d'avoir cours légal le 15 janvier 1987; elles seront acceptées jusqu'au 30 avril 1987 inclus par les percepteurs des postes, les receveurs des contributions, des douanes et accises et de la TVA, de l'enregistrement et des domaines. Jusqu'au 30 avril 1987 inclus, elles pourront être échangées à la Banque Nationale, et seront définitivement sans valeur le 1^{er} mai 1987.

PROTECTION DES CONSOMMATEURS.

Contrats négociés en dehors des établissements commerciaux.

Directive 85/577/CEE du Conseil, du 20 décembre 1985, concernant la protection des consommateurs dans le cas de contrats négociés en dehors des établissements commerciaux, *Journal officiel* n° L 372 du 31 décembre 1985, p. 31.

Les législations nationales devront donner au consommateur un droit de résiliation dans un délai d'au moins sept jours des contrats négociés en dehors des établissements commerciaux.

Médicaments. Notice scientifique et pour le public.

Arrêté royal du 27 janvier 1986 modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments, *Moniteur* du 30 janvier 1986, p. 1196.

Arrêté royal du 27 janvier 1986 modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1984 relatif à l'information et à la publicité concernant les médicaments, *Moniteur* du 30 janvier 1986, p. 1197.

SANTE PUBLIQUE ET ENVIRONNEMENT.

Voir sous 2. Environnement. Lutte contre la pollution des eaux de surface.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

**

336.301. - 336.302. - 336.312.1
336.32 - 333.831.0

312.1

ACX, R. & DE VIJLDER, W.

Technische analyse van de causaliteit tussen binnenlandse overheidsleningen en rente in België, 1976-1983.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 108, 1985 10/12, p. 431-456.*)

BE 44E

BASTENIER, A. & DASSETTO, F.

L'avenir des immigrés en Belgique.

(In : *LA REVUE NOUVELLE, Bruxelles, 1, 1986 01, p. 20-36.*)

BE 149D

342.4

368.40

ALEN, A.

La réforme de l'Etat : la nouvelle Constitution et ses lois d'exécution.

(Documents-CEPESS.)

Bruxelles, CEPESS, 1985, 306 p.

BERBEN, T. et al.

Stelsels van sociale zekerheid : na-oorlogse regelingen in West-Europa.

(In : *RES PUBLICA, Brussel-Bruxelles, 1, 1986 01/03, p. 111-137.*)

BE 131

385.323. - 331.184. - 338.43

334.151.27

ANTWERP...

Antwerp, a port for all seasons.

(Ortelius Series.)

Deurne/Antwerp, MIM Publishing Company, 1986, 552 p.

BONACCINI, A.

Rapport fait au nom de la Commission économique, monétaire et de la politique industrielle sur le Système Monétaire Européen.

(In : *PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE, Strasbourg, 196/A, 1986 01 13, p. 1-34.*)

EEC 4F

333.432.0 - 334.151.20 - 334.151.27

333.431.0 - 333.451.5

ASDRUBALI, P.

La teoria delle aree valutarie ottimali e l'unificazione monetaria europea.

(In : *RIVISTA DI POLITICA ECONOMICA, Roma, 10, 1985 10, p. 1087-1097.*)

IT 22

BRAGA de MACEDO, J.

Small countries in monetary unions : a two-tier model.

(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 1634.)

Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1985, 47 p.

BRASSINNE, J.

La cooperation belgo-zaïroise 1960-1985.

(In : COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1099-1100, 1985 11 29, p. 1-78.)

BE 28E

BULLETIN...

La Cour des comptes en Belgique.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 1, 1985 01 03, p. 1-6.)

BE 33

336.61 - 336.401. - 336.451.
336.01 - 321.2

333.633.0 - 333.613.

BROUHNS, G.

L'Etat budgétaire; réflexions sur l'assainissement des finances publiques en Belgique.

Gembloux, Duculot Perspectives, 1985, 157 p.

BULLETIN...

Le marché belge des actions en 1985.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 3, 1986 01 17, p. 1-4.)

BE 33

333.451.5 - 333.454.1 - 382.253.
333.825.

333.632.0 - 333.613.

BULLETIN...

La réglementation de change et le double marché en Belgique.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 260, 1985 12, p. 3-9.)

BE 27CF

BULLETIN...

Le marché belge des obligations en 1985.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 3, 1986 01 17, p. 4-6.)

BE 33

331.30 - 331.061. - 382.51
339.312.5

336.41 - 336.440.

BULLETIN...

L'économie belge en 1985-1986 : les investissements et les exportations demeurent les principaux stimulants; ralentissement de la croissance en 1986.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 261, 1986 01, p. 1-9.)

BE 27CF

BULLETIN...

Les techniques budgétaires en Belgique : l'art du tripotage.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 5, 1986 01 31, p. 1-6.)

BE 33

BULLETIN...

L'industrie automobile : de nouveaux défis.

(In : *BULLETIN FINANCIER - BBL, Bruxelles, 1, 1986*
01 15, p. 1-8.)

BE 34A

CLAES

Coordination officieuse des lois coordonnées sur les sociétés commerciales tenant compte des modifications y apportées par la loi du 5 décembre 1984, la loi du 15 juillet 1985 et la loi du 25 juillet 1985.

(In : *REVUE BELGE DE LA COMPTABILITE ET DE L'INFORMATIQUE, Bruxelles, 4, 1985 12 31, p. 1-28*
(Annexe).)

BE 662

658.42 - 332.18

333.825. - 333.451.1 - 333.111.35

CAERTS, A.

Bedrijfsrevisor en ondernemingsraad.

(In : *ACCOUNTANCY EN BEDRIJFSKUNDE - MAAND-SCHRIFT, Antwerpen, 10, 1985 12, p. 16-19.*)

BE 502

DANIEL, B.C.

Optimal foreign exchange-rate policy for a small open economy.

(In : *JOURNAL OF INTERNATIONAL MONEY AND FINANCE, Guildford (England), 4, 1985 12, p. 523-536.*)

GB 29A

333.451.0

474. - 332.86

CANARELLA, G.

Econometric testing of the efficiency hypothesis in foreign exchange markets.

(In : *RIVISTA INTERNAZIONALE DI SCIENZE ECONOMICHE E COMMERCIALI, Padova, 10-11, 1985 10/11, p. 1031-1046.*)

IT 22B

DAUWE, G.

Onderwijs en industrie : bevraging en mogelijke samenwerking.

(In : *WEST-VLAANDEREN WERKT, Brugge, 5, 1985 11/12, p. 271-276.*)

BE 188

382.35 - 337.50 - 327.1
333.432.8 - 334.13 - 334.81

332.811. - 338.8

CARREAU, D.

Les moyens de pression économique au regard du F.M.I., du G.A.T.T. et de l'O.C.D.E.

(In : *REVUE BELGE DE DROIT INTERNATIONAL, Bruxelles, 1, 1985 01/06, p. 20-33.*)

BE 663

DE BRUYNE, G. & DE GRAUWE, P.

Herverdeling van het werk en makro-ekonomisch evenwicht.

(In : *LEUVENSE ECONOMISCHE STANDPUNTEN, Leuven, 36, 1985 12, p. 1-21.*)

BE 92

368.40

336.301. - 339.115. - 336.311.2

DEFEYT, P. & REMAN, P.

Les interlocuteurs sociaux face à la réforme de la sécurité sociale.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1103-04, 1985 12 20, p. 1-51.*)

BE 28E

de LAROSIERE, J.

La croissance de la dette publique : causes, conséquences et remèdes.

(In : *ECONOMIES ET SOCIETES - CAHIERS DE L'ISMEA, Paris, 9, 1985 09, p. 3-31.*)

FR 14

332.812.

333.18

DE GOLS, M.

Le travail du dimanche et des jours fériés.

(In : *ORIENTATIONS, Bruxelles, 1, 1986 01, p. 1-17.*)

BE 120

DELBROUCK, M.

Les fichiers d'endettement en Belgique.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE, Luxembourg, 1, 1986 01, p. 5-9.*)

LU 4

332.832. - 368.43 - 658.324.

658.42 - 332.18

DEHAENE, J.-L.

La relation future entre les pensions légales et les pensions complémentaires.

(In : *REVUE BELGE DE SECURITE SOCIALE, Bruxelles, 7, 1985 07, p. 657-664.*)

BE 141

DE LEMBRE, E.

De controleopdracht van de bedrijfsrevisor m.b.t. de ondernemingsraad.

(In : *ACCOUNTANCY EN BEDRIJFSKUNDE - KWARTAALSCHRIFT, Antwerpen, 4, 1985 10/12, p. 177-185.*)

BE 501

657.5 - 339.4 - 338.43

332.691. - 311.94

DEKEYSER, R.

De financiële toestand van de Westvlaamse industriële ondernemingen, 1981-84.

(In : *WEST-VLAANDEREN WERKT, Brugge, 5, 1985 11/12, p. 258-263.*)

BE 188

DEREYMAEKER, R.

Werkgelegenheid, werkloosheid en gezin.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 11, 1985 11, p. 893-918.*)

BE 71

DERMINE, J.

C.G.E.R., banque publique : une analyse financière.

(In : *GESTION 2000*, Louvain-la-Neuve, 3, 1985 05/06, p. 91-101.)

BE 10A

DOSSIER...

La politique agricole commune de l'Europe.

(In : *LE DOSSIER DE L'EUROPE*, Bruxelles, 2, 1986 01, p. 1-12.)

EEC 20F

331.30 - 331.061.

332.810. - 332.811. - 334.151.54

DEWATRIPONT, M. et al.

L'activité économique en 1985 et les prévisions pour 1986.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 108, 1985 10/12, p. I-VII.)

BE 44E

DREZE, J.H.

Work sharing : why? how? how not...

(In : *ECONOMIC PAPERS*, Brussels, 42, 1985 12, p. 1-65.)

EEC 2B

338.046.2 - 338.041. - 321.92
338.43347.70 - 347.730. - 08 - 342.526.
332.18 - 658.313. - 336.00
336.208. - 333.100. - 173.

DONCKELS, R.

Je eigen zaak; KMO & middenstandsgids voor Vlaanderen.

Tielt, Uitg. Lannoo, 1985, 672 p.

DROIT...

Le droit économique et financier en 1985, hommage à Robert Henrion.

Bruxelles, Bruylant, 1985, XLIII + 479 p.

334.151.7 - 338.755.6

338.046.3

DOSSIER...

La Communauté européenne et son industrie textile.

(In : *LE DOSSIER DE L'EUROPE*, Bruxelles, 19, 1985 12, p. 1-11.)

EEC 20F

DUYM, G.

Pour une réelle stratégie en sous-traitance.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 10, 1985 12, p. 35-38.)

BE 69

333.10

336.00 - 334.151.25

ECHO DE LA BOURSE.

Les nouveaux instruments financiers.
Bruxelles, Echo de la Bourse, 1985, 71 p.

ETUDES...

L'Ecu. (In : Etudes de finances publiques.)
Paris, Economica, 1984, 467-483 p.

332.691.

334.151.52 - 658.313.

ECONOMIE...

Evolutie van de tewerkstelling in de Limburgse industrie.
(In : ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M., Hasselt, 4, 1985 10/12, p. 3-13.)

BE 93

EUROPE...

Information et consultation des travailleurs dans les Etats membres de la Communauté Européenne.
(In : EUROPE SOCIALE, Luxembourg, 1/85, 1985 03, p. 20-47.)

EEC 28F

311.80

338.043. - 334.151.54

ECONOMIE...

Bevolkingsvooruitzichten 1980-2025 voor Limburg.
(In : ECONOMIE IN LIMBURG - G.O.M., Hasselt, 4, 1985 10/12, p. 38-51.)

BE 93

EUROPE...

Nouvelles technologies et changement social. La bureautique.
(In : EUROPE SOCIALE, Luxembourg, SUP, 1985 02, p. 1-83.)

EEC 28F

329.

334.151.54

EEUWIGE...

Eeuwige dilemma's; honderd jaar socialistische partij.
Leuven, Kritak, 1985, 271 p.

EUROPE...

Les politiques de l'emploi dans les Etats membres.
(In : EUROPE SOCIALE, Luxembourg, 1/85, 1985 03, p. 73-94.)

EEC 28F

333.633.0

380.20 - 380.24 - 380.22
380.23

FINANCIEEL...

Aandelenmarkt. Politieke onzekerheid hield haussepotentieel in toom.

(In : *DE FINANCIEEL ECONOMISCHE TIJD - SUPPLEMENT DIT WAS 19....*, Brussel, 2, 1985 12 28, p. 16-23.)

BE 3F

FRANTZEN, D.J.

The pricing of manufactures in an open economy : a study of Belgium.

(In : *CAMBRIDGE JOURNAL OF ECONOMICS*, London, 4, 1985 12, p. 371-382.)

GB 12

332.691. - 311.94

333.451.5

FONDATION ROI BAUDOIN.

L'emploi inné ; conséquences de l'évolution démographique sur le marché de l'emploi.

(Dialogue pour l'Avenir.)

Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1985, 35 p.

FRENKEL, J.A. & RAZIN, A.

Aspects of dual exchange-rate regimes.

(Institute for International Economic Studies, Seminar Paper, 335.)

Stockholm, University of Stockholm, 1985, 46 p.

332.0

338.041. - 321.92

FONDATION ROI BAUDOIN.

Le non-travail.

(Dialogue pour l'Avenir.)

Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1985, 51 p.

GENERALE DE BANQUE.

Comment s'installer à son compte ? Devenir indépendant.

Bruxelles, Générale de Banque, 1985, 30 p.

338.012. - 338.753.0

338.753.3 - 338.753.2

FRAIX, J.

La consommation d'énergie dans l'industrie belge. Chronique de deux crises pétrolières.

(In : *ELECTRICITE*, Bruxelles, 181, 1985 12, p. 11-23.)

BE 176F

GHEERAERT, F. & KINET, P.

Mise en service de l'unité nucléaire PWR de 1000 MWe de Doel 4.

(In : *ELECTRICITE*, Bruxelles, 181, 1985 12, p. 35-46.)

BE 176F

GOBIN, G.

Franc belge : une bonne année malgré quelques tensions.

(In : *L'ANNEE ECONOMIQUE ET FINANCIERE*, Bruxelles, 1, 1986 01, p. 25-26.)

BE 3B

HAWAWINI, G.A. et al.

New evidence on beta stationarity and forecast for Belgian common stocks.

(In : *JOURNAL OF BANKING & FINANCE*, Amsterdam, 4, 1985 12, p. 553-560.)

NL 15A

333.432.8

334.151.7 - 338.733.

GODEAUX, J.

Is een nieuwe Bretton Woods mogelijk?

(In : *STUDIA DIPLOMATICA*, Bruxelles, 6, 1985, p. 667-675.)

BE 50

HEURAU, C.

Quelles réponses aujourd'hui à la crise de l'industrie charbonnière dans l'Europe des Dix?

(In : *RELATIONS INTERNATIONALES*, Paris, 44, 1985 10/12, p. 433-446.)

FR 48

336.212.4

333.733.

GRAPPERHAUS, F.H.M.

Kanttekeningen bij een hervorming van de inkomstenbelasting.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR FISCAAL RECHT - FISCOFOON*, Antwerpen, 58, 1985 12, p. 236-241.)

BE 570

HOLLANDERS, P.

Le crédit hypothécaire en 1985.

(In : *L'ANNEE ECONOMIQUE ET FINANCIERE*, Bruxelles, 1, 1986 01, p. 45-48.)

BE 3B

338.752.0

334.151.25

GRYSPEERDT, E.

Les comptes annuels de l'industrie des fabrications métalliques en 1984.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 10, 1985 12, p. 80-84.)

BE 69

HORDIES, J.-P.

Ecu privé : moyen de paiement et de financement pour les entreprises.

Bruxelles, Léon Dewincklear, 1985, 33 p.

339.112.12 - 339.237. - 339.325.4
347.753.3

332.10

HUBEAU, B. et al.

De nieuwe huurwet in 1985. (Studiedag gehouden aan de Rechtsfaculteit van de R.U. Gent op 22 februari 1985.)

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1985, 94 p.

INSTITUT DES SCIENCES DU TRAVAIL.

L'évolution des relations industrielles en Belgique : adaptation ou mutation? (I.S.T.-Dossier, 7.)

Louvain-la-Neuve, Institut des Sciences du Travail, 1985, 218 p.

339.312.5 - 339.312.2 - 339.312.7

ILZKOVITZ, F.

Les déterminants des investissements des entreprises en Belgique.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 108, 1985 10/12, p. 487-544.*)

BE 44E

331.30 - 331.31 - 331.01 - 338.043.
338.340. - 339.115. - 338.341.1 - 382.242.4
382.240. - 382.254. - 333.46 - 382.30
382.51 - 334.150.0 - 371.

INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES.

RAMSES 1985/86 ; rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies.

Paris, Edit. Atlas-Economica, 1985, V + 470 p.

08 - 333.139.1

IN...

In bono et aequitate perseverans - Baron de Barys 1906-1985.

Bruxelles, Bruylant, 1985, XLV + 488 p.

347.728.1 - 347.728.3 - 657.33
657.34 - 339.4

JAARVERSLAGEN...

Jaarverslagen ... meer informatie dan je denkt!

Antwerpen, Uitgeversbedrijf Tijd, 1985, 79 p.

347.724.

INFORMATIONS...

La nouvelle S.P.R.L.

(In : *INFORMATIONS - INSTITUT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES CLASSES MOYENNES, Bruxelles, 11, 1985, p. 21-25.*)

BE 86BF

342.527.

JASSON, J.

La Cour d'arbitrage.

(In : *BULLETIN DE LA FONDATION ANDRE RENARD, Liège, 154, 1985 11/12, p. 45-54.*)

BE 17

347.720.1 - 336.207.

KEYMEULEN, G.

Belastingvrije coördinatiecentra.
(Fiscale Praktijkstudies, 2.)

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1985,
IX + 90 p.

333.602. - 333.111.30 - 333.820.
333.111.7 - 333.106.

LAMFALÜSSY, A.

Innovations financières, politique monétaire et stabilité des marchés.

(In : *BANQUE, Paris, 457, 1986 01, p. 8-14.*)

FR 6

336.214. - 348.50

KIRKPATRICK, J.

Examen de jurisprudence (1968-1982). Les impôts sur les revenus et les sociétés. (II)

(In : *REVUE CRITIQUE DE JURISPRUDENCE BELGE, Bruxelles, 4, 1985 10/12, p. 619-693.*)

BE 667

332.691. - 332.26

LAYARD, P.R.G. & NICKELL, S.J.

Unemployment, real wages, and aggregate demand in Europe, Japan and the United States.

(In : *CARNEGIE-ROCHESTER CONFERENCE SERIES ON PUBLIC POLICY, Amsterdam, 1985 09, p. 143-202.*)

NL 15ES

336.212.2

KLEYNEN, G.

Les inadvertances de la loi instaurant le précompte mobilier libératoire.

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles, 12, 1985 12, p. 223-227.*)

BE 158FB

333.832.6 - 333.715. - 336.452.
336.451. - 336.301. - 336.302.

LEJEUNE, G. & VUCHELEN, J.

De begrotingsvoorspellingen van de rentelasten op de overheidsschuld.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTÈRE DES FINANCES, Bruxelles, 12, 1985 12, p. 31-44.*)

BE 99B

332.630. - 338.43

KONING BOUDEWIJNSTICHTING.

Lokale werkgelegenheidsinitiatieven in Vlaanderen; mogelijkheden en beperkingen.

(Dialogo voor de Toekomst.)

Brussel, Koning Boudewijnstichting, 1985, 127 p.

336.450. - 657.46

LIENARDY, P.

Considérations sur la nullité de plein droit des actes administratifs pris en violation des règles du contrôle administratif et budgétaire.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTÈRE DES FINANCES, Bruxelles, 12, 1985 12, p. 5-18.*)

BE 99

LIERMAN, F.

Solvabilité en rendabilité van het Belgisch financieuzen in 1984.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERWEZEN, Bruxelles/Brussel, 1, 1986 01, p. 23-39.*)

BE 134

MASSART-PIERARD, F.

Consommer autrement?

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 6, 1985 12, p. 451-460.*)

BE 131A

338.046.3

342.4

LINDELAUF, R.

La sous-traitance, un miroir aux alouettes?

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 10, 1985 12, p. 30-31.*)

BE 69

MAST, A. & DUJARDIN, J.

Overzicht van het Belgisch grondwettelijk recht. De Belgische grondwet met bijzondere wet van 8/8/80, gewone wet van 9/8/80, wet van 31/12/83, wet tot oprichting van voorlopige gemeenschappen en gewestinstellingen gecoördineerd op 20/7/79.

Gent, Story-Scientia, 1985, XXVII + 617/62 p.

331.30 - 331.061.

338.046.3

LOEWENTHAL, P.

Au-delà des déséquilibres : les latitudes de l'expansion conjoncturelle.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES, Louvain-la-Neuve, 12, 1985 12, p. 1-23.*)

BE 87

MELANGE, J.

Sur la sous-traitance et les yeux de Rita.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 10, 1985 12, p. 32-34.*)

BE 69

382.35 - 337.50 - 327.1

338.751.1 - 334.150.4

LOUIS, J.-V.

L'efficacité des moyens de pression.

(In : *REVUE BELGE DE DROIT INTERNATIONAL, Bruxelles, 1, 1985 01/06, p. 122-144.*)

BE 663

MENY, Y. & WRIGHT, V.

La crise de la sidérurgie européenne, 1974-1984.

Paris, Presses Universitaires de France, 1985, 306 p.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

Arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux pris en application des lois du 2 février 1982 et du 6 juillet 1983.

Bruxelles, Ministère des Affaires économiques, Dir. gén. des Etudes. & de la Documentation, 1984, 94/57 p.

332.602.2 - 332.832. - 332.243.

MOULAERT, F.

Vreemde werknemers, werkgelegenheid en sociale zekerheid.

(In : RES PUBLICA, Brussel/Bruxelles, 1, 1986 01/03, p. 95-110.)

BE 131

333.131.30 - 333.109. - 336.311.2
339.115.

NUNNENKAMP, P.

Bank lending to developing countries and possible solutions to international debt problems.

(In : KYKLOS, Basel, 4, 1985 10/12, p. 555-577.)

CH 10

334.151.59 - 332.821. - 658.322.

NUYTS, R.

La C.E.E. et la sécurité du travail.

(In : REVUE DU TRAVAIL, Bruxelles, 4-5, 1985 04/05, p. 319-329.)

BE 153

PARIBAS...

La comptabilité d'inflation sur les résultats de 1984.

(In : PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES, Bruxelles, 64, 1985 11, p. 19-26.)

BE 64DF

333.602. - 333.613. - 333.632.0
333.633.0 - 339.312.6 - 336.207.

PARIBAS...

La Bourse de Bruxelles en 1985 : une bonne année sans plus dans un monde boursier en effervescence.

(In : PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES, Bruxelles, 65, 1986 01, p. 2-20.)

BE 64DF

331.30 - 331.061.

PARIBAS...

Conjoncture belge : optimisme modéré pour 1986.

(In : PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES, Bruxelles, 65, 1986 01, p. 21-23.)

BE 64DF

347.754.

PATERNOSTRE, B. & DELLISSE, M.P.

La rupture du contrat de travail avant exécution.

(In : ORIENTATIONS, Bruxelles, 1, 1986 01, p. 18-22.)

BE 120

PENSER...

Penser autrement que Martens VI.
Bruxelles, Groupe B-Y, 1985, 94 p.

REVUE...

Les documents de travail du reviseur d'entreprises.
(In : REVUE BELGE DE LA COMPTABILITE ET DE L'INFORMATIQUE, Bruxelles, 4, 1985 12 31, p. 1-4.)
 BE 662

384.7

658.42

PICHAULT, F.

La télématique dans le cadre réglementaire et institutionnel de la Belgique.
(In : COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1101-02, 1985 12 06, p. 1-62.)
 BE 28E

REVUE...

Révision de systèmes informatisés.
(In : REVUE BELGE DE LA COMPTABILITE ET DE L'INFORMATIQUE, Bruxelles, 4, 1985 12 31, p. 33-41.)
 BE 662

333.46

347.720.0 - 658.40

QUARTERLY...

Belgian franc.
(In : QUARTERLY CURRENCY FORECAST - MANUFACTURERS HANOVER TRUST CY, New York, 1986 01/03, p. 14-15.)
 US 23

ROSENFELD, C.

Le besoin en capital à la constitution d'une société commerciale.
(In : GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 1, 1985 01/02, p. 67-98.)
 BE 10A

368.40 - 336.207. - 338.43

338.046.3 - 338.752.2

RAMBOER, W. & BALTHAZAR

La politique industrielle en Belgique dans les années 1980.
(In : BULLETIN FEB, Bruxelles, 2, 1986 01 31, p. 150-160.)
 BE 32

ROSIER, D.

La sous-traitance belge dans le domaine de l'électronique.
(In : FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 10, 1985 12, p. 39-40.)
 BE 69

ROSIERS, M.

Strukturele ontwikkelingen van de bouwnijverheid in Vlaanderen.

Brussel, Vlaamse Raad van de Nationale Konfederatie van het Bouwbedrijf, 1985, 48 + 16 p.

SOCIETE ROYALE D'ECONOMIE POLITIQUE DE BELGIQUE.

Cinq aspects du financement des soins de santé. (1^{er} Colloque Economie et Santé, Charleroi, le 11 juin 1985.) (Conférences, n° 442, septembre 1985.)

Charleroi, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, 1985, 150 + 51 p.

347.728.1

334.151.25

SCHOLTISSEK, W.

Der Jahresabschluss von Kapitalgesellschaften in Belgien nach Umsetzung der Vierten Richtlinie vom 25.7.1978.

(In : RECHT DER INTERNATIONALEN WIRTSCHAFT, Heidelberg, 12, 1985 12, p. 952-965.)

DE 21

STABILISIERUNG...

Die Ecu. Ein Beitrag zur Stabilisierung der Devisenmärkte. (In : Stabilisierung des Währungssystems.)

(Veröffentlichungen des Instituts fuer Empirische Wirtschaftsforschung, 23.)

Berlin, Duncker & Humblot, 1985, 211-233 p.

334.151.6

659. - 384.4 - 384.5

SENIOR NELLO, S.M.

Reform of the EC agrimonetary system : a public choice approach.

(In : REVUE D'INTEGRATION EUROPEENNE - JOURNAL OF EUROPEAN INTEGRATION, Montréal, 1, 1985 07/09, p. 55-79.)

CA 7

STEPHANE, R.

La publicité et la R.T.B.F.

(In : GESTION 2000, Louvain-la-Neuve, 3, 1985 05/06, p. 169-175.)

BE 10A

382.33 - 382.32 - 382.30

385.221.

SHUTT, H.

The myth of free trade : patterns of protectionism since 1945.

Oxford, Basil Blackwell, 1985, 193 p.

THIRY, B.

La demande de véhicules neufs et le parc automobile. Une comparaison de quelques modèles économétriques.

(In : CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 108, 1985 10/12, p. 459-484.)

BE 44E

'T KINT, J.

Les associations sans but lucratif et la faillite.

(In : *REVUE PRATIQUE DES SOCIETES*, Bruxelles, 1985 10/12, p. 336-358.)

BE 679

VANDEPUTTE, R.

Fernand Collin en zijn tijd.

Tielt, Lannoo, 1985, 173 p.

334.151.6

339.112.10 - 307.116.

TOLMAN, T.

Rapport fait au nom de la Commission de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation sur l'avenir de la politique agricole commune.

(In : *PARLEMENT EUROPEEN - DOCUMENTS DE SEANCE*, Strasbourg, 185/A, 1985 12 16, p. 1-62.)

EEC 4F

VANHOECKE, R.

Aperçu des modifications apportées au patrimoine des logements 1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES*, Bruxelles, 12, 1985 12, p. 45-79.)

BE 99

339.4

313. - 339.325.1 - 307.5

TRENDS...

L'Almanach des Placements. Comment investir en 1986?

(In : *TRENDS - TENDANCES*, Bruxelles, Spec., 1985 12 15, p. 1-122.)

BE 172A

VANNESTE, D.

De welvaartsstructuur van de Westvlaamse gemeenten.

(In : *WEST-VLAANDEREN WERKT*, Brugge, 5, 1985 11/12, p. 264-269.)

BE 188

347.724.

338.43

VAN BRUYSTEGEM, B.

De eenpersoonsonderneming met beperkte aansprakelijkheid.

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD*, Antwerpen, 23, 1986 02 08, p. 1538-1566.)

BE 655

VANNESTE, O.

Zeebrugge, een groeipool. (Rede uitgesproken in zitting van 14 november 1985.)

Brugge, Provincieraad van West-Vlaanderen, 1985, 73 p.

VAN OMMESLAGHE, P.

La société d'une personne (l'E.P.R.L.)

(In : *CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU TOURNAISIS - BULLETIN MENSUEL*, Tournai, 9, 1985, p. 134-143.)

BE 46

WIBAUT, S.

A model of tax reform for Belgium.

(In : *CORE DISCUSSION PAPER*, Louvain-la-Neuve, 8516, 1985 06, p. 1-21.)

BE 57

332.632.2 - 336.831.

333.613. - 338.046.2

VERBRUGGE, F.

Les avantages sociaux et fiscaux accordés à l'occasion de l'engagement d'un personnel supplémentaire.

(In : *ORIENTATIONS*, Bruxelles, 12, 1985 12, p. 261-276.)

BE 120

WIELEMANS, A.

Le second marché à la Bourse de Bruxelles.

(In : *EUREPARGNE - REVUE ECONOMIQUE EUROPEENNE*, Luxembourg, 2, 1986 02, p. 19-21.)

LU 4

336.212.2

330.543. - 338.047. - 330.548.

VUCHELEN, J.

Een onderzoek van de afschaffing van de roerende voorheffing.

(Cemspaper, 191.)

Brussel, Centrum voor Econometrie en Management Science, 1986, 102 p.

WOLFERS, A.

Les entreprises publiques dans le débat sur la privatisation.

(In : *CAHIERS CEPESS*, Bruxelles, 1-2, 1985 01/06, p. 1-78.)

BE 149AF

338.046.3

331.31 - 333.403. - 331.062.

WALSCHOT, F.

Quelques aspects juridiques du contrat de sous-traitance.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 10, 1985 12, p. 40-43.)

BE 69

ZEEGERS, J.

Thatcher-Reagan : faut-il suivre leur exemple en Belgique ?

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 6, 1985 12, p. 385-402.)

BE 131A

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

Prenant cours avant le numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prenant cours à partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 650,—. Autres pays : voie normale : FB 650,— voie aérienne : FB 1.450,—

PRIX DU NUMERO SEPRE

Jusqu'au numéro de juin 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.
A partir du numéro de juillet 1985	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays européens : FB 65,—. Autres pays : voie normale : FB 65,— voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
